

LA NOUVELLE CRITIQUE

Directeur : Francis Cohen

Réducteur en chef : François Hincker

Rédacteurs en chef adjoints : Emile Breton, Serge Goffard

Secrétaires de rédaction : Jacques Poulet, Odette Hollander

Maquette : Anne Preiss

Comité de rédaction : Michel Apel-Muller, Gérard Beloin, Colette Bernas, Guy Biolat, Lucien Bonnafé, Emile Breton, Pierre Bruno, Christine Buci-Glucksmann, Antoine Casanova, Philippe Cazelle, Catherine Clément, Francis Cohen, Jacques Cora, Jacques De Bonis, Jean Deroche, Bernard di Crescenzo, Jean-André Fieschi, André Gisselbrecht, Serge Goffard, Maurice Goldring, Jean Goldzink, Aimé Guedi, Guy Hermier, François Hincker, Jacques Leclerc, Paul Mazliak, Roland Ménard, Elie Mignot, Jacques Milhau, Maurice Moissonnier, Jean-Louis Moynot, Jacques Pesenti, Roland Pierre, Claude Prévost, Jean Rony, Jacques Roux, Laurent Salini, Lucien Sève, Michel Simon, Michel Strulovici, Jean Thibaudeau, France Vernier, Roland Weyl.

Secrétaire général : Arnaud Spire

Gestion : Francine Ecosse

Ventes : Jean-Claude Mulleman

Rédaction :

2, place du Colonel-Fabien, 75940 Paris Cedex 19
Tél. : 202-70-10 ; 203-20-74

Administration et

service de vente :

168, rue du Temple, 75003 Paris
Tél. : 277-35-22

Régie publicitaire :

A. C. P.

187, quai Valmy, 75010 Paris
Tél. : 203-96-58

Prix de vente au numéro

France	Marché Commun	Autres Pays
18 F	Afrique du Nord	22 F
	20 F	

AUX ABONNÉS : en cas de changement d'adresse, les P. T. T. ne font pas suivre les publications.

Si vous désirez recevoir votre revue sans retard vous avez donc intérêt à nous communiquer avant le 15 du mois votre nouvelle adresse sans oublier de nous joindre également l'ancienne et 2,40 F en timbres-poste.

Commission paritaire : n° 21357

Imprimé par Corbière et Jugain, Alençon.

Diffusé par les N. M. P. P.

Directeur de la publication : Francis Cohen



Un cadeau militant :

Offrez

Un abonnement à
La Nouvelle Critique

	2
	3
	5
	14
Vazquez de Sola,	21
	22
	24
ineau	29
	30
Jacques Poulet	
Voyage en France	
Emile Breton	
Le réformisme en milieu enseignant	
Aimé Guedj	
Recherches fondamentales et fondements de la physique	
Philippe Lavallard	
Un catholique et la classe ouvrière	
Michel Dion	
Psychothérapie et psychanalyse	
Bernard Muldworf	
La N. C. internationale : U. S. A.	59
Où en est le mouvement de libération des noirs ?	60
Jean Solbès	
Peter, ou comment on devient américain	66
Pierrette Gillot	
Au nom de la raison ? Marxisme, rationalisme, irrationalisme	69
Etienne Balibar	
Les irrationalismes, aujourd'hui, en France	77
Jean-Pierre Cotten	
Actuelles	83
Jean-Philippe Chimot, Arnaud Claass, Monique Clavel-Lévêque, François Hincker, Jeffry Kaplow, Arnaud Spire	
En direct avec les lecteurs	89
Echecs	91
F. Molnar	
Cinq cents ans après, la pomme de terre	92
Robert Courtine (La Reynière)	
La N. C. signale	94

Iconographie. Couverture : photo Erich Hartmann (Magnum); pp. 30 à 34, 71, 73, 75 et 81 : C. Raimond-Dityvon (Viva); pp. 35 à 39 : dessins de Florès; pp. 40 à 44 : réalisation graphique d'Annick Poulet; pp. 48 et 49 : Roger-Viollet; pp. 54 à 57, 92 : droit réservés; pp. 61, 62 et 64 : Leonard Freed (Magnum); pp. 59, 62 et 67 : René Burri (Magnum); p. 68 : Kirogi Kubota (Magnum); p. 63 : Michèle Vignes (Magnum), Gilles Peress (Magnum); p. 68 : Burk Uzzle (Magnum); p. 71 : Gilles Caron (Gamma); p. 75 : Marc Riboud (Magnum); p. 80 : George Brooke (Gamma). © 1976, Les Editions de La Nouvelle Critique.

J'offre un abonnement à :

Nom _____ Prénom _____

Profession _____

Adresse _____

Nom du souscripteur _____

Directeur : Francis Cohen

Rédacteur en chef : François Hinc

Rédacteurs en chef adjoints : Em

Secrétaires de rédaction : Jacques

Maquette : Anne Preiss

Tarif d'abonnements		1 an	2 ans	6 mois
France	Normal	155 F	285 F	90 F
	Etudiants	75 F	140 F	45 F
Marché commun et Afrique du Nord	Normal	200 F	385 F	
	Etudiants	100 F	180 F	
Autres pays	Normal	230 F	420 F	
	Etudiants	110 F	200 F	

Comité de rédaction : Michel Ap-
loin, Colette Bernas, Guy Biolat,
Breton, Pierre Bruno, Christi
Antoine Casanova, Philippe Caze
Francis Cohen, Jacques Coru, Je
Deroche, Bernard di Crescenzo
André Gisselbrecht, Serge Goffa
Jean Goldzink, Aimé Guedj, G
Hincker, Jacques Leclerc, Paul Mazniak, Roland
Menard, Elie Mignot, Jacques Milhau, Maurice Mois-
sonnier, Jean-Louis Moynot, Jacques Pesenti ¹, Roland
Pierre, Claude Prévost, Jean Rony, Jacques Roux,
Laurent Salini, Lucien Sève, Michel Simon, Michel
Strulovici, Jean Thibaudeau, France Vernier, Roland
Weyl.

Je désire que le bénéficiaire soit averti de mon geste : Oui Non
Je participe avec cet abonnement au concours de la NC : Oui Non

Adresser ce bulletin avec chèque de règlement à : La Nouvelle Critique, 168, rue du Temple,
75003 Paris. CCP 6956-23 Paris.

1. c. 2.

Secrétaire général : Arnaud Spire

Gestion : Francine Ecosse

Ventes : Jean-Claude Mulleman

Rédaction :
2, place du Colonel-Fabien, 75940 Paris Cedex 19
Tél. : 202-70-10 ; 203-20-74

Administration et
service de vente :
168, rue du Temple, 75003 Paris
Tél. : 277-35-22

Régie publicitaire :
A. C. P.
187, quai Valmy, 75010 Paris
Tél. : 203-96-58

Prix de vente au numéro

France	18 F	Marché Commun Afrique du Nord	22 F	Autres Pays	20 F
--------	------	----------------------------------	------	-------------	------

AUX ABONNES : en cas de changement d'adresse,
les P. T. T. ne font pas suivre les publications.
Si vous désirez recevoir votre revue sans retard avec
avec donc intérêt à nous communiquer avant le 15
du mois votre nouvelle adresse sans oublier de nous
joindre également l'ancienne et 2,40 F en timbres-
poste.

Commission paritaire : n° 21357
Imprimé par Corbière et Jugain, Alençon.
Diffusé par les N. M. P. P.
Directeur de la publication : Francis Cohen

N° 99 (280), nouvelle série. Mensuel, décembre 1976

Dans notre parti aussi _____	2
La N. C.	
L'eau bout à cent degrés, ou de l'objectivité _____	3
François Hincker	
Comment l'idéologie vient aux journalistes _____	5
Paul Seban, Marcel Trillat	
Tribune libre des dessinateurs _____	14
Barrigüe, Bonnaffé, Cardon, Jacques Faizant, Ghertman, Piem, Plantu, Reiser, Siné, Vazquez de Sola, Wiaz, Wolinski	
Attention à Victor Hugo ! Voler ou prendre ? _____	21
France Vernier	
Ecrire dans un journal communiste est source de réflexions diverses _____	22
Maurice Goldring	
Le fait, le commentaire, le journaliste communiste _____	24
Un entretien avec Henri Alleg, André Carrel, Michel Doumenc et Marie-Rose Pineau	
Notes pour une approche dramaturgique de l'information télévisuelle _____	29
Jacques Poulet	
Voyage en France _____	30
Emile Breton	
Le réformisme en milieu enseignant _____	35
Aimé Guedj	
Recherches fondamentales et fondements de la physique _____	40
Philippe Lavallard	
Un catholique et la classe ouvrière _____	47
Michel Dion	
Psychothérapie et psychanalyse _____	52
Bernard Muldworf	
La N. C. internationale : U. S. A. _____	59
Où en est le mouvement de libération des noirs ? _____	60
Jean Solbès	
Peter, ou comment on devient américain _____	66
Pierrette Gillot	
Au nom de la raison ? Marxisme, rationalisme, irrationalisme _____	69
Etienne Balibar	
Les irrationalismes, aujourd'hui, en France _____	77
Jean-Pierre Cotten	
Actuelles _____	83
Jean-Philippe Chimot, Arnaud Claass, Monique Clavel-Lévêque, François Hincker, Jeffrey Kaplow, Arnaud Spire	
En direct avec les lecteurs _____	89
Echecs _____	91
F. Molnar	
Cinq cents ans après, la pomme de terre _____	92
Robert Courtine (La Reynière)	
La N. C. signale _____	94

Iconographie. Couverture : photo Erich Hartmann (Magnum) ; pp. 30 à 34, 71, 73, 75 et 81 : C. Raimond-Dityvon (Viva) ; pp. 35 à 39 : dessins de Florès ; pp. 40 à 44 : réalisation graphique d'Annick Poulet ; pp. 48 et 49 : Roger-Viollet ; pp. 54 à 57, 92 : droit réservés ; pp. 61, 62 et 64 : Leonard Freed (Magnum) ; pp. 59, 62 et 67 : René Burri (Magnum) ; p. 68 : Kirogi Kubota (Magnum) ; p. 63 : Michèle Vignes (Magnum), Gilles Peress (Magnum) ; p. 68 : Burk Uzzle (Magnum) ; p. 71 : Gilles Caron (Gamma) ; p. 75 : Marc Riboud (Magnum) ; p. 80 : George Brooke (Gamma).
© 1976, Les Editions de La Nouvelle Critique.

Dans notre parti aussi

HISTORIC CONG
FONS: ARXIU
UIXRA: ARXIU



L'information. Un dossier de plus sur la question, dans la foulée du comité central sur la presse ?

Non. Des réflexions, des notes, quelques avancées peut-être, et pas mal d'interrogations. Avec ceci de particulier : ici, des journalistes communistes, des collaborateurs de la revue interrogent leur pratique, directement ou par travaux pratiques — articles, interviews — interposés.

On a publié ailleurs, et c'était nécessaire dans la bataille politique que le parti communiste a engagée pour le pluralisme, des tribunes de discussion, des tables rondes avec des journalistes de l'« autre » presse. Mais la presse ouvrière, la presse communiste est riche d'une expérience qu'elle a bien chèrement payée, car l'argent en a étouffé, de ses journaux, en a réduit au silence, de ses journalistes.

On appellerait bien à la rescousse les grands ancêtres, Marx et Engels, et ce qu'ils firent pour *La Nouvelle Gazette rhénane*, cette phrase par exemple par quoi Engels conclut le récit de la chute d'une barricade, en juin 1948 : « C'étaient les lions et les loups de la Bourse de la deuxième légion qui avaient accompli cet exploit contre sept ouvriers et deux grisettes » (*La Nouvelle Gazette rhénane*, 28 juin 1844, Editions sociales, tome I). Mais c'est aussi Paul Vaillant-Couturier et Gabriel Péri qu'il faut aujourd'hui relire. Et peut-on croire que l'expérience de ces dizaines de journaux communistes de la Résistance et de la Libération n'ait pas laissé de trace dans la « conscience collective » du parti. Sans doute ont-ils fait bien des erreurs, alors, mais l'ennemi les leur a fait payer au plus haut prix : leur existence, pendant que d'autres louvoyaient, et s'en tiraient.

Cela devait être dit à l'ouverture de ce petit ensemble où les notes accumulées ne sont sans doute pas aussi « impressionnistes » qu'il y paraît. C'est sur tout cet acquis qu'elles s'appuient. Et que des journalistes de télévision, des journalistes de l'écrit, des universitaires, tous militants, s'y rencontrent avec des « papiers » si divers nous réjouit.

Autre chose nous réjouit : nous avons demandé à des dessinateurs de presse, dont on verra que la plupart sont bien loin d'être communistes, de nous donner un dessin sur le thème « le parti communiste et la liberté de la presse ». Ils ont tous répondu. Nous publions tous leurs dessins, qu'ils nous aient fait ou non plaisir. Mais écoutons ce qu'ils disent : ça aussi, c'est du journalisme.

La Nouvelle Critique

L'eau bout à cent degrés, ou de l'objectivité

François Hincker

La discussion et les décisions du comité central du parti communiste français consacré à l'information auront eu, entre autres effets, celui de dissiper le charme de certaines évidences, d'inquiéter, au bon sens du mot !.

Inquiéter. Entendons-nous bien. Les communistes ne se sont pas convertis aux idées de Tchakhotine (information = propagande = viol des foules), ou à celles de MacLuhan, reprises de temps à autres par Michel Rocard (la communication téléphonique substituée à la lutte des classes), ni à celles de quelques passistes (la télévision, quelle horreur, quel abrutissement, quelle perversion des enfants !).

Pour les communistes, le développement de l'information et de tous ses véhicules techniques modernes est un phénomène fondamentalement positif, cause et conséquence d'une socialisation, d'une globalisation, d'une généralisation des connaissances, de la culture, de la personnalité : pas plus qu'on imagine la croissance du socialisme sur la base de la petite production, on ne peut l'imaginer sans une formidable circulation des informations de toute nature. Car le socialisme est bien un mode de production où le travailleur tend à se situer et à se constituer dans ses rapports avec tous les autres travailleurs, tend à s'universaliser. D'ailleurs, de la même façon que le socialisme exige l'élargissement du champ de la démocratie, il exige l'élargissement du champ balayé par une information à la fois scientifique et de masse, par exemple l'information économique.

C'est dire que la lutte pour l'information n'est pour les communistes aucunement conjoncturelle, qu'elle va bien au-delà du fait que la libération et la démocratisation de l'information, dans les conditions de la crise du capitalisme, ne peuvent que favoriser la bataille d'idées, lieu où le grand capital espère élever les digues ultimes devant la volonté de changement. S'il en était ainsi, on pourrait alors soupçonner les communistes de faire leur, eux aussi, l'adage cynique : je vous demande aujourd'hui, au nom de vos principes, les libertés qui me servent ; je vous refuserai demain, au nom des miens, celles qui me nuisent.

Mais inquiéter, en contraignant l'ad-

versaire — et aussi nos propres rangs — à reconnaître qu'aujourd'hui n'existent ni une information soucieuse de former des travailleurs, des hommes, des citoyens, ni le pluralisme. Sur ce dernier aspect, essentiel, c'est ce qu'exprime et ce que produit ce mot d'ordre très simple et très fort : il faut aussi des journalistes communistes dans les grands moyens d'information audiovisuels, parce que ceux-ci sont dans les faits assimilables à des services publics. En d'autres termes, là comme ailleurs, il faut prendre au mot — la libre circulation des informations et des idées — la classe dirigeante pour, de ces mots qu'elle vide de leur sens, faire une réalité démocratique.

Mais inquiéter aussi, en invitant à réfléchir sur un problème qui n'est point simple, qui n'est point sans soulever, et c'est naturel, de vives et parfois divergentes discussions, y compris entre communistes : *qu'est-ce que l'objectivité ?* Au lendemain du comité central, dans les dialogues entre communistes et non-communistes, l'accord a semblé aisément se faire sur la distinction entre l'objectivité du fait et la subjectivité du commentaire, de l'interprétation. Et c'est déjà beaucoup. Cette intention unanime disqualifie la revendication *fasciste* (même si au moment de l'affaire du *República* portugais, elle a été reprise, inexplicablement, par des gens qui certes ne l'étaient point et dont nous voulons croire qu'ils ne mesureraient pas les terrifiantes perspectives où ils s'engageaient ainsi) : la revendication, au nom de la liberté, du droit au faux. Point de démocratie sans droit à l'erreur, mais point davantage de démocratie avec le droit au mensonge.

Quatre propositions

Cette unanimité a cependant quelque chose de troublant, non au plan de la sincérité et de l'honnêteté, qui ne sont certes pas en cause, mais au plan de la responsabilité. Car enfin, et tout historien comme tout enseignant qui sont confrontés à la même question ne démentiront pas, mettre en pratique ce juste principe de la distinction du fait et du commentaire, cela ne va pas de soi...

La question de l'objectivité recèle des

pièges, que quatre propositions pourraient définir :

1. Le fait, c'est très simple ; il est là, ouvrons les yeux, allons aux sources. C'est le piège du réalisme naïf.

2. On ne peut jamais établir un fait ; il est toujours construit par une subjectivité. C'est le piège du scepticisme.

3. Le commentaire, c'est tout simple : il y a une analyse, une explication du fait. C'est le piège du scientisme, du totalitarisme aussi.

4. Tous les commentaires se valent, à chacun sa vérité, il n'y a pas d'objectivité. C'est, à un autre niveau, à nouveau le piège du scepticisme.

Creusons les propositions 1 et 2.

Il est bien vrai que le fait de connaissance, par conséquent le fait d'information (on n'informe que sur ce que, pour le moins, on a reconnu) est un fait découpé, mesuré, nommé, qualifié. L'eau bout à 100 degrés : cela n'est pas un fait brut, c'est un fait *abstrait*, et précisément, parce qu'abstrait, plus essentiel que le fait brut qui n'est jamais que le processus d'ébullition de cette eau-là, dans cette casserole-là, dans le lieu où je suis. Sous une autre pression atmosphérique, l'eau bouillira à 50 degrés, à 30 degrés. Et d'ailleurs, 100 degrés, où ? A la surface de l'eau, « en bas », « au milieu » ? Comment planter le thermomètre ? Que de problèmes à résoudre pour arriver à cette information toute simple : l'eau bout à 100 degrés... D'ailleurs, il faut au préalable un certain point de vue sur le réel pour que je mette en œuvre tout le processus qui conduira à la formulation de cette information : en l'occurrence, un point de vue rationaliste. Il faut que je croie à l'existence de lois physiques au-delà de l'infini des phénomènes particuliers pour que je cherche la constance du point d'ébullition de l'eau, toutes conditions étant égales par ailleurs. De la même façon, si je suis journaliste, il faut que j'aie un certain point de vue pour considérer qu'une délégation de cinq cents travailleurs à une préfecture c'est un *événement* (et ce point de

1. Ces quelques notes ont été rédigées après une discussion avec Lucien Sève et Henri Malberg.

vue produit la page ou les pages « sociales » de *L'Humanité*, alors qu'un autre journaliste ne parlera d'événement qu'à partir de la grève de vingt-quatre heures ou de la séquestration d'un patron. Pour moi, certains faits existent. Pour lui, non.

Il y a donc, pour produire un fait de connaissance, un fait d'information, une pluralité de points de vue, une pluralité de recherches, d'approches. Sans doute, dans le processus scientifique, y compris dans celui de la science historique, se révèlent périodiquement des impasses unanimement abandonnées. Plus personne, désormais, ne dit que le sang ne circule pas. Tout le monde reconnaît le fait microbe, le fait vitamine alors qu'il a fallu des dizaines d'années de recherches à partir de points de vue extraordinairement différents pour parvenir à produire le fait conceptuel-réel vitamine, le fait conceptuel-réel microbe. Et cependant la pluralité est toujours nécessaire : elle s'est déplacée, elle se déplacera sans cesse, par exemple sur le terrain du traitement des infections microbiennes ou sur celui du mécanisme d'action des vitamines. C'est pourquoi une société doit se donner les moyens, par exemple, de mener simultanément dans huit ou dix directions différentes des recherches sur le cancer, bien qu'elle sache à l'avance qu'il n'y en aura qu'une ou deux qui seront efficaces. La pluralité n'est pas contradictoire avec l'établissement de la vérité scientifique, au contraire, elle en est la condition.

Sommes-nous loin du problème de l'information politique ? Mais nous sommes en son cœur : oui, pour nous, communistes, la politique est une science. Mais singulièrement plus « compliquée » que la physique ou même l'histoire. Alors, tenons-nous-en plus fermement encore à cette double préoccupation : prétendons à sans cesse plus de justesse, plus de véracité, et pour y parvenir entourons-nous de toutes les conditions nécessaires ; parmi elles, la pluralité de l'information.

Nous touchons là aux propositions 3 et 4. Aucun journaliste ne peut admettre que l'interprétation du fait, le commentaire du fait, soit gratuit, soit un pur jeu de l'esprit. Tout journaliste admet qu'ils ont pour horizon l'établissement non de la Vérité, mais une restitution

sans cesse plus adéquate du réel. C'est la condition même de l'exercice de la profession de journaliste (comme de celle de n'importe quel chercheur).

Naturellement, chaque journaliste pense se placer du point de vue qui permettra le plus efficacement de réaliser cette adéquation. Naturellement, le journaliste communiste le pense aussi. C'est la pratique sociale qui vérifiera la justesse du point de vue, comme la pratique thérapeutique vérifiera un jour laquelle des huit équipes de recherche sur le cancer était dans la bonne voie. Faisons jouer l'épreuve du pluralisme.

La pratique sociale est traversée par la lutte des classes. Il est très remarquable que dans un pays comme la France, où celle-ci est vive et se déroule clairement, au grand jour, en tant que telle, en tant que lutte des classes, il se produise des convergences de points de vue dans l'information : nul ne peut plus dire que l'égalité règne en France. Le fait inégalité est établi comme le fait vitamine. Les divergences reprennent ensuite sur le terrain des causes et des remèdes, comme à propos du fait vitamine... Nul ne peut plus dire que l'inflation est produite uniquement par la hausse des prix du pétrole à la production. Nul ne peut plus raisonner purement et simplement en termes d'individus : tous raisonnent en termes d'individu social (ce n'est pas le cas dans les pays anglo-saxons, il suffit d'en parcourir la presse). M. Haby n'est pas crédible pour l'immense majorité de la population quand il réduit le suicide par lassitude d'une maîtresse auxiliaire à un fait divers ; pour cette immense majorité, il va de soi que c'est un fait social. A partir de quoi une très large pluralité demeure quant à l'interprétation.

Quatre autres propositions

Alors, ne pourrait-on substituer, aux « propositions-pièges », celles-ci :

1. Oui, il existe une information objective rendant compte d'un minimum vital de véracité, en-deçà duquel il n'y a que superstition et cynisme. Elle fonde la déontologie de la profession de journaliste.

2. La pluralité est nécessaire pour établir ce minimum vital de véracité, qui, comme tout minimum vital, est en

développement. Ce minimum vital augmente.

3. La pluralité n'est pas gratuite. Elle ne s'épuise pas elle-même. Elle n'est pas faite de discours parallèles. Elle a pour but la confrontation devant le public, devant les masses. Chaque information, si divergente soit-elle d'une autre, se veut dans une certaine mesure pédagogique. Elle doit vouloir apprendre à son lecteur ou à son auditeur à comment mesurer la température de l'eau, pour reprendre l'exemple de tout à l'heure. La pluralité n'est pas davantage faite de discours destructeurs des autres discours. Il s'agit là d'un autre fondement de la déontologie de la profession de journaliste.

4. La véracité d'un point de vue ne se décrète pas, elle se démontre, se vérifie. Un communiste ne craint pas cette épreuve. Selon lui, elle révélera que son point de vue, parce qu'il est celui de la classe ouvrière, classe « universelle », est le plus apte, non à exclure les autres, mais à les intégrer. Il la craint d'autant moins qu'à la convergence des aspirations des diverses couches du peuple travailleur, sur quoi est fondée sa politique, ne peut que correspondre une convergence des points de vue sur le réel.

De telles propositions sous-tendent aussi la conception de la laïcité du parti communiste, sous-tendent toute la Déclaration des libérés.

Alors, discutons-en, voulez-vous ?

Éditions sociales

Hors collection

L'Humanité clandestine

Pour la première fois la publication intégrale des 374 numéros de *L'Humanité* clandestine.

Deux forts volumes reliés de 500 pages chacun au format 26 x 36, présentés sous emboîtement, 470 francs

Comment l'idéologie vient aux journalistes

Paul Seban, Marcel Trillat

Trois écoles : le C. F. J. (Centre de formation des journalistes) de Paris, l'E.S.J. (Ecole supérieure de journalisme) de Lille, l'I. U. T. (Institut universitaire de technologie) de Tours, la seule des trois à dépendre de l'Education nationale. Il y en a d'autres : Bordeaux, Strasbourg. Sept apprentis journalistes et une jeune journaliste ayant terminé sa formation en 1975 : Loïc Gicquel, Tours, 2^e année ; Denis Berthu et Pascal Josèphe, Lille, 2^e année ; Yves-Marie Labé et Christian Gerin, C. F. J., 1^{re} année ; Dominique Guihot et Jean Stern, C. F. J., 2^e année ; Claire Devarrieux, ancienne du C. F. J., journaliste au *Monde*. Tous ont répondu à notre invitation à titre purement personnel. Ils s'expriment donc en leur nom propre et leurs propos n'engagent en rien leurs écoles. Leurs points de vue ne coïncident pas toujours avec les nôtres, et s'y opposent parfois radicalement. Pourtant, sur de nombreuses questions, leurs analyses, la vision qu'ils ont déjà du métier qui les attend, s'accordent parfaitement avec les nôtres. C'est avec une très grande franchise, en tout cas, qu'ils ont accepté de s'interroger avec nous sur les modes d'apprentissage du journalisme, en France, en 1976. Qu'ils en soient très vivement remerciés.

Sélection

La N. C. : Sur quels critères vous avez été choisis, disons...

Pascal Josèphe : Oui. Alors, le mode de sélection de Lille, je ne sais pas si vous le connaissez, je vais vous l'exposer rapidement, c'est un recrutement après au minimum deux années d'études supérieures, c'est-à-dire qu'il faut au moins le D. E. U. G., et le concours de recrutement est composé d'une série d'épreuves qui visent à déceler des aptitudes déjà professionnelles des candidats, et notamment des tests psychotechniques qui analysent un peu le caractère et la personnalité des étudiants, des épreuves de connaissance de l'actualité, des épreuves de contraction de dossiers, etc., donc de culture générale. Oui alors, sur le principe de cette sélection, on peut dire que c'est très sélectif, d'abord par le niveau demandé : il faut au moins deux années d'études après le bac, ensuite il faut aussi préciser que les études sont assez chères à Lille, c'est une école privée qui n'est pas subventionnée par l'Etat, et les frais de scolarité s'élevaient à 2 000 francs par an, sans compter tous les frais divers de bouquins, de matériels, de déplacements.

La N. C. : Ça ne fait pas partie de l'université de Lille ?

Pascal Josèphe : Non, mais le diplôme est reconnu par l'Etat et par la profession. Mais il n'y a pas un sou de l'Etat qui entre dans les caisses de l'école. Il y a en première année trente étudiants, en deuxième année vingt étudiants, ce qui est assez peu. Il y a eu des promotions de soixante élèves et davantage. Et ces deux dernières années ils essaient d'adapter un peu les effectifs aux débouchés qu'il y a dans la profession.

La N. C. : Tu parlais tout à l'heure d'un test par exemple sur la personnalité, etc., est-ce que tu pourrais préciser ce qu'on demande comme qualités à un candidat tel que toi ?

Pascal Josèphe : Moi ce que j'en pense, c'est qu'il faut répondre à un certain modèle déjà. Je ne dirais pas que c'est

un moule, ce n'est pas vrai. Ce n'est pas un moule parce que les questions sont assez ouvertes et il n'y a pas de portrait défini par la direction de l'école, mais malgré tout, comment dire, il est très facile de déceler la personnalité, à la limite même les opinions politiques des candidats, à travers la liste des questions. Je n'ai pas ici les questions qu'on nous a posées au concours, mais ce sont je ne sais combien de questions, il y en a une centaine ou cent cinquante ou deux cents, je ne sais plus très bien, auxquelles il faut répondre très rapidement, pendant un minimum de temps. On n'est pas obligé de répondre à tout ; le principe est un peu comme à l'armée, avec des tests un peu plus fouillés quand même. Disons que ça c'est l'ensemble du concours, parce qu'il y a aussi une discussion avec le directeur de l'école assisté d'une psychologue, etc. Mais je connais un ex-enseignant de l'école qui a assisté déjà à des délibérations, et qui avec l'habitude arrivait à dresser un portrait du candidat.

La N. C. : Portrait politique ?

Pascal Josèphe : Un portrait qui comportait des aspects politiques. Ça ne veut pas dire, je précise tout de suite, ça ne veut pas dire que la porte est fermée à certaines idées. Il n'y a pas de problèmes de ce côté-là.

La N. C. : A quoi ça correspond ces tests ?

Pascal Josèphe : C'est-à-dire que la politique de l'école c'est de laisser entrer dans l'école des gens qui ont déjà les aptitudes pour la profession. Alors c'est peut-être discutable, mais efficace de leur point de vue dans la mesure où les gens qui viennent de fac ou du lycée et qui n'ont jamais touché au journalisme n'ont par forcément les aptitudes, ils sont donc éliminés, alors qu'ils pourraient très bien les acquérir au bout de quelques années d'études spécialisées. Mais en ce qui concerne les tests de personnalité, bon là c'est spécial, je reconnais que ça comporte des dangers. Ça peut être dangereux, je pense, et il faut prendre ça avec des pincettes et ne pas souhaiter son développement.

Denis Berthu : Je pense peu probable qu'un candidat ait jamais été éliminé dès l'entrée de l'école uniquement en raison des tests psychologiques.

Pascal Josèphe : Tu ne peux pas le savoir.

Denis Berthu : Ça c'est vraiment une donnée qui n'est pas du tout définissable. Parce que ce n'est pas une épreuve qui compte au même titre que les autres. Sur tout je crois que ça peut intervenir quand un candidat est dans une position litigieuse, mais les aptitudes professionnelles sont prioritaires. Et puis, il y a les entretiens avec le directeur et la psychologue qui sont autant déterminants et peuvent balancer ces tests psychologiques.

Dominique Guihot : Mais ça, je l'arrête parce que l'entretien avec le directeur et la psychologue c'est le prolongement des tests justement. Si le psychologue est là c'est parce que c'est lui qui a corrigé les tests, et c'est lui qui cherche à savoir ce qu'il y a derrière le type qui a rempli les tests. Il cherche à savoir, à travers le commentaire qu'on fait des tests, il cherche à savoir si on s'est contredit, si on n'a pas rempli le questionnaire parce qu'on a une certaine habitude des tests, parce qu'il y a ça aussi qui joue.

Pascal Josèphe : Ce qui est sûr, c'est que si les tests ne servaient à rien au niveau du recrutement ils seraient faits en dehors du concours d'entrée à l'école. Donc, s'ils sont faits à ce moment-là, c'est qu'ils interviennent dans le choix de la direction.

La N. C. : Tu as dit qu'on essayait de déceler les aptitudes professionnelles avant même l'entrée. Mais alors il faut analyser ça jusqu'au fond. Qu'est-ce que ça veut dire déceler les aptitudes professionnelles — donc de journaliste — avant même d'avoir exercé le métier ? Ça signifie quoi ? Quels sont les modèles en définitive auxquels le jeune journaliste apprenti se réfère pour pouvoir effectivement rentrer à l'école ?

Pascal Josèphe : Se référer à un modèle, ça veut dire correspondre à un certain type de journaliste.

La N. C. : Mais quel type de journaliste ?

Pascal Josèphe : A mon avis, ce que forme l'école de journalisme de Lille, c'est un journaliste capable de s'intégrer dans une entreprise de presse telle qu'elles existent actuellement.

La N. C. : C'est-à-dire ? Il faut aller un peu plus loin...

TÉMOIGNAGE

« Entreprise de presse cherche journaliste »

UN lundi de la dernière semaine de juillet, une petite annonce : « Entreprise de presse cherche journaliste. » Suit un numéro de téléphone. Rendez-vous est pris pour le lendemain avec le rédacteur en chef. Le mardi, à 17 heures, un immeuble moderne de Neuilly; l'aménagement n'est pas terminé, des fils électriques pendent du plafond et des gravats s'entassent sur la moquette. Mais, déjà, c'est la fête : fin de journée dans une boîte « vachement sympa » pour une bande de copains très copains.

L'entretien donne à peu près ceci :
« Bonjour, monsieur... Assoyez-vous. »

La carrure de l'homme est impressionnante. Il poursuit :

« Voilà. Je ne ferai rien pour vous encourager à prendre le job. Je vais même tout faire pour vous en dissuader... Nous sommes une entreprise capitaliste qui fonctionnons dans un système, le système capitaliste. Notre but n'est pas d'aller à l'encontre de ce système. Notre but est le profit. Comme vous le savez, ou ne le savez pas, nous éditeurs déjà... (suit un nombre impressionnant de titres). Et, en octobre, nous lançons un magazine de spectacles et de télévision, un hebdo sur le modèle des journaux populaires du dimanche et des hebdo allemands du même type (l'homme sort d'un tiroir une épaisse maquette dont la couverture est baroloïde de rouge et de noir). Tirage prévu : un million d'exemplaires... »

« Vous avez déjà travaillé dans la presse ? »

— Oui. Enfin... non... Plutôt, l'es- saye. J'ai déjà fait un certain nombre de pages pour différents journaux...

— Evidemment. Imaginez seulement qu'il vous faudra faire des

concessions. Vous ne pourrez pas tricher, penser que vous pourrez travailler avec nous sans vous impliquer complètement ou en continuant à avoir des convictions différentes. Si vous trichez, on le sentira immédiatement et vous serez exclu, on ne pourra pas vous garder... Qu'est-ce qui vous intéresse ?

— Le cinéma, d'abord...

— Si c'est pour parler du cycle Kazan à la télévision, ça ne nous intéresse pas. Ou, plutôt, ça n'intéresse pas notre public. Non, ce qu'on vous demandera, c'est plutôt des interviews des grandes vedettes de la télévision; ce sera certainement plus Louls de Funès que Kazan, vous comprenez ?... Et quelles sont vos prétentions ?

— Le maximum.

— Bon, O. K. ! Rappelez-moi d'où quelques jours. Mais, surtout, réfléchissez bien... Au revoir, monsieur.

Il n'y a pas eu de suite. Mais cela n'a pas d'importance, après tout, puisque de toute évidence la presse se porte bien.

PASCAL DUPONT.

« Le Monde », 19 octobre 1976

Pascal Josèphe : C'est-à-dire des journalistes qui savent arrondir les angles... Il ne faut pas toujours affirmer ses opinions. Et ça, on nous l'apprend. Je me souviens de plusieurs cours de radio et de télévision, même d'articles écrits, où on m'a fait remarquer que je prenais trop parti dans mon article.

Jean Stern : Je crois que c'est beaucoup plus subtil que ça, c'est beaucoup plus compliqué. Il n'y a pas de moule et de référence du journaliste, c'est-à-dire on vous dit : vous pouvez dire ce que vous voulez si vous avez envie. Et d'ailleurs, au C. F. J., en deuxième année, toutes les opinions politiques sont représentées de l'extrême droite à l'extrême gauche, il n'y a aucun problème de ce côté-là.

Mais c'est subtil parce qu'on vous dit aussi qu'effectivement il y a un certain nombre de qualités de base qui sont requises pour être journaliste — que vous soyez journaliste à *L'Humanité*, au *Figaro* ou au *Quotidien de Paris* — et qui sont : une ouverture d'esprit, une bonne connaissance de l'actualité, un esprit critique, un réflexe à l'actualité. Et c'est ça fondamentalement, un certain nombre de critères de ce genre qui constituent finalement notre formation idéologique. On nous fait entrer dans une espèce de jeu qui consiste à dire : de toute façon, on doit avoir un esprit critique, de toute façon on doit bien connaître l'actualité, on doit savoir prendre ses distances, etc. et ça nous mène à un truc très concret : à

l'idée qu'en définitive c'est partout pareil, ce qui est la base de l'enseignement du journalisme, la séparation de l'information et du commentaire... On nous dit, sans qu'il y ait censure aucune, et de côté-là c'est assez net, vous pouvez avoir les opinions que vous voulez, vous pouvez écrire tout ce que vous voulez, ceci dit vous devez être capable de faire de bons articles d'information, informer votre lecteur, et deuxièmement, effectivement, vous devez être capable de le faire lire quel que soit le public auquel vous vous adressez. Je crois qu'on ne nous dit pas, qu'on ne nous met pas dans l'esprit : pour devenir journaliste, il faut que vous deveniez absolument réactionnaire, ou absolument apolitique, non, je crois que c'est beaucoup plus subtil que cela...

Pascal Josèphe : Je n'ai pas dit qu'on essayait de nous enlever toute idée personnelle.

La N.C. : Vous avez lu, l'autre jour, une lettre dans *Le Monde*, d'un type qui s'appelle Pascal Dupont, je crois ? Tu l'as lue ?

Dominique Guihot : Oui, qui est allé à Neuilly, et le gars lui a dit : « Vous savez c'est un drôle de métier... »

La N.C. : Non ! comment tu l'as lue !... Le patron lui a dit, moi je suis fait pour faire du prof... vous aimez Kazan, vous ? ça emmerde tout le monde !... Peut-être que la relation était assez brutale, mais c'est intéressant de voir cette lettre, enfin tu l'as lue, comment tu as réagi ? Par rapport au métier de journaliste...

Dominique Guihot : D'abord, elle est très courte mais je me suis posé mille questions, parce que c'était assez précis pour mettre des gens en cause, et pas encore assez pour savoir exactement qui avait reçu ce gars-là... ça m'a paru très surprenant et il y a des choses qui ne m'ont pas paru plausibles... il y a des choses qui m'ont choqué et il m'a semblé difficile qu'un gars arrive en face d'un patron de presse et que ce patron lui dise tout de suite : vous savez, on est là pour faire comme ça... c'était un peu trop caricatural, tout au moins cela m'a semblé comme ça... Enfin le dialogue qui se passe entre un gars qui veut employer quelqu'un et un journaliste, c'est plus subtil...

Jean Stern : Oui, moi je suis d'accord avec toi, ça m'a paru très gros comme témoignage.

Claire Devarrieux : Moi je crois que cela est très vraisemblable, pas du tout étonnant, et en général, ce genre de contact entre l'employeur et le jour-

naliste, c'est souvent aussi brutal... Je crois que c'est vraisemblable et je suis sûr que ça se passe.

Jean Stern : Un groupe de presse¹ a bien demandé par annonce des journalistes d'obédience présidentielle, de la majorité... Ce sont des choses dures à recevoir comme ça, mais... elles sont un fait.

La N.C. : Comment c'est reçu dans les écoles ?

Denis Berthu : Au moins ça, ce n'est pas hypocrite !

Dominique Guihot : Ça a d'ailleurs été le commentaire du directeur du C. F. J. On en a parlé de cette lettre au *Monde* et la première chose qu'il a dite : ça au moins c'est franc ! Et c'est vrai. C'est on ne peut plus franc !

La N.C. : Est-ce qu'on peut sociologiquement définir les élèves journalistes ?

Pascal Josèphe : C'est facile. Je ne connais pas beaucoup de fils d'ouvriers qui se soient même présentés au concours. Actuellement, la quasi-totalité des étudiants sont issus des classes moyennes, aisées, cadres supérieurs ou cadres moyens...

La N.C. : Et vous, on peut vous demander vos origines sociales ?

Réponses : Mes parents sont dans l'enseignement. Mon père est inspecteur à l'Éducation nationale. Cadres supérieurs. Enseignants. Cadre. Profession libérale. Cadre. Artisan-tailleur.

La N.C. : Et comment entre-t-on à l'I. U. T. de Tours ?

Loïc Giequel : Mon cas personnel est un cas un peu à part, j'ai fait autre chose avant d'y entrer, j'ai 23 ans. J'ai fait de la photo et je suis entré comme ça à *Ouest-France*. Sinon ils acceptent les gars et les filles sur un concours, après le bac. Un concours qui comprend une contraction de texte assez pénible, je trouve, mais très intéressante, de la culture générale, une centaine de questions auxquelles il faut répondre en vingt minutes, une épreuve d'anglais, une de deuxième langue et enfin ils nous font réagir à l'actualité, analyser un article, etc. Le problème pour nous, c'est qu'à la sortie, le diplôme n'est pas reconnu. Donc beaucoup n'essayent même pas de rentrer dans la profession mais se dirigent vers une autre école de journalisme ou la fac de droit ou Sciences-po.

En plus on est dans une belle merde cette année, étant donné que l'I. U. T. a restreint les crédits et, donc, les profs

ne savent pas jusqu'à quel mois ils vont pouvoir assurer les cours... Les élèves de première année par exemple, il y a de fortes chances qu'on leur dise fin décembre : on s'excuse mais on n'a plus d'argent !

La N.C. : Pour entrée au C. F. J., comment ça se passe ?

Yves-Marie Labé : On passe un examen du même genre que celui qui a été fait à Tours ou à Lille, c'est-à-dire contraction de texte, analyse de dossier, etc., plus un sujet qui est un peu plus original dans la mesure où il y a un texte libre qui nous est proposé sur lequel on doit broder à notre gré, sur dix ou quinze pages... puis un texte d'actualité... Il y a une enquête qui est faite à partir d'un sujet qui peut être aussi bien le grand prix de steeple-chase que le train Corail, ou bien des marchés d'avion ou les films porno, etc. C'est une enquête qui dure pendant un jour et demi et pour laquelle vous avez le temps de faire l'enquête nécessaire et la rédiger, ensuite entretien avec le directeur et la secrétaire générale...

La N.C. : Il y a beaucoup de candidats ?

Jean Stern : 246 candidats, 90 reçus à la première session et 44 à la fin. C'est une sélection de 15 %...

Yves-Marie Labé : Alors là on peut dire quelque chose, qui m'a été rapporté : on m'a dit que les jeunes filles étaient particulièrement mal traitées...

Jean Stern : Je crois qu'effectivement pour les jeunes filles c'est plus difficile étant donné qu'à la sortie, le C. F. J. aura plus de mal à les placer.

Claire Devarrieux : C'est d'ailleurs ce que disent José De Broucker et Mme Richer aux filles, ils le disent plus clairement qu'aux garçons, ils disent : nous on veut bien vous prendre mais on vous prévient tout de suite, ce sera difficile pour vous placer... tandis qu'aux garçons, on ne le dit pas en principe.

Jean Stern : On a des frais de scolarité relativement peu élevés, on paie 600 francs par an, tout compris, et on n'a pratiquement pas de dépenses... enfin on a moins de dépenses qu'un autre étudiant, on n'a pas de bouquins... mais ce qu'il faut dire aussi, c'est que, comme le C. F. J. est financé par le 0,5 % de la masse salariale consacrée à l'apprentissage, un patron de presse peu satisfait de la main-d'œuvre ou

1. Il s'agit du groupe Hersant (N. D. L. R.).

des journalistes sortis du C. F. J., peut parfaitement dire : moi je supprime la taxe d'apprentissage au C. F. J. et je la donne à autre chose... Donc pour le C. F. J., c'est un combat permanent... pour maintenir... pour contacter les patrons de presse et leur demander chaque année de verser la taxe à l'apprentissage... et si M. Hersant, un jour, demain matin, trouvait que le C. F. J. était trop à gauche, l'agaçait et l'embêtait, il pourrait parfaitement supprimer la taxe d'apprentissage de tous ses journaux...

Il faut bien voir qu'il y a un rapport direct en définitive entre l'école de formation professionnelle et le patronat qui la finance, et que ce rapport direct ne permet pas en fait un enseignement dégagé de toute contrainte...

Claire Devarrieux : A mon avis, les critères de sélection sont des critères intellectuels. On a prononcé le mot motivation, il faut prouver qu'on est motivé, c'est-à-dire qu'on s'intéresse à la vie professionnelle qu'on aura plus tard, qu'on s'intéresse au journalisme... et après, deuxième qualité, grande ouverture d'esprit, montrer qu'on est capable de s'intéresser à tout, et ça ne veut pas dire savoir des choses, mais montrer qu'on est capable d'apprendre des choses, capable de s'intégrer à tous les milieux, capable d'aborder tous les langages.

Motivations

La N. C. : Est-ce qu'on peut demander à chacun d'entre vous ce qui l'a poussé à choisir ce métier ?

Claire Devarrieux : Il y a des motivations personnelles... S'intéresser personnellement à tout et ensuite le goût d'expliquer les choses, un côté instituteur...

Pascal Josèphe : Pour moi, ça correspondait aussi à la volonté de travailler avec le maximum de contact vers l'extérieur et aussi l'envie de remplir un rôle social, de service public, de participer comme à un service public...

Dominique Guihot : Moi, les poncifs : bien montrer que je ne voulais pas être forcé grand reporter, dire aussi que j'aimerais être journaliste de campagne, qu'il ne fallait pas croire que j'arrivais avec une grosse tête...

Christian Gerin : Moi c'est la même chose, je voudrais insister sur le côté instituteur et surtout qu'il fallait que je démontre que l'itinéraire que j'avais suivi me conduisait paradoxalement mais réellement au journalisme, parce que j'avais une éducation, une formation scientifique.

Claire Devarrieux : C'est la grande idée qu'on sert à quelque chose...

Jean Stern : Moi je ne me souviens plus très bien ce que j'avais mis, je crois que c'était en partie bidon... je crois que les motivations que j'avais... c'était que je voulais être journaliste depuis longtemps et c'était bidon, comme beaucoup de gens qui...

Denis Berthu : Les motivations que j'ai pu dire à ce moment-là, je ne m'en souviens plus : elles ont évolué et ce que je pourrais dire maintenant... serait peut-être réformé. Celles de maintenant ne sont plus celles d'alors... certainement, comme ça a dû être le cas pour tout le monde, j'ai dû entrer dans le jeu et je crois me souvenir que j'ai fait ça un peu comme les tests, avec cet esprit de jeu, l'écrivain et me mettant de l'autre côté de la feuille, étant le correcteur et le lecteur. C'est partout pareil, et pas seulement dans ce métier-là. Il faut vite apprendre je crois... Il faut savoir jouer... « baisier ».

Loïc Gicquel : J'avais débuté en photographie, et j'avais besoin de contacts avec les autres car dans mon coin de Bretagne... j'ai besoin d'être avec la nature et je trouvais que le journalisme c'était un bon moyen d'y être et je me suis aperçu que ça marche comme ça.

La N. C. : Est-ce qu'on vous demande dans quel journal vous souhaitez travailler plus tard ?

Jean Stern : Oui. Mais pour ça ils sont tout à fait formels, quand ils posent cette question, il y a des étudiants qui, je le sais, ont répondu : *Rouge*, « Journaliste à *Rouge* », mais ça n'a absolument pas choqué.

Pascal Josèphe : L'école de Lille ne se fait pas d'illusions non plus, elle sait qu'elle fabrique aussi des journalistes militants, mais ça ne la gêne pas... des journalistes engagés, quoi.

Denis Berthu : Je ne voudrais pas faire de généralité, mais un journaliste est nécessairement engagé.

Pascal Josèphe : Engagé, mais il peut mettre son drapeau dans sa poche...

La N. C. : Largement déployé dans sa poche !...

Professeurs

La N. C. : Est-ce qu'on peut savoir qui enseigne à Tours, qui enseigne à Lille et qui à Paris ?

Loïc Gicquel : Je commence, pour Tours. Je vois pour la télé, puisqu'on

a aussi un secteur audio-visuel, on a un gars à Paris qui s'appelle Briot, réalisateur de télévision, à l'Ofratème, et on a aussi Dubiais, journaliste-caméraman à FR3... et on a un nouveau depuis cette année, qui s'appelle D'Homme, François D'Homme, qui était avant à TF1, mais qui pour des raisons diverses est retourné à Tours... En journalistes presse écrite, tous sont de *La Nouvelle République*, on a aussi un nouveau cette année qui s'appelle Deligny, qui a travaillé au *Monde*, au *Canard enchaîné*, et qui maintenant est à *La Nouvelle République*, autrement, nous avons un maître assistant, Fréneau, qui écrit beaucoup dans... je ne me souviens plus où, c'est lui qui nous fait la sémiologie ; en droit on a un avocat de Tours...

Pascal Josèphe : A Lille, toutes les matières techniques sont assurées par des journalistes engagés dans la profession, les matières de culture générale et de droit par des universitaires.

La N. C. : Engagés dans la profession ? tu peux être plus précis que cela ?

Pascal Josèphe : Alors il y a deux journaux essentiellement qui fournissent des journalistes, des maquettistes, des secrétaires de rédaction : *La Voix du Nord* et *Nord-Eclair*, il y a aussi des journalistes de TF1 et de FR3 pour l'audio-visuel...

La N. C. : Par exemple, des gens de *Liberté* (communiste)...

Pascal Josèphe : Et de *Nord-Matin* (socialisant, N. D. L. R.), il n'y en a pas...

La N. C. : C'est à votre demande que les gens viennent ?

Pascal Josèphe : Comment ça, les enseignants ? Ils sont recrutés par l'école...

La N. C. : Est-ce que vous, vous en demandez ?

Denis Berthu : Je pense qu'au niveau du maquettisme, de toute manière ça n'a aucune importance... qu'il soit de *Liberté* ou de *La Voix du Nord*... mais enfin je crois que le recrutement ce n'est pas de la compétence des étudiants.

La N. C. : Vous pensez vraiment que ça n'a aucune importance ?

Dominique Guihot : Je ne crois pas ! Plus généralement, le rôle, la personnalité du gars qui nous enseigne, est fondamentale... Vraiment, au C. F. J., selon la personnalité du mec, enfin tout change... et l'enseignement peut changer complètement...

Denis Berthu : Pour le maquettisme, qu'on soit de gauche ou de droite on apprend par exemple à mettre un événement en valeur dans une page, après c'est au journaliste à mettre en valeur l'événement qu'il veut, mais le maquetiste, lui, il apprend la méthode, c'est tout... Dans les matières moins techniques, donc qui peuvent nous influencer idéologiquement parlant, à mon avis, il y a autant de profs de gauche que de droite.

Dominique Guihot : Pour le C.F.J. on a en vrac, moi je ne sais plus ce que vous avez en première année, de Broucker, mais qui enfin n'est pas de la profession, puisqu'il est du C.F.J., on a Claude Guillaumin qui est à *France-Inter*, Robert Namias qui est à *Europe 1*, Claude Sales qui rentre au *Point*, qui va partir, on a Maurice Baudoin qui est à l'A.G.I.P., chez Hersant, on a Oleg Médard qui est à l'A.F.P., Yvan Hecht qui vient de *L'Express*, et puis il y a des gars comme de Virieu du *Nouvel Observateur*, qui est venu pendant trois semaines... pour un cycle « entreprise » et qui corrige les devoirs... Boucher du *Monde*, il y a Faujas du *Monde*... J'en ai oublié des tas... Max Coiffait qui vient du *Figaro*... La question précise c'est de quelle tendance, de quel canard viennent les gars? Arlette Marchal de *L'Express*, ex-*Figaro*, ex-*Quotidien de Paris* pendant une petite période, on a François Loncle, mais il n'est pas journaliste, ex-journaliste, qui est maintenant aux radicaux de gauche... On a Alain Dauvergne (à *Radio-France* je crois) en dehors de ça, on a eu un gars de *France-Culture*... on a eu Robert West de *France-Inter*...

La N.C. : Qu'est-ce qu'ils vous apprennent du métier?

Denis Berthu : Je voudrais préciser qu'à Lille, on essaie aussi de nous apprendre certaines ficelles du métier, les techniques de la profession, mais aussi comment se défendre dans cette profession, par exemple par des cours de droit de l'information, ou l'étude de la convention collective. En ce moment, on fait des essais de demandes d'emploi, des choses tout à fait évidentes et simples, mais loin d'être inutiles!... C'est un enseignement que l'école nous apporte en plus, une technique tous azimuts qui doit s'ajouter à notre débrouillardise individuelle. Ce n'est pas négligeable...

Loïc Gicquel : C'est la même chose à Tours, on nous apprend à vivre la communauté d'une entreprise de presse, à se démerder comme ils disent... et surtout qu'en ce moment, on a des problèmes avec Royer, à Tours, car c'est lui qui a créé l'I.U.T., l'école de journalistes à Tours, et on fait des articles

qui sont à son encontre, alors... si on rôde dans la mairie on se fait renvoyer... mais on n'a pas un journaliste derrière nous pour nous pousser au cul, et ça je trouve ça très intéressant ça nous prépare vraiment à ce qui nous attend...

La N.C. : Est-ce que, compte tenu de ce que vous nous avez dit, l'absence évidente d'une « certaine presse » vous semble normale?

Jean Stern : Au niveau des conférenciers, on a tout fait au C.F.J., il y a des gars de *L'Huma* qui sont venus, des gars de *Libé* qui viennent régulièrement, on a fait une conférence avec le rédacteur en chef de *Rouge*, on peut inviter qui on veut au C.F.J., il n'y a aucun problème... on demande, on veut tel gars... on l'invite ou ils l'invitent pour nous, il n'y a pas de problème de ce côté-là... donc au niveau des conférences et des gens qui viennent ponctuellement au C.F.J., on peut inviter qui on veut, pas de problème... mais au niveau des enseignants journalistes, je crois que là il faut faire une nuance, c'est-à-dire qu'en partie, et là c'est normal, même si on le déplore, les enseignants qui sont C.F.J. correspondent disons plus ou moins à l'image qu'on doit, nous, avoir du journaliste, c'est-à-dire sens critique, connaissance de l'actualité, réactions coup par coup, etc. et c'est évident que dans ces cas-là, à la limite, ce serait un non-sens pour le C.F.J., par rapport à sa vocation, et ce serait d'ailleurs mal vu par les étudiants eux-mêmes, je pense, d'engager par exemple des journalistes de *Libé* ou même de *L'Huma*...

La N.C. : Pourquoi, il faudrait peut-être aller plus loin... il y a là peut-être quelque chose qui... se cache derrière cette idée...

Jean Stern : Il y a quelque chose qui se cache derrière... ce que je veux dire par là si tu veux, c'est que je pense, moi, que compte tenu de la vocation du C.F.J., qui est effectivement de former des journalistes, de leur donner un certain nombre de conseils, si tu veux *a priori*, un journaliste militant ne correspondrait pas à l'image qu'attend l'ensemble des gens de la formation C.F.J., dans ce sens, je crois vraiment que si les cours étaient assurés par quelqu'un de *Libé*, ou de n'importe quel journal militant... il n'y a pas que *Libé*, il y en a d'autres... *L'Huma*... est un journal militant je pense, en ce qui concerne la réaction qu'on nous apprend à avoir par rapport à *L'Humanité*, il est évident, quand tu travailles à *L'Huma*, que tu réagis d'une certaine façon à l'événement, et je veux dire que c'est normal, c'est la vocation du journal... je pense donc

qu'il est certain que cela ne correspond pas aux critères du C.F.J., c'est-à-dire l'idéal pour le C.F.J., c'est *Le Monde*... entre *Le Monde* et le *Nouvel Obs*... c'est à peu près ce type... c'est-à-dire une certaine objectivité, tu vois... ça, moi je le critique personnellement, mais ceci dit, je crois que s'il y avait des cours vraiment, sur toute l'année, qui étaient assurés par des journalistes militants, je crois que ça ne rendrait rien...

Technique et idéologie

La N.C. : Mais tu penses que Guillaumin, par exemple, n'est pas lui aussi un journaliste engagé?

Jean Stern : Bon... je ne veux pas citer de noms, je ne suis pas là pour faire de procès individuels, à des enseignants journalistes, mais je crois que de toute façon, il y a un certain nombre d'enseignants... des gens comme Guillaumin, ou comme d'autres, qui ont des choix politiques très nets et que ces gens-là, y compris dans la manière, et ça ça rentre dans le débat, la manière dont ils nous apprennent à traiter l'information, sont idéologiquement engagés... c'est très important... comme peut l'être un journaliste de *L'Humanité*, par exemple un certain nombre de journalistes, disons essaie de rentrer dans le critère : « nous on n'est pas idéologiquement engagés, mais on a des idées politiques, on tente de développer une certaine objectivité, malgré ces idées politiques, etc. », on peut critiquer cela, mais cela dit, je crois que ça correspond à l'image que le C.F.J. veut donner de lui-même à mon avis...

Denis Berthu : Une précision sur ce thème : si le journaliste est militant, c'est un choix personnel. A l'école, c'est une technique qu'on apprend, et non pas à être militant. Que l'on veuille être journaliste militant ou pas, on doit acquiescer cette technique... donc, je pose la question : est-ce qu'il est indispensable d'avoir des professeurs engagés? Je ne crois pas, je crois qu'on doit avoir des professeurs qui nous apportent une technique nous permettant de faire éventuellement un métier de combat, mais selon notre propre choix.

Pascal Joseph : Est-ce que ce n'est pas justement la presse actuelle et toute l'évolution qu'elle a suivie depuis la Libération qui est à mettre en cause parce que... un journaliste qui a des opinions, n'a pas sa place dans un journal comme *La Voix du Nord* ou la presse d'Hersant... je regrette, mais un journaliste qui veut essayer d'affirmer ses idées dans un journal tradi-

tionnel ne peut pas, il est obligé de s'engager dans une presse militante, qui n'est pas subventionnée, qui vitote, où il sera mal payé, etc., les centres de formation de journalistes préparent les journalistes à une profession traditionnelle.

Denis Berthou : Tu dis un journaliste qui veut affirmer ses idées... je crois qu'il faut être un peu plus large d'esprit... il y a de tout comme idées... Il y a des gens qui sont à l'aise dans cette presse de M. Hersant certainement...

Pascal Joséphe : ... et qui peuvent affirmer leurs opinions, qui sont gouvernementales, parce que Hersant est du côté du gouvernement ! Mais un socialiste ou un communiste qui travaille dans un journal d'Hersant ne pourra pas affirmer ses idées. Il sera viré, ou il restera secrétaire de rédaction toute sa vie...

Denis Berthou : Comme un journaliste avec des idées présidentielles serait très mal à l'aise pour travailler à *L'Humanité*...

La N.C. : Une toute petite précision à donner quand même... il y a d'abord la presse militante, comme tu disais tout à l'heure, d'opinion avouée, les journaux comme *L'Humanité* ou comme *L'Unité*, qui est l'organe du parti socialiste, mais il y a des journaux qui se disent d'information, c'est-à-dire où, *a priori*, on peut avoir n'importe quelle opinion et y travailler...

Denis Berthou : Mais parce que je crois, que personne n'est tout à fait apolitique... je crois que tout est politique, un journal est forcément politique, une information est forcément politique.

La N.C. : Absolument. Donc ça contredit ce que tu viens de dire à l'instant. Est-ce qu'une technique est neutre, enfin surtout au niveau de l'information... au niveau du journalisme ? Je voudrais bien qu'on s'en explique si on peut... Les gens qui viennent enseigner, qui paraissent ne pas avoir d'opinion politique — et qui en fait en ont — est-ce qu'en définitive ils enseignent simplement une technique ?

Jean Stern : Il est certain qu'en tant qu'étudiants, on connaît les opinions des profs, mais ça c'est un problème auquel on n'a pas réfléchi, puisque, à travers la technique, il est possible de diffuser une idéologie... Là dessus, je ne peux pas répondre car je n'y ai pas tellement réfléchi...

Dominique Guihot : L'enseignement de la radio au C. F. J., et je le dis tout net, à mon avis c'est ce qu'il y a de plus flagrant et visible, l'enseignement de la

radio au C. F. J., et la manière dont ils nous enseignent la radio, est fondamentalement en partie réactionnaire et en tout cas apolitique au sens réactionnaire du terme, c'est-à-dire que le contenu... la manière dont on nous enseigne la technique de la radio nous oblige, nous, à être réactionnaires, de fait... c'est-à-dire que moi j'ai vu des gens de la gauche, au C. F. J., faire des bulletins radio réactionnaires... vu la manière dont on leur enseignait la radio, ils ne pouvaient faire que des bulletins réactionnaires... Il faut peut-être distinguer technique de la radio et technique de base du journalisme. Effectivement, l'idéologie passe complètement dans la technique radio... parce que là il y a sélection de l'information, manière d'aborder l'actualité, etc. Par contre, il ne faut pas se leurrer, je crois que, quand même, il y a une technique du journalisme de presse écrite, et, là, c'est très difficile de voir où l'idéologie passe... il y a une technique dont il faut se servir, qu'il faut connaître et ça, il faut la connaître même quand on est militant, à *L'Humanité* ou à *Libé*... il y a une technique de base qui est la même pour tout le monde... après on en fait ce qu'on veut... Il y a une technique engagée, mais ça, ça vient après...

Denis Berthou : Il y a peut-être une technique effectivement engagée idéologiquement, mais je pense qu'à vingt-cinq ans, on a suffisamment de personnalité pour être capable de la critiquer, d'aller dans son sens ou d'aller contre...

Dominique Guihot : Je voudrais dire qu'au niveau de la technique, au niveau de la hiérarchisation de l'information, au niveau du classement des informations qu'on fait, en cours de maquette, quelle information on met en tête, quelle information on met en cours de radio ou de télé, il y a une hiérarchisation de l'information qui est faite par l'enseignant en fonction de certains critères, et même si l'enseignant est de gauche, et c'est arrivé, ça ne l'empêche pas de nous dire qu'il faut répondre à une certaine demande du public. Et qu'est-ce que c'est cette demande du public ?... Justement, est-ce qu'on n'entretient pas l'idéologie en voulant absolument coller au... à l'idée qu'on a du public... à l'idée qu'on se fait du public...

Denis Berthou : ... on ne t'a jamais imposé de faire... de présenter une première page de journal en mettant tel titre avant tel autre... on ne t'a jamais imposé de faire un journal radio en mettant un titre avant tel autre... Bien sûr un professeur peut te dire qu'un fait divers se vendra mieux qu'autre chose ! mais toi, tu choisis !

La N.C. : Vraiment tu crois ? ... Et est-ce que c'est uniquement de la tech-

nique de dire que le fait divers se « vendra » mieux ?

Christian Gerin : Une précision sur le mot technique... parce que je crois que ça recouvre deux choses différentes... bon, technique, c'est donc l'artisanat, je crois que ça recouvre l'outil qui doit être neutre, et la matière première, qui ne peut pas l'être... l'outil, c'est les possibilités et les limites du magnétoscope, ou de la mise en page, etc., ça, ça peut être neutre... mais la matière première étant une information, elle ne peut pas être neutre et par voie de conséquence, la technique ne peut pas être diffusée d'une façon neutre et il serait regrettable qu'elle le soit... à ce moment-là... Je crois qu'il faut différencier outil et matière première dans la réalisation technique, pratique du journal ou de l'émission radio... Dans la mesure où les enseignants nous apprennent à nous servir d'un outil à partir d'une matière première, on peut déceler déjà une certaine orientation... on ne nous apprend pas l'outil pur, on a de la matière première pour cela... l'outil s'applique sur quelque chose... pas sur le vide...

La N.C. : Tu as raison de faire la séparation entre l'outil et l'information diffusée : en fait la matière première, mais l'outil ne se sépare jamais de la matière première, il ne peut pas être séparé arbitrairement, on ne peut pas dire : voilà l'outil... car au moment où tu prends conscience de l'outil, l'information est déjà là qui l'investit et il faut la diffuser...

Denis Berthou : L'information c'est une dépêche d'agence, qui parvient aux vingt étudiants de notre promotion... on a eu les mêmes cours de technique, cette dépêche d'agence va sortir de vingt manières différentes... au niveau d'étude où on en est maintenant... parce que justement, et je crois que c'est l'intérêt, l'enseignement n'a étouffé aucune personnalité, et on ne sortira pas de nos études en étant des robots, en pensant tous de la même façon... absolument pas. On aura tous acquis une même technique, mais en recevant une même information, cette information sortira de vingt manières différentes... alors évidemment, là, on peut se poser la question du respect de l'information, enfin chacun donnera son commentaire personnel... et pas le commentaire du professeur...

Dominique Guihot : Sur le problème de l'enseignement radio... et ça peut être significatif pour le reste de l'enseignement du journalisme... sur l'enseignement radio, on nous enseigne actuellement, je ne sais pas comment ça se passe à Lille, mais en tout cas à Paris c'est comme ça, on nous enseigne la radio qui existe, et la radio qui existe,

il n'y a qu'une seule forme de radio, il n'y a pas de pluralisme de la radio actuellement, on peut considérer qu'il n'y a qu'une radio, une radio d'Etat, et je ne pense pas faire un amalgame en disant cela, pratiquement c'est la même radio partout, et les gars qui viennent nous enseigner la radio, toujours dans le cadre de l'enseignement qui débouche toujours sur la pratique et dans un enseignement pré-professionnel, puisque c'est bien un centre de formation, c'est pas une école où on nous éduque, c'est un truc qui nous forme, on nous forme donc à ce qu'on va trouver sur le marché de l'emploi à la radio... donc on nous forme à aller à *France Inter*, à *Europe n° 1*, à *R.T.L.* ou à *Monte-Carlo*... et c'est déjà biaisé, c'est-à-dire qu'on ne nous enseigne pas de la radio, ça n'est pas vrai qu'on nous enseigne la technique de la radio, parce que la technique de la radio, actuellement, c'est beaucoup plus qu'une technique, c'est déjà une vision de la radio, c'est la vision de ceux qui font la radio actuellement... et qu'on ne nous dise pas le contraire à nous étudiants ; la technique, c'est bien une technique de vente, c'est pour plaire à l'auditeur, parce que, plaire à l'auditeur, ça n'est pas neutre, c'est la vision que ceux qui font la radio croient être « plaire » à l'auditeur... en fait, c'est une « élite » qui fait la radio actuellement... et qui le fait au nom du peuple... donc, là, c'est vraiment l'enseignement type, ou qui est complètement biaisé pour nous... moi j'ai un cours de radio à cinq heures, depuis un mois on est plongés là-dedans ; parce que les cours de radio c'est sans nom... je ne critique pas du tout la qualité de Namias, mais ils sont dans leur radio, ils sont dans une radio professionnelle, et ils cherchent à nous y faire rentrer. Mais moi je préférerais faire de la radio locale quand elle existera et si elle existe — et je ne suis pas sûr que j'utiliserai les mêmes techniques que pour travailler à *France Inter* ou à *Europe n° 1*.

Claire Devarieux : Je voudrais simplement dire, c'est d'accord qu'on sous-estime le public, mais il ne faut pas aussi négliger le contexte et la journée de travail comme elle est faite et les conditions de vie qui font que, après huit heures de travail, on n'est pas prêt à recevoir une émission de la même manière... sous-estimation, d'accord, mais il y a aussi un conditionnement des gens qui est dingue...

Dominique Guihot : Mais là encore, on s'aperçoit dans l'enseignement de fin de première année, il y a des gens qui sont très à l'aise lorsqu'on leur demande de faire de l'artificiel, on leur dit, attention un journaliste radio c'est un journaliste, mais c'est aussi un comédien, c'est-à-dire que c'est un gars qui doit

« vivre » son papier... bon, vous faites un truc sur les poux — pour prendre cet exemple — mais il faut faire semblant d'y croire, vous devez y croire... il faut que ça vous prenne, il faut que vous plongiez dans l'information, il faut que vous relanciez des phrases, parce que l'auditeur, c'est un type qui va s'endormir, alors sans arrêt il faut, hop ! reparler fort, et puis repartir pour le réveiller.

La N.C. : Comme Gicquel... dans cette mesure, le Gicquel de la télévision, c'est un comédien, il a une origine de comédien, mais même plus, est-ce qu'on peut par exemple, à propos de Gicquel, parler d'un journaliste, est-ce qu'on ne doit pas parler d'un homme politique ? Je veux dire que Gicquel, Mourousi, sont des hommes politiques...

Jean Stern : Je prends, moi, je préfère à la limite prendre l'exemple de Mourousi car c'est beaucoup plus caricatural, parce que Gicquel, au niveau sociologique a une fonction qui est la suivante : le bon papa, le père de famille tranquille, qui à l'heure du dîner, quand la famille est à table, rassure, etc... c'est plus sociologique que politique...

La N.C. : Si tu parles de Gicquel comme ça... je veux dire que par contre, celui qui le reçoit, le spectateur, le reçoit comme un journaliste professionnel, qui n'interprète pas, qui ne traite pas l'information et qui simplement utilise une technique pour mieux faire connaître l'actualité.

Jean Stern : Moi je préfère l'exemple de Mourousi, parce que Mourousi, qu'est-ce que c'est à l'heure actuelle, un agent de relations publiques du gouvernement... je crois qu'on peut le définir comme cela sans mentir... c'est-à-dire que son journal d'une part, se moque de l'information, il n'y connaît rien, il dit n'importe quoi, il se goure régulièrement trois à quatre fois par journal... ensuite, régulièrement, il invite à chaque journal trois, quatre ministres... et naturellement jamais un homme de gauche... Je crois que Mourousi, fondamentalement, non seulement c'est un comédien et pas un journaliste, mais en plus c'est réellement un homme de relations publiques du gouvernement, je crois que là c'est vraiment l'exemple le plus flagrant actuellement dans la presse...

La N.C. : Je crois que tu négliges Gicquel, parce que Gicquel, c'est beaucoup plus subtil...

Denis Berthu : Je n'ai pas grand-chose à dire, et je ne veux surtout pas prendre la défense de Mourousi, qui à mon avis n'est pas un bon journaliste... mais je relève un point, là, quand

notre ami a dit que Mourousi n'invitait jamais des personnalités de gauche, je voudrais dire que ça n'est pas du tout le cas, puisqu'il y a des personnalités syndicales et politiques de gauche qui sont invitées, que même récemment Georges Marchais a été l'invité d'Yves Mourousi et il l'a tellement fait parler qu'il a débordé dans le temps et qu'ils ont été obligés de couper avant la fin... Ce serait malhonnête de dire qu'il n'y a pas de personnalités de gauche... Mourousi, c'est un bon journaliste dans le sens où il a un bon carnet d'adresses ! ça fait partie de la profession.

La N.C. : Ce qui est intéressant pour nous, c'est de traiter non pas les problèmes de politique immédiats, mais de voir comment ça fonctionne idéologiquement...

Dominique Guihot : Est-ce que Gicquel donne l'information telle qu'elle est ? Il a un rôle social beaucoup plus important, on lui a attribué un rôle social, beaucoup plus important que celui du journaliste qui donne l'information entre 20 h et 20 h 30, c'est évident, ne serait-ce d'ailleurs que par ce one man show... il y a une personnalisation excessive de l'information... et justement dans un certain sens, le bon père de famille, le côté paternaliste, le côté dramatisant, la France a peur... vraiment... enfin il faut voir l'ascendant que Gicquel a sur les gens, ceux-mêmes qu'on ne peut soupçonner d'être réactionnaires, mais... c'est vrai, c'est un gars qui est bien Gicquel... il parle bien... Bon il est doué, il sait se servir d'un *télé-prompateur*... ça passe bien, c'est bien propre, et tout... mais on ne peut démonter... quand on l'étudie... quand nous par exemple on ne rentre pas à l'intérieur on ne peut pas démonter son rôle social, alors qu'il est énorme son rôle social... et quand je dis social, c'est politique...

Journalisme et politique

La N.C. : Est-ce que, si on pose la question que je vais poser on est complètement idiot, mais est-ce que vous croyez, vous, à l'objectivité ?

Denis Berthu : Non. Je crois que le journaliste qui prétendrait croire en l'objectivité serait forcément malhonnête, mais par contre, si je ne crois pas en l'objectivité, je crois en une subjectivité honnête et sincère...

Claire Devarieux : Je ne crois pas à l'objectivité, je crois qu'on peut se rapprocher de l'objectivité...

Christian Gerin : Je crois que ça s'appelle l'honnêteté à ce moment-là... l'honnêteté du journalisme... C'est-à-dire

qu'à partir du moment où l'on donne son avis on le dit et l'on ne cherche pas à faire croire à l'auditeur ou au lecteur qu'on lui envoie une vérité première.

Claire Devarrieux : Ça, ça relève de l'incompétence.

Christian Gerin : C'est peut-être un manque de compétence, mais c'est une tradition... Souvent le journaliste dit à la légère des choses qu'il ne réalise pas très bien... A mon avis, pour échapper au problème de l'objectivité, il faudrait que le journaliste fasse en sorte de présenter l'information et ensuite de faire son commentaire, mais naturellement, il est amené, même en voulant donner une information pure, à mettre son grain de sel et sa sensibilité...

La N.C. : D'abord, il choisit son information.

Denis Berthou : On ne peut pas reprocher à un journaliste de faire le choix d'une information...

La N.C. : A condition qu'il en soit conscient...

Denis Berthou : Bien sûr, on est forcément influencés par notre éducation, notre culture, nos idées, même si on veut être objectif.

La N.C. : Il y a un problème qui se pose pour nous depuis tout à l'heure : au fond, ce que tu viens de dire, que vous êtes les héritiers d'une histoire, d'un passé, d'une culture, donc dès le départ conditionnés, le lecteur, lui, ne s'en aperçoit pas. Pour lui le journaliste professionnel ne « traite » pas l'information, ne la choisit pas, ne l'oriente pas, il la donne telle quelle. Donc, comment faire pour que dans la presse dite d'information ne soit pas occulté tout le travail auquel se livre le journaliste avant de nous donner la nouvelle mais aussi toutes les pressions qu'il subit de la part du patron qui, ne l'oublions pas, en dernière instance, détient les moyens de production...

Denis Berthou : Il a choisi, plus ou moins consciemment, bien sûr, mais de toute manière, s'il présente son information honnêtement, son lecteur le connaît ou le téléspectateur le connaît, le situe, le situe vite, et puis, change de journal s'il ne lui plaît pas...

La N.C. : Comment changer de journal quand il n'y a qu'Hersant et son empire par exemple ?

Pascal Josephé : Prenons le cas de *La Voix du Nord*, dans le Nord. *La Voix du Nord* est lue par 700 000 personnes et sur les 700 000 personnes, il y en a la moitié qui ne votent pas à droite,

alors que le journal est gouvernemental et que *La Voix du Nord* est lue indifféremment par des gens de gauche ou des gens de droite, des gens qui n'ont pas d'opinion, ou qui disent ne pas avoir d'opinion ; alors justement, ce qui fait la force de tels journaux c'est qu'ils disent qu'ils sont des journaux purement d'information et non pas des journaux d'opinion, et les lecteurs se laissent prendre à cette publicité.

La N.C. : En ce qui concerne les journaux, il reste encore une petite possibilité de choix, du moins dans certaines régions. Mais pour la radio ou la télé, y a-t-il le choix réel possible, y a-t-il pluralité ? Y a-t-il information honnête ?

Pascal Josephé : Je ne pense pas, dans la mesure où l'objectivité affichée à la télévision est une objectivité de façade. Par exemple, on dira : on a consacré trois minutes à Marchais, trois minutes à Giscard, encore faut-il savoir quel passage de l'un et de l'autre on aura choisi...

Denis Berthou : Forcément, il y a des coupures... Mais je pense que le journalisme a quand même des moments forts. On ne peut tout de même pas accuser les journalistes de prendre les moments forts pour Giscard et les moments faibles pour Marchais... systématiquement. A force, ça se verrait...

Pascal Josephé : Ce n'est pas le journaliste qui fait la programmation... Le fait de passer une interview de Georges Marchais à 22 h 30 le soir...

Denis Berthou : Quand on donne un reportage télé à faire à un journaliste, le journaliste est responsable de son organisation, depuis le moment où il prend les rendez-vous jusqu'à la fin du montage du film... C'est lui qui choisit les coupures du film.

La N.C. : Tu crois vraiment ? Nous, on peut te dire que ce n'est pas toujours le cas ! Tu devrais lire le Livre blanc du S. N. J.-Télé. La télé, et plus particulièrement la télé régionale, a tout de même une solide réputation en matière de censure, pressions, tripataouillages en tout genre... D'autre part, il y a aussi la « mise en page » qui joue son rôle...

Denis Berthou : Bien sûr, ce n'est pas le journaliste qui organise le journal...

La N.C. : Mais cette organisation qui, elle aussi, paraît « neutre », « technique », elle est encore choix et choix politique !

Pascal Josephé : Un bon équilibre des temps entre les partis politiques existe maintenant, il y a un contrôle, il y a un calcul des différents temps qui sont accordés aux uns et aux autres, et les

partis de la majorité n'ont pas plus de temps que les partis de l'opposition. Mais les membres du gouvernement s'expriment en tant que membres du gouvernement en dehors de ces temps, donc ils s'expriment à travers la télé en tant que militants politiques aussi, mais ça s'applique au niveau national ; mais au niveau de la région Nord-Pas-de-Calais, où la gauche est majoritaire, eh bien, que constate-t-on sur FR3 à la télé et à la radio ? C'est qu'on prétend maintenir le même équilibre entre la majorité et l'opposition mais que l'opposition qui est majoritaire dans la région Nord-Pas-de-Calais n'a pas le droit de s'exprimer en tant que responsable de la région en dehors des temps accordés aux partis de la majorité et aux partis de l'opposition contrairement à ce qui se passe au niveau national pour la majorité.

La N.C. : Oui, c'est vrai que sur le plan national Marchais ou Mitterrand s'expriment parfois, à la télévision. Mais ce qui n'est pas comptabilisé, c'est la diffusion permanente de l'idéologie dominante. Gicquel c'est encore du Giscard...

Denis Berthou : Dans la mesure où on considère qu'un type qui représente le bon père de famille est gouvernemental, moi je ne suis pas d'accord... C'est ce que vous disiez sur Gicquel tout à l'heure... C'est le type morose, une mine morose, il fait peur eux Français... Il inquiète. Je crois que c'est une question de personnalité aussi... S'il y avait un gouvernement de gauche, il y aurait aussi des journalistes moroses qui auraient aussi...

La N.C. : Non, ce n'est pas ça... Je dis que globalement l'idéologie politique telle qu'elle est diffusée à la télévision et à la radio, globalement, on ne peut pas établir un équilibre, c'est tout... On ne peut pas dire une heure = une heure, c'est à tout moment, par exemple : que se passe-t-il dans un après-midi ? Qu'est-ce qui est diffusé dans un après-midi ? par exemple par la télévision de Jammot ? Qu'est-ce qui est diffusé ? C'est ça qui compte... Tout au long d'une journée, aucun journaliste communiste à la télévision, c'est un problème, non ? Marcel y a travaillé, moi j'y ai travaillé, nous ne travaillons plus à l'information...

Jean Stern : C'est ça aussi, c'est la manière dont on peut saisir une information, ce n'est pas simplement le fait de la diffuser.

Dominique Guihot : Là c'est clair que ça commence dès le C. F. J... et quels sont les journalistes qui seront pris, à la radio et à la télévision ?...

Un avenir « biaisé »

La N.C. : Vous pourriez exercer, les uns ou les autres, dans un journal qui serait complètement contraire à vos opinions ?

Pascal Josèphe : Non, moi je ne pourrais pas travailler dans un journal qui serait carrément à l'opposé de mes opinions... je préférerais faire autre chose comme boulot.

Yves-Marie Labé : Moi non plus, c'est indiscutable, ça ne serait pas possible.

Claire Devarrieux : Je ne pourrais pas travailler dans un journal comme ça, mais c'est facile à dire parce que je suis au *Monde*, eux c'est facile parce qu'ils sont en cours de formation, mais les gens de notre promotion, il y en a qui se trouvent dans des entreprises de presse qui ont des opinions tout à fait contraires aux leurs, mais il faut bien bouffer... et les conditions économiques sont telles qu'on est souvent coincés, et souvent obligés de travailler où on peut...

Christian Gerin : Ce qu'il faut remarquer aussi, c'est sur la formulation de la question, parce que je pourrais travailler dans un journal avec des opinions différentes des miennes, oui à condition que je travaille, et qu'on ne me demande pas de m'y corrompre...

Pascal Josèphe : Ce qu'on peut défendre aussi, c'est que le journaliste travaille dans une entreprise de presse comme un ouvrier ou un employé travaille chez Renault, et indifféremment de ses idées politiques...

La N.C. : On peut dire ça vraiment ?

Pascal Josèphe : Non, je ne crois pas, mais c'est ce qu'on dit souvent.

Denis Berthu : Tout à l'heure on a posé la question : est-ce que vous croyez qu'on peut être objectif ? Mais il existe, et on a répondu unanimement, il existe différentes objectivités... l'objectivité de *L'Humanité*, par exemple, n'est pas la mienne, donc je ne serais pas à l'aise pour travailler à *L'Humanité*...

La N.C. : Ce n'est pas un journal d'information, c'est un journal d'opinion, c'est différent, et c'est important... *L'Huma* affiche la couleur, pas *France-Soir*.

Denis Berthu : Dans la mesure où l'on n'a pas réussi tout à l'heure à faire la nuance entre un journal d'information et un journal d'opinion...

La N.C. : On ne peut pas demander à

L'Humanité ce qu'on demande à *France-Soir* éventuellement...

Denis Berthu : Comment, on ne peut pas demander la même objectivité ? à *L'Humanité* ?

La N.C. : Non, ça n'est pas une question d'objectivité, *L'Humanité* regarde les choses de son point de vue... du point de vue de la classe ouvrière. Mais si tu veux, prenons *France-Soir* ou *Le Parisien*, ou *Ouest-France*, ils n'affichent pas ce parti pris d'opinion...

Claire Devarrieux : Ce qui est intéressant, quand il n'y a pas de parti pris d'opinion affiché comme cela, à *Ouest-France* par exemple, il y a certaines pages régionales, il y a des journalistes qui font passer beaucoup de choses, des journalistes qui sont engagés à gauche, mais qui essaient de faire tout un travail de... d'information différent de la ligne d'*Ouest-France*... dans son terrain, on peut faire des choses, et il y a un type à *L'Aurore*, je ne sais pas à quelle rubrique il est, qui prétend que lui aussi peut faire des choses, peut de temps en temps faire passer une idée...

La N.C. : Tout dépend aussi de ce qu'on fait dans un journal, par exemple si on prend le cas de quelqu'un qui travaille à *L'Express*, il risque d'être amené par exemple à aller faire une enquête en Bretagne ou ailleurs, ramener son enquête, et à la sortie il y aura un article signé Untel — c'est-à-dire un journaliste vedette de *L'Express* — enquête de un tel, un tel et un tel... dont lui, et il ne retrouvera plus du tout la matière qu'il aura apportée, elle aura été complètement remaniée par le journaliste-vedette... Je suppose que quelqu'un qui sort du C.F.J. ne veut pas de ce journalisme-là... et pourtant c'est ce qui risque de lui arriver...

Christian Gerin : Les Lyonnais par exemple n'ont pas conscience qu'il existe une autre presse que celle du

groupe *Dauphiné-Progress*. Ils s'imaginent qu'ils ont la diversité, qu'ils ont un choix, le même que celui qui existe à Paris...

Denis Berthu : Le journaliste, s'il a des idées autres, il parvient à les faire passer, car je crois, je suis fondamentalement persuadé que l'on peut tout dire... le tout est de savoir le dire... dans la presse d'aujourd'hui, dans la presse d'information... pas dans la presse de parti, ce qu'on disait tout à l'heure... dans la presse d'information, je crois que le journaliste peut tout dire...

Pascal Josèphe : Eh bien, tu te fais des illusions, car dans la presse régionale c'est faux...

Denis Berthu : Eh bien justement, dans la presse régionale, particulièrement, je crois que c'est le cas, je crois que c'est une question de manière...

Pascal Josèphe : Je te rappelle ce qu'on disait tout à l'heure, la presse Hersant, par exemple les journaux de province sont considérés comme des journaux d'information, et pourtant tout le monde a pu lire cette petite annonce qui est passée : nous demandons des journalistes sensibilité majorité, c'est-à-dire qu'un socialiste ne pourra pas s'exprimer dans ces journaux-là...

Denis Berthu : Il y a différentes manières de s'exprimer et on n'est pas obligé de mettre les pieds dans le plat... pour donner une information. Il y a des manières beaucoup plus subtiles, plus intelligentes. On peut « biaiser » (encore) sans tricher !

Claire Devarrieux : Je crois qu'il y a des choses intéressantes là dans ce qu'il dit... effectivement, on peut faire passer des choses dans une écriture censurée peut-être, mais, quand même, on peut faire passer des choses, c'est certain...

Aux Editions sociales

Hors collection

Le putsch d'Amaury

Le dossier des travailleurs du
Parisien libéré

Contribution d'Henri Krasucki

1 vol., 352 pages + 21 hors texte,
36 francs

Collection « Notre temps »

Jean Rocchi

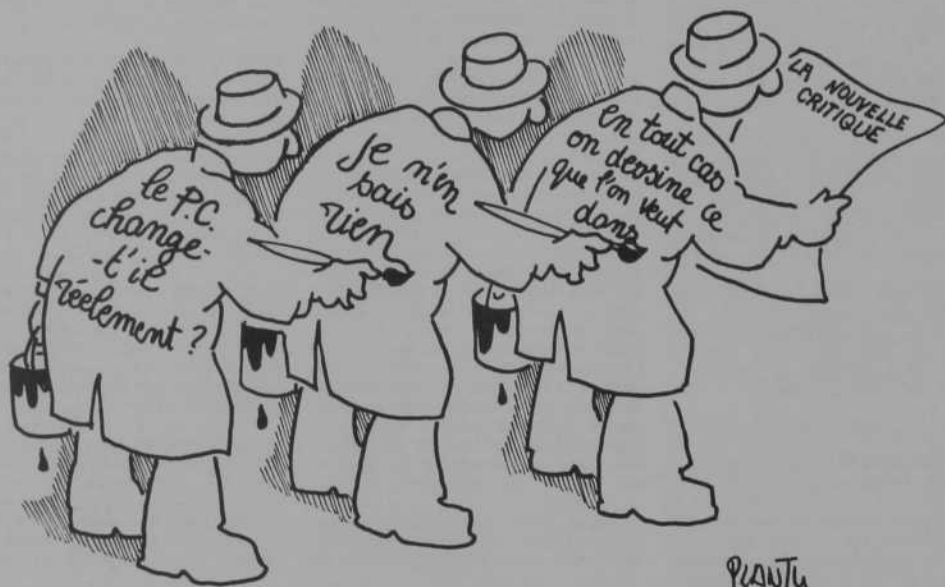
La télévision malade du pouvoir

1 volume, 192 pages, 13 francs

Tribune libre des dessinateurs

Le parti communiste français et la liberté de la presse

Barrigue, Bonnaffé, Cardon, Jacques Faizant, Ghertman, Piem, Plantu, Reiser, Siné, Vazquez de Sola, Wiaz, Wolinski





LE P.C

C'EST VRAI
QU'ON PEUT GUEULER
CONTRE EUX...



LEUR REPROCHER DES TAS
DE CHOSES, D'ÊTRE PAS
ASSEZ GONFLÉS DE SE
RAPPROCHER DES CURES,
D'ÊTRE BUREAUCRATIQUES...



JE TRAÎNER LES
RUSSES DERRIÈRE
EUX QUOIQU'ILS
EN DISENT...



ARRIVE L'ÉTÉ,
UN RAYON DE
SOLEIL, CHOUETTE
ON EST SUR UNE
PLAGE AU LIEU
D'ÊTRE
A
L'USINE

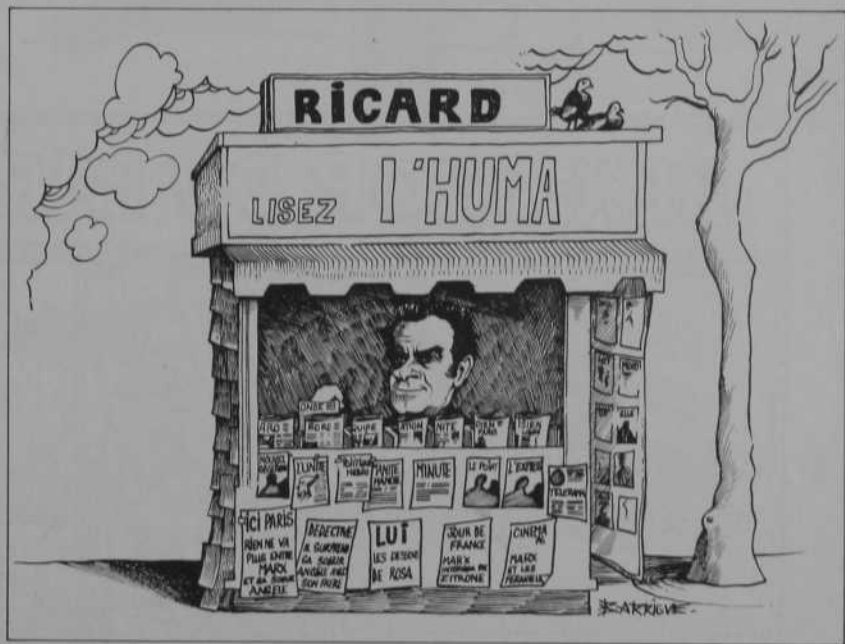


ÇA
ON L'A EU
EN SE BAGARRANT
AVEC LE P.C

ON NE PEUT
PAS L'OUBLIER,
ALORS ON PEUT
LUI FAIRE CONFIANCE
ENCORE UN
PETIT COUP,
QU'EST-CE
QU'ON RISQUE?



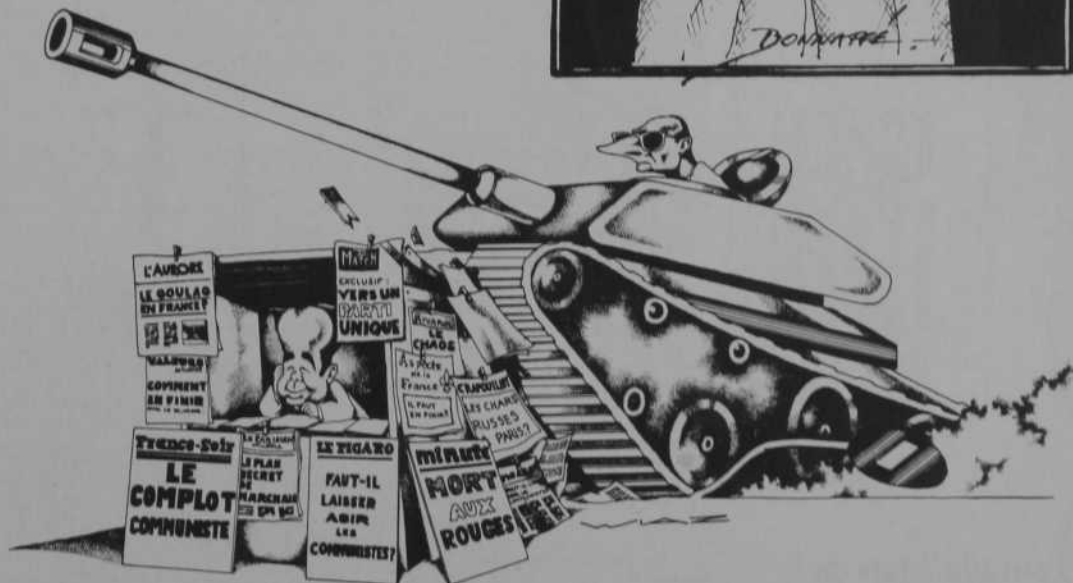
REISER

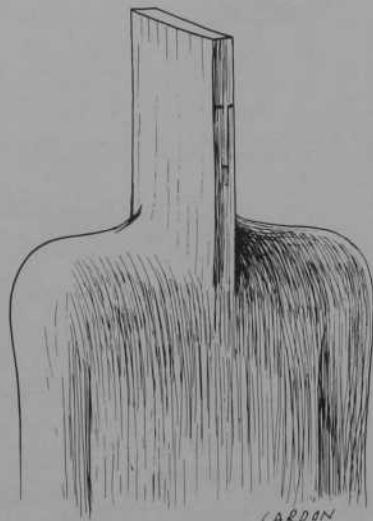
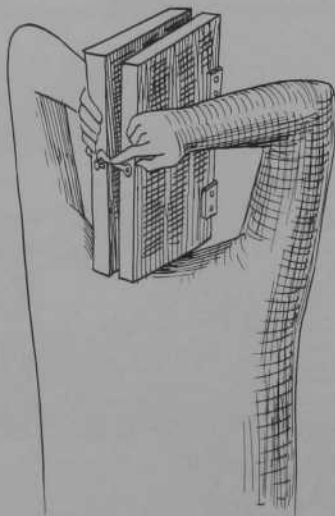
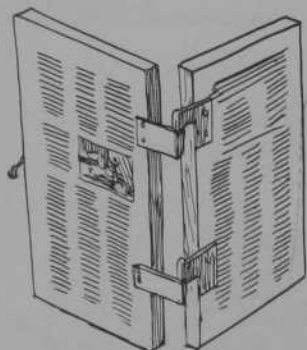




SEX-SHOP DU PARTI







Tout mais pas ça !

CARDON

Attention à Victor Hugo ! Voler ou prendre ?

France Vernier

Les « faits » ne parlent jamais d'eux-mêmes pour l'excellente raison qu'ils ne possèdent pas la parole. Dire que certains sont « parlants » c'est seulement désigner ceux qui, « d'évidence » semblent n'avoir qu'une interprétation possible. Or l'« évidence » la plus simple est déjà construite, non par un obscur et machiavélique complot, mais par tout l'ensemble des manières de sentir, raisonner, parler, qui s'imposent à une époque donnée : ce que — et ce n'est pas « jargon » mais désignation claire — nous appelons idéologie dominante. Ainsi, dire d'un garçon qu'on surprend en train de prendre une moto qui ne lui appartient pas qu'il la « vole » apparaît — d'évidence — comme le type de l'information « pure », « sans commentaire ». Mais dire d'un homme qui se fait quelques millions ou milliards en quelques minutes de spéculation ou de boursicotage qu'il « vole » apparaît — de la même « évidence » — comme une déformation tendancieuse, politique, de la « réalité ». La neutralité « objective » impose de dire qu'il les a « gagnés ». Puisque aussi bien *gagner* (dont le sens originel était plus franc : « se procurer de la nourriture, du *butin* ») ne signifie plus que « s'assurer quelque profit » soit par un travail, soit par « le jeu, un hasard favorable », *jamais* par le vol.

Dans le travail d'écriture

C'est tout ce mécanisme d'*avant* l'intention, d'*avant* la « mauvaise foi », tout ce mécanisme qui fabrique l'évidence des « faits qui parlent », cette mystification qui, en toute « innocence », oriente et construit en sous-main l'énoncé « brut » des « faits », oblige à percevoir comme « à thèse » ce qui ne se moule pas à la thèse dominante, comme « commentaire » tout ce qui ne s'énonce pas dans les termes admis, c'est tout cela que l'on trouve, non point analysé ou critiqué, mais montré avec éclat dans le travail d'écriture par un, entre bien d'autres, passage de ces *Misérables* de Victor Hugo qui inspirent à Valéry Giscard d'Estaing ou à Mme Giroud leurs lyriques envolées.

Si peu de gens ont lu *Les Misérables*, tout le monde connaît Jean Valjean. Voici donc.

« Il arriva qu'un hiver fut rude. Jean n'eut pas d'ouvrage. La famille n'eut pas de pain. Pas de pain. A la lettre. Sept enfants !

» Un dimanche soir, Maubert Isabeau, boulanger sur la place de l'Eglise, à Favertolles, se disposait à se coucher, lorsqu'il entendit un coup violent dans la devanture grillée et vitrée de sa boutique. Il arriva à temps pour voir un bras passé à travers un trou fait d'un coup de poing dans la vitre. Le bras saisit un pain et l'emporta. Isabeau sortit en hâte ; le voleur s'enfuyait à toutes jambes ; Isabeau courut après lui et l'arrêta. Le voleur avait jeté le pain, mais il avait encore le bras ensanglanté. C'était Jean Valjean. » Ceci se passait en 1795. Jean Valjean fut traduit devant les tribunaux du temps « pour vol avec effraction la nuit dans une maison habitée ». »

Le langage des guillemets

Les guillemets ne sont pas de moi, mais de Victor Hugo. Et ces guillemets en disent long, qui mettent à l'écart, forcent au recul et à la critique l'expression pourtant parfaitement neutre, objective, sans commentaire qu'est la simple désignation juridique, en bon français, de ce qui vient d'être raconté. Chacun peut, point par point, vérifier la très exacte conformité des faits relatés et de l'accusation. *Tout* y est dans sa pureté d'évidence : vol, effraction (devanture grillée et vitrée, trou fait d'un coup de poing, bras ensanglanté), la nuit, dans une maison habitée.

Nulla mauvaise foi. Nulle transformation des « faits ». Nulle erreur judiciaire. Les faits étaient « parlants », le langage judiciaire ne les commente pas et, « d'évidence », leur donne, tout simplement la parole.

C'est bien ce qui est ensuite souligné : « Jean Valjean fut déclaré coupable. Les termes du code étaient formels. »

Certes, mais ces guillemets, strictement exacts puisqu'ils citent la lettre de la loi, sont plus tendancieux que tout commentaire. Parce qu'ils la désignent comme langage, comme déroutante fabrication de l'évidence. Et lorsque, après tout un chapitre qu'il faut lire et qui jamais n'argumente ou ne

théorise sur ce langage, on trouve, « simplement », l'énumération des années de bagne :

« Dix-neuf ans. En octobre 1815 il fut libéré ; il était entré en 1796 pour avoir cassé un carreau et pris un pain » (c'est moi, cette fois, qui souligne), qu'est-ce sinon, au bout de tout ce travail de l'écriture (qu'il est aisé d'appeler « style personnel » de Victor Hugo), l'opposition éclatante d'une autre objectivité, d'une réelle objectivité : prendre et casser désignent aussi exactement les « faits » avec cette différence de taille qu'ils n'identifient pas une loi sociale, historique, de classe, avec la nature des choses. Car *vol*, un pain ou une moto, ne décrit pas les « faits » mais bien ce qu'une société donnée, une société de classes, donne comme sens à ces faits.

Militants

Et c'est bien pourquoi lorsque Pierre Sainderichin (cf. débat dans *France nouvelle*, n° 1613, p. 43) trouve gênant pour l'information pure, celle d'« avant le commentaire », que les communistes soient des militants, il se trompe et nous trompe. L'« évidence », le « langage des faits » sont le langage *militant* de la classe au pouvoir. L'intention est, à la limite, négligeable : Sainderichin peut savoir ou ne pas savoir qu'il est militant du pouvoir, il l'est. Et nous sommes plus réellement objectifs *en disant que nous sommes militants*, en le sachant, c'est-à-dire en proclamant notre but qui est de changer cette société alors qu'eux masquent le leur qui est de la conserver à tout prix. D'où l'« éclairage » !

Mesdames et Messieurs, méfiez-vous dans vos discours des invocations à Victor Hugo. Ce n'est pas vrai qu'il était bête.

Ecrire dans un journal communiste est source de réflexions diverses

Maurice Goldring

Le premier titre proposé était « simplement » : *Journaliste communiste*. Il m'a donné des sueurs froides et des insomnies jusqu'à ce que je le remplace par un autre titre plus modeste. L'urgent est d'abord de tracer les limites, de multiplier les précautions, les mises en garde, les doutes, les interrogations, de les étendre, les gonfler, les redoubler, jusqu'à ce que l'article lui-même ne soit plus composé que de ces précautions, mises en garde, doutes et interrogations.

D'abord, je ne suis pas journaliste. Je suis universitaire et je contribue régulièrement à des journaux communistes comme *France nouvelle*. Comme beaucoup de collègues, j'ai choisi la sécurité de la fonction universitaire tout en ayant l'illusion de l'aventure journalistique. Les relations avec les professionnels en sont, comment dirai-je, colorées. Un journaliste, un peu comme un créateur, un réalisateur de films ou un écrivain, joue son va tout à chaque papier. Il se donne entièrement puisqu'il n'a aucune autre porte de sortie. C'est à chaque fois banco, le tout ou rien. Un universitaire a tout à gagner et rien à perdre dans ce jeu auquel il se livre avec délices. Comme un Club Méditerranée, l'aventure est domestiquée, la traversée du désert balisée discrètement, il franchit les gouffres et les sommets avec une corde transparente, mais solide. C'est pourquoi les candidats ne manquent pas, ils se pressent dans les salles de rédaction, ces gens qui choisissent leur sujet, dédaigneux des biens de ce monde, sans rien à perdre que leur réputation, ayant l'ivresse de la publication à gagner. Si leurs textes sont refusés, ils ont toujours le loisir de les lire aux étudiants qui ont l'avantage d'être contraints d'écouter sans avoir choisi de lire. Merveilleuse situation, où, comme disent les Anglais, on mange son gâteau et on le garde. Dans les salles de rédaction, certains vous regardent avec envie. Ils ont tort. Ce sont des journalistes professionnels, nous ne sommes que des amateurs, nous n'avons que la crème Chantilly et jamais la croûte, à la longue ça écœure. Ils ont une carte prestigieuse qui empêche qu'on leur tape dessus dans les manifestations, qu'ils exhibent négligemment au café lorsque nous nous prenons trop pour un des leurs ; nos cartes à nous permettent tout juste d'obtenir une réduction de dix pour cent

sur l'achat des livres, et encore pas dans toutes les librairies. Toutes ces cabrioles peuvent se résumer en une seule phrase : j'éprouve un énorme et profond respect pour mes camarades journalistes professionnels qui travaillent dans la presse communiste.

Autre précaution. J'exprime ici des opinions personnelles. Formule mystérieuse. Lorsqu'elle n'est pas utilisée, est-ce à dire que l'auteur exprime les opinions des autres ? Non. Elle signifie que j'essaie de rendre compte de préoccupations largement partagées, mais qui n'ont pas encore atteint un degré assez élevé de formalisation publique. Exprimer des opinions personnelles, c'est donc rendre publiques des conversations privées. Ce qui n'est pas joli, joli.

Pourquoi des journalistes communistes ?

Pourquoi faut-il des journalistes communistes ? Les membres du bureau politique et du comité central fournissent assez de textes, de discours, de déclarations, pour remplir largement les colonnes d'un quotidien. Or il y a d'autres communistes, en nombre non négligeable, qui passent leur temps à rédiger des textes dont le fond est la même ligne politique. S'ils se contentaient de répéter mot à mot les discours et les résolutions, leur travail serait inutile. Qu'est-ce qui justifie donc leur activité ? Le plus simple est peut-être de partir de l'activité journalistique en général.

Le journaliste transmet, choisit, fabrique, élabore l'information. L'information n'est jamais matériau brut, une tranche de vie toute fraîche. Comme les fabricants d'images, cinéastes ou photographes, la présentation de l'information suppose un travail permanent d'élimination d'une masse de matériaux, un tri, une organisation qui s'appellent montage. L'activité journalistique comporte donc nécessairement une part de trucage pour mieux rendre compte de la réalité, ou mieux la déformer. Le journaliste se comporte à l'égard du quotidien comme l'historien vis à vis du passé : il tente de repérer les lignes de force. Il repère dans le quotidien ce qui « vaut la peine » d'être transmis en direct, ou dans la demi-heure qui suit, ou le lendemain, mais il choisit dans le quotidien ce qui n'est pas seulement quotidien. Distinguer le fait du commentaire, comme le

dit Giscard d'Estaing, est une aberration. Le « fait » est toujours un fait choisi, et ce choix est déjà un commentaire.

Ces lignes de force ne sont pas les mêmes pour tous. Une grève sera répétée plus rapidement par un journaliste de *Parisien libéré*, surtout si c'est une grève des ouvriers du *Parisien libéré*. C'est pourquoi l'information doit être pluraliste. Le relief naît de la pluralité des points de vue. Dans certains cas, une ligne de force apparaît comme telle pour l'ensemble de la profession, et pour l'opinion publique. Et pourtant elle peut être gommée par les grands organes de diffusion de l'information. Cela s'appelle mensonge, intoxication, manipulation. Les scandales pétroliers, par exemple. Mais lorsqu'elle prend une certaine intensité, elle peut rarement être complètement masquée. Il arrive un moment où ne pas en parler, pour l'ensemble de la profession, c'est ne pas « faire son métier ».

C'est cette dernière expression qui m'avait frappé lors d'une interview des journalistes de *France-Soir*. Parce que *Le Figaro* ne disait pas un mot de leur conflit, ils estimaient que Hersant empêchait leurs confrères du *Figaro* de « faire leur métier ». Cela explique en partie les difficultés du pouvoir avec la presse écrite, parlée, et d'images. Il apparaît très vite que le pouvoir, en leur imposant le rôle de haut-parleur de sa politique, les empêche de « faire leur métier ». L'Elysée, le gouvernement, les différents ministères, disposent de porte-parole, de responsables de services de presse. Ce ne sont pas les mêmes hommes qui travaillent à la radio et à la télévision. Les tentatives de confondre ces différentes fonctions se traduisent par des réactions. Il y a un degré de soumission où leur statut même est atteint. Ce qui explique les phénomènes d'usure. Aux Etats-Unis, certains journalistes de la télévision sont devenus de véritables oracles de la vie nationale ; installés pour l'éternité, ils sont l'éternité, leur origine se perd dans la nuit des temps. En France, personne jusqu'ici n'a pu tailler sa fonction de journaliste dans le marbre. L'usure est due à la fois à l'intensité de la lutte des classes et aux réactions personnelles des journalistes eux-mêmes, qui perdent graduellement l'estime de leurs collègues et de leur

public s'ils cessent complètement d'être journalistes, de « faire leur métier ». Et s'ils le font trop, ils deviennent trop gênants et ils sont remplacés.

Rien de neuf dans cette démonstration. Mais il faut la pousser jusqu'au bout, et en tirer des conséquences pour nous-mêmes. Les communistes eux aussi ont besoin de journalistes qui « font leur métier ». Le journaliste communiste n'est pas seulement un arrangeur, un enjoliveur ou un simple porte-parole de thèses politiques. Il a des responsabilités spécifiques.

Pour des relations non harmonieuses

Lorsqu'un corps constitué est engagé dans des batailles importantes, qu'il est entièrement tendu vers la victoire, il lui est difficile d'être spontanément transparent. Quand bien même cette transparence serait une des armes du combat engagé. Pour lutter contre la tendance naturelle à l'opacité, une des réponses est le pluralisme. Que d'autres vous regardent, vous interrogent, vous contraignent à parler aussi des choses « désagréables ». Dans les conférences de presse, les journalistes qui posent des questions difficiles nous gênent et nous aident à la fois. La preuve est que souvent ils ne rendent pas publiques les réponses à leurs questions « difficiles ». De même, les assemblées-débats sont une des structures qui empêchent qu'on esquive les obstacles lorsqu'ils existent. Mais pourquoi abandonner cette fonction aux « autres » ? Les communistes aussi ont besoin de journalistes qui « font leur métier », qui contribuent à la transparence de leur parti, qui luttent contre l'illusion que le silence pourrait être un moyen de soulever les obstacles. Des gens qui n'inventent pas les questions difficiles, mais contribuent à les mettre à jour. Je plaide ici pour des relations non harmonieuses, conflictuelles entre interviewés et intervieweurs, entre la politique du parti et son expression. Parce que la seule harmonie parfaite est la répétition appauvrissante, parce que les seules relations enrichissantes sont des relations de tension. Nous voulons, dans les grands organes d'information, des journalistes à sensibilité communiste. Il nous faut aussi des communistes à sensibilité journalistique.

Il y a entre la politique du parti et

son expression quotidienne dans l'actualité un lieu de tension. Entre une résolution de congrès et un article écrit existe un écart nécessaire. Le journaliste communiste, dont on présume qu'il a pleinement assimilé la politique du parti, fait son travail lorsqu'il la confronte jour après jour à la complexité du monde réel. A travers sa sensibilité propre. « Les informations passant au tamis de ses idées, chaque journaliste est fondé naturellement à donner un certain éclairage aux événements [...] Le droit de présentation et de commentaire, le droit d'exprimer un point de vue personnel doivent être assurés ». Ces phrases sont tirées de l'intervention de Georges Marchais au cours du comité central consacré à l'information. Elles éclairent aussi la réflexion sur le travail d'un journaliste communiste. C'est en se laissant aller, en se « découvrant », en laissant libre cours à ses humeurs, ses irritations et ses enthousiasmes qu'il apporte le plus. J'ai entendu dire parfois d'un article que c'est « un papier d'auteur ». Par rapport à quoi ? A un papier qui n'a pas d'auteur ? Pour moi, un papier qui n'aurait pas d'auteur est un article où l'écart entre la résolution et l'écriture serait nul, égal à zéro. Cela n'existe pas, ou peu. Cet écart n'est pas un luxe, mais une contribution propre à la politique du parti. Chacun a fait cent fois l'expérience d'une intervention frémissante de vie qui se traduit, lorsqu'elle est écrite, par un texte sans chaleur. Cette volonté de faire disparaître tout ce qui est personnel est une déperdition d'énormes richesses. Mon expérience, c'est qu'un article ne s'écrit pas pour plaire au comité central, ou à cinq cent mille communistes. Il s'adresse à un tout petit groupe, dix à vingt personnes, des gens que je connais personnellement, des hommes et des femmes vivants, et non des foules abstraites. C'est ainsi que beaucoup pourront à juste titre penser que l'article a été écrit pour eux.

Me voici bien loin des « doutes et interrogations ». Je savais bien que malgré toutes les précautions du début, je finirais par donner des leçons.



ENSEMBLE 2E 2M

Etudes Expressions des Modes Musicaux

Collectif musical international de Champigny
Présidente : Denise Foucard
Directeur : Paul Méfano

25 novembre

Direction Giuseppe Sinopoli
Stockhausen, **Kontrapunkte**, Berg,
Kammerkonzert, Méfano, **Parabolles**
TEP, 17, rue Malte-Brun, Paris,
20 h 30

6 janvier

Direction Jacques Mercier
Schönberg, **Quatrième Quatuor**,
Dutilleul, **Quatuor**, Lenot, **Océan**
caplif, Kelemen, **Les Mots III**
TEP, 17, rue Malte-Brun, Paris,
20 h 30

25 et 28 janvier

« Archéologie d'une ville »
Ouverture du Centre Georges-Pompidou

17 février

Direction Giuseppe Sinopoli
Donatoni, **Etwas Ruhiger im Ausdruck**, Koering, **34 mesures pour un portrait de T. Alcina**, **Trois œuvres pour piano seul**, Schubert, **Cinquième Symphonie**
TEP, 17, rue Malte-Brun, Paris,
20 h 30

28 avril

Direction Marcello Panni
Masson, **Ouest II**, Stravinski, **Concerto pour piano et orchestre d'harmonie**, Essayad, création.
TEP, 17, rue Malte-Brun, Paris,
20 h 30

Novembre 1977

Direction Paul Méfano
Xenakis, **Eonta**, Lefebvre, création.
Méfano, **Ondes, espaces mouvants**, Varese, **Hyperprismes, Intégrales**
TEP, 17, rue Malte-Brun, Paris,
20 h 30

2E 2M

2, rue Gambetta, 94500 Champigny
Tél. 706 05 50

Le fait, le commentaire, le journaliste communiste

Un entretien avec Henri Alleg, André Carrel, Michel Doumenc et Marie-Rose Pineau *

L'Humanité est le seul journal de parti politique ayant subsisté en France contre vents et marées, contre les augmentations de prix des matières premières qui « font » un journal, contre les augmentations de taxes, contre la dime exorbitante prélevée par les N.M.P.P. Hachette, contre le boycottage publicitaire (4 % des recettes de *L'Humanité*, contre plus des trois quarts de celle du *Figaro*, plus de la moitié de celles du *Monde*). A cela des causes matérielles : *L'Humanité-Dimanche*, vendue à 95 % par des militants, et échappant du coup au prix de la diffusion par messageries, fait vivre *L'Humanité*. Comme les parlementaires, à l'égard du parti, les journalistes communistes versent à la trésorerie du journal une importante partie de leurs salaires ; à cela des raisons politiques : il y a en France des journalistes, des militants, des travailleurs, qui estiment que le journal du parti communiste doit vivre à tout prix. Ainsi, comme l'a dit un de nos camarades de *L'Humanité*, dans l'entretien dont nous publions la seconde partie, ce n'est pas un handicap pour *L'Humanité* d'être un journal communiste, c'est sa chance. C'est aussi une responsabilité, et c'est d'elle, la responsabilité du journaliste communiste, dont François Hincker a demandé à ses interlocuteurs de discuter pour *La N. C.*

La N. C. : *L'Humanité* quotidienne donne, comme un autre journal, l'information, c'est-à-dire les événements dont on a parlé la veille à la radio et à la télévision, dont on parle en même temps dans les autres journaux. Certains sont des événements attendus, et l'on peut donc s'y préparer à l'avance, d'autres sont des événements pour une part surprenants. Comment, dans ces circonstances, faire face à cette double tâche d'information et en même temps donner au travailleur qui lit *L'Humanité* le matin les analyses qui doivent accompagner cette information ?

Henri Alleg : Ce n'est pas une tâche pour laquelle puisse exister une recette toute faite. On a souvent parlé d'une contradiction entre la politique et le métier, le métier journalistique et la politique. Pour moi, il y a une nécessité pour le journaliste communiste de savoir expliquer les choses de telle sorte que ses explications constituent également des armes, des arguments pour l'action des militants. Je crois que la tâche du journaliste communiste, ce n'est pas uniquement de donner l'information (il faut qu'il la donne évidemment), mais c'est en même temps de lui donner son sens politique, de la commenter et d'essayer de répondre aux commentaires intéressés de ceux qui ont les principaux moyens d'information. On a vite dit que nous, le parti, faisons aussi l'information. Je crois que c'est vrai et que ce n'est pas vrai. C'est vrai quand il y a la fête de *L'Humanité*, c'est vrai quand il y a le congrès du parti, c'est vrai quand il y a une déclaration nouvelle, ou un tournant comme on dit, une révélation. Là, oui, nous pouvons faire l'information ; mais je crois que ce serait un peu prétentieux de notre part de dire que nous pouvons toujours « faire l'information » avec autant de poids et de force que les autres. Car enfin, nos adversaires sont au pouvoir, ils dirigent l'économie du pays, ils possèdent l'essentiel des grands moyens d'information. Bien qu'ils soient obligés de tenir compte, et de plus en plus, de l'immense courant qui existe en France pour le changement, des forces nouvelles de la gauche, du parti, il est difficile de prétendre que nous faisons l'information plus qu'eux.

Par exemple le scandale Dassault ne devient une question d'actualité pour tout le monde que dans la mesure où tous les moyens d'information soulignent, puisqu'ils ne peuvent pas faire autrement, qu'il y a effectivement scandale, alors que nous-mêmes, depuis des semaines et des mois, nous n'avons cessé de dénoncer le permanent scandale Dassault. Il n'y a « vrai » scandale que parce qu'il y a eu révélation « éclatante », que parce que son « homme de confiance » de Vathaire a été arrêté, etc., et que les grands moyens d'information ont alors été obligés d'en parler.

Notre tâche à nous n'est pas bien sûr de nous laisser porter par l'actualité, mais de l'utiliser pour vérifier ce que nous n'avons jamais cessé de dire, ce que nous avons dit avant les autres. C'est parfois difficile, d'autant plus que nos positions justes ne se vérifient que longtemps après.

Je prends un exemple, l'affaire *República* au Portugal. La France entière, et j'y comprends les communistes ou des gens influencés par nous qui ne lisaient pas *L'Humanité*, a été persuadée que le journal *Republica* au Portugal était un journal socialiste d'où avaient été, par décision des communistes, exclus tous les socialistes, un journal dont les communistes s'étaient emparé pour en faire un quotidien à eux. La vérité toute simple était que ce quotidien n'était pas un journal socialiste et que les communistes étaient en minorité dans ce journal, en toute petite minorité, et que le parti communiste portugais n'avait rien à faire dans cette affaire, absolument rien. Mais il a fallu des semaines et des mois avant que ce que nous disions dans *L'Humanité* soit repris par des journaux comme *Le Monde* et que ce que nous affirmions apparaisse (mais à combien ?) non pas comme une prise de position étroitement partisane mais comme la vérité elle-même. Cela arrive souvent.

Dépendant, de plus en plus, bien que la chose écrite continue à avoir une grande force, l'information reçue par des millions de Français leur est donnée par la radio et par la télévision. Je ferai une parenthèse sur l'importance du vocabulaire employé et qui veut prendre des apparences « neutres ».

Par exemple, songeons à ceci : lors-

* Marie-Rose Pineau est administratrice de *L'Humanité* ; Henri Alleg, secrétaire général ; André Carrel, rédacteur en chef de *L'Humanité-Dimanche* ; Michel Doumenc, adjoint au chef de la rubrique politique de *L'Humanité*.

qu'à la radio on parle des prises de position du parti communiste, de la C.G.T. et d'autres organisations contre le plan Barre, on parle des prises de positions contre « le plan anti-inflationniste » du Premier ministre Barre. Ce mot, « anti-inflationniste », on l'entend à la radio à 7 heures du matin quand les gens sont dans leur voiture ou prennent leur petit déjeuner avant de partir, puis ils l'entendent à 8 heures, ensuite on le retrouve à 13 heures, et puis le soir, et le voilà à la télévision, etc. Et nous venons derrière en disant : ce n'est pas un plan anti-inflationniste, c'est un plan de défense des intérêts capitalistes qui ne peut aboutir qu'à... Mais ce qu'on a enfoncé dans la tête des gens, on peut dire vingt-quatre heures sur vingt-quatre, c'est l'« anti-inflation ». Pas d'effort considérable à faire si ce n'est de tourner le bouton de la radio ou de la télévision (ce qui est quand même plutôt facile parce qu'en même temps on peut faire autre chose, alors que lire le journal qui mobilise le cerveau, les yeux, les mains...), cela donc, comment le combattre, nous ?

Est-ce que c'est une lutte, comme on dit, du pot de terre contre le pot de fer ? Je ne pense pas. C'est une lutte extrêmement importante, extrêmement utile, mais elle n'a vraiment sa valeur que dans la mesure où, à partir de l'information que nous donnons, et que nous donnons le plus clairement et le plus simplement possible, de la façon la plus percutante, la plus convaincante possible, les gens qui la reçoivent et qui sont les militants du parti acceptent, je m'excuse du terme mais... de devenir les « haut-parleurs » de ce que nous diffusons malgré tout de façon très limitée par rapport aux immenses moyens qu'ont ceux qui sont en face de nous. Cela souligne, je crois, l'importance du rôle du militant communiste vis-à-vis de sa presse, qui n'est pas simplement le rôle d'un simple récepteur d'une vérité. Non, il est là pour élargir son rayonnement afin de contrer ce qui se passe en face.

Michel Doumenc : Il y a des événements qui ont effectivement une certaine importance et d'autres informations de moindre valeur qui sont traitées d'une certaine manière par les moyens d'infor-

mation qui sont toujours des moyens de manipulation de l'opinion. Ils montent des informations et des faits selon leur choix et leur intérêt. Effectivement, c'est là le jeu des grands moyens d'information, c'est le pouvoir qui fait cette information-là, ce montage des faits. Nous devons pourtant en tenir compte, comme nous devons tenir compte de ce que ce montage n'est pas abstrait, qu'il correspond souvent à de grandes idées qui agitent l'opinion. Et il faut répondre : répondre à la fois au montage fallacieux et aux grands événements. Mais c'est là qu'est la difficulté : il ne s'agit pas seulement de répondre, il s'agit aussi de proposer, de monter nos propres informations, nos propres propositions, nos propres révélations sur la réalité, parce que tel est le rôle indispensable du parti et de sa presse : donner une vision de la réalité plus claire, plus enrichissante et qui permette d'avancer plus vite.

Peut-être doit-on répondre d'une manière différente des autres ? On peut certes, sur un certain nombre d'informations qui font la pâture des autres, donner uniquement des éléments de réflexion pour les militants, mais par contre on leur donnera d'autres armes si on décrit beaucoup plus par exemple l'évolution de la société française sur des thèmes ou des sujets dont les autres ne veulent pas. Il y a toujours cet immense champ qu'on n'a pas encore assez défriché, celui des luttes ouvrières, des conséquences de l'exploitation dans la vie de tous les jours et dans la pensée des gens. Si on ne fait pas cela, ce seront des faits du « vécu » des gens qui seront lus et nous n'aurons pas joué notre rôle d'« éveilleurs ».

Marie-Rose Pineau : Nous avons, je crois, vraiment conscience, même avec toutes les difficultés que l'on peut rencontrer, parce que la vérité n'est pas facile à saisir, que nous sommes les journalistes de la vérité et que *L'Humanité* est un journal de la vérité. C'est vrai que parfois nous pouvons sembler ne pas nous attacher à un phénomène admis par tout le monde et qui fait la « une » des journaux : ainsi, beaucoup de gens pensent actuellement qu'un des problèmes essentiels de la vie politique française, puisqu'elle leur est présentée de cette façon, est le duel Chirac-Giscard. En apparence, nous pouvons appa-

raître justement figés, formalistes, par rapport à cet aspect, puisque nous n'y attachons apparemment pas grand importance : ce discours d'Egletons, nous l'avons mis en troisième page seulement. Mais à la lueur de l'événement et de l'histoire, je pense que *L'Humanité* s'attache, là aussi, à montrer l'essentiel, c'est-à-dire l'opposition fondamentale qui traverse la France entre une partie actuellement dominante qui exploite et le peuple, ainsi que les efforts du pouvoir pour redresser ses forces et créer une sorte d'opposition de Sa Majesté. Cet aspect restera une des lignes fondamentales de l'analyse historique, même si elle n'est pas, et c'est là notre difficulté, ressentie actuellement comme une vérité.

Ce qui apparaît parfois comme l'événement du moment n'est pas forcément le véritable événement, celui que l'histoire retiendra. Je pense qu'on pourrait prendre des exemples : le Viêt-nam, l'Algérie.

Notre difficulté, sachant cela, est de parvenir à le faire comprendre. Parce qu'à un moment donné nous pourrions détenir toute la vérité, mais si nous ne sommes pas capables de la faire passer, nous butons sur un obstacle. Cette vérité fondamentale indispensable à une action politique consciente de nos lecteurs, ainsi que nous l'avons fait pour le plan Barre, nous devons la faire reconnaître en tant que telle, en prenant appui aussi sur l'actualité du moment, sur l'expérience quotidienne, sur les faits du jour, même s'ils apparaissent contradictoires.

Nous devons aussi la faire jaillir dans son évolution : l'exploitation des travailleurs ne se manifeste pas sous les mêmes traits qu'il y a vingt ans. N'en gardons-nous pourtant pas une description figée ? De même quand nous parlons de l'esprit révolutionnaire, le voyons-nous toujours avec les yeux de notre temps ?

Il ne suffit pas de dire : c'est ainsi, et nous avons raison. Il faut mettre le lecteur lui-même en mesure de juger du bien-fondé de cette démarche. La vérité ne peut lui être assénée, révélée. Nous devons lui donner les informations indispensables pour qu'il puisse l'appréhender, la comprendre. Et cela, nous ne pouvons le faire en ignorant ce qui dérange notre analyse, mais en nous

saissant de ce qui dérange pour approfondir, compléter notre analyse, et ser- rer ainsi de plus près la vérité. Ainsi, des luttes dont il arrive que les communistes soient absents, pourquoi n'en parlerions-nous pas ? C'est en ce sens que le pluralisme, l'existence d'autres journaux ne nous gênent pas... dans la mesure où ils ne dominent pas l'opinion comme c'est le cas actuellement. Leur existence, au contraire, par la confrontation qu'elle nourrit, ne peut que nous aider à approfondir notre relation de la vérité, à nous tenir en alerte, en éveil.

André Carrel : Je suis tout à fait d'accord avec ce que vient de dire Marie-Rose Pineau, mais j'ajouterai une idée complémentaire qui est un problème dont nous avons discuté et dont nous discutons toujours à *L'Humanité*, et qui a trouvé d'ailleurs dans les dernières années une solution à peu près satisfaisante : c'est la nécessité pour un journal communiste de livrer toujours en tout état de cause toutes les informations à ses lecteurs. Parce que, autant quelquefois le commentaire d'une information, peut être mis en attente, pour ce qu'il nécessite de réflexion (et de consultation aussi) parce que nous sommes un journal responsable et un journal de parti, qui ne peut imprimer n'importe quoi, ce qui pour un autre n'a qu'une importance très relative, à condition qu'il n'imprime pas des choses contre ses bailleurs de fonds, autant il est nécessaire de donner l'information au sens brut du terme. Là je dois dire que, contrairement à une légende qui a la vie dure, dans ce domaine *L'Humanité* est un journal qui donne non seulement toutes les informations, mais qui en donne beaucoup plus que les autres. Si l'on prend les problèmes politiques ou sociaux, elle ne souffre aucune comparaison, mais même sur le plan international ou sur le plan culturel elle est d'un niveau extrêmement complet. Ce qu'il y a, c'est qu'effectivement nous avons des lecteurs exigeants, qui n'acceptent aucune erreur ou omission, et ils ont raison, car il n'y a rien de pire, je crois, pour un lecteur de *L'Humanité*, que d'arriver à l'entreprise le matin et d'avoir l'impression de ne pas avoir été informé. Ça, c'est évidemment une chose extrêmement blessante.

Marie-Rose Pineau : Sans aucun doute, nous devons, et nous pouvons, progresser pour être mieux encore le journal de la vérité. Ainsi, en ce qui concerne les pays socialistes, nous avons été confrontés à des faits qui étaient en désaccord avec notre analyse du socialisme, et il y eut toute une période où nous étions gênés par cette situation, d'où le silence.

Maintenant, dans la mesure où nous avons dépassé cet état de fait, mieux pris en compte la réalité, donné — comme l'a fait le XXII^e congrès — notre avis sur les atteintes à la liberté qui sont contraires à notre conception du socialisme, il me semble que nous pouvons aborder avec plus de hardiesse et moins de nervosité ces problèmes, et mieux serrer de près là aussi la vérité. A condition d'avoir l'audace nécessaire, une audace responsable, mais l'esprit de responsabilité n'est-ce pas aussi la capacité de se remettre en question devant la réalité ?

Henri Alleg : Je ne voudrais pas que nous ayons l'air d'être là pour nous contredire systématiquement dans les colonnes de *La Nouvelle Critique*. Je crois qu'André a raison de dire que *L'Humanité* est un journal extrêmement complet en ce qui concerne l'étude sociale par exemple. Mais je crois qu'il faut reconnaître que *L'Humanité* est incomplète sur beaucoup de choses, y compris sur le plan de l'information. Nous avons participé à cette réunion où vous étiez tous les deux, et je crois qu'il faut tenir compte de ce que nous ont dit les camarades, à savoir qu'ils étaient amenés bien souvent à lire un autre journal parce qu'ils trouvaient que *L'Humanité* ne leur donnait pas suffisamment d'informations sur différents aspects des luttes politiques et sociales. Et je crois en effet qu'il y a bien souvent en nous un double réflexe : le réflexe du journaliste et celui de l'homme politique. Il peut paraître absurde d'opposer l'un et l'autre, car en vérité les choses sont plus compliquées. Mais je m'explique : voici un événement qui soulève des questions importantes et dont le commentaire mérite réflexion. La réaction de l'homme politique, c'est de dire : attendons vingt-quatre heures et on verra. Réaction sage, d'homme responsable. La réaction du journaliste, c'est de se dire : tout le monde va en parler, et nous

nous tairions ? Impossible ! Et bien souvent chez nous, dans le passé surtout, il nous arrivait de trancher en disant : on verra plus tard. Ça nous arrive encore.

Je ne dis pas ce qu'il faut faire, je dis que c'est un problème. Et un vrai.

André Carrel : Ne confondons pas information et commentaire. Ce sont deux choses distinctes quant au traitement. Moi je considère...

Henri Alleg : Ça se lie, tu ne peux pas les dissocier : d'abord, certaines informations, tu ne peux pas les donner sèchement mais tu dois dire ce que tu penses. Je prends un autre exemple, qui éclaire mon propos : dans le parti communiste italien, tout récemment, à propos de la crise et des mesures à prendre, il y a eu cette prise de position d'Amendola, celle de Longo qui apparaissait fort différente, enfin celle de Berlinguer. La presse adverse en a parlé, a donné ses commentaires. Nous, nous avons attendu. Pouvons-nous faire autrement ? C'est une question. Nous sommes l'organe du parti. Nous sommes des gens responsables. Demain, on nous demandera des comptes sur ce que nous avons écrit la veille, tandis que n'importe quel autre organe de presse peut se permettre de dire : nous avons écrit ça hier ? Eh bien, aujourd'hui nous pensons le contraire. Ce qui n'est pas possible pour un journal comme le nôtre. Nous réfléchissons la pensée du parti. Un parti responsable.

Donc, il y a un problème réel, et je ne dis pas que la solution en soit simple, mais il existe. Et un problème qui se traduit souvent par un manque et qui est ressenti comme tel par nos camarades. Je prends l'exemple qu'ont donné nos camarades à cette réunion dont nous parlions. Ils nous disaient : quand il y a une « grève sauvage », on n'en parle pas. C'est arrivé, c'est vrai. Et si on n'en parle pas, ce n'est pas parce qu'on ne le sait pas, mais parce que cela nous pose un problème compliqué.

Enfin, il y a aussi une question très matérielle dont il faut aussi tenir compte. Quand un journal a trente pages et qu'un autre n'en a que dix, ce dernier (et c'est le nôtre) doit forcément se « serrer ». Le plomb, comme disent les ouvriers, est incompressible.

André Carrel : Ce n'est pas du tout ce que j'ai voulu dire tout à l'heure. Bien sûr, qu'il y a des manques dans *L'Humanité*, mais je crois que ce qui est important, c'est la ligne générale, et la ligne générale que nous appliquons depuis plusieurs années est une ligne qui dans l'ensemble, au moins pour toutes les grandes questions, va vers le passage en tout état de cause de l'information. C'est ce que j'ai voulu dire. Autre chose est le commentaire. Et alors là je suis d'accord avec toi, Henri, que quelquefois, à mon avis, on n'a pas encore la souplesse, la rapidité nécessaire du commentaire en tenant compte que *L'Humanité*, sous la plume d'un journaliste, pourrait, à mon avis, se permettre de donner une appréciation qui, si elle n'est pas exhaustive et n'est pas celle, complète, du comité central et du bureau politique, peut être un commentaire qui permet de donner matière à réflexion.

Mais ce que je continue à croire vraiment profondément, c'est qu'il fut un temps, je le dis parce que c'est vrai, dans *L'Humanité*, où on réglait les problèmes de l'information, pas du commentaire, en disant : on verra ça vingt-quatre heures ou quarante-huit heures plus tard. Je crois que ce temps, pour 99 % des informations, est révolu. Alors, qu'il y ait des choses que nous différons, certes, c'est vrai, mais c'est davantage laissé à l'appréciation du chef de rubrique, du rédacteur chargé des informations dans tel ou tel domaine ou quelquefois de la direction du parti pour des raisons qui sont les siennes. Or, il faut laisser en tout cas à la rédaction en chef une certaine possibilité de juger, parce que telle grève, on dit qu'elle est dirigée par un tel, un tel, un tel, alors est-ce qu'on la met, est-ce qu'on ne la met pas ? Je reconnais que là on peut permettre tout de même au jugement critique du rédacteur qui s'occupe de l'information, du chef de rubrique ou du rédacteur en chef qui le supervise de juger si, dans le flot fantastique des informations qui interviennent dans *L'Humanité*, c'est là-dessus qu'il faudra ce soir-là donner l'information, si c'est celle-là qui sera essentielle pour la compréhension de la politique du parti le lendemain ou plus simplement dans l'information générale du journal. Ça, ça peut se trouver, mais je répète et je continue à répéter, et c'est ce en quoi

j'ai un différend de nuance avec toi, je dis bien de nuance seulement, que la ligne générale est de bien informer nos lecteurs.

Michel Doumenc : Je pense que dans notre orientation qui est de rendre compte des luttes populaires, de les éclairer et de les amener à prendre en compte les propositions du parti pour aller plus loin, les idées du XXII^e congrès ont considérablement élargi le champ de notre intervention et, je ne dirai pas la forme, parce qu'elle reste la même, mais les modalités de cette intervention. Je pense que plus que jamais il faut d'abord se donner un principe : dès qu'il y a quelque chose qui se passe quelque part, on a quelque chose à dire, et *a priori* il n'y a aucun endroit où il n'y ait pas quelque chose à dire. Alors, il est évident qu'on ne peut pas forcément trouver le jour même la riposte nécessaire, mais je pense que si on était beaucoup plus offensif sur tous les terrains, on pourrait passer davantage d'informations telles quelles, déjà mises en forme, parce qu'une information c'est déjà une manière de raconter quelque chose. Déjà, dans la manière de faire l'information, passe une certaine opinion. Mais je pense qu'on pourrait passer davantage d'informations si on était davantage offensif sur tous les terrains, si on était davantage préoccupé par la responsabilité particulière du journal dans la bataille d'idées. Par exemple, à la limite, s'il y a un fait sur lequel on n'a pas une opinion tranchée, je suis pour passer une information si on ne peut rien faire d'autre, quitte le lendemain à critiquer et à dire : bon, maintenant qu'est-ce qu'on fait pour répondre à ça ? Est-ce qu'on fait un papier d'« idées » ? Est-ce qu'on fait un reportage sur ce conflit social où il y a un mouvement qui n'est pas dirigé par nous, mais s'il y a un conflit c'est qu'il y a quelque chose ? Etc. Je pense que si on se préoccupe davantage des problèmes qui se posent et que posent les gens, et si on se préoccupe d'y répondre, on peut passer beaucoup plus d'informations qu'on ne le fait aujourd'hui. Si on faisait davantage pour décrire la vie politique en Italie, pour reprendre ce que disait Henri, ça ne me ferait pas problème qu'on fasse état d'événements complexes comme celui dont tu parlais

et qui sont vrais, qui méritent d'être pris en considération.

Henri Alleg : Bien sûr, je ne dis pas que l'information consisterait à donner les discours *in extenso* de Chirac à Egletons, ce n'est pas ça. Je dis qu'il faut prendre en considération, comme des choses réelles, parce que ça correspond, je pense, à une réalité, ce que pensent, ce que nous ont dit des camarades qui sont si l'on peut dire des « lecteurs de qualité », puisque ce sont les diffuseurs de *L'Humanité* dans les entreprises. Et quelles entreprises ? Les quarante-trois entreprises choisies par le comité central. Alors, je ne prends pas leurs critiques comme des vérités d'Évangile, mais je crois que leurs exigences doivent être satisfaites. Et quand un camarade ouvrier d'une entreprise te dit dans une réunion : j'aime *L'Humanité*, je diffuse *L'Humanité*, on a fait tel progrès, etc., mais j'achète *Le Monde* parce que si je ne le fais pas je manquerais d'informations, et qu'il n'y en a pas un, mais qu'il y en a trois qui te le disent dans une réunion, je pense que ça mérite d'être pris en considération. Je vais ajouter autre chose : j'étais en U. R. S. S. pendant un mois ; je lisais *L'Humanité* de la première à la dernière ligne comme on peut le faire en vacances, et ma femme faisait pareil, et tous les deux nous nous disions : comme il y a des choses dans *L'Humanité*, comme on apprend des choses dans *L'Humanité*. Je dois dire qu'on n'avait pas beaucoup de points de comparaison puisqu'on n'avait pas d'autres journaux français, pas les radios françaises. Vraiment nous avions l'impression d'une richesse extraordinaire, et pourtant c'était une période, celle des vacances, où on ne peut apprécier vraiment *L'Humanité*. Revenu en France, eh bien, on s'aperçoit des manques. Dans le contexte qui nous entoure, il faut davantage.

Aussi nous devons, si nous voulons progresser, être insatisfaits, nous devons avoir comme souci de penser qu'il nous faut d'abord écouter ceux qui sont mécontents avant ceux qui sont contents. Cela ne veut absolument pas dire que rien ne va... Mais c'est en étant insatisfaits que nous avancerons. En même temps, il faut être conscient de tout ce que *L'Humanité* apporte aux communistes, aux travailleurs, à la

France. De tout ce qu'elle représente d'absolument sans équivalent dans la presse. Mais il nous faut être mécontents de nous-mêmes pour aller plus loin. Notre journal est difficile à faire parce qu'on mène une campagne, il va y avoir une grande manifestation, et en même temps il se passe des choses qui bouleversent l'opinion, Dassault ou autre chose. L'important pour nous, c'est quand même la bataille politique que nous avons à mener, en dépit de ce que la presse met en avant. Mais il faut aussi tenir compte des autres aspects. Facile à dire, plus difficile à réaliser sur le terrain.

André Carrel : Pour moi, il y a une confusion dans notre discussion. Lorsque tu soulignes la nécessité de faire face à l'ensemble du combat idéologique, je suis tout à fait d'accord. Je suis encore beaucoup plus d'accord sur l'idée que nos lecteurs — parce que le parti se renouvelle parce qu'il y a énormément de nouveaux adhérents, parce que la vie politique est ce qu'elle est — soient plus exigeants peut-être qu'ils ne le furent à certaines époques et qu'on tienne compte de ces exigences. Là, je suis cent pour cent d'accord. Qu'on me comprenne bien. Ce que je veux dire, simplement, et ce que je continue à croire, c'est qu'il y a de la part des journalistes communistes qui forment ce grand collectif qu'est *L'Humanité* et *l'Humanité-Dimanche*, une ligne générale cherchant l'actualité d'une façon beaucoup plus dense, beaucoup plus réelle, et essayant de la commenter. Je crois qu'il y a vraiment une volonté du point de vue de la rédaction de le faire. Alors, qu'elle le fasse quelquefois imparfaitement, qu'il y ait des erreurs, c'est vrai et on le reconnaît tous les jours à nos conférences de rédaction.

Mais ce que je veux dire par là, ce contre quoi je lutte c'est contre cette opinion qui est souvent répandue, à tort à mon avis, y compris chez des camarades qui ne lisent pas le journal, qui se font leur propre opinion — et je ne confonds pas du tout avec les camarades dont tu as parlé il y a un instant, qu'on me comprenne bien — mais souvent qui ne lisent pas le journal, qui se font leur opinion par la radio, la télévision, et par des conver-

sations avec ceux qui le lisent. Pour dire : *L'Humanité* n'a pas dit ceci ou n'a pas fait cela, etc. Là je m'insurge contre cette idée parce que je pense qu'elle n'est pas vraie. Voilà, je le prétends, ce qui dans mon esprit ne veut à aucun moment dire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Je crois que l'essentiel — et j'affirme : l'essentiel — est de faire de *L'Humanité* et de *l'Humanité-Dimanche* (et là je suis d'accord avec toi, Henri, il reste beaucoup à faire) les outils idéologiques que le XXII^e congrès réclame et continue à exiger à la fois sur le fond et dans la forme.

Mais quant à cette thèse qui consiste à dire que pour être informé dans ce pays il faut lire *Le Monde*, autrement si vous lisez *L'Humanité* vous ne saurez jamais rien (je sais bien que ce n'est pas ce qu'ils ont voulu dire ni ce que tu as dit), elle n'est pas vraie fondamentalement. Voilà, c'est ça. Mais que nous soyons très exigeants envers nous-mêmes et que nous écoutions ce que nous disent les camarades sur ce terrain, alors absolument d'accord, et surtout que nous en tenions compte. Là est le terrain de l'unanimité.

Michel Doumenc : Ce que je voulais dire, c'est que tout confirme plus que jamais qu'on a besoin d'avoir des journalistes, davantage de journalistes communistes et davantage de moyens d'expression communistes. C'est un peu à propos du problème diversion-lutte. Ça c'est vrai pour le travail dans le journal et dans l'action. A la limite, on ne peut pas traiter des sujets d'une manière ou d'une autre si effectivement il y a un problème. Bon, il y a obligation d'y répondre ? Est-ce que tu peux dire que la manière dont ils utilisent cette information c'est une diversion ? Oui, peut-être, mais à partir d'un débat réel sur lequel on doit intervenir à notre manière. L'avortement, au début, on a pensé que c'était une diversion, et puis après on s'est aperçu que c'était un des thèmes qui ont mobilisé réellement, qui ont fait avancer les idées parce qu'aujourd'hui la lancée formidable des luttes de la classe ouvrière imprègne tout le champ des batailles qu'on aurait pu croire parcelaires. Et si nous ne sommes pas capables d'intervenir là, on perd du terrain. Ou alors on n'en

perd pas, mais on manque de moyens pour aller plus loin. Je pense que jamais la vie n'a été aussi pleine de manifestations de l'exploitation et de son refus qu'aujourd'hui et que c'est ça qu'il faut saisir, et que ce n'est pas parce que les journalistes en seraient plus que d'autres capables, mais parce qu'ils sont là pour communiquer avec quelqu'un pour dire : voilà, la vie est comme ça, à des gens qui peut-être ne la voient pas comme ça. C'est une chose sur laquelle on peut avancer, je crois.

Henri Alleg : Je veux dire, un petit peu pour préciser ce que j'ai avancé jusqu'ici, et on se rejoindra finalement après avoir pris des couloirs différents, qu'à *L'Humanité*, on est conscient de cela : des efforts qui ont été faits par exemple dans les « faits divers » et il nous semble que cette page est mieux faite, parce qu'elle est à la fois pleine d'informations, et d'informations qui prennent leur valeur politique suivant la place qu'on leur donne, et de commentaires qui entrent, comment dire, tout naturellement dans l'information donc naturel parle. Ça, il me semble que c'est très bon.

André Carrel : Il me semble que nous sommes confrontés à une réalité du débat. Nous sommes confrontés à une réalité — Henri y faisait allusion — qui est sérieuse : c'est qu'effectivement il faut bien voir que, en particulier dans la région parisienne et dans la classe ouvrière avancée, dans les couches les plus révolutionnaires, il y a une soif et un besoin de connaître réels, qui sont quelquefois en contradiction apparente avec la façon dont nous sommes obligés d'avancer les choses. C'est une réalité profonde, et stimulante pour nous. C'est à mon avis une des difficultés et, pourquoi ne pas le dire ? le tourment permanent du journaliste communiste.

Notes pour une approche dramaturgique de l'information télévisuelle

Jacques Poulet

1. **Télespectateur.** Que je tourne le bouton, et je ne suis plus que l'homme d'une seule qualité. Ni bon (mauvais) journaliste, cuisinier, mari et amant, ni conducteur nerveux, ni amateur de vins de Bourgogne et de Peanuts, ni... Et si je demeure quelque peu citoyen, c'est que la redevance fait de moi un contribuable. Mais je dois l'oublier : je suis *télespectateur*. Sur ce substantif peuvent alors venir se greffer des épithètes : moustachu, hypermétrope, etc. Une exception, cependant, lorsqu'un arrêt de travail d'une certaine catégorie de personnel s'en vient rompre le charme quotidien du tube cathodique : je suis alors un *usager*, comme lors d'un vulgaire grève des postiers, gaziers, électriciens ou cheminots. *Télespectateur*, *usager*, c'est une même toponymie de nulle part.

2. **Télespectateur conscient.** Ma compagnie à beau protester : Comment ! Tu te plains sans cesse de manquer de temps, de ne pas aller assez au cinéma, tu as des disques que tu adores et que tu n'as pas écoutés depuis quatre ans au moins, un mètre cube de livres, revues et journaux à lire urgemment (et je ne compte pas ceux que tu as envie de lire), et tu vas encore te laisser aller à regarder ça ! Ma conscience familière a beau tempêter sous mon crâne et me faire venir au front une rougeur tiède, je me laisse aller. Je chausse mes sabots scandinaves garantis orthopédiques, me roule une cigarette de scaferlati bleu, laisse ma chienne poser sur mes genoux sa truffe amicale (tout cela me distinguant de M. Dupont, avec ses pantoufles, sa pipe et son chat), et je regarde ça. Que veux-tu ? Je me laisserai toujours avoir par le THÉÂTRE.

3. **Télespectateur.** Regarder un journal ne fait pas de moi un papispectateur. Pas plus que je ne suis cinéspectateur au cinéma, circumspectateur au cirque, iconospectateur au musée national d'Art moderne, bibliospectateur dans mon lit, chaque soir, avant de m'endormir. Derrière le préfixe, cet insistant radical désigne sans aucun doute possible quelque chose d'admis une fois pour toutes, et qu'il n'est pas question de remettre en cause. De l'ordre du spectaculaire. En faire le tour et regarder par-dessus. La télévision institue le télespectateur, et à ce (télé)spectateur il faut donner du

spectacle. Bien sûr : les dramatiques, les films, les feuilletons, le showbiz, même les débats, même les petites bêtes dans la nature... Reste l'information.

4. Un cas exemplaire : Yves M. Avec lui, c'est presque trop beau. Un journal télévisé et une parade de la garde républicaine à cheval aux Tuileries, ça se met en scène. De la même manière. L'important, c'est le metteur en scène, sa présence. Le journaliste à la Tintin, dont on s'étonne qu'il n'ait encore jamais damé le pion aux *G-men* du commissaire Broussard (mais à la limite il le fait, pour nous, par procuration).

5. Les aventures de M., chap. 1 : « M. chez les Soviétiques. » Décor : la place Rouge. Déserte, comme veut la chanson, lointaine. Il est là, sans peur, malgré la proximité du mausolée de Lénine, magnifique, *suffisant*. Pourquoi prend-il donc la peine de faire parler une frêle silhouette, celle d'un certain Valéry Giscard d'Estaing, président, ailleurs, d'une quelconque république ? On pourrait croire, en écoutant attentivement les questions et les réponses, qu'il tend de la main droite ses perches polies tandis que la gauche dissimule, toute prête, la brosse à reluire. Mais écoute-t-on vraiment ? Sinon, le faire-valoir n'est pas celui qu'on pense, et dans l'intérêt même de celui qui fait valoir. L'information (l'informe action) passe quand même. Dramaturgie du « naturel ».

6. Les aventures de M., chap. II : « M. à bord de la Jeanne. » Le rêve : être à la fois Théophraste Renaudot et Grock. Couvrir l'événement avec le sourire, alors qu'on n'en peut plus de ne pas être aussi du « Petit Rapporteur » de Jacques Martin — soit au sommet de la courbe d'écoute. Au besoin, créer l'événement. D'où cette séquence, dans une édition du journal de 13 heures de TF 1 : les élèves officiers du navire-école de la marine nationale chantant, sous la direction de M., accompagnés par la musique du bord, la fameuse *Pêche aux moules*. En fait : le fossé comblé entre l'information et le spectacle. Le rêve a pris corps.

7. Maître Jacques. Cette valorisation de l'Auguste va de pair (de paire) avec celle du clown blanc (l'essentiel, n'est-ce

pas, est que M. Loyal tire les marrons du feu). Sérieux comme un cheval de trait (là, le comique est involontaire), Léon Z. est le spécialiste tout terrain : rien de ce qui cause russe, court au turf, défile sur les Champs-Élysées, se marie aux marches du palais, s'obsèque nationalement, se cérémonie en tout genre, rien de tout cela ne lui est étranger. En soi un spectacle, Z. est plus encore : une voix *off*.

8. Construction du personnage. Roger G., patelin et paternel, bon apôtre. Parce qu'il m'aime, qu'il est soucieux de moi, il me morigène quand je le mérite. Peut-on vraiment, à la place qu'il occupe, être à ce point bonhomme ? Etudier rétrospectivement les techniques vocales et la gestuelle du directeur de conscience chez les bons pères. A partir de là, voir aussi, en moins subtil (est-ce pour cela qu'on lui a retiré la présentation du « fait » pour lui confier le « commentaire », le « point de vue » ?), Guy Th. Ici, le personnage recouvre la personne et vice versa. Inutilisable scéniquement.

9. Le cadrage, affaire de morale. M., sur la place Rouge, occupait le champ. Philippe B., lui, fait le modeste. Il affectionne les cadrages de trois quarts dos sur sa nuque, toutefois en gros plan, l'interlocuteur paraissant de face et point trop amputé physiquement. Mais tout petit. Bouvard s'entretient avec Pécuchet, qu'il tient à faire passer pour un imbécile.

10. Montage, manipulation. Au journal parlé de France-Inter, 19 heures : V. G. E. s'adresse à un parterre de jeunes Réunionnais ; belle sortie contre les idéologies collectivistes ; vifs applaudissements. Journal télévisé, une heure plus tard : même discours, mais la foule visible, muette, comme indifférente. Deux montages, l'un honnête et l'autre non ? Comme si l'image imposait des contraintes d'objectivité ? Chercher toujours, au moyen du coup d'œil technique et dramaturgique, à déterminer par où peut passer la manipulation. A tout hasard.

Voyage en France

Emile Breton



Les personnes et la localité figurant sur les photos ne sont évidemment pas celles auxquelles se réfère notre enquête.

Ce voyage en France se décida en comité de rédaction. Le petit dossier sur l'information qui voit le jour dans ce numéro y était en discussion. L'idée fut avancée alors que se dessinaient les axes de l'entreprise, que nous étions en train, accumulant des matériaux, de côtoyer un grand danger : celui de laisser croire que l'idéologie dominante, rôdée par un bon siècle et demi d'intelligente pratique, pouvait fonctionner comme une sorte de rouleau compresseur. « Il y a, dit quelqu'un, les formidables — et je l'entends au sens fort — moyens que met en œuvre la bourgeoisie au pouvoir pour perpétuer son emprise, et il y a dans le même temps les incontestables progrès du parti. Alors ?... »

Ces points de suspension dans le discours, associés au « en même temps », qui fleurait bon la provocation antidialectique, firent « tilt » dans quelques têtes que la discussion avait conduites à s'assoupir dans le ronron des évidences. Et ralluma quelques colères. La mienne, par exemple, remontée d'un froid petit matin dans une gare de banlieue, où nous étions quelques-uns à vendre *L'Humanité* et à nous heurter ensemble au mur de travailleurs pressés, la tête enfouie pour un trop grand nombre d'entre eux — selon nous en tout cas — dans

leur *Parisien libéré* déjà ouvert. « Eh ! quoi, nous disions-nous, nous qui connaissions les résultats électoraux de cette banlieue où nous vivions, au moins six sur dix de ceux qui passent là, et n'ont pas un regard pour notre *Humanité*, votent pour nous. Alors ?... »

Alors donc fut décidé, à cette réunion, un voyage dans une France encore plus lointaine que ces matins banlieusards où s'accrochent, gare après gare, porte après porte, les militants de ces cellules qui nous sont, au moins, terrain connu. Et de reconnaissance. Il nous fallait un bourg, où n'existe pas de cellule justement, où ne pénètre pas (tiens donc, à cette réunion personne ne s'avisait d'interroger notre vocabulaire érotico-politique ; et pourtant qui ne voit que songer à l'union du peuple de France c'est aussi questionner tous ces mots qui nous renvoient une image d'agresseur ?), un bourg donc où ne pénètre pas ou bien peu la presse du parti, et où le parti dans le même temps avance. Nous l'avons très vite trouvé, avec l'aide du secteur « élections » du comité central, qui aurait pu sans doute nous en fournir une bonne centaine d'autres. Mais celui-là, vu de Paris, c'est l'idéal, la serre expérimentale de nos rêves où nos conversations sur l'idéologie dominante vont enfin pouvoir marcoter en rameaux dont la verdoyance confirmera la justesse une fois de plus de nos analyses, et conjurera le danger qu'imprudemment notre dossier était en train de côtoyer : à savoir que l'idéologie dominante, comme il est dit un peu plus haut, serait le rouleau compresseur de nos espérances.

L'idéal, c'était Sancergues. Le canton de Sancergues, dans le Cher, au cœur géographique ou presque de la France, jouxtant la Nièvre dont la Loire et ses bancs paresseux le séparent. On y lit quotidiennement, nous dit-on, *Le Berry républicain* et *La Nouvelle République* dont le républicanisme n'est certes pas outrancier, on y écoute comme partout la radio, et l'on y regarde la télévision. Il y a dans tout le canton une centaine d'abonnés à *La Terre*, et sans doute un tout petit peu moins de lecteurs de *L'Humanité*. *L'Echo du Centre*, quotidien démocratique, ne parvient pas jusqu'ici. S'il y a dans le canton plusieurs

cellules communistes rurales et d'entreprise (à la cimenterie de Befes notamment, sur les bords de Loire, vieille zone « rouge » du canton), il n'en existe pas à Sancergues même, le chef-lieu, où l'on nous conseille d'aller après contact pris avec les camarades de La Chapelle-Montlinard, gros village d'écartés du val de Loire où le parti est bien implanté. Or, au soir du premier tour des élections cantonales de mars 1976, le communiste, placé en tête de tous les candidats (y compris le conseiller général sortant U. D. R.) avec 1 971 voix sur 4 805 suffrages exprimés (il y a 6 264 électeurs inscrits dans le canton), devient le candidat unique de la gauche, face au conseiller sortant qui se maintient. C'est le communiste qui sera élu au second tour avec 2 777 voix, battant l'U.D.R. (2 073 voix).

Voilà donc ce qui figurait dans notre carnet de notes au départ de Paris pour Sancergues. Le mystère y était inscrit dans son opaque beauté, un mystère qui nous faisait plutôt plaisir, puisqu'au dernier moment nous devions apprendre que, du premier tour d'une élection cantonale (1970) à l'autre (1976), le nombre des voix obtenues par le candidat du parti était passé dans la commune de Sancergues de 75 à 135.

La suite de ces notes, portraits hâtifs, montage d'interviews recueillies à Sancergues même et à La Chapelle-Montlinard, ne tendront pas à éclaircir ce mystère. A le déplacer peut-être. A moins qu'au bout du compte il n'y en ait plus, comme dans ces romans de Simenon où l'accumulation du quotidien remet, sans avoir l'air d'y toucher, chaque chose, chaque homme à sa place.

Portait d'un ex-conseiller général que nous n'avons pas rencontré

M. Lafay, conseiller général battu en mars 1976, est suppléant du député U. D. R. de la circonscription de Saint-Amand, dans le Cher, Maurice Papon. Pharmacien à Sancergues où il est établi depuis une douzaine d'années, il est également maire de la commune. Nous sommes passés deux fois à sa pharmacie, le jour de notre arrivée à Sancergues, pour le rencontrer. Il était absent. Le lendemain, nous prenions rendez-vous par téléphone avec lui pour dix heures. Une interview précédente s'étant prolongée au-delà du temps prévu, nous arrivons avec un quart d'heure de retard. Il est reparti, nous dit-on. Nous ne le verrons donc pas.

Le premier que nous avons rencontré, avant même d'arriver au bourg de Sancergues, était bien entendu notre camarade Serge Berthelot, conseiller général élu en mars. Nous l'avions vu chez lui à La Chapelle-Montlinard et

à son travail, sur les bords du canal latéral à la Loire : il est conducteur de travaux des voies navigables. Il avait été le premier aussi, nous racontant la campagne électorale et comment les communistes du canton l'avaient menée, à nous parler de celui qui avait été son concurrent : « Dans ce canton, d'où la petite exploitation a pratiquement disparu, le problème numéro un est celui de l'emploi. Les gens ont des kilomètres à faire pour se rendre chaque jour à leur travail. Quand ils peuvent en trouver un. Au début de son mandat, il y a six ans, Lafay avait multiplié les promesses. Qu'il n'a bien sûr pas tenues. Comme il est U. D. R., lié au pouvoir, nous avons insisté sur ses responsabilités en ce domaine tout au long de la campagne. Il faut dire aussi qu'il y allait fort : avant son élection comme maire, il y a quelques années, il avait fait ouvrir à Sancergues (dans des locaux appartenant à l'Éducation nationale) un petit atelier employant une douzaine de femmes, et dépendant d'une cartonnerie des bords de Loire, les établissements Raffestin. Atelier qu'il ferma quelques semaines plus tard. Vous voyez l'effet que cela a pu faire... »

Monsieur P., professeur au C. E. S. de Sancergues : « Les raisons du succès du candidat communiste — et de la défaite du conseiller sortant — sont difficiles à vraiment cerner. Et en tout cas on ne doit pas négliger que nous sommes dans un monde rural où les problèmes d'hommes ont une grande importance : tout le monde se connaît ici. Je crois connaître un peu la personnalité de M. Lafay : il est arrivé à Sancergues il y a une douzaine d'années. Tout jeune pharmacien, il a racheté une vieille officine et s'est signalé par son dévouement : à toute heure et pour tous, il était toujours disponible. On ne lui connaissait pas alors d'ambitions politiques. En avait-il, qu'il cachait, et s'installait-il sur le marchepied de sa pharmacie ? Je ne saurais vous le dire. En tout cas, quand son affaire a été lancée, que sa femme est arrivée au bout de ses études et a pu s'occuper de la pharmacie, il a eu du temps devant lui. Il a très vite été élu maire. Après 1968 — il ne semblait ni pour ni contre les événements de mai, plutôt en marge —, il est devenu suppléant de Papon, à qui il doit sans doute sa culture politique. Il a été un temps un élément dynamique pour le canton, paraissant plutôt ouvert aux problèmes économiques et sociaux. Ainsi, il a essayé d'implanter ici une petite industrie : un atelier de cartonnerie dépendant de l'entreprise Raffestin, qui employa très peu de temps de dix à quinze femmes. Son idée était que payer, ne serait-ce qu'au S. M. I. C., quelques femmes du bourg, c'était donner une bonne leçon

notables du village qui profitent de la crise pour sous-payer honteusement les gens qu'ils emploient. Mais même cette petite entreprise n'a pu marcher. La situation de l'emploi n'a cessé de se dégrader, et toutes les bonnes idées qu'il pouvait avoir n'y ont évidemment rien changé. Par ailleurs, la question est venue, dans la campagne électorale, de l'implantation prochaine d'une centrale nucléaire à Befes, dans le canton. Sa position à lui ne pouvait être que celle du gouvernement : Nous ne connaissons rien à tout cela, disait-il, faisons confiance aux spécialistes qui nous disent qu'il n'y a aucun danger. Vous ne pouvez imaginer à quel point cela a choqué des sensibilités paysannes. La position de M. Berthelot a été beaucoup mieux comprise — et par moi aussi, je dois dire. Pour lui, il ne pouvait y avoir d'a priori contre la centrale nucléaire : qu'on démontre qu'elle ne représentait aucun danger pour les habitants, qu'elle pouvait être facteur de progrès, et il n'y aurait pas de problème. Mais cette démonstration devait passer par un large débat démocratique, où toutes les cartes seraient mises sur table. De tous les candidats, c'est bien lui qui a eu la position la plus claire. »

Pause

Curieuse façon, décidément, d'aborder une élection qui pourrait avoir valeur de test national, par le portrait à deux voix d'un pharmacien de village ; et puis pourquoi ces deux voix qui opposent en fait la brutalité de jugement d'un communiste et l'humanisme nourri de littérature du XIX^e siècle d'un sage de village ?

Réponse : qui ne se souvient pas de *La Bonne Ame de Sé-tchouan* de Bertolt Brecht, fable sur la difficulté de faire le bien, n'aura évidemment pas vu qu'il s'agissait ici du même discours, fondamentalement. Politique. Peut-on dire de façon plus explicite, s'il faut ici mettre les points sur les i, que dans une communauté rurale au tissu social moins distendu que celui que nous connaissons dans les villes, l'information politique passe aussi, et de façon plus fluide, par la connaissance plus proche des hommes et de l'écart toujours mesurable entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font ?

Lire « L'Humanité » à Sancergues

L'information, oui. Notre première visite à Sancergues avait été pour la marchande de journaux. Elle vend cinq à six *Humanité* quotidiennement. A qui ? demandons-nous, pensant que nous pourrions peut-être rencontrer ces lecteurs pour une éventuelle discussion. Naïfs citoyens que nous sommes. Elle ne les connaît pas : « Vous savez, les gens arrivent, prennent leur journal,



payent. On ne regarde pas toujours ce qu'ils ont pris. » Un temps : « Ah ! si, tiens, il y en a un qui nous le prend régulièrement, c'est un Parisien retraité, il s'appelle M. Gaulupeau, il habite au hameau du Minerai... »

De retour de chez M. Gaulupeau, nous savons pourquoi, de ses clients de *L'Huma*, la marchande de journaux ne connaît que lui. D'abord, il n'est pas d'ici. Et ça paraît compter. Monsieur P., le professeur que nous avons rencontré, et un salarié de la coopérative agricole nous dirent tous deux : « Je ne suis pas d'ici. Il n'y a que quatorze ans que je suis à Sancergues. » M. Gaulupeau, donc, vit depuis trois ans avec sa femme à Sancergues où ils ont acheté une vieille ferme, devenue aujourd'hui une grande et chaude maison : « J'ai tout fait de mes mains, ici, même ce grand escalier de bois que

vous voyez, et la maçonnerie, et la toiture. Tout. Je me suis fait d'abord estimer, c'est vital, ça. Et j'ai montré aux gens ce qu'un ouvrier sait faire. »

Ouvrier, il l'est, avec sa petite casquette bleue, aussi évidemment que ceux qu'on retrouve sur ces photos du Front populaire. Ses mots favoris sont : « C'est net ! » Une affirmation dont il ponctue ses phrases, la main à plat, paume en bas. Des mots de l'ajusteur qu'il fut, à la S.N.C.F. « C'est net, je suis communiste. » Et ne s'en cache pas. Il a fait lire *Fils du peuple* à ses voisins, et lorsqu'une ferme a brûlé, cet été, à côté, il est allé au feu, avec les autres. Mais le coup passé, il a dit aux autres : « C'est pas tout ça. Maintenant, il faut faire une pétition pour avoir une bouche d'eau au Minerai. » Et c'est là la deuxième raison pour laquelle la marchande de journaux

s'est souvenue de son nom. Venu d'ailleurs, d'un de ces grands ateliers d'une entreprise nationalisée, il dit tout naturellement ce qu'il est en même temps que qui il est. Quant aux autres...

« On parle rarement de politique au café, nous dit le secrétaire de mairie, ou alors pour déconner... »

Qu'on songe à ceci pourtant : le journal le plus lu à Sancergues, c'est *Le Berry républicain* ; dans les campagnes environnantes, c'est *La Nouvelle République*. A toutes les questions posées sur les raisons de ce choix, même réponse : le premier donne davantage de nouvelles de la ville, le second a une rubrique des « foires et marchés » plus complète. A ceci donc, qui est à lire au négatif aussi : un implicite jugement d'équivalence politique est porté sur ces deux journaux « concurrents ».

Pause

Quelle que soit la lecture faite de la réponse à la question sur le choix du *Berry républicain* ou de *La Nouvelle République*, il reste que ce sont ces deux quotidiens pro-gouvernementaux qui sont lus — et pratiquement eux seuls — à Sancergues. Dans le même temps, il n'est apparemment pas habituel d'afficher ses intentions de vote dans une conversation, le « déconnerie » dont parlait notre secrétaire de mairie allant jusqu'au masquage délibéré, puisqu'il ajoutait : « S'ils disent qu'ils votent noir, ils voteront blanc ; si c'est blanc, ils votent noir. On ne peut pas savoir ». Et donc « s'afficher » dans la rue, *L'Humanité* à la main, serait aussi contraire aux bons usages : il faut être un étranger — de Paris — pour agir ainsi. Alors, cette idée que le candidat communiste pouvait être le meilleur, d'où est-elle sortie ? Le mystère serait-il là, dans le « secret de l'isolement » ?

Faire de la politique à Sancergues

Trop facile. Ce qui est rapporté ici de la conversation avec le secrétaire de mairie serait à la limite de la malhonnêteté s'il n'était aussitôt ajouté qu'il n'a cessé en fait de nous parler politique. Lui et les autres que nous avons rencontrés. Mais sans qu'il soit bien sûr jamais question de savoir, encore moins de dire comment qui ou qui avait voté.

Ainsi M. S., secrétaire de mairie : « Sancergues compte 940 habitants, dont 12 familles seulement d'agriculteurs, et 2 ouvriers agricoles pour la commune. Quelques petites entreprises du bâtiment, de peinture, une quarantaine de commerces, la recette buraliste, une agence du crédit agricole et de la mutualité agricole, de la banque. Ça ne fait pas beaucoup d'emplois tout

ça. Et il y a un C. E. S. qui fut d'abord C. E. G. jusqu'en 1970. Entre parenthèses, c'est sans doute à lui, parce que des parents de hameaux voisins ont voulu se rapprocher du bourg, que nous devons une petite augmentation de la population. A l'avant-dernier recensement, il y avait 863 habitants à Sancergues. Donc, pas de travail ici, ou peu. A peu près 70 personnes partent du bourg chaque matin, pour aller travailler ailleurs : à La Charité, ou dans la région. Ou à Baugy pour les femmes, où il y a un atelier de couture. Et il faut avoir besoin de travailler, pour aller là, dans cet atelier. Elles n'ont pas le droit de sortir, pas le droit de parler. Elles sont surveillées par un circuit intérieur de télévision. Le problème, c'est celui-là, le travail. Ainsi on parle d'ouvrir à Sancergues une "usine verte". C'est une opération de décentralisation d'une entreprise de métallurgie de La Charité, L'Euromécanique. Bonne chose. Je ne sais pas combien il y aura d'emplois, mais il y a déjà 80 personnes inscrites en mairie pour l'embauche. Il me semble que des choses comme ça amènent les gens à réfléchir. »

M. P., professeur : « Je me souviens des premières années du C. E. G. ici. Pour les promotions de 1965 à 1970, tous les jeunes qui en sortaient arrivaient plus ou moins à se caser. C'est à partir de 1970 qu'ont commencé les difficultés. Ainsi il y a trois boulangers ici. J'ai eu la fille de l'un d'entre eux au collège il y a quelques années. A sa sortie du C. E. S., ses parents lui ont fait suivre des cours de dactylo, secrétariat, dans une école genre Pigier. Sans travail, elle s'est retrouvée dans la boutique des parents. Puis je ne l'ai plus vue à la boulangerie, et il y a quelques mois, allant faire mes courses dans un hypermarché de La Charité, je l'ai retrouvée au rayon boucherie, où elle était comise. Elle eut l'air un peu gênée que je la voie là. Si je vous raconte cela, c'est que je connais les trois boulangers de Sancergues. Ils ont une vie qu'on peut dire ordinaire, et même du point de vue de leurs ressources. Mais leur position sociale dans le village fait qu'ils se classent tout naturellement à droite. Or, j'ai discuté peu avant les élections avec le père de la jeune fille dont je vous parlais, et j'ai cru comprendre que ses réflexions à partir de la situation de cette fille pour laquelle ils avaient tant fait, eux les parents, étaient en train d'influencer son vote à venir. »

Pause (un peu plus longue)

Pendant la campagne électorale, les sections communistes du canton ont diffusé au porte à porte — y compris à Sancergues où s'étaient rendus des militants de La Chapelle-Montbéliard — plusieurs tracts et journaux. Extrait de

l'un d'entre ces journaux, sous le titre « Pour la défense de l'emploi, Serge Berthelot s'adresse au préfet du Cher » : « Je me permets d'attirer votre attention sur la situation que connaît notre localité en matière d'emploi. La scierie Charlebois employant 40 ouvriers doit fermer ses portes à la fin du mois de février. Les plastiques "Piermag" sont passés en quelques mois de 47 ouvriers à 7 [...]. Cette situation jointe à celle de la cartonnerie Raffestin de Jouet-sur-l'Aubois qui emploie un certain nombre d'ouvriers et d'ouvrières de la région de Sancergues crée une vive inquiétude parmi les familles ouvrières et chez les commerçants qui en ressentent toutes les conséquences. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir les dispositions que vous comptez prendre... »

Ainsi les gens peuvent-ils lire tous les jours dans *La Nouvelle République berichonne* — je veux dire *Le Berry républicain* et *La Nouvelle République* — que tout va pour le mieux et que M. Barre est le professeur d'économie dont la France avait besoin ; il n'est pas nécessaire d'être un théoricien de la communication pour savoir qu'on peut ainsi la résumer : émetteur-message-récepteur. Ce que je commenterai par quelques vérités de La Palice : pour que passe le message, il faut certes que l'émetteur connaisse bien son métier, mais tout autant, au moins, que le récepteur soit dans le meilleur état de réceptivité. Pour dire les choses plus simplement : si, le jour où le boulanger de Sancergues s'interroge sur l'avenir de sa fille, et songe à sa « déchéance » (puisque pensée comme telle dans les termes mêmes où on lui a appris à penser) de commise, si donc ce jour-là il trouve sous sa porte le petit bout de tract communiste dont il fut question, il est à parier que l'onde de choc enregistrée aura des prolongements insoupçonnables. Ou encore : si l'on peut faire confiance au *Berry républicain* — ou à l'autre, je ne me souviens plus — pour l'irremplaçable valeur économique de ses renseignements sur les foires et marchés, pour ce qui est de l'économie politique de M. Barre, dont ça cause dans les autres pages, on pourra toujours s'en servir pour envelopper le paquet de biscottes d'un client qui a oublié son sac.

Sancergues et la peur des rouges

C'est ainsi que cheminent les idées. Le canton de Sancergues, Serge Berthelot nous l'avait ainsi décrit : « Notre canton a deux visages : à l'est, c'est le val de Loire et ses petites et moyennes industries, dont la cimenterie de Befes qui emploie 280 personnes. Cette cimenterie est la seule qui reste de tout un réseau de fours à chaux (richesse naturelle du sous-sol du val) que les anciens ont connu, avant guerre encore. Les

mariniers du canal latéral à la Loire par où passait et passe encore — beaucoup moins — le trafic Saône-Loire, et les bûcherons très nombreux dans ces forêts fournies y ont implanté une ancienne tradition ouvrière : le premier syndicat fut celui des bûcherons, et s'il n'y a plus guère de bûcherons aujourd'hui, la cellule communiste de la cimenterie de Befes compte 28 adhérents, le syndicat y est puissant. Le val de Loire a toujours été la "zone rouge" donnant depuis la Libération la majorité aux communistes.

» A l'ouest du canton, c'est différent. Autour de Sancergues s'étendent les terres de grande culture, essentiellement céréalière, et le processus de concentration s'y est accéléré au retour des "pieds noirs" d'Algérie, en même temps qu'on débaisait à grande échelle. Le Cher, il faut le savoir, est un des départements qui ont connu la plus forte concentration agricole : une exploitation de cent à cent cinquante hectares s'avère aujourd'hui insuffisante. Traditionnellement, c'est une région beaucoup plus à droite. Or les résultats sont là : aux élections de mars, nous avons beaucoup plus progressé dans ces campagnes "blanches" que dans le val "rouge". »

Nous avons fait état de ces résultats auprès de nos interlocuteurs de Sancergues.

M. P., professeur : « Ces résultats ne m'avaient pas frappé à ce point. C'est vrai qu'il y a eu cette avancée des communistes, mais il me semble que dans les campagnes, on en est quand même assez largement resté à l'image des "partageux", et même si l'image est un peu moins grossière qu'auparavant, il reste que le communisme est lié à collectivisme. Au bourg, une question importante me paraît être celle des libertés : il est évident pour tous que la France est un pays où la liberté est totale, et que le communisme est le contraire de la liberté. Bien sûr, ces idées viennent de ce qui est entendu tous les jours, mais pas seulement je pense ; elles sont liées à la structure socio-économique de la population : Sancergues a une fonction de service, commerciale et administrative. Les commerçants (quincaillers, grainetiers, épiciers, etc.) ont su maintenir leur clientèle, certains artisans de même (garagiste, peintre, plâtrier). Ils ont tous conscience d'être propriétaires de leur affaire : libres donc, mais chacun vraiment dans son coin. D'où la persistance de cette vision individualiste du monde, qu'on pouvait avoir disons en 1870. »

M. P., employé de coopérative agricole : « Je n'ai pas vraiment réfléchi à une analyse politique. Moi j'ai, disons, beaucoup de sympathie pour la gauche, je suis adhérent à la C. F. D. T. Je pense en tout cas que la gauche fait de moins en moins peur, et quand je dis la gauche, j'entends dans ce cas le parti commu-



niste. Et indépendamment des raisons personnelles qui ont pu faire qu'ici on ait voté contre le conseiller sortant, il est intéressant de voir quels sont les gens qui évoluent vers la gauche. Pour moi, je ne pense pas que ce soit les petits exploitants qui évoluent le plus : ceux-là gardent le réflexe anticommuniste, le plus souvent. Il me semble que ce sont disons les plus dynamiques qui sont le plus portés à s'interroger. Ainsi je connais un des dirigeants agricoles, qui a une certaine influence. Il est avec quelques autres à l'initiative de la coopérative d'éleveurs qui s'est montée dans la région. Elle regroupe maintenant une quarantaine d'éleveurs, et six cents têtes de bétail. Chacun y vient avec son apport : deux ou quarante vaches. Et chacun y a les mêmes droits. Un exemple : la coopérative fait payer l'engrais ou la nourriture au même prix pour tous, qu'on les prenne au quintal ou à la tonne ; alors que vous savez qu'existent ailleurs des tarifs dégressifs, pour les grosses quantités. Chacun participe à la gestion d'ensemble. Ça n'a peut-être qu'un rapport lointain avec les élections ce que je vous dis là, mais il me semble que ces pratiques introduisent des façons nouvelles de voir. Et des façons nouvelles de voir la gauche... »

Le montage de ces deux fragments d'entretien, n'est évidemment pas tout à fait innocent. Pour tout dire, s'il doit parler de quelque chose, c'est de ceci : Sancergues est en France.

Pause

Et en France depuis longtemps, si j'ose donner un coup de tête de plus dans cette porte grande ouverte. Ainsi, le 30 décembre 1824, le conseil général de la commune de Sancergues¹ tenait délibération pour demander le rétablissement du marché. Parmi les raisons qui poussaient le conseil à présenter cette

requête figurait celle-ci : « Considérant qu'indépendamment des motifs ci-dessus exposés, la commune de Sancergues se trouve par sa position géographique être un passage presque continu de voyageurs et marchands forains conduisant des bestiaux de toutes espèces pour Paris, la Bourgogne et autres pays circonvoisins... »

Un mariage à Sancergues

C'est que, terre de passage, ce canton-en-France est traversé d'influences contradictoires. L'histoire a bien laissé ses traces, de la Révolution (« En somme le Terreur ne fit pas de victimes à Sancergues, où la population s'était montrée favorable aux idées de la Convention », note l'ouvrage déjà cité) à la Résistance, et continue à s'y inscrire tous les jours. Je veux dire que si une entreprise met les techniques les plus modernes (un circuit intégré de télévision) en service pour mieux exploiter son personnel, et que si, de l'autre côté, des pays regroupés dans la coopérative, « Agri-Cher » mettent au point, dans une usine de La Chapelle-Montlinard, une technique de dessiccation du maïs pour la nourriture de leur bétail, très concrètement s'ouvre le chemin dans les esprits confrontés à ces expériences, à la compréhension des idées qu'avance le parti communiste sur l'éventuelle implantation d'une centrale nucléaire. Entre autres, mais pas seulement.

Pour finir, donc : le calendrier de ce coin de campagne en est-il resté à 1870 et aux « partages », ou bien vit-il vraiment en 1976 et au-delà, l'âge de la révolution scientifique et technique ? Les deux sans doute, inextricablement mêlés dans le doux automne roux d'un bourg où la « politique » n'est pas tout naturellement portée sur la place publique des grandes empoignades, mais travaille en profondeur les mentalités, les com-

portements. Aucun de nos interlocuteurs ne s'y est trompé, et nous n'avons pas essayé de « forcer le son » dans ces interviews dont plusieurs ont duré de longues heures : Sancergues bouge, à son rythme qui n'est pas celui, plus haletant, des villes (« Vous savez, nous a dit un de nos interlocuteurs, qui n'était pas un paysan, la vie ici impose une autre façon d'être ; même pour celui pour qui la politique est chose importante, vient un moment qu'il ne faut pas laisser passer où le jardin appelle les soins »).

Et pour dire au revoir à Sancergues, ce trait qui prendra qui voudra pour une petite histoire de village. Elle nous a été racontée par un ami, à La Charité-sur-Loire, imprimeur-directeur d'un petit hebdomadaire local qui à cette particularité — l'hebdomadaire — assez rare en France dans ce type de presse : il affiche tranquillement ses opinions de gauche, et cela depuis les lendemains de la Libération où il naquit. La position donc de cet imprimeur-directeur de journal l'amène à tout connaître de ce pays de Loire qu'il aime. Ce samedi même où nous quittons Sancergues — nous dit-il, mais personne ne nous en avait parlé — la fille de l'un des notables du « bourg » se mariait. Et ce mariage faisait comme un petit scandale dans la bonne société sancerquoise. Car ce n'était qu'un mariage civil, et elle épousait un garçon avec qui elle vivait depuis six mois déjà.

1. Cité dans *Sancergues à travers l'histoire* de Pauline Lapautre, institutrice honoraire. Delayance éditeur, La Charité-sur-Loire, 1947. Il s'agit d'une de ces monographies comme il en existe tant où l'amour du terroir et l'acceptation tranquille des idées reçues sur l'histoire donnent de délicieux petits ouvrages d'éducation du lecteur.

Le réformisme en milieu enseignant

Aimé Guedj



chapeau



réformisme



casquette

1. « La formule sublime que les communistes ont jetée dans la circulation — on me permettra de leur faire cet emprunt — "lutter sans trêve pour le pain, la paix et la liberté", nous la faisons nôtre. » André Delmas, Rapport d'activité du S.N.I. au congrès de Paris des 3-5 août 1935 (cité par Paul DELANOUE, *Les Enseignants*, Editions sociales).

2. Paul Delanoue leur rend cet hommage : « On peut dire sans exagération que dans la période 1933-1936 les instituteurs et les enseignants en général ont été parmi les principaux artisans du Front populaire » (cf. *Les Enseignants*, op. cit., p. 43).

S'il est un milieu qui confirme que l'aspiration au changement n'entraîne pas automatiquement une prise de conscience des moyens politiques à mettre en œuvre pour que le changement se réalise, s'il est un milieu où se vérifie de façon exemplaire la relative autonomie des comportements idéologiques par rapport à la base matérielle qui les produit, c'est bien le milieu enseignant. Voilà une catégorie socio-professionnelle profondément affectée par la crise ; atteinte, comme toute autre, dans ses conditions de travail et d'existence ; plus que toute autre, dans ses valeurs et son idéal ; en proie à une difficulté d'être sans précédent, à une crise d'identité sans équivalent, et qui, pourtant, sur le plan idéologique comme sur le plan politique, a relativement peu évolué depuis quarante ans.

Certes, tout bouge en France, y compris le milieu enseignant. La convergence des luttes revendicatives n'est plus seulement objective. Les travailleurs manuels et intellectuels prennent progressivement conscience de la solidarité de leurs intérêts. Une situation se crée, riche d'espoirs et de promesses. Elle donne tout son sens au rassemblement antimonopoliste auquel travaille le parti communiste français. Il semblerait donc naturel que l'appel lancé à toutes les couches sociales victimes de la crise pour qu'elles se rassemblent autour de la classe ouvrière trouve un large écho dans le corps enseignant. N'a-t-il pas, en effet, à la différence des autres intellectuels, une longue tradition d'alliance avec la classe ouvrière ? N'a-t-il pas éprouvé très tôt le besoin de lutter à ses côtés pour la sauvegarde de ses propres intérêts ? La défense de l'école laïque, dans les années trente, exigeait l'union de la gauche, et seule cette union pouvait conquérir « le pain, la paix, la liberté » que le parti communiste, au nom des travailleurs, réclamait. Ce fut le Front populaire. On sait que les enseignants contribuèrent à sa victoire². On sait aussi qu'ils ne furent pas étrangers à sa défaite. L'alliance renouée dans la Résistance — à l'heure où la classe ouvrière donne à son rôle d'avant-garde une dimension nationale — ne résiste pas à l'épreuve de la guerre froide. Remarquons cependant que les enseignants ne prennent pas facilement leur parti de cette situation. Il est significatif qu'une forte minorité (40 %) des syndiqués de la F. E. N. se prononce, en 1948, pour le maintien dans la C. G. T. L'autonomie l'emporte ; c'est un compromis qui préserve les chances de l'unité. Il signifie le refus de suivre F. O. dans la scission, et l'espoir que celle-ci sera brève. Dix ans plus tard, malgré les liens privilégiés qu'elle entretient avec la

S. F. I. O., la F. E. N. appelle à voter non au référendum gaulliste, rejoignant dans son combat le parti de la classe ouvrière. Rupture et continuité marquent ainsi une pratique unitaire dont les avatars récents sont trop connus pour qu'il soit utile de s'y attarder. Sans doute cette pratique montre-t-elle assez vite ses limites et ses ambiguïtés, mais elle existe, et c'est pour le corps enseignant un précieux héritage, un acquis incontestable, la raison de l'avance historique qu'il possède encore sur l'ensemble des classes moyennes.

Pourtant, malgré cette avance, ou peut-être à cause d'elle, les enseignants n'ont pas de l'alliance une conception révolutionnaire. Les explications sociologiques et psychologiques ne manquent pas : ils ne sont pas au cœur de l'antagonisme de classe, ils méconnaissent la dialectique des luttes, l'âpreté des affrontements les effraie. Individualistes, ils ne croient guère à l'efficacité de l'action de masse ; populistes, ils se veulent près du « peuple » mais se méfient de son avant-garde ; intellectuels, ils ont une certaine condescendance de pédagogues pour les travailleurs manuels, etc. Aussi bien, si nombre d'entre eux ont choisi très tôt le camp de la gauche, si très tôt ils ont répondu favorablement à ce qu'on appelle aujourd'hui l'union du peuple de France, la question demeure toujours de savoir sous la direction de qui cette union se fera. Rien dans leur formation, leur mode de vie, leur pratique professionnelle et sociale ne les prépare à admettre que la direction de ce vaste rassemblement revient à la classe la plus exploitée, à celle qui a toujours su mener avec le plus de fermeté et de clairvoyance la lutte contre les monopoles et leur pouvoir. Or il ne s'agit pas d'une querelle de préséance mais d'une question capitale dont dépend notre avenir politique. Sans doute cette attitude n'a-t-elle rien d'original. Elle est typiquement réformiste, et le réformisme n'est pas l'apanage de ce seul groupe social. Mais il y a une spécificité du réformisme enseignant dont les effets se révèlent aujourd'hui particulièrement nocifs. Quand on voit que de 1936 à 1976, à travers tous les bouleversements de l'histoire, presque rien n'a changé ; qu'en dépit de mai 1968 et malgré la crise se manifestent pratiquement les mêmes clivages entre une minorité révolutionnaire et une majorité conservatrice, il y a lieu de s'interroger sur la lenteur de cette évolution et sur ses risques de piétinement.

A ce sujet nous formulons les hypothèses suivantes :

— Le réformisme, qui a longtemps joué un rôle progressiste, constitue désormais un facteur de blocage.

— Au moment où le corps enseignant, profondément perturbé dans son être social, doute de lui-même, le réformisme l'enfoncé un peu plus dans la crise, le laissant désarmé devant toutes les tentatives de récupération du pouvoir.

— Le réformisme ne relève plus d'un débat interne à la gauche ; il n'offre pas aux enseignants un choix, mais il fait d'eux un enjeu des luttes de classes actuelles. D'une façon plus générale, le réformisme change de nature et de fonction dans le dispositif des forces en présence. Il apparaît de plus en plus comme la réponse des classes dirigeantes au danger que fait peser sur elles le rétrécissement de leur base sociale. Non révolutionnaire jadis, il est devenu contre-révolutionnaire (cf. le « travaillisme » chiraquien). Le milieu enseignant apporte à ces hypothèses une vérification expérimentale.

Tout le monde s'accorde à reconnaître que le statut social des enseignants s'est singulièrement dégradé. Cette dégradation sans doute a été accélérée par la crise, mais elle lui est antérieure. Pour douloureuse qu'elle soit, c'est le résultat d'un processus complexe qui ne présente pas que des aspects négatifs. Sous la III^e et la IV^e République, le corps enseignant constitue un groupe fortement hiérarchisé. Chaque ordre possède son mode de recrutement spécifique, sa finalité, son autonomie. Formés pour la plupart dans les écoles normales, les instituteurs, ces « fils du peuple », voient dans l'école le symbole de leur propre réussite, le moyen légitime de toute promotion, à commencer par la leur. Les professeurs — ils ne sont encore que quelques milliers³ — sont au bourg ou à la ville d'éminentes personnalités. Les membres de l'Université appartiennent à l'élite. A quelque niveau qu'ils se situent, les enseignants frayent avec la meilleure société. Ils n'ont pas — ils n'auront jamais d'ailleurs — les ressources qui leur permettraient de tenir leur rang et qu'exigeraient leurs fréquentations, mais leur autorité morale, leur prestige intellectuel compensent la médiocrité de leur situation. Cela leur donne l'illusion d'échapper à la logique de l'avoir, à la dépendance des rapports sociaux, d'arbitrer en quelque sorte au-dessus des classes, de ne devoir qu'à eux-mêmes la place qu'on leur reconnaît, et la liberté qu'on leur octroie. Ce sont des notables, mais des notables d'un type particulier : c'est parce qu'ils forment un groupe à part qu'ils sont parfaitement intégrés. L'ordre dans lequel ils s'inscrivent est imparfait mais perfectible. Il leur paraît dans son principe raisonnable puisqu'il fait sa part à l'intelligence — et même au simple « mérite ». Ils acceptent donc une règle qu'ils confirment par leur exception. Le bérêt porté par des générations d'instituteurs symbolise cette *intériorisation réformatrice de l'ordre social* ; il ne convient pas à la dignité du maître d'aller tête nue ; sa modestie lui interdit le port du chapeau ; la casquette l'encanailleraient, le bérêt convient à son rang — et l'y fixe.

Le développement impétueux des forces productives après la Seconde Guerre mondiale entraîne un accroissement considérable des effectifs du corps enseignant, un bouleversement de ses structures, un changement dans sa

mentalité. Ce corps n'est plus constitué par une somme d'individus répartis en trois ordres bien tranchés mais par une masse de salariés. Si les écarts demeurent importants entre le haut et le bas de l'échelle, entre l'instituteur qui gagne moins qu'un gendarme et le professeur d'Université qui gagne autant qu'un cadre supérieur, les enseignants, globalement, se rapprochent par leur niveau et leurs conditions de vie du monde ouvrier⁴, même si, par leur mode de vie, ils continuent de s'en distinguer. La multiplication caricaturale des catégories renforce leurs tendances individualistes, mais d'autres facteurs jouent en sens inverse. La diversité des sources de recrutement, par exemple, provoque un certain brassage social et donne au milieu enseignant une relative homogénéité. Aux « fils du peuple » se mêlent de plus en plus les enfants des professions libérales. L'origine des instituteurs, plus encore des institutrices⁵, est moins modeste, celle des professeurs au contraire se prolétarise. A cette évolution sociale correspond une certaine démocratisation des préoccupations : la revendication salariale gagne en importance. Le rôle accru des personnels non titulaires jusque dans le supérieur confronte les enseignants à des problèmes nouveaux : l'insécurité d'emploi, le chômage, voire la misère, désormais les concernent, même quand ils n'en sont pas personnellement affectés. Leurs motivations sont également plus diverses : pour beaucoup l'enseignement est moins une vocation qu'un débouché, pour certains moins un choix qu'un pis-aller, pour quelques-uns une solution d'attente qui tourne à l'échec.

Dans le même temps la profession, intellectuellement dévaluée, moralement dévalorisée, subit une perte de prestige incontestable. Le phénomène est évident mais difficilement analysable. On a invoqué d'innocentes raisons : dans un pays où le niveau d'instruction s'élève, où le nombre des bacheliers se multiplie, l'écart diminue entre les instituteurs et le reste de la population. Les professeurs se voient supplantés par les nouveaux intellectuels — ingénieurs, techniciens et cadres — dont le rôle s'accroît dans la production. Le développement des media, des techniques modernes d'information ôte aux enseignants le monopole du savoir. Ils n'en sont plus les seuls détenteurs, ni même les diffuseurs privilégiés. Il y a du vrai dans tout cela, mais on ne peut sans naïveté s'en tenir à ces raisons. Faut-il incriminer le régime du salariat et déplorer avec Engels et Marx que la bourgeoisie ait « dépouillé de leurs auréoles toutes les activités qui passaient jusqu'alors pour vénérables et que l'on considérait avec un saint respect. Médecin, juriste, prêtre, poète, homme de science, de tous elle a fait des salariés à ses gages⁶ » ? Sans doute les enseignants ont-ils perdu eux aussi leur auréole, mais pour le reste le rapprochement ne paraît pas fondé. Salariés, ils l'ont toujours été. On a pu soutenir que depuis cinquante ans leur situation s'était objectivement améliorée et relevé comme un paradoxe le sentiment qu'ils ont de s'être, pendant la même période, de plus en plus appauvris⁷. C'est négliger deux choses. D'une part qu'ils souffrent effectivement, comme les autres travailleurs de l'Etat, du déclassement de la fonction publique. D'aut-



3. Voici, d'après la *Documentation française, Notes et études documentaires*, septembre 1973 (citée par *L'Ecole et la Nation* de novembre 1973) l'évolution des effectifs dans le second degré : 1900 : 6 500 professeurs (presque tous agrégés) ; 1925 : 13 000 ; 1961 : 91 000 ; 1971 : 224 000 (10 367 agrégés).

4. Voir à ce sujet les enquêtes les plus récentes de l'I. N. S. E. E.

5. D'après la *Documentation française* déjà citée, l'origine socio-professionnelle des femmes est généralement plus élevée que celle des hommes. Elles sont généralement issues de milieux plutôt aisés. Or elles représentent plus de 75 % des effectifs du primaire.

6. *Manifeste du parti communiste*.

7. Cf. Gérard VINCENT, *Les Professeurs du secondaire*, Colin.

tre part que si la détérioration de leur statut est moins matérielle que morale, l'absence de toute compensation morale fait qu'elle est matériellement ressentie.

En vérité nous assistons à un curieux chassé-croisé d'illusions. A la différence des médecins, juristes, etc., les enseignants n'avaient à perdre que l'illusion qu'ils entretenaient sur leur propre statut. Ils pouvaient se croire membres d'une profession libérale, ils ne l'étaient pas. Vont-ils affronter la réalité de leur situation? C'est la voie que certains choisissent. Mais pour la plupart une illusion chasse l'autre. Paradoxalement en effet, c'est au moment où les enseignants cessent d'être un groupe à part qu'ils se sentent exclus; c'est lorsqu'ils tombent sous la loi commune de la fonction publique qu'ils se croient rejetés de la collectivité. Au réformisme de la bonne conscience des temps héroïques succède le réformisme de la conscience malheureuse du temps des nostalgies.

Est-ce à dire que les enseignants n'ont pas lieu de se plaindre, qu'ils n'ont pas quelque raison de se croire rejetés? En fait la question est mal posée. Que signifie cette perte de prestige qui les traumatise, sinon qu'au regard de l'idéologie dominante ils sont déconsidérés? Et n'est-ce pas parce que cette idéologie domine que son opinion est partagée, mieux: intériorisée? Que reproche donc la bourgeoisie à ses enseignants? Précisément de ne plus être à ses gages, de n'être plus en mesure de remplir la fonction idéologique dont ils se sont longtemps si bien acquittés. Le mode de pensée qu'ils façonnaient, les valeurs qu'ils inculquaient, et pas seulement par le biais de l'école, confortaient l'hégémonie des classes dirigeantes. L'apologétique du capitalisme libéral, de l'individualisme, du colonialisme, prenait grâce à eux un air d'innocence, de bon sens et d'objectivité. D'où une conception alors offensive et conquérante de la laïcité. Les enseignants comptaient parmi les meilleurs garants du consensus social qui leur conférait en retour leur autorité. Or ce rôle de garant, les enseignants ne peuvent plus et ne veulent plus l'assumer. Ils ne le peuvent plus parce que le capitalisme monopoliste d'Etat en crise est bien incapable de produire un projet cohérent de société⁸. Ils ne le veulent plus parce que ce rôle pressenti avait un caractère trop partisan. Aussi, l'idéologie bourgeoise se méfie de ses enseignants. Elle n'attend plus d'eux un soutien actif; placée sur la défensive, elle exige leur neutralité.

D'où une conception restrictive et appauvrissante de la laïcité. L'idéologie dominante, à la fois plus insidieuse et plus agressive, massivement présente mais moins articulée, ne fait plus de l'école son support privilégié. Sur ce point il n'est pas faux de dire que les enseignants sont rejetés. C'est même la cause profonde de leur déclin. Rien n'est réglé pour autant. L'ère du soupçon et des incertitudes s'ouvre pour les enseignants. S'ils critiquent l'idéologie dominante, on les accuse de manipuler les enfants; s'ils s'en abstiennent, ils versent dans un scepticisme qui convient mal au caractère assertif de tout enseignement. Ils doutent, hésitent, se replient sur eux-mêmes. Leur autorité s'en ressent. Et

pourtant, plus que tout autre groupe social, ils ont besoin de parler un langage idéologiquement acceptable par la communauté. Mais il n'y a pas de moyen terme. Seul un changement révolutionnaire de société leur permettrait de sortir de l'impasse en jetant les bases d'un consensus plus large, démythifié, en ouvrant la voie à une conception nouvelle, généreuse, positive de la laïcité. Cruel dilemme pour des esprits qu'éfraine toute extrémité. Ce changement que certains souhaitent, beaucoup continuent de le redouter.

Quoi qu'il en soit, la rupture entre les notables et les clercs se consomme, et ce mouvement que la crise rend irréversible crée les conditions d'une autre solidarité. Les conditions seulement. Le renversement des alliances s'opérerait sur une base plus saine si les enseignants reconsidéraient leurs rapports avec les autres salariés. Ils leur ont si longtemps servi de porte-parole qu'ils se croient encore quelque vocation à les représenter. La disproportion demeure flagrante entre la surreprésentation des enseignants dans la « classe politique » et leur poids réel dans la société. Or le mouvement ouvrier a grandi, ses forces se sont organisées, il dispose de cadres avertis qu'il a lui-même formés. Chaque couche sociale produit d'ailleurs ses « intellectuels organiques » avec lesquels il faut compter. Les enseignants n'ont pas à prendre ombrage de cette « rivalité »; elle les remet à leur place et ils ont tout à y gagner. Ils ont tout à perdre au contraire s'ils cherchent à retrouver auprès des travailleurs la position privilégiée qu'ils croyaient occuper auprès des classes dirigeantes.

Position ambiguë, privilège illusoire: à la racine de leur réformisme il y a cette méconnaissance de leur statut réel. Le consensus social qui leur conférait leur autorité n'était pas leur œuvre. Ils parlaient un langage — celui de l'idéologie dominante — dont ils ne détenaient pas les clés. Ils avaient, ils ont toujours, l'illusion d'être les sujets de leur propre discours, mais les concepts et les valeurs qu'ils s'approprient pour l'essentiel viennent d'ailleurs. Le nouveau consensus auquel ils aspirent ne peut être, avouons-nous dit, que révolutionnaire. Il ne se réalisera pas sans qu'ils y participent, mais on connaît leurs hésitations et leurs réserves. Comment auraient-ils en ce domaine l'initiative? Ils ne sont ni la tête pensante, ni la conscience morale, ni l'aile marchante des luttes de classes actuelles. Ils ne sont pas non plus une force d'appoint. Leur rôle dans l'union du peuple de France dépend de la conscience qu'ils prendront de leurs propres intérêts et de la résolution qu'ils mettront à les défendre. Il faut pour cela qu'ils résistent à la pente qui les entraîne soit à se « sacrifier » aux autres, soit à cultiver leur différence. Il faut, en un mot, qu'ils se réconcilient avec eux-mêmes. Apparemment quoi de plus simple? Cela implique pourtant des révisions déchirantes. Nous ne sommes pas au bout du chemin.

Pour les héritiers de la philosophie des Lumières, persuadés que les idées mènent le monde, tout est affaire d'éducation. La société vaut ce que vaut l'école qui la façonne à



8. Commentant un sondage récent de la Sofres sur « Les "profs" 76 », *L'Express*, après avoir souligné que le professeur est isolé, qu'il a le sentiment d'être abandonné de tous, conclut non sans un certain cynisme :

« Ce peut être la chance de M. Haby, dans sa tentative pour redéfinir la mission de la formation des maîtres. A condition qu'il ne se contente pas d'astuces techniques ni d'un ordre purement administratif. Pour réconcilier les professeurs avec leur temps, il faudrait pouvoir leur offrir un véritable projet de société. Comme au temps où la République parlait le même langage qu'eux » (*L'Express*,

4-10 octobre 1976). L'objectif est lucidement formulé. Mais sa réalisation est désormais impossible...



son image. L'histoire devait donner une audience nationale à cet idéalisme. La défaite de 1870 et la Commune — ce retour à la « barbarie » — ont convaincu les classes dirigeantes qu'il fallait, pour refaire la France, lever une armée d'instituteurs. Ceux-ci ont une grande mission à remplir. Ils doivent retremper l'âme du pays, lui permettre d'affronter victorieusement l'ennemi de l'intérieur — la science réfutera les « aberrations » du socialisme — et l'ennemi de l'extérieur, le prussianisme. Les deux étant associés d'ailleurs dans un même rejet xénophobe. Le triomphe politique (1877) et militaire (1918) de la III^e République donne à la mission des enseignants une coloration jacobine. Le spiritualisme pédagogique puise ainsi aux deux sources du nationalisme. Mais qu'il vienne de droite ou de gauche, il est profondément enraciné dans notre histoire dont il constitue un trait spécifique.

C'est ce trait que l'on retrouve dans le thème de l'« école libératrice ». Qu'une idée soit une force matérielle quand elle s'empare des masses, rien ne le prouve mieux que le durable succès de cette conviction réformiste. C'est, au plein sens du terme, une idée force. Elle a résisté à toutes les attaques, elle a survécu à tous les démentis. Il serait difficile de la surestimer. Beaucoup de ceux qui la combattent ne parviennent pas à s'en dégager. Nous en donnerons deux exemples : l'un qui relève de la théorie, l'autre de la pratique de l'idéologie réformiste en milieu enseignant.

Le mouvement ouvrier a dénoncé très tôt la fonction idéologique de l'école, tout en soulignant, en ce domaine, les contradictions du capitalisme. Critique vigoureuse et dialectique que les communistes furent longtemps seuls à poursuivre. Dans les années soixante de nombreux intellectuels redécouvrent cette critique, mais, en la « gauchissant », ils l'appauvrissent. C'est ainsi qu'en mai 1968, on retombe, avec le thème de l'école aliénatrice, dans l'ornière du réformisme. En effet, qu'on attende de l'école la libération des hommes ou qu'on lui impute leur aliénation, c'est toujours elle qui demeure comptable du devenir de la société. Cette problématique inchangée piège encore aujourd'hui la réflexion enseignante et permet au pouvoir toutes les récupérations.

Les conditions objectives dans lesquelles les enseignants exercent leur fonction ont profondément changé depuis quinze ans. Dans les années soixante le rôle idéologique de l'école passe définitivement au second plan. (C'est alors, remarquons-le, qu'on en reprend la critique. Il y a à la fois prise de conscience et méconnaissance due à un certain retard sur l'événement.) Ce qui compte désormais plus que tout c'est l'influence de l'école sur la production. Elle apparaît enfin pour ce qu'elle est par-delà tous les alibis culturels : un stimulant de la croissance, un facteur de productivité, un investissement économique différé. Sa tâche essentielle est de former la force de travail d'une façon suffisamment inégalitaire et diversifiée pour qu'on puisse répartir la main-d'œuvre entre les différents secteurs d'activité, et adapter

ses capacités « aux exigences mouvantes de l'économie⁹ ». Ce changement de fonction de l'école met les enseignants plus étroitement en contact avec le monde du travail.

Certes l'école a toujours été le lieu d'un affrontement entre le mouvement ouvrier, soucieux de valoriser sa force de travail, et le capital, qui cherche à la payer au plus bas prix. Mais avec la crise du capitalisme monopoliste d'Etat l'affrontement se durcit, les contradictions deviennent explosives. L'école est désormais elle aussi au cœur de la crise. La défense de la laïcité change de terrain et de contenu : il s'agit de lutter contre les empiétements du patronat qui veut conserver le contrôle de la formation professionnelle, soit en la privatisant, soit sous d'autres formes. La défense du caractère national de l'éducation, de son intégrité de service public, passe par un renforcement de l'alliance avec la classe ouvrière et pose le problème des nationalisations : l'ouverture de l'école sur la vie économique et notamment les stages en usine n'ont de sens qu'à ce prix. Enfin l'école est confrontée spectaculairement aux limites, à l'irrationalité et au gâchis du mode de production capitaliste. D'où l'insupportable divorce entre les moyens et les objectifs, les filières ségréguatives, les perturbations structurelles qu'entraîne l'accélération du processus de qualification-déqualification, et, pour finir, le scandale du chômage des diplômés (sans oublier les laissés-pour-compte du système, les orphelins de la loi Royer). Ajoutons à cela l'aggravation des conditions de travail ; l'usure nerveuse due à la surcharge des classes ; le caractère massif des redoublements et des échecs, transformant *ce qui passait* pour une succession de cas personnels en un problème social ; l'insatisfaction professionnelle que suscite l'impossibilité d'agir sur les causes ou de pallier les effets d'une situation intenable, etc.

Toutes les conditions semblent donc réunies pour convaincre les enseignants que l'école est malade du système, qu'on ne peut la sauver qu'en changeant de société. Et pourtant, même quand ils admettent ce principe, les enseignants ont mauvaise conscience. La situation qui leur est faite les culpabilise, et cette culpabilisation permet un transfert de responsabilités. L'école est accusée de tous les maux du capitalisme : elle est inadaptée à la « vie » ; si les jeunes ne trouvent pas de travail ce n'est pas faute de débouchés, c'est qu'ils n'y sont pas préparés ; les maîtres sont sclérosés, ils font mal leur métier, etc. Cette campagne d'intoxication trouve un terrain favorable. Les enseignants se sentent responsables de l'avenir de leurs élèves. Nous fabriquons des chômeurs et des déclassés, soupirent-ils. Cette autocritique les conduit sur des positions conservatrices¹⁰. C'est par le meilleur d'eux-mêmes qu'ils sont récupérés. La gestion loyale de la crise est le dernier avatar de l'école libératrice. Il faudrait une révolution copernicienne pour que la société cesse de graviter autour du système scolaire dans l'idéologie enseignante. Cette révolution reste à faire...

Les syndicats seraient tout indiqués pour l'entreprendre. Ils en ont les moyens : leur

9. Cf. l'exposé annuel de la Commission des Communautés européennes, 1967 (cité par Monique Segré, *Ecole, formation, contradictions*, Editions sociales, p. 13).

10. « D'après le sondage I.F.O.P.-Sofres, organisé par le ministère (et quelques réserves qu'il convient de faire à ce sujet), 48 % des instituteurs, 43 % des professeurs sont partisans de ramener l'obligation scolaire à quatorze ans ! Seulement un professeur du secondaire sur quatre est partisan de réformes audacieuses, et seulement un instituteur sur dix ! » Pierre Juquin (*L'Ecole et la Nation*, novembre 1973).

11. Selon Olivier Guichard, ex-ministre de l'Éducation nationale, la F.E.N. est pour le gouvernement un interlocuteur idéal : « Discuter avec son secrétaire général n'était pas un combat. M. Marangé était un homme convaincu, encore que de rapports faciles, toujours soucieux des équilibres internes de sa fédération, où les instituteurs lui assuraient traditionnellement une courte majorité. Les années où cette majorité progresse un peu sont généralement considérées comme bonnes pour le ministre » (*Un chemin tranquille*, Flammarion, p. 148).

12. Cette tendance à l'aval et le soutien d'un parti socialiste en proie à ses vieux démons. Incapable de se démarquer nettement du pouvoir sur le terrain des luttes syndicales, la F.E.N. cherche une caution politique ; incapable de se démarquer nettement du pouvoir sur le terrain des luttes politiques, le P.S. cherche une caution syndicale. L'objectif avoué étant d'acquiescer dans l'union de la gauche une position hégémonique et de donner à cette union une orientation réformiste. L'enjeu est tel que le parti socialiste n'hésite pas à intervenir brutalement dans la vie intérieure d'une organisation qu'il considère comme « un pilier du mouvement ouvrier », à la revendiquer comme sa chose au risque de jeter sur elle le discrédit. Pour Pierre Mauroy, par exemple, la F.E.N. constitue « un élément très positif pour créer un rapport de forces favorable au parti socialiste ». Et Mitterrand met en garde les enseignants socialistes sur ce qui se passerait « si la F.E.N. tombait dans d'autres mains politiques ».

13. Cf. cette intervention de Denis Forestier, ancien secrétaire général du S.N.I., animateur du Comité de coordination des œuvres mutualistes et coopératives, membre du P.S., aux « Assises pour le socialisme » : « A-t-on songé que, jamais, jusqu'à présent, aucune des tentatives de socialisation de l'économie menées par les socialistes n'ont réussi ? Toutes ont échoué, jusques et y compris dans le mouvement coopératif. Une seule pour le moment réussit parfaitement. C'est celle que je représente. Nous continuons à prouver qu'en système capitaliste, on peut déjà commencer l'instauration du socialisme et apprendre l'autogestion. »



implantation est impressionnante ; nulle part ailleurs on ne rencontre un taux aussi élevé de syndicalisation. Ils en ont la vocation ; c'est dans et par l'action que se modifient les comportements. La défense des intérêts matériels et moraux de la profession peut provoquer une prise de conscience du corps enseignant, le rendre révolutionnaire. Les luttes syndicales vont effectivement dans ce sens. Pourtant leur orientation réformiste produit souvent un résultat inverse de celui escompté : elle enferme les enseignants dans une impasse, ajoute à leur malaise, redouble leur isolement, freine leur évolution. On comprend que le pouvoir s'en félicite ; on souhaiterait aussi que la F.E.N. s'en inquiète¹¹, car nous ne doutons pas de la sincérité de ses intentions. Mais il est difficile à ses dirigeants de se remettre en cause. Leur « succès » les pousse à persévérer. Leur représentativité en effet est incontestable. Ils seraient d'ailleurs moins accordés à leur milieu s'ils le précédaient au lieu de le suivre, s'ils le stimulaient au lieu de se laisser porter, en un mot s'ils étaient moins réformistes. Les choix révolutionnaires ne sont jamais spontanés.

Certes l'action syndicale est par nature ambiguë. Nulle frontière entre la réforme et le réformisme, entre le compromis et la compromission. Rien ne distingue formellement les avantages arrachés par la lutte du prix de la collaboration. Enfin l'équilibre toujours se rétablit entre l'aménagement réformiste du système et l'aiguillage révolutionnaire de ses contradictions. Le syndicalisme enseignant complique encore ce tableau. L'enseignant n'a pas de « patron ». Son travail ne se fait pas à la chaîne. Il est fortement personnalisé et surtout son organisation est annuelle. Non seulement la grève ne bloque pas la « production », mais c'est un temps perdu qu'il faut rattraper. Son caractère pourtant n'est pas symbolique : c'est une pression indirecte par opinion publique interposée. Celle-ci n'est pas facile à mobiliser, celle-là est difficile à apprécier. Comment ne serait-on

pas tenté de penser que la grève n'est qu'un rituel ? Mais si les grèves de vingt-quatre heures sont inefficaces, les grèves illimitées ne sont-elles pas impossibles ? Comment sortir de ce dilemme sans tomber dans la passivité ? La combativité n'est pas toujours le signe d'un haut niveau de conscience, inversement un sentiment d'impuissance n'est pas nécessairement synonyme de lucidité.

Ces deux traits se combinent chez les enseignants. Le réformisme syndical s'en inspire : il ne semble envisager d'autre alternative que le refus de l'action de masse ou l'alignement sur une masse qui se refuse à l'action. Rester le recours illusoire aux procédures d'arbitrage et l'alibi des concertations. Il est facile de s'entendre avec le pouvoir quand on parle son langage et qu'on se situe sur son terrain. Mais cette facilité fait problème. Le réformisme syndical s'enferme dans ses contradictions. D'une part il entretient l'illusion que le syndicat suffit à tout, d'autre part il a besoin d'une caution politique ; d'une part il répudie la doctrine de la courroie de transmission, d'autre part il se lie organiquement à la social-démocratie. Le milieu enseignant offre l'exemple unique en France d'une tendance latente au traduionisme¹². Il en a les deux caractéristiques : le « réalisme », qui le soumet à l'ordre établi, et l'autosuffisance utopique. D'où la pyramide de ces services où l'enseignant est pris en charge de la naissance à la mort, le réseau de ces mutuelles et de ces coopératives présentées comme un modèle de socialisme autogéré¹³. D'où le rêve de constituer, à défaut d'un instrument de lutte, une contre-société.

Il ne nous semble pas possible que cette situation se maintienne. La crise entraîne des évolutions irréversibles. Tout porte à croire qu'elles se produisent aussi en milieu enseignant. Nous voulions simplement expliquer la raison de son apparent immobilisme. Nous ne voudrions pas donner l'impression d'en surestimer l'importance.

Éditions sociales

Collection « Notre temps/histoire »

Histoire du réformisme en France depuis 1920

Par un collectif d'historiens de l'Institut Maurice Thorez
2 volumes, 40 francs

« Ouvrage qui, quel que soit le jugement politique que l'on porte, me paraît être un ouvrage capital. J'ai été étonné du début à la fin par le contenu de cet ouvrage. »
Jacques Paugam, France Culture, émission « Parti pris », 30.9.76

« Une grande histoire du réformisme en France depuis 1920 »
Le Quotidien de Paris

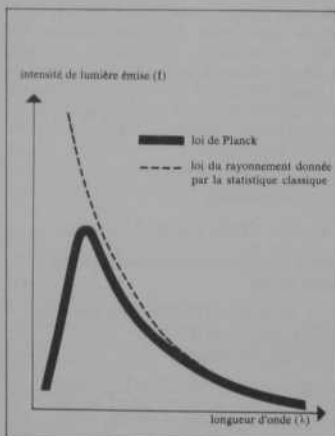
« D'une lecture aisée, cette Histoire du réformisme offre en définitive un panorama instructif de soixante ans d'histoire. »
Le Monde

Recherches fondamentales et fondements de la physique

Philippe Lavallard

Le corps noir

Un corps noir est un corps idéal qui absorbe toute la lumière qu'il reçoit. Le corps noir émet un rayonnement qui devient visible à température élevée. Il peut être réalisé pratiquement en perçant un très petit trou dans une enceinte maintenue à une température donnée. Le spectre d'émission du corps noir ne dépend que de sa température. La statistique classique conduit à la conclusion que l'intensité de lumière émise varie exponentiellement avec la longueur d'onde. L'accord avec l'expérience est bon à grande longueur d'onde (rouge, infrarouge) mais aboutit à une « catastrophe ultraviolette » aux petites longueurs d'onde. L'expression mathématique donnée par Planck en 1900 montre que l'intensité de la lumière émise ne croît pas infiniment vers les petites longueurs d'onde, mais a un maximum et redécroit. Le rayonnement du soleil est sensiblement celui d'un corps noir de 10 000°. Une théorie cosmogonique actuellement en discussion prévoit que le rayonnement du fond du ciel est celui d'un corps noir à 2,7 °K.



La physique est divisée en plusieurs disciplines, physique corpusculaire et nucléaire, atomique et moléculaire, physique de la matière condensée (solide et liquide), géophysique, astrophysique. Ces divisions correspondent à des objets physiques de plus en plus complexes. On considère généralement qu'un renouveau fondamental¹ de la physique, reformulation de la mécanique quantique, identification des interactions élémentaires, ne peut être obtenu que par l'étude des objets les plus simples, les particules libres ou les noyaux des atomes. Le but de cet article est de montrer, par quelques exemples, qu'une telle recherche « fondamentale » peut être faite aussi sur des objets complexes comprenant un très grand nombre de particules (environ 10^{23} par cm^3 dans un solide).

Je montrerai qu'une telle recherche a été nécessaire dans le passé et qu'elle apparaît à l'heure actuelle indispensable pour l'étude d'un certain nombre de problèmes fondamentaux de la physique. Ma démonstration s'appuiera ainsi sur deux types de considérations. Je retracerai brièvement le processus historique qui a abouti à la constitution de la mécanique quantique ; on verra aisément que cette histoire n'est pas celle d'une déduction à partir des premiers principes jusqu'à leurs conséquences les plus ultimes, mais au contraire celle de la convergence inattendue de recherches scientifiques et techniques apparemment très éloignées les unes des autres. J'examinerai quelques problèmes fondamentaux soulevés par un certain nombre de travaux actuels et montrerai qu'ils dépassent le cadre de l'application d'une théorie bien établie à la description d'objets particuliers. On verra ainsi que l'histoire de la physique aussi bien que son état actuel s'inscrivent en faux contre l'identification du simple au fondamental et de l'élémentaire au général.

Un élément d'histoire : la mise en cause de la mécanique classique et le début de la mécanique quantique

La catastrophe ultra-violette

La mécanique quantique a trouvé son origine dans l'incapacité de la méca-

que classique à rendre compte du spectre d'émission du corps noir. Il n'est pas sans intérêt, à ce propos, d'indiquer que c'est l'étude du spectre solaire qui conduisit Kirchhoff à s'intéresser à ce problème et que les premières mesures expérimentales furent faites avec l'appareillage que Langley mit au point pour l'étude de l'émission du soleil et de l'absorption atmosphérique. La loi de Planck — qui décrit correctement le spectre d'émission du corps noir — fut établie en 1900. Il s'agissait de trouver les caractéristiques du rayonnement qui s'établit dans une enceinte dont les parois émettent, à l'équilibre thermique, autant d'énergie qu'elles en absorbent. L'idée nouvelle introduite par Planck était que les oscillateurs matériels responsables de l'absorption et de l'émission ne peuvent échanger que des multiples d'une quantité d'énergie ($h\nu$), proportionnelle à leur fréquence de variation. La démonstration reposait sur le calcul du nombre total d'arrangements possibles d'un « nombre fini de parties égales discrètes » de l'énergie parmi N oscillateurs. Ces éléments d'énergie ne sont pas encore des particules. Cela apparaît clairement dans les hypothèses implicites qui sont faites : 1° Planck ne se préoccupe pas du nombre de places disponibles dans chaque boîte où il range les objets ; 2° l'échange de deux objets même placés dans deux boîtes différentes ne produit pas un arrangement nouveau ; 3° le nombre total d'objets n'est pas fixé ; seule est imposée l'énergie totale du système. Le terme de particules sous-entend au contraire une individualité des objets. Il eût fallu supposer qu'elles étaient

1. En physique, comme dans les autres sciences, on appelle habituellement recherche fondamentale toute recherche visant la constitution de connaissances indépendamment de leur utilisation possible. La recherche fondamentale ainsi entendue comporte des recherches portant sur les fondements de la physique mais aussi des recherches « appliquées » en ce sens qu'on applique la théorie existante à l'étude d'un objet particulier. Dans la suite de cet article, j'utiliserai l'épithète fondamentale en un sens restrictif pour désigner seulement les recherches qui se proposent d'apporter une connaissance sur les fondements de la physique.

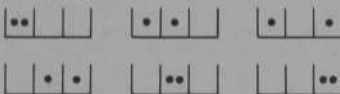
La mécanique statistique

L'état macroscopique le plus probable d'une assemblée de systèmes (atomes, molécules ou particules) est celui qui est formé par le maximum d'états microscopiques. Un des problèmes que se pose donc la *mécanique statistique* est de compter le nombre d'états microscopiques distincts correspondant à un état macroscopique donné. Supposons que dans une première étude microscopique de l'assemblée, nous ayons compté le nombre n de systèmes occupant chaque état d'énergie U . Cela ne suffit pas pour définir l'état microscopique ne différant que par le numéro d'ordre des systèmes qui occupent les diverses configurations.

Exemple : répartir deux systèmes parmi trois configurations de même énergie.

Hypothèse 1 (statistique de Bose-Einstein).

On peut placer les « boules » dans les « cases » sans chercher à savoir si la case est déjà occupée :



Il y a six états microscopiques distincts. Les photons obéissent à cette statistique.

Hypothèse 2 (statistique de Fermi-Dirac).

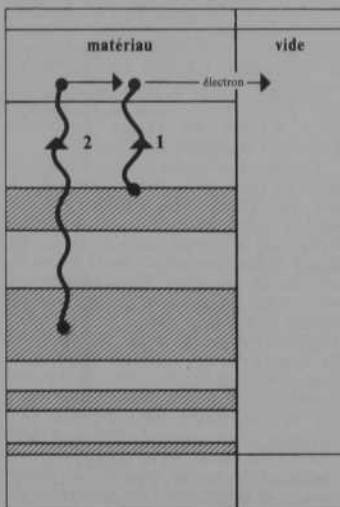
Chaque sous-niveau ne peut être occupé que par un système au maximum :



Il y a trois états distincts.

Les électrons obéissent à cette statistique.

L'effet photoélectrique



Les électrons occupent, dans le matériau, certaines bandes d'énergie (zones tramées). Quand un photon de suffisante énergie est absorbé, l'électron peut sortir dans le vide (processus 1) ; des photons de plus grande énergie peuvent arracher des électrons profonds (processus 2).

indiscernables, qu'elles pouvaient être créées ou détruites, qu'un oscillateur pouvait en contenir un nombre quelconque.

Chaque photon arrache un électron

Les travaux d'Einstein dans les années suivantes conduisirent à un important développement du concept de quanta. En 1905, il montre que la lumière monochromatique se comporte comme si elle était constituée de quanta d'énergie indépendants, de grandeur $h\nu$ (les photons). Ce « point de vue heuristique » lui permet d'expliquer l'effet photoélectrique mis en évidence par Hertz en 1887 et dont les caractéristiques générales sont connues depuis 1903. L'effet photoélectrique (ou photoémission) est actuellement un des outils les plus utilisés pour obtenir des informations sur les niveaux d'énergie électronique et l'état de la surface d'un solide. L'expérience consiste à illuminer la face d'un solide par une radiation monochromatique et à analyser l'énergie des électrons émis. Le problème actuel consiste à relier la forme de la courbe de distribution énergétique à la structure électronique du matériau analysé.

En 1905, c'est l'effet lui-même (et non le matériau²) qui est l'objet des recherches. La théorie électromagnétique de Maxwell est incapable de rendre compte des principales caractéristiques observées ; certes, le courant électrique est proportionnel à l'intensité de la lumière absorbée mais : 1° il existe un seuil de fréquence en deçà duquel la lumière est inefficace ; ce seuil est d'autant plus faible que le métal est plus électro-négatif ; 2° l'énergie des électrons émis est indépendante de l'intensité totale de la radiation, mais varie linéairement avec la fréquence lumineuse. Bachelard³ commente : « Tous les auteurs sans exception manifestent le même étonnement, preuve qu'à l'effet photoélectrique, correspond bien une discontinuité de la culture. Il semblait, en effet, qu'en augmentant l'intensité d'une lumière on pût espérer faire sortir par cette intensité accrue, des électrons du métal. Il semble "curieux" qu'une intense lumière bleue ne puisse déterminer un phénomène qu'une très faible lumière violette produit immédiatement⁴. Frapper fort et l'on vous ouvrira vite, telle était la maxime qui se révélait ici d'une totale fausseté. »

Les traits essentiels de l'effet photoélectrique reçoivent une explication simple avec l'hypothèse des quanta de lumière proposée par Einstein : chaque photon interagit avec un seul électron ; l'énergie fournie par un photon sert donc à arracher un électron du métal et à lui donner de l'énergie cinétique :

$$h\nu = P + \frac{1}{2}mv^2$$

où P est le travail de sortie du métal.

L'équation photoélectrique d'Einstein est vérifiée en 1912 par Hughes qui mesure la vitesse maximum des photoélectrons éjectés d'un grand nombre d'éléments préparés soigneusement par distillation sous vide.

On peut remarquer que l'effet photoélectrique présente une grande analogie avec une expérience de physique nucléaire ou corpusculaire : un faisceau de particules monoénergétiques (photons de fréquence $h\nu$) bombarde une cible, l'énergie et la quantité de mouvement des particules produites (électrons) sont analysées. Le fait qu'ici la cible soit un solide ne complique pas les caractères généraux du phénomène. La complexité du solide apparaît seulement dans l'analyse du potentiel de sortie en termes de niveaux électroniques.

L'énergie n'est pas la chose du monde la mieux partagée

Jusqu'en 1907, les nouvelles idées quantiques ne concernent que les interactions de la lumière avec la matière. Un nouveau pas est franchi avec l'article d'Einstein sur la théorie des chaleurs spécifiques. Depuis 1819, on connaît la loi de Dulong et Petit : « Les atomes de tous les corps simples ont exactement la même capacité pour la chaleur. » La physique classique rend très bien compte de ce résultat en attribuant à chaque degré de liberté la même énergie moyenne. Mais les mesures n'ont été faites qu'à la température ordinaire. Grâce au développement de techniques permettant d'obtenir des températures très basses (première liquéfaction de l'air en 1895), on put montrer que, contrairement à la loi de Dulong et Petit, les chaleurs spécifiques ne restent pas constantes, mais décroissent avec la température. Ce fait est

2. En fait l'analyse théorique de l'effet photoélectrique est loin d'être complète. Jusqu'en 1971, les physiciens n'ont utilisé que des modèles essentiellement phénoménologiques pour interpréter les spectres obtenus. Ces modèles reviennent à décomposer le processus photoémissif en plusieurs étapes, excitation du photoélectron, transfert des photoélectrons jusqu'à la surface, transfert de la surface au vide. Plus récemment un formalisme beaucoup plus général a été proposé. En même temps un effort expérimental important est fait pour mieux contrôler l'état de la surface du solide (technique d'ultra-vide) et pour étendre le domaine de longueurs d'ondes de la source (utilisation du rayonnement continu d'un synchrotron).

3. Gaston BACHELARD, *L'Activité rationaliste de la physique contemporaine*, P. U. F., 2^e édition, p. 153.

4. On sait maintenant que, pour de très fortes intensités lumineuses, l'absorption à plusieurs photons est possible. Il n'y a donc pas de seuil absolument net.

La chaleur spécifique d'un solide

Dans un solide cristallisé, les atomes sont régulièrement rangés suivant un réseau. Quand on fournit de la chaleur au corps, les atomes vibrent autour de leurs positions d'équilibre et acquièrent énergie cinétique et énergie potentielle. Il en résulte une augmentation de la température du corps. Le mouvement des atomes peut se faire dans les trois directions de l'espace. La statistique classique attribue à chacun de ces mouvements indépendants (ou degrés de liberté) une énergie moyenne proportionnelle à la température, $1/2 kT$ (k est la constante de Boltzmann). En tenant compte des deux types d'énergie, on voit que l'énergie moyenne d'un atome est :

$$6 \times \frac{1}{2} kT = 3 kT.$$

Dans une mole, il y a N atomes (N est le nombre d'Avogadro) ; l'énergie moyenne d'une mole est donc $3 NkT = 3 RT$. La chaleur spécifique, qui mesure la quantité de chaleur qu'il faut fournir à une mole du corps pour augmenter sa température d'un degré, est donc constante et vaut $3 R$, approximativement 6 calories. La mécanique quantique montre que l'attribution d'une énergie moyenne $1/2 kT$ à chaque degré de liberté n'est valable qu'à une température suffisamment haute pour qu'on puisse négliger les écarts entre niveaux d'énergie quantifiée devant kT .

expliqué par Einstein sur la base des idées quantiques développées par Planck. Einstein néglige les interactions entre les atomes et suppose que tous oscillent à la même fréquence. Comme Planck avait fait pour établir la loi de rayonnement du corps noir, il calcule la probabilité de répartir P grains d'énergie ϵ parmi N oscillateurs, en déduit l'énergie moyenne d'un atome et la chaleur spécifique par mole. La formule obtenue montre que la chaleur spécifique décroît avec la température et vaut $3 R$ à suffisamment haute température.

Ce succès annonce une nouvelle étape dans le développement conceptuel de la théorie quantique, son adéquation non seulement à la description de la lumière et de son interaction avec la matière, mais aussi à la description même de la matière. De nos jours, l'étude des chaleurs spécifiques constitue encore un domaine important de la physique de l'état condensé. Dans les corps présentant une transition de phase du deuxième ordre, la chaleur spécifique subit une discontinuité à la température de transition. L'étude de sa loi de variation avec la température permet de tester des théories nouvelles suffisamment générales pour être appliquées à des phénomènes aussi divers que les transitions magnétique, ferro-électrique, de l'ordre au désordre, de l'état supraconducteur à l'état normal...

On sait que le développement ultérieur de la mécanique quantique doit beaucoup aux tentatives d'interprétation de la régularité des raies d'émission des gaz. Sans m'étendre plus sur ce sujet, je remarque que nous avons encore ici l'exemple d'expérimentations fondamentales sur des objets complexes, atomes et molécules.

Un changement de perspective

Les deux exemples que j'ai pris, effet photoélectrique, chaleur spécifique des solides, montrent à l'évidence que des expérimentations sur des objets aussi complexes que les solides ont été d'une importance décisive pour la constitution de la nouvelle théorie (on sait bien d'ailleurs que les accélérateurs et chambres à bulles n'existaient pas au début du siècle ! L'expérimentation ne pouvait concerner que les objets organisés, solide, liquide, gaz, et non les particules elles-mêmes). J'ai souligné, à propos de ces exemples, le caractère toujours actuel des effets étudiés. Par un retournement du phénomène, ce n'est plus la loi générale qui intéresse les physiciens, mais au contraire les caractères spécifiques qu'elle prend suivant le matériau : niveaux électroniques du solide déterminés par effet photoélectrique, transitions de phase étudiées par mesure de la chaleur spé-

cifique. Le champ de la théorie s'est trouvé déplacé. Le formalisme proposé récemment pour relier la forme des spectres de photoémission à la structure électronique du matériau étudié prend maintenant en compte les interactions entre électrons (effets à N corps). De même, la théorie nouvelle des changements de phase s'attache à montrer qu'un petit nombre de paramètres (symétrie de l'interaction, portée des interactions, dimension du système) suffisent à définir les propriétés d'une transition.

Aujourd'hui : la mise en cause de la mécanique quantique et les débuts d'une mécanique quantique relativiste

L'importance décisive qu'a eue dans le passé, l'interprétation d'expérimentations faites sur des objets complexes, ne peut pas suffire pour prouver que ce type d'expérimentations reste essentiel aujourd'hui dans une recherche sur les fondements de la physique. Imagine-t-on Einstein ou Planck développant les idées quantiques à partir de l'étude des plans inclinés qu'utilisait Galilée pour montrer la chute des corps et fonder la mécanique classique ? Par rapport au début du siècle, la situation de la physique présente une différence essentielle puisque la mécanique quantique est constituée et se révèle extraordinairement adaptée à la description de tout un ensemble de phénomènes que la mécanique classique n'aurait pu expliquer. Il n'en demeure pas moins que d'importantes difficultés subsistent : a) le caractère probabiliste de la mesure n'a pas reçu un statut conceptuel suffisant pour être accepté sans problème par tous les physiciens ; b) il n'existe pas encore de théorie quantique relativiste satisfaisante.

Ce deuxième point mérite d'être précisé. On sait qu'en mécanique quantique on définit une fonction d'onde dont le carré du module est la probabilité que la mesure faite à un instant donné donne une valeur de la coordonnée de la particule. Cela sous-entend qu'on peut réaliser une mesure arbitrairement précise et rapide de la coordonnée ; l'existence d'une vitesse limite (la vitesse de la lumière) impose de nouvelles restrictions. En mécanique quantique relativiste, une valeur précise de l'impulsion n'est obtenue qu'à la limite d'une mesure infiniment prolongée. Par ailleurs, la formation inévitable, dans le cas général, de paires électron-positron lors du processus de mesure des coordonnées de l'électron enlève, de façon évidente, son sens à la mesure des coordonnées de la particule. Il apparaît ainsi qu'en mécanique quantique relativiste les coordonnées de particules ne peuvent pas figurer comme variables dynamiques et que

L'interaction faible

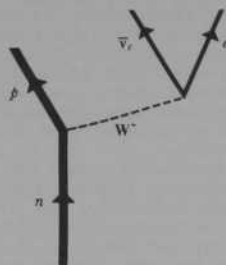


Diagramme 1 : désintégration β .

Un neutron (n) donne un proton (p) en émettant une particule W^- qui se désintègre en un antineutrino ($\bar{\nu}_e$) et un électron (e^-).

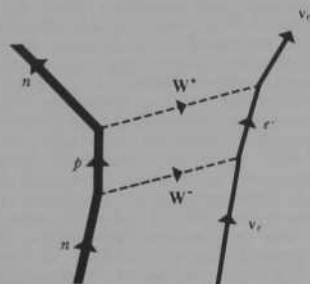


Diagramme 2 : diffusion d'un neutron par un neutrino.

Le neutron et le neutrino donnent d'abord un proton et un neutron. Le proton (p) produit peut redonner un neutron (n) et une particule W^+ qui, en se combinant à l'électron (e^-), recrée un neutrino. Le processus peut se répéter plusieurs fois et conduit à un taux de réaction, infini.

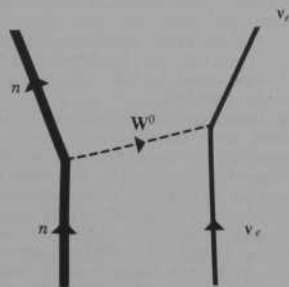


Diagramme 3 : autre canal de diffusion d'un neutron par un neutrino.

En 1967, Weinberg a proposé l'introduction d'une nouvelle particule W^0 qui permet aussi la diffusion du neutron par le neutrino. La prise en compte de ce processus supplémentaire conduit à un taux de diffusion, neutron-neutrino, fini. La mise en évidence de processus mettant en jeu une particule neutre dans l'état intermédiaire a été obtenue au C.E.R.N. et à l'Argonne National Laboratory.

l'impulsion ne peut être définie que pour une particule libre. Seules sont observables les caractéristiques des particules libres initiales qui entrent en interaction et celles des particules libres finales résultant du processus. La mécanique quantique relativiste sait décrire les interactions faibles en termes de particules presque libres ; elle est impuissante à rendre compte des interactions fortes.

De nouveaux moyens d'expérimentation sont apparus depuis le début du siècle. En particulier le développement de la physique corpusculaire et de la physique nucléaire a permis la découverte de nombreuses particules et une première description de leurs interactions. Sans négliger la contribution extrêmement importante de telles expérimentations, je voudrais, par quelques exemples, montrer ici la possibilité d'une expérimentation fondamentale en d'autres domaines de la physique. Je prendrai trois exemples tirés de la physique atomique et de l'astrophysique.

Les « courants neutres faibles » peuvent être étudiés en physique atomique

Le premier exemple concerne les « courants neutres faibles » en physique atomique. L'interaction faible est responsable de la désintégration β dans laquelle un neutron donne un proton, un électron et un antineutrino⁵. La mécanique quantique relativiste conduit à expliquer les interactions par l'échange de particules ; on postula, pour expliquer l'interaction faible, l'existence d'une nouvelle particule chargée positivement W^+ ou négativement W^- (voir diagramme 1). L'introduction de cette nouvelle particule conduisait à considérer aussi la diffusion d'un neutron par un neutrino dans un processus où sont échangées une particule W^+ et une particule W^- (voir diagramme 2). Le calcul du taux de diffusion (effectué en faisant la somme de tous les processus de cette sorte conservant l'énergie et le moment) conduisait à une solution infinie, bien sûr inacceptable. En 1967, Weinberg proposa l'introduction d'une nouvelle particule neutre, W^0 dont l'interaction avec les électrons et les neutrinos permettait les mêmes processus que ceux obtenus par interaction avec une W^+ et une W^- et compensait les quantités infinies qui apparaissaient dans le calcul. L'introduction de cette nouvelle particule avait, de plus, le mérite de jeter un pont entre l'interaction faible et l'électromagnétisme. Elle peut, semble-t-il, expliquer les explosions des supernovae comme la différence de masse entre le proton et le neutron. Une mise en évidence de l'existence de « courants neutres » (c'est-à-dire d'une interaction avec émission et absorption

d'une particule neutre) a été obtenue en 1973 en envoyant un faisceau de neutrinos dans une chambre à bulles remplie d'hydrogène liquide. A l'heure actuelle, il manque beaucoup d'informations sur le détail de l'interaction. On peut, en particulier, hésiter entre deux modèles de symétrie différente. M. Bouchiat et C. Bouchiat⁶ ont proposé en 1974 d'étudier l'effet des courants neutres faibles en physique atomique. Dans un des modèles proposés, l'interaction entre un électron excité sur un atome et les nucléons se traduirait par une polarisation circulaire très faible de la lumière émise par l'atome. On peut donc choisir entre les deux modèles en analysant le taux de polarisation de la lumière émise.

L'analyse du phénomène montre que c'est dans les atomes les plus lourds (grand nombre de protons et de neutrons) que l'effet, s'il existe, serait le plus marqué. Grâce à l'utilisation de lasers pour exciter l'atome, l'expérience, quoique très difficile, semble possible. Contrairement à une vue naïve, ce n'est pas dans l'étude des atomes les plus simples que l'effet peut être décelé !

Une nouvelle particule a-t-elle été découverte en astrophysique ?

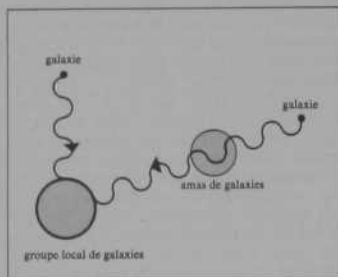
Le deuxième exemple que je prendrai est emprunté à l'astrophysique. Depuis les années vingt, on sait que le spectre d'émission lumineuse des galaxies est décalé vers le rouge. Ce décalage est attribué à la vitesse de la source émettrice par rapport à l'observateur (effet Doppler-Fizeau). Le fait que le décalage soit d'autant plus important que la galaxie est plus lointaine a été interprété, dans le cadre de la relativité générale, comme une preuve de l'expansion de l'univers. Jusqu'à ces dernières années, la plupart des observations avaient confirmé le caractère universel de la constante de proportionnalité de la vitesse de la galaxie à sa distance de la Terre. Cependant, en 1973, V. Rubin, W. Ford et J. Rubin montrèrent que le décalage vers le rouge n'était pas identique pour toutes les directions de l'espace. Il apparut même qu'on pouvait diviser la carte du ciel en deux régions à peu près hémisphériques pour lesquelles les galaxies situées à la même distance de la Terre n'avaient pas le même décalage vers le rouge.

Le modèle d'univers en expansion

5. L'antineutrino a été prévu en 1932 par Fermi pour conserver l'énergie, l'impulsion et le moment angulaire dans le processus. Il n'a été observé pour la première fois qu'en 1957.

6. M. A. BOUCHIAT et C. C. BOUCHIAT, *Weak Neutral Currents in Atomic Physics*, *Physics Letters*, 48 B, 2, p. 111, 1974.

La lumière fatiguée



Suivant la théorie proposée, les photons qui nous parviennent de galaxies lointaines interagiraient avec des particules inconnues. Dans la collision, le photon perd de l'énergie (la lumière subit un décalage vers le rouge) qui est emportée par la particule. L'énergie perdue est plus importante quand le photon a traversé un amas de galaxies et subi de nombreuses collisions.

homogène et isotrope n'est pas compatible avec ces observations. Une possibilité serait d'introduire un univers « boursoufflé » qui se dilate de façon différente suivant les régions considérées. Récemment, de nouveaux résultats ont été obtenus par une équipe de chercheurs de l'institut Henri-Poincaré. Ils ont pu montrer que les sources dont la lumière ne traverse aucun amas important de galaxies avant de nous parvenir subissent un décalage vers le rouge moins important que les autres. Pecker, Roberts et Vigier ont proposé une théorie, actuellement très controversée, pour expliquer ce résultat. Reprenant des idées émises en 1935 par Hubble lui-même, ils proposent d'expliquer le décalage vers le rouge (en tout ou en partie) par la perte d'énergie que subirait la lumière en traversant les amas de galaxies. Ils postulent l'existence d'une nouvelle particule qui peut interagir avec la lumière; la masse de cette particule serait très faible et sa charge électrique nulle. Que cette théorie soit vraie ou fausse, il est important de remarquer que seul le domaine de l'astrophysique pourrait permettre de mettre en évidence une telle particule. C'est en effet grâce aux conditions extraordinaires qu'on y rencontre (énormes distances, très grandes températures, fortes densités de matière) que cette particule peut être détectée. Sa détection directe sur Terre apparaît comme extrêmement difficile à cause de sa très faible interaction avec la matière (charge nulle, masse extrêmement faible).

Les explosions de supernovae viennent à l'aide des physiciens

Je ne développerai pas longuement mon troisième exemple, la gravitation. On sait, en effet, que cette interaction responsable du mouvement des planètes comme du poids des objets massiques sur terre, est indécélable au niveau des expériences sur les particules élémentaires (à l'échelle du proton, l'interaction gravitationnelle vaut 10^{-38} fois l'interaction forte !). Les expériences actuellement tentées pour mettre en évidence des ondes gravitationnelles appartiennent au domaine de l'astrophysique : lors des explosions de la supernova, on espère mettre en évidence les contraintes que peuvent créer ces ondes sur des détecteurs placés sur terre.

Unité, unité...

J'espère avoir, par ces trois exemples, montré la possibilité (et l'intérêt) d'une expérimentation fondamentale sur des objets complexes et dans des domaines où elle n'est pas habituelle : en physique atomique, les expériences proposées permettraient d'étudier l'in-

teraction faible sur des atomes lourds ; en astrophysique, c'est par l'étude d'amas de galaxies, d'étoiles à neutrons ou de « trous noirs » que se préciseraient nos conceptions de particule élémentaire ou d'onde gravitationnelle.

En dernière analyse, c'est l'unité de la physique qui permet que des recherches en un domaine soient fécondes en un autre.

Une appréciation globale sur l'évolution récente de la physique est donnée dans l'introduction du rapport national de conjoncture du C.N.R.S. : « ... alors que durant les dernières décennies les divers domaines qui, traditionnellement, la composent semblaient suivre une évolution propre caractérisée par la grande spécificité des méthodes d'approche suivant le problème considéré, les résultats acquis récemment font apparaître l'unité profonde de la physique, de ses concepts et de ses modèles [...] A cause de la classification adoptée qui repose sur les divers objets étudiés par les physiciens, et qui d'ailleurs correspond toujours à des communautés bien définies, une lecture rapide du rapport de conjoncture peut être insuffisante pour bien mettre en évidence cette unité et cette interdépendance. Cependant, un examen plus détaillé laisse apparaître un tissu de relations, d'analogies et de correspondances qui constitue le véritable substrat sur lequel se développe la physique actuelle. »

Une théorie indépendante des ordres de grandeur

L'unité de la physique n'est pas fournie par un objet unique mais par l'existence d'une théorie couvrant l'ensemble des disciplines, la mécanique quantique (relativiste ?) Par théorie, il faut entendre ici, non pas une description de tous les phénomènes matériels, mais un cadre conceptuel qui permette de penser ces phénomènes quel que soit leur ordre de grandeur.

La mécanique ne définit pas l'objet matériel, mais décrit dans l'espace et le temps l'évolution qu'il subit par interaction des autres objets. Le développement de la théorie tend d'ailleurs à supprimer les distinctions mêmes qu'elle avait introduites entre objets, forces, espace et temps : la relativité spéciale relie l'espace et le temps dans un même concept ; la relativité généralisée intègre la force de gravitation dans une nouvelle géométrie de l'espace ; la mécanique quantique relativiste suggère que « la description temporelle d'un processus s'avérera [dans une théorie conséquente] tout aussi illusoire que les trajectoires classiques en mécanique

7. Rapport national de conjoncture scientifique, physique, centre national de la recherche scientifique, 1974, p. 5.

quantique non relativiste. Seules seront observables les caractéristiques (impulsions, polarisations) des particules libres — des particules initiales qui entrent en interaction et des particules finales résultat du processus⁸ ».

La mécanique décrit les processus et non pas les objets. C'est pourquoi elle s'applique aussi bien à l'astrophysique qu'à la physique des particules élémentaires. La mécanique quantique relativiste (qui reste encore en partie à construire) a pour approximation limite la mécanique relativiste quand l'objet est macroscopique et la mécanique classique quand l'objet macroscopique est animé (par rapport à d'autres objets) d'une vitesse faible devant la vitesse de la lumière. Il peut donc paraître illusoire de tenter de mettre en évidence des traits spécifiques de la mécanique quantique relativiste par une étude d'objets macroscopiques se déplaçant à faible vitesse. Pourtant, toute expérimentation est faite avec des objets macroscopiques : l'image photographique des bulles apparaissant dans le liquide quand la particule traverse la chambre à bulles, le déplacement de la plume de l'enregistreur quand la cellule débite du courant... C'est par le détour de la théorie que l'objet conceptuel est cerné et que l'expérimentation est construite : le mouvement lent d'un objet macroscopique est décrit par la mécanique classique, mais le mouvement des atomes ou des électrons dans l'objet macroscopique est décrit par la mécanique quantique et la relativité. Pour mettre en évidence ce mouvement interne, le physicien construit une expérimentation dans laquelle le mouvement interne se manifeste macroscopiquement. Le lien entre l'effet macroscopique observé et le mouvement interne est fourni par la théorie. Il n'est donc pas question de dire que toute expérience de physique atomique, de physique du solide ou d'astrophysique pourrait aider à une reformulation de la mécanique quantique ou à une compréhension des interactions élémentaires. Il faut d'abord que soit faite la théorie de l'effet de ces interactions dans le corps (par exemple de l'interaction faible sur les niveaux électroniques de l'atome et de sa manifestation macroscopique par la polarisation de la lumière émise) et que l'expérimentation soit construite pour mesurer spécifiquement cet effet.

Des modèles conceptuels

La mécanique quantique fournit le cadre conceptuel pour penser tous les événements physiques. Elle n'est évidemment pas suffisante pour traiter un problème particulier où les objets et leurs interactions doivent être spécifiés.

Pour traiter un problème particulier, le physicien doit se préoccuper de

l'ordre de grandeur des phénomènes. Il construit un modèle qui va à l'essentiel et néglige les événements rares. Considérons par exemple un gaz : les atomes ou les molécules qui sont en interaction assez faible sont décrits comme des objets indépendants et leur interaction par des collisions. Dans un liquide, les atomes qui sont plus proches les uns des autres ne peuvent plus être considérés comme indépendants ; l'interaction entre atomes voisins aboutit à un certain ordre local qui se détruit à longue distance. La construction du modèle adéquat à la description de l'objet aboutit en fait à une conceptualisation qui permet son utilisation dans la description d'autres objets : je peux parler de gaz d'électrons ou de liquide de Fermi parce que l'approximation est de même nature que dans un gaz ou un liquide ordinaire même si l'interaction est différente. Cette tendance à la généralisation des concepts est de plus en plus grande et contribue à l'unité de la physique : « Que les protons et les neutrons, naguère encore "constituants ultimes" de la matière, puissent être à présent décrits dans certains modèles comme des ensembles "liquides" ou "gazeux" de grains durs quasi ponctuels, voilà qui en fournit une illustration particulièrement frappante⁹. »

Un autre exemple peut être fourni par l'étude du système de deux charges électriques de signe opposé. C'est le cas d'un atome d'hydrogène (un électron, un proton), mais aussi celui d'un positronium (un électron, un positron). On a, dans les deux cas, des niveaux électroniques espacés suivant une progression définie. Seule change la masse de la particule positive ; par une simple remise à l'échelle, on aboutit à des résultats identiques. Plus étonnante est l'application du modèle à un semiconducteur. Dans cette catégorie de corps, tous les électrons participent aux liaisons entre les atomes. Pour casser une liaison, il faut fournir une énergie minimum à un électron (par la température, l'absorption de lumière...) qui devient ainsi pendant peu de temps (environ 10^{-8} s) libre de se déplacer dans le cristal. L'électron laisse dans les liaisons une place vide qu'un autre électron de liaison peut combler mais en laissant une place vide ailleurs. La place vide, absence d'électron, peut ainsi se déplacer. C'est quasiment une particule. Sa charge est positive puisqu'elle correspond à une absence de charge négative ; on l'appelle le trou. L'histoire finit tragiquement quand l'électron retombe dans le trou, mais il a pu auparavant se lier à lui pour former ce qu'on appelle un exciton. Comme dans l'atome d'hydrogène ou le positronium, le système d'électron-trou a des niveaux d'énergie espacés suivant une progression définie. Le

spectre de lumière émis quand l'électron reprend sa place dans les liaisons est, aux ordres de grandeur près, tout à fait semblable à la série de raies émises par un gaz d'hydrogène excité.

Des obstacles...

J'ai montré que, dans le développement historique de la mécanique quantique, c'est par l'étude d'objets complexes que se sont forgées les conceptions nouvelles de la physique. J'ai souligné l'intérêt que présentent aujourd'hui de telles expérimentations, pour une recherche réellement fondamentale et expliqué qu'on doit en chercher la raison dans l'unité de la physique, de sa théorie, de ses concepts et de ses modèles. Il faut, à ce point, s'interroger sur ce qui fait réellement obstacle à une recherche fondamentale en physique atomique, ou moléculaire, en physique de la matière condensée, en astrophysique.

... dans l'idéologie

L'idéologie dominante est profondément non dialectique. Elle se propose volontiers de réduire le complexe en éléments simples et, par un mouvement rétrospectif du vrai, attribue à l'histoire des sciences une démarche linéaire. L'idéologie dominante peut prendre plusieurs formes, tels l'empirisme ou le formalisme qui se combattent sans s'atteindre. La forme actuelle de l'idéologie prend appui, au besoin en la travestissant, sur la philosophie d'Auguste Comte. Pour éclairer mon propos, je m'arrêterai un instant à discuter sa classification des sciences. Auguste Comte écrivait dans la *Cours de philosophie positive*¹⁰ : « Nous allons voir qu'il est possible de les classer [les sciences fondamentales] en un petit nombre de catégories naturelles, disposées d'une telle manière, que l'étude rationnelle de chaque catégorie soit fondée sur la connaissance des lois principales de la catégorie précédente, et devienne le fondement de l'étude de la suivante. Cet ordre est déterminé par le degré de simplicité, ou, ce qui revient au même, par le degré de généralité des phénomènes, d'où résulte leur dépendance successive, et, en conséquence, la facilité plus ou moins grande de leur étude. »

Une telle conception qui prétend aller du simple au complexe n'est pas

8. V. BERESTETSKI, E. LIFCHITZ, L. PITAYEVSKI, *Théorie quantique relativiste*, première partie, éd. Mir (Moscou), p. 14.

9. *Rapport national de conjoncture scientifique*, op. cit., p. 5.

10. Auguste COMTE, *Cours de philosophie positive*, tome premier, troisième édition, J.-B. Baillière et fils, Paris, p. 68.

Quelques références

Sur l'histoire de la mécanique quantique :
M. JAMMER, *The Conceptual Development of Quantum Mechanics*, Mc Graw-Hill Book Company, New York, 1966.

Sur l'interaction faible :
Scientific American, vol. 231, n° 1, juillet 1974.

Sur la « lumière fatiguée » :
La Recherche, n° 68, juin 1976.

Sur les ondes gravitationnelles :
La Recherche, n° 61, novembre 1975.

Sur l'état actuel de la physique :
Rapport national de conjoncture scientifique
Centre national de la recherche scientifique, 1974.

entièrement analogue à celle que nous décrivions, qui voudrait alier de l'élémentaire à l'organisé. Auguste Comte prend en effet pour point de départ les phénomènes astronomiques parce que « les lois auxquelles ils sont assujettis influent sur celles de tous les autres phénomènes dont elles-mêmes sont au contraire, essentiellement indépendantes¹¹ », puis place dans « la physique terrestre » la physique proprement dite avant la chimie car « toute action chimique est soumise d'abord à l'influence de la pesanteur, de la chaleur, de l'électricité¹² ». Plutôt que de classer les sciences (ou les disciplines à l'intérieur des sciences) suivant la nature de leur objet, du plus élémentaire au plus organisé, Auguste Comte les classe suivant leur degré décroissant de généralité. La systématisation qu'il met en œuvre « est exagérée mathématiquement jusqu'à l'absurde¹³ » ; il n'est pas vrai que « le simple mouvement d'un corps pesant [soit] un sujet de recherches plus compliqué que la question astronomique la plus difficile¹² ». C'est seulement parce qu'Auguste Comte réduit l'astronomie à l'étude de la gravitation en négligeant tous les autres phénomènes qu'il peut la déclarer plus simple et y voir le moyen d'étudier à l'état pur l'un des phénomènes élémentaires à l'œuvre sur terre. On peut, de plus, douter que « dans tous les phénomènes de la physique terrestre, on observe d'abord les effets généraux de la gravitation universelle, plus quelques autres effets qui leur sont propres, et qui modifient les premiers¹⁴ ». Ainsi, bien qu'Auguste Comte ne confonde pas objet simple et objet élémentaire, on voit pourtant que sa conception n'est pas éloignée d'une conception de la connaissance qui serait fondée sur l'élémentaire, car simple et élémentaire renvoient tous deux à des objets qui montreraient à l'évidence les lois physiques dans toute leur généralité. L'astre ou la particule, peu importe ! En définitive ces conceptions de la connaissance (et de la nature) supposent qu'il existe des phénomènes généraux qu'altéreraient des dispositions particulières des corps. Comme dit Engels (à propos de la conception de Dühring) : « Elle met la chose entièrement sur la tête et construit le monde réel en partant de l'idée, de schèmes, de plans ou de catégories existant ou ne sait où avant le monde, de toute éternité, tout à fait à la manière d'... un Hegel¹⁵ ».

Auguste Comte ne néglige pas d'indiquer comme une propriété essentielle de l'échelle encyclopédique qu'il propose « sa conformité générale avec l'ensemble de l'histoire scientifique¹⁶ ». En fait il substitue une chronologie à une histoire. S'il est vrai que l'étude des sciences est apparue dans le même ordre que celui de la classification pro-

posée, il n'en demeure pas moins faux de dire que la connaissance des lois principales d'une science aurait précédé l'étude rationnelle de la suivante. Une telle conception ne considère pas dans l'histoire des sciences les aller-retour, reformulations, refontes que subissent les sciences dans leur développement.

... dans les sciences

Un autre obstacle à une recherche fondamentale en physique me semble venir du succès même des recherches entreprises. Une des caractéristiques actuelles de la physique est en effet la grande diversification des systèmes qu'elle est en mesure d'analyser et d'étudier. « Cette extension de la base expérimentale et le souci d'étudier des objets et des comportements que l'on aurait encore récemment pu qualifier d'"exotiques" ou même de "pathologiques" dépasse largement le cadre d'une simple homothétie des données dont pouvait disposer jusqu'alors le physicien¹⁷ ».

La demande interne à chaque discipline est redoublée par une demande extérieure suscitée par la place croissante que prennent les sciences dans le développement économique. Ici la demande devient souvent commande. Faut-il mettre beaucoup de nos forces pour réaliser la séparation isotopique par laser, pour développer les télécommunications à grande capacité, rechercher des supraconducteurs à haute température critique, réaliser de nouveaux composants ? Chaque discipline de la physique, même si son développement est déterminé en dernière analyse par l'état de la théorie générale, dispose d'une relative autonomie. Les possibilités nouvelles qu'apporte la grande variété des systèmes qu'il est en mesure d'étudier devraient pouvoir être utilisées par le physicien pour développer de pair les connaissances au niveau des modèles adéquats à la description de matériaux donnés et au niveau de la théorie générale des phénomènes en physique.

Une telle démarche apparaît malheureusement difficile à l'heure actuelle parce qu'aux divisions traditionnelles de la physique correspondent des communautés scientifiques bien définies et que la formation des chercheurs reste elle aussi étroitement limitée à une discipline.

Editions sociales

Pierre Jaeglé
Essai sur l'espace et le temps
Coll. « Problèmes », 1 vol., 128 p., 16 F

Eftichios Bitsakis
Physique contemporaine et matérialisme dialectique
1 volume, 288 pages, 35 F.

11. *Ibid.*, p. 71.

12. *Ibid.*, p. 72.

13. Friedrich ENGELS, *Dialectique de la nature*, Editions sociales, Paris, p. 255.

14. Cela est particulièrement net dans son analyse de la biologie : « l'étude de l'homme, dit Auguste Comte dans le *Cours*, doit toujours hautement dominer le système complet de la science biologique soit comme point de départ, soit comme but. » Car la notion générale de l'homme est « la seule immédiate ». Cité dans Georges CANGUILHEM, *Etudes d'histoire et de philosophie des sciences*, Paris, Vrin, 1968, p. 70.

15. Friedrich ENGELS, *Anti-Dühring*, Editions sociales, Paris, p. 68. Voir aussi p. 129.

16. Auguste COMTE, *op. cit.*, p. 66.

17. *Rapport national de conjoncture scientifique, op. cit.*, p. 6.

Un catholique et la classe ouvrière

Michel Dion

A propos de et sur trois ouvrages du père Serge Bonnet, dominicain, sociologue, maître de recherche au C. N. R. S. : *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine* (Paris, Armand Colin, 1972, 506 p.), *A hue et à dia, les avatars du cléricisme sous la V^e République* (Paris, Éditions du Cerf, 1973, 277 p.) et *L'Homme du fer* (Metz, S. M. E. I., 1975, en vente chez l'auteur) écrit avec la collaboration de E. Kagan et M. Maigret.

Il peut y avoir quelque paradoxe à réunir ici, sous une même rubrique, un ouvrage de sociologie « savante » consacré à la Lorraine, un pamphlet dirigé contre ce que l'auteur appelle le clergé « socio-culturel » (entendez le clergé « de gauche », pour dire vite, mais c'est plus complexe), et une sorte de mémorial consacré à l'ouvrier mineur et sidérurgiste de Lorraine, « l'homme du fer ». Mais qu'il soit sociologue « savant » ou catholique « engagé », le père Bonnet cherche, avant tout, ce qu'il appelle « le peuple » et cela nous autorise à questionner, simultanément, certains ouvrages.

« Sociologie politique et religieuse de la Lorraine »

Saisir la réalité sociale et politique d'une région n'est pas chose aisée : l'auteur « attaque » la Lorraine par une observation relative à la surreprésentation politique des agriculteurs par rapport à leur place dans la vie active : « L'arrondissement de Meurthe-et-Moselle le plus industrialisé, celui de Briey [...], comprend, en 1965, 3,2 % d'électeurs cultivateurs, mais compte 20 % de conseillers municipaux agriculteurs » (p. 25). Pourquoi cette surreprésentation, « qui a dû atteindre son ampleur maximum à la fin du XIX^e siècle », subsiste-t-elle aujourd'hui, même là où l'industrie est le plus dense ? La réponse à cette question est multiple, mais il existe, dit l'auteur, « un comportement électoral de type rural qui contraste, d'une part avec celui des cités (ouvrières, M.D.), et d'autre part avec celui des villes. Dans le comportement rural, l'orientation est d'autant plus modérée sous la III^e République, d'autant plus gaulliste sous la IV^e et la V^e que l'électorat agricole est important » (p. 56).

Nous aurions donc affaire, en Lorraine, à trois « modèles », trois types de comportement électoral : un comportement rural sur lequel l'Eglise aurait une certaine influence, car elle est liée depuis des siècles à la paysannerie (p. 44) ; un comportement ouvrier sur lequel le P. C. F. aurait la même influence que l'Eglise sur le comportement rural (l'auteur parle des deux « réussites », à bien des égards « remarquables », de l'Eglise et du parti, chacun dans leur « domaine » respectif, p. 44) ; un comportement urbain, non uniforme, car l'auteur distingue quatre catégories de villes (p. 47 et 48) : les grandes (Nancy et Metz), les moyennes telles que Thionville, Bar-le-Duc ou Verdun, les petites, telles que Neufchâteau ou Sarrebourg, et enfin, les cités industrielles du textile, du charbon, du fer et du sel (au sein desquelles on observe un comportement électoral à dominante ouvrière).

Nous regretterons que l'auteur n'ait pas poussé plus avant son investigation sur le vote de type urbain : nous saurons, seulement, p. 473, que la droite, dans l'est de la France, gère la plupart des villes, qu'elles soient grandes, moyennes

ou petites, reproduisant en Lorraine, dit l'auteur, le modèle parisien et national.

Après avoir analysé ce qu'il appelle les « rémanences agraires », qui sont aux sources du comportement électoral de type rural, et présenté les « notables » de et dans la politique lorraine (chap. I et II), l'auteur s'attache à cerner les rapports entre le clergé catholique et la politique, le gaullisme et, enfin, « cinquante ans de communisme », qui occupent près d'un tiers de l'ouvrage.

Un chapitre est consacré à l'étude de la « jachère sociale », où l'auteur examine la participation électorale irrégulière et l'intégration sociale ; l'ouvrage se termine par « Sociologie d'une frontière », où l'auteur resitue la Lorraine dans les pays de langue allemande environnants et dans la France.

Ce simple énoncé laisse entrevoir la portée et la richesse de l'ouvrage. Nous choisirons, ici, de dire comment l'auteur analyse le phénomène social « communisme », non par « esprit de boutique », mais parce que ce phénomène, qu'il étudie avec « compréhension », l'intrigue manifestement. Ce qu'il en dit rejailit plus ou moins, en outre, sur ce qu'il dit de la politique et du « peuple ».

Il décompose ce phénomène en « communisme populaire et marxisme savant », mais « sans vouloir pour autant les désunir » (p. 395). A propos de cette distinction, il refuse, dans *A hue et à dia* (p. 59) une « opposition éculée et trop facile ». Ces prises de position doivent nous faire poser la question : pourquoi l'auteur retient-il une distinction entre un communisme qui serait « populaire » et un marxisme qui serait « savant », distinction dont il reconnaît, dans le même temps où il l'utilise, tous les pièges et toutes les ambiguïtés ? A titre de réponse, je formulerais les hypothèses suivantes : l'auteur essaie de rendre compte d'un phénomène complexe, encore peu étudié, y compris par les marxistes, et que l'on pourrait définir comme la prise de conscience de classe à partir d'une situation « objective » de classe, de la révolte et de ce que l'on a appelé l'« instinct de classe ». Mais, en introduisant le mot « populaire » dans sa réflexion, l'auteur « brise, ainsi que le dit très bien F. Isambert¹, l'apport théorique et pratique de la notion de classe chez Marx ». N'ayant pas, de ce fait même, les instruments conceptuels pour analyser un phénomène très important qu'il a observé en Lorraine, l'auteur va « réduire » le P. C. F. à une église et écrire, par exemple p. 395 : « De même que le catholicisme cléricalisé plus aisément la société qu'il ne christianise les individus, le parti met plus facilement en place des organisations qu'il ne marxise les intelligences. » Le parallèle entre Eglise et parti communiste, fort répandu dans le « bon sens » commun, catholique ou non, est fallacieux car il permet d'éviter une analyse des rapports de classes au sein de la société : si le catholicisme a cléricalisé la société plus aisément qu'il n'a christianisé les individus, il serait intéressant de savoir quelle fonction cette « cléricalisation » a eue dans la société, à quelles nécessités elle répondait et quelles formes elle a prises. Quant à l'histoire du mouvement

1. F. ISAMBERT, « Autour du catholicisme populaire. Réflexions sociologiques sur un débat », *Social Compass*, XXII, 1975/2, pp. 183-210.



ouvrier français, elle montre avec suffisamment d'évidence qu'il ne s'est pas seulement agi de mettre en place des « organisations », mais que ce mouvement va de pair, au contraire, avec l'enracinement, l'extension, l'élévation du « niveau de conscience » de la classe ouvrière qui s'est dotée de syndicats de classe puissants, a forgé un parti communiste qui compte dans la vie politique : c'est ce que reconnaît l'auteur, d'une certaine façon, quand, p. 423, il célèbre le P. C. F. comme « la seule université populaire qui a réussi et qui dure ». Mais s'il faut savoir gré à l'auteur de dire ce fait, occulté quand il n'est pas nié par maints bons esprits, il faut en discuter les termes : « Apprendre à apprendre », puis « savoir pour éduquer » est un idéal réalisable, car ceux qui enseignent sont surtout d'anciens ouvriers, qui constituent un clergé autochtone influent. »

Est en question, ici, non seulement la classe ouvrière en tant que classe, mais la pratique politique de cette classe. Par sa place dans la production, la classe ouvrière agit, directement, sur la nature, la transforme, mais ce n'est pas elle qui conceptualise, dirige, organise ce travail. Ce n'est pas elle, non plus, qui en bénéficie. La conscience de classe passe, nécessairement, par la lutte économique (l'auteur note, à ce propos, le poids de ce qu'il appelle le « communisme syndical » en Lorraine) ; elle doit accéder aussi à la conscience politique et, par là même, déboucher sur la lutte politique. Si les choses ne sont pas si simples dans la vie de tous les jours, nul, je crois, n'est mieux placé que les communistes pour le savoir et personne ne songerait à critiquer l'auteur pour sa mise à nu, souvent fine, de ce que nous appelons, dans le jargon militant, les « insuffisances » du travail politique. Cela dit, quelle est la fonction d'un parti communiste ?

« A mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, pouvons-nous lire dans le *Manifeste du parti communiste* écrit il y a plus d'un siècle, se développe aussi le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. » La bourgeoisie a « organisé » la production du capital, il n'y a donc pas lieu de s'étonner que la classe ouvrière se soit, elle aussi, organisée, ait choisi des dirigeants, pour, je cite toujours le *Manifeste*, « la constitution des prolétaires en classe, le renversement de la domination bourgeoise, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ». Telle est, je crois, la fonction essentielle de tous les partis communistes, étant bien entendu, comme le disait toujours ce même *Manifeste*, que « les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique, qui s'opère sous nos

yeux ». Comme on sait, la mise en application de ce dernier principe, pour la France de 1976, a conduit le XXII^e congrès du P. C. F. à abandonner la notion de dictature du prolétariat qui ne correspondait plus à « l'expression générale des conditions réelles de la lutte des classes » en France. Que la ou les fonctions de l'Eglise catholique aient été et soient autres, Serge Bonnet en donne lui-même la démonstration dans son étude sur la Lorraine. Examinant les trois thèses avancées pour expliquer les rapports du catholicisme et de la politique — force conservatrice et soutien des possédants, « déconnexion » entre le catholicisme et la politique, c'est-à-dire désengagement politique de l'Eglise, connexion à gauche —, l'auteur conclut à « l'impossible déconnexion » de l'Eglise avec la politique (de droite) et justifie sa réponse comme suit (p. 183) : « La religion catholique, vingt siècles après Jésus-Christ, du moins en France, n'a-elle pas deux fonctions sociales essentielles : une fonction primaire d'intégration (qui assure la stabilité nécessaire au corps social) et une fonction secondaire de contestation (en vertu de laquelle la religion, au nom de la cité de Dieu, se doit de nier une partie des apparences, de la réalité, de remettre perpétuellement en cause une partie des formes de l'ordre établi) ? »

Je serais assez tenté, ici, de dire mon accord, à ceci près, qui est important, que les deux fonctions ainsi définies par l'auteur ne sont pas, tant s'en faut, indépendantes du niveau de la lutte des classes : ne pourrait-on pas dire que, plus la lutte s'aiguise et plus la fonction secondaire de contestation tend à croître au détriment de la fonction primaire d'intégration, encore fortement ancrée, par « tradition historique », d'une Eglise « au service des possédants », dans la pratique politique des catholiques ?

Quoi qu'il en soit, les ambiguïtés théoriques relevées ici, qui ont, à mon avis, empêché l'auteur d'aller « jusqu'au bout » de l'analyse des phénomènes sociaux signalés, sont aussi responsables de la tempête qu'a soulevé *A hue et à dia* dans ce que l'on pourrait appeler l'intelligentsia catholique française².

« A hue et à dia »

Pour situer grossièrement cet ouvrage, on pourrait dire que, dans l'ensemble, la « droite » catholique l'a relativement bien accepté, alors que la « gauche » catholique l'a, par contre, rejeté, quelquefois violemment. Dans ce livre, l'auteur milite pour un catholicisme populaire, « festif³ », et part en guerre contre ce qu'il appelle le « clergé socio-culturel », défini comme suit : « Par clergé socio-culturel, je désigne quelques centaines de clercs qui, à travers des Instituts, entreprises de recyclage, sessions ambulantes, revues plus ou moins confidentielles, littératures polycopiées surtout parisiennes, commissions et bureaux, déversent sur l'en-

semble des prêtres et des fidèles diverses idéologies. Dans ces idéologies, les prétentions à la modernité sociale et à l'efficacité temporelle véhiculent une nébuleuse culturelle des plus bourgeoises. Nébuleuse à mon sens singulièrement nocive pour l'ensemble du catholicisme » (p. 14).

Ce livre, ainsi que celui de R. Panet, paru quelques mois plus tard⁴, a suscité, nous l'avons dit, de violentes oppositions. C'est ainsi qu'on a pu lire dans *Témoignage chrétien*, par exemple : « Vous voulez laisser au peuple ses fêtes. Mais de quelles fêtes et de quel peuple s'agit-il ? Ce langage vous met en curieuse compagnie : avant Hitler et Pinochet, déjà nommés, Voltaire, Napoléon et les grands carnassiers du XIX^e siècle l'ont déjà prétendu » (cité par F. Isambert, art. cité, p. 208).

Il n'appartient pas à un marxiste athée de trancher le débat sur le devenir de l'Eglise catholique aux lieux et places des catholiques eux-mêmes, étant bien entendu que l'issue du débat nous concerne aussi (nous ne nous réjouissons pas, par exemple, des prises de position anticommunistes de l'épiscopat dans la vie politique italienne). Ce refus de participer au débat entre catholiques limite mon intervention sur ce livre dont je retiens, pourtant, une chose essentielle, un cri, poussé par le père Bonnet, et qui, je dois le dire, m'a touché : « J'aurai vu, à un quart de siècle de distance, un double écroulement : celui de la patrie et celui de la religion catholique. Je n'exclus pas la naissance d'un monde nouveau plus beau que l'ancien sur ces décombres. Je demande le droit de poser des questions et de prendre quelques croquis des protagonistes de ce double drame » (p. 84).

Je me permettrai, ici, de poser une question à l'auteur : qui est responsable de « ce double drame » ? Le clergé socio-culturel ? Je ne le pense pas. Dans la section du parti communiste français où je milite, à Paris, il y a des catholiques membres du parti et nous avons eu à propos de « ce double drame » des discussions politiques qui, avec celles de tout le parti, ont abouti à ce passage de la résolution du XXII^e congrès du P.C.F. qu'il faut citer, une fois encore : « De plus en plus nombreux sont les chrétiens qui jugent qu'une société fondée sur l'exploitation de l'homme et soumise à la loi du profit est incompatible avec les exigences de leur foi : ils s'engagent dans le combat pour une France socialiste et s'y retrouvent aux côtés des communistes » (*Le Socialisme pour la France*, p. 207).

Sans pour autant adhérer à toutes les thèses du clergé socio-culturel, que je connais mal, et si tant est que ce clergé existe réellement, je me sens fondé à demander à l'auteur de *A hue et à dia* s'il ne se trompe pas de cible. Nous retrouvons ici, par un autre biais, les questions posées à propos de l'étude sur la Lorraine qui, tout en magnifiant, « au-delà des marxismes intellectualisés, un impressionnant communisme populaire⁵ », vident de tout contenu scientifique la notion de classe et, par là même, toute la pratique politique des classes antagonistes dans la société française contemporaine⁶.

« L'Homme du fer »

C'est une vision pourtant plus réaliste de ces rapports de classes que nous présente Serge Bonnet dans son dernier ouvrage, dont je n'hésite pas à dire qu'il est remarquable. Ce mémorial consacré à l'ouvrier mineur et sidérurgiste de Lorraine est fait d'archives syndicales, patronales, de la police et de l'Eglise. Ces archives, qui couvrent la période 1899-1930, par ce qu'elles disent, toutes, de la classe ouvrière lorraine (c'est le critère retenu pour le choix des documents publiés) permettent de montrer des rapports de classes saisissants. Cette anthologie de la classe ouvrière vue par elle-même, les patrons, la police et l'Eglise est « en soi » un acte d'accusation contre le système capitaliste, même si les auteurs ne le pensent pas ou n'ont pas voulu, à travers leur choix des documents publiés, qu'il en soit ainsi. Résumer un tel livre est impossible. Mon fil conducteur pour la lecture



Patronage à la campagne, grévistes au Tivoli

2. Outre l'article cité de F. Isambert, on peut consulter F. BOULARD, « Les Avatars de la critique, ou des recensions A hue et à dia », in *La Vie spirituelle*, juillet-août 1974.

3. Il est intéressant de noter, ici, le besoin de « fêtes populaires » qui sourd dans la recherche du père Bonnet pour un nouveau catholicisme, « populaire ». Cette quête, qui associe « fêtes » à « peuple », rejoint les préoccupations des communistes qui, avec la fête de *L'Humanité*, la fête de Paris, les fêtes des fédérations, créent une occasion politique pour le peuple de faire, et d'être, la fête.

4. R. PANET, *Le Catholicisme populaire*, Paris, Le Centurion, 1974. Dans cet ouvrage, R. Panet va encore plus loin que Serge Bonnet et exalte, sans mesure, le « milieu populaire », la « condition socio-économique modeste » pour en faire le « vrai » témoin du catholicisme. F. Isambert remarque, à propos de cet ouvrage (art. cité, p. 209) : « R. Panet utilise même la notion de populaire pour sauter allègrement par-dessus les classes sociales, comme l'avaient fait, du reste, avant lui, bien des folkloristes. »

5. *A hue et à dia*, p. 16.

6. Autre symptôme de ce que je considère comme des ambiguïtés théoriques : la crise économique de la Lorraine, qui ne date pourtant pas d'aujourd'hui, est ignorée dans *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine*. Je rappellerai, à ce propos, que la construction d'une usine de poids lourds Saviem, en Lorraine, récemment décidée par le gouvernement, était prévue dans le plan d'urgence pour la Lorraine présenté à Villerupt le 18 novembre 1971 par Georges Marchais, lequel plan était lui-même précédé de multiples actions et propositions de développement de la Lorraine.

a été de voir, et de comprendre, comment la classe ouvrière, au travers des tracts syndicaux et politiques publiés, analysait sa situation de classe, son combat. J'ai été frappé par l'évolution, sensible, qui fait passer progressivement, entre 1899 et 1930, les tracts syndicaux et politiques d'une vision catastrophique, apocalyptique et pour tout dire anarcho-syndicaliste de la lutte des classes à une vision plus concrète, toujours mieux adaptée aux « conditions réelles » de la lutte des classes. (Il en va de même, bien évidemment, dans la classe antagoniste, la bourgeoisie, qui peut de moins en moins se contenter de l'à-peu-près pour imposer sa politique.) Dans la Lorraine ouvrière et paysanne de 1929, par exemple, un militant communiste décrit par le menu les méthodes de dictature à résonance fasciste employées par un maître de forges pour embrigader « son » personnel, Français et travailleurs immigrés. Cette dénonciation, politique, intègre un « regard » sur le cadre social créé par le maître de forges : « La mairie lui appartient, l'église est ornée des photographies de toute sa famille », et intègre également les revendications ouvrières du moment : « l'application des huit heures », des salaires décentes et... la liberté de « lire leurs journaux de classe » ; « en un mot, lorsqu'ils veulent se servir de la démocratie bourgeoise pour améliorer leur situation, M. Raty (le maître de forges) fait marcher ses chefs de file des différentes organisations françaises, polonaises, italiennes pour assurer l'ordre » (p. 271).

Par ce texte, la classe ouvrière prouve sa maturité ; il faut dire, aussi, qu'elle était à rude école avec la citadelle formidable du Comité des forges qui, dans les circonstances difficiles pour lui (entendez les grèves), intervenait auprès des autorités publiques pour accélérer les expulsions des travailleurs immigrés considérés comme les « meneurs » de la C. G. T. U. (p. 275).

Des quelques textes émanant du clergé, il ressort qu'il est, fondamentalement, du côté des maîtres de forges : nous lisons par exemple dans *L'Echo de la mission de la vallée de l'Orne* : « Le dimanche 25 mars, la fête du travail avait mis une ornementation inattendue dans l'église. Au chœur, une mine avec ses galeries et accessoires, surmontée d'une forge avec son brasero et ses instruments attirait l'attention. Les autels collatéraux étaient ornés d'instruments de bureau et des outils de l'ouvrier ; la chaire était garnie d'instruments de ravitaillement ; au-dessus de saint Joseph, un établi de menuisier avec tous les instruments du métier ; au-dessous du Sacré-Cœur, un atelier d'électricité. Les colonnes portaient les écussons de gaz, de la peinture, de la couture et du jardinage. Le tout avait été ingénieusement disposé. Aussi, à 2 h 30, l'église était pleine. Le sermon sur le travail fut parfait. »

Faut-il s'étonner qu'après de telles cérémonies, où assistaient « M. le Maire, MM. les adjoints, M. le directeur de l'usine », la classe ouvrière tombe dans l'« irreligion », l'« immoralité », l'« anarchisme », que vitupèrent d'autres textes émanant du clergé ? Un article du curé d'Auboué, pourtant, publié par *La Croix* de Paris, en 1913, décrit objectivement les conditions de vie d'un foyer ouvrier italien. Mais il critique les bals du dimanche organisés « avec une habileté infernale », condamne les concerts de « chanteuses réalistes » et conclut : « Ne nous étonnons plus alors de l'irreligion et de l'impiété farouche de ces Italiens qui, cependant, étaient chez eux des chrétiens pratiquants. » Il impute cette évolution à une « bande noire » qui, selon lui, « terrorise les familles italiennes, empêche la fréquentation de l'église, organise les mariages et les enterrements civils » (pp. 157-158).

Cette « bande noire » existait bel et bien ; elle existe d'ailleurs toujours : c'est le capital, qui oblige les ouvriers à ne vivre « qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital ». Mais cela, le curé d'Auboué de 1913 ne le savait pas, ou ne voulait pas le savoir...

Si l'on examine maintenant les textes d'origine patronale,

on voit comment le patronat recherche un consensus entre lui et « ses » ouvriers, non seulement par la propagande sur le thème « tous ensemble », mais par les « œuvres sociales », appelées « philanthropiques », réalisées « pour les ouvriers » : constructions de cités, créations de sociétés d'habitations, prêts consentis aux ouvriers, etc. Un texte du Comité des forges de 1905, consacré aux économats, montre bien, par exemple, comment certaines fonctions sociales nées du développement industriel sont assumées par le Comité qui se substitue soit à l'Etat, soit à l'initiative privée ; à la fonction de domination du patronat qui s'exerce sur les ouvriers à l'intérieur même de l'entreprise s'ajoutent ainsi des fonctions sociales extérieures à l'entreprise, qui achèvent d'embrigader, d'enrégimenter les ouvriers et leurs familles : « Les économats sont créés par les patrons ; lorsqu'un centre industriel se développe très rapidement et que le commerce local est insuffisant ou pourrait être tenté d'exploiter la situation : ce fut le cas dans le bassin de Longwy qui, très boisé et peu habité, n'aurait assuré que des ressources par trop médiocres à la nombreuse population ouvrière qui travaillait du travail dans le pays. Il convient de remarquer, d'ailleurs, que l'économat n'est pas une institution spéciale à l'industrie et que l'Etat lui-même y a recours dans des circonstances analogues. Ainsi à Toul et à Verdun, il a été fondé, dans l'intérêt des corps de troupes et des familles d'officiers, des boucheries militaires. Il faut ajouter que les économats ne sont appelés à jouer qu'un rôle temporaire et qu'ils disparaissent lorsque le commerce local a eu le temps de s'organiser, ou que les circonstances permettent de les transformer en coopératives ouvrières » (p. 71).

Ces institutions patronales, en partie financées par les ouvriers, violemment critiquées et dénoncées par les syndicats (texte p. 58) furent supprimées en 1909, nous apprennent les auteurs, sur intervention du Parlement. « Ils furent remplacés, ajoutent-ils, par des coopératives dont la direction, souvent comme celle des économats, fut confiée à un comptable ou à un autre employé de l'usine ou de la mine. » Ce dernier fait — la coopérative plus ou moins « contrôlée » par la direction — donne à voir, aussi, sur le réformisme qui apparaît ici comme un autre moyen d'atteindre un certain consensus entre ouvriers et patronat : concession aux revendications d'autonomie de la classe ouvrière, la coopérative devient l'un des éléments de la stratégie patronale qui réussit à « faire passer », là encore, sa domination sur la classe ouvrière.

Par ces quelques extraits, il apparaît que *L'Homme du fer* apporte beaucoup à l'histoire ouvrière, pas seulement pour la Lorraine. D'autres ouvrages sont en préparation pour la période postérieure à 1930, et il faut souhaiter qu'ils soient imités dans d'autres régions de France : les archives existent pour que soit enfin écrite l'histoire de l'industrialisation française *vue du côté de la classe ouvrière*.

Par cet ensemble de travaux, le père Serge Bonnet s'affirme comme l'un des sociologues français qui vont hors des chemins battus, des modes intellectuelles du moment. Ses recherches ne sont pas « neutres » mais suscitent la réflexion, la discussion ; elles témoignent, en tous les cas, d'un engagement religieux profond, « en mouvement », qui va de pair avec une recherche de la classe ouvrière. J'espère ne pas avoir trahi, dans mon compte rendu quelquefois critique, cette orientation « double » de l'auteur.



L'horloge parlante Sony.

Radio réveil Sony ICF 570 L.

7h26 - 7h27 - 7h28, cet homme dort.
7h29, il fait encore nuit et cet homme dort toujours.
Pourtant dans 60 secondes exactement, il va se réveiller; sans sonnerie stridente. Tout en douceur; au son d'une petite musique de nuit, avec les informations ou un air à la mode.

Peut-être se rendormira-t-il. Il est toujours trop tôt pour se réveiller. Peu importe, son Radio Réveil Sony se remettra en marche automatiquement dans 5 minutes, et toutes les cinq minutes.

En réglant votre Radio Réveil Sony sur une heure fixe, il en sera ainsi tous les jours de la semaine.

Le soir aussi les rites ont du charme.

Avec le Radio Réveil Sony, vous vous endormirez comme vous vous réveillez, en écoutant de la musique de chambre ou une émission captée sur une des 3 gammes d'ondes.

Le Radio Réveil Sony s'arrêtera un peu plus tard tout seul, pour se remettre en marche le lendemain tout seul. En douceur et en musique.

Tous renseignements et démonstration permanente au Salon Sony, 66 Champs-Élysées. Tél. 359.06.64 et 06.58.

SONY

Psychothérapie et psychanalyse

Pour une approche concrète des problèmes de l'inconscient

Bernard Muldworf

Ce texte est celui de ma communication pour l'éventuel symposium de Tbilissi sur l'inconscient. (N. D. L. R. : on lira, dans le numéro d'octobre de « La Nouvelle Critique », les communications de Pierre Bruno et Catherine B. Clément à ce symposium et un texte de Claude Le Guen réunis sous le titre « Disparates sur l'inconscient ».)

Paradoxalement, il n'a aucune ambition théorique ou scientifique. Sa visée est plutôt « diplomatique » : montrer aux chercheurs soviétiques comment un psychiatre marxiste français rencontre la psychanalyse sur le chemin de sa pratique, et comment il en vient à poser la nécessité de la notion d'inconscient. J'y reprends, sous une forme résumée, schématisée, et volontairement didactique, quelques-unes des idées que j'avais développées dans l'analyse critique que j'ai faite, pour la « Revue de médecine psycho-somatique » du livre « Les Problèmes de l'inconscient » du psychiatre soviétique Philippe Bassine (l'un des promoteurs et organisateurs du colloque). D'où le caractère « pédagogique » de ce qu'on va lire.

Reste à savoir si un texte « pédagogique », malgré sa naïveté, n'emporte pas, lui aussi, quelque intention théorique.

Partir de la pratique thérapeutique, pour examiner les problèmes de l'inconscient, c'est procéder d'une double démarche historique : d'une part, c'est celle-là même de Freud, quand il a mis au point la psychanalyse, d'autre part, c'est l'itinéraire d'un certain nombre de psychiatres marxistes français qui, portés par leur pratique psychothérapique, ont rencontré la psychanalyse sur leur chemin et, de ce fait, ont été amenés à reconsidérer leur point de vue.

L'utilisation idéologique réactionnaire de la psychanalyse, son ambiguïté au niveau de l'anthropologie, les résonances « idéalistes » de son armature théorique ont, un temps, rebuté les chercheurs marxistes. Les psychiatres, tout en restant sensibles à certains aspects de sa pratique thérapeutique, se sont tournés vers d'autres formes d'activités psychothérapiques qui, paradoxalement, ont réintroduit la prise en compte de la psychanalyse.

En effet, sous la rubrique de « psychiatrie sociale », il s'est agi de prendre en charge l'ensemble des conditions sociales, économiques, culturelles, familiales responsables de l'apparition des troubles psycho-pathologiques ; la biographie individuelle étant apparue comme le matériau privilégié de cette compréhension. Corollairement, la dimension relationnelle de toute pratique thérapeutique est apparue comme l'élément dynamique, porteur de l'« effet psychothérapique ». C'est l'étude des conditions et des mécanismes du processus psychothérapique qui a réintroduit la psychanalyse dans le champ d'étude des praticiens marxistes : ce que la théorie psychanalytique désigne dans le concept de « transfert », les praticiens de la psychothérapie l'observent quotidiennement, parfois à leurs dépens, sinon au détriment du patient.

La pratique psychothérapique met à jour cette évidence, selon laquelle il ne peut y avoir d'« effet thérapeutique », c'est-à-dire de transformations au niveau de la personnalité du patient, sans mobilisation affective et émotionnelle. Toutes les « techniques » psychothérapiques visent à cette mobilisation ; toute la procédure thérapeutique vise à la maîtriser, au service des intérêts psychologiques du patient.

La psychothérapie se différencie de la pédagogie en ceci qu'elle ne consiste pas en l'acquisition d'un savoir, appliqué de l'extérieur ; elle est un « savoir », sur lui-même, du patient, acquis dans le courant d'une expérience affective singulière. La psychothérapie met en avant le primat de l'affectivité sur le rationnel : le rationnel, il est dans la tête du thérapeute, comme modèle opératoire qui guide sa pratique. Dans la tête du patient, il est reprise, après coup, des expériences affectives qui l'ont précédé et qui permettent sa mise en place.

C'est ce primat de l'affectivité dans la pratique psychothérapique (comme corollaire, d'ailleurs, de sa place prépondérante dans les désorganisations psychopathologiques) qui a conduit les praticiens marxistes à une nouvelle évaluation de la psychanalyse. En effet, l'affectivité se situe à la jonction psychosomatique. Empiriquement, la clinique en administre la preuve, et la neurophysiologie, en en désignant les structures et leur fonctionnement, le confirme. C'est la psychanalyse qui a promu la relation psychothérapique comme expérience affective spécifique. Le praticien de la psychothérapie ne peut donc pas s'épargner de s'interroger sérieusement sur sa signification, avec toutes les consé-

quences théoriques et pratiques qu'implique une telle interrogation.

Les symptômes ont un sens

On sait que le postulat fondamental de la psychanalyse est de considérer que les symptômes ont un sens, une signification, qu'ils s'inscrivent d'une certaine façon dans l'histoire du sujet. Au lieu de penser le trouble psychique comme une croissance aberrante et hasardeuse, on le postule comme appartenant à un ensemble organisé qui détermine sa signification.

Cette démarche méthodologique a le double avantage d'assurer à la manifestation psychopathologique un déterminisme accessible à une certaine forme d'intelligibilité, en même temps que d'en permettre une thérapeutique rationnelle. C'est dans l'histoire du sujet que se situe la détermination du trouble psychique, c'est dans une sorte d'« histoire » accélérée, constituée par la situation psychothérapeutique qu'on va chercher à obtenir sa réduction. La relation patient-thérapeute est censée permettre la mise à jour des « situations » par l'intermédiaire desquelles s'est opérée la désorganisation psychopathologique, et la situation psychothérapeutique, pas sa dynamique relationnelle, produit un effet de « correction » et de réorganisation psychologiques.

Pour un esprit matérialiste comme pour la pensée rationaliste, cette démarche est un progrès considérable par rapport aux conceptions attribuant au trouble psychique une détermination « endogène » ou exclusivement biologique, excluant par là même toute mise en cause de l'environnement social et culturel, sapant toute base théorique à une approche psychothérapeutique, qui devient alors une sorte d'action charitable ou une œuvre philanthropique. Une psychothérapie qui ne s'adosse pas à une certaine forme de psychogenèse n'a aucun sens. Ainsi, un praticien matérialiste, soucieux de préserver à la psychothérapie sa spécificité, corrélative de la spécificité du champ de la psychopathologie, rencontre nécessairement sur son chemin l'« inconscient ».

A cette étape de nos réflexions, cette problématique peut se résumer comme suit : c'est la notion même de « signification », opératoire en matière de psychothérapie, qui introduit nécessairement un « en-deçà » de la « signification », qui préexiste à son émergence dans le champ relationnel de la situation psychothérapeutique et qui, n'étant pas accessible à la conscience du sujet, peut être désignée comme « inconscient ». A ce premier niveau d'approximation, la notion d'« inconscient » prend un caractère descriptif, qui n'engage en rien quant à son statut ni à sa nature.

On n'est pas loin d'une définition qui rejoindrait celle de la « méconnaissance », voire même de l'« ignorance », le sujet « ignorant » les déterminations qui l'animent comme il « ignorerait » la géographie. C'est ce que certains philosophes de la phénoménologie, tel Jean-Paul Sartre, rangent sous la rubrique de la « mauvaise foi » : une sorte de savoir qui tient à se refuser comme tel pour garder certaines positions psychologiques jugées plus satisfaisantes. Or, si l'on se contentait de ce niveau purement descriptif, phénoménologique, on ne pourrait pas comprendre l'effet thérapeutique de la « prise de conscience », ni l'ensemble du processus psychothérapeutique. Ce n'est pas la « révélation » d'un arrière-plan de la « signification » qui est thérapeutique, ce n'est pas l'acquisition d'un « savoir » se substituant à un non-savoir qui produit l'« effet psychothérapeutique » : c'est un « vécu » singulier, dans le cadre d'une expérience affective singulière.

La vie quotidienne fourmille de ces expériences relationnelles où la sympathie, l'antipathie, le malaise, le bien-être, la séduction, la répulsion, etc. sont des réalités vécues dont ces notions cherchent à décrire empiriquement les diverses modalités affectives. Dans la pratique thérapeutique, ces mêmes situations se retrouvent : des patients sont « sympa-

thiques », d'autres « agaçants » ; une relation thérapeutique est parfois difficile, « fatigante », d'autres fois elle est « agréable », d'autres fois encore, elle mobilise de l'anxiété ou de l'agressivité.

C'est justement le jeu de ces interactions affectives multiples et complexes qui constitue le moteur de la relation psychothérapeutique. Parfois, la relation est explicitement érotisée, surtout quand la situation est hétérosexuelle : comme la plupart des praticiens restent modestes quant aux vertus éventuelles de leur charme, il faut bien penser que c'est la situation thérapeutique en elle-même qui est source de ce malentendu particulier. Ce qui est à la fois troublant et intéressant, c'est que la relation thérapeutique est parfois « fatigante » avec certains patients et qu'elle est « agréable » avec d'autres. Ces deux notions, « fatigue », « plaisir », qui décrivent l'expérience commune de beaucoup de praticiens, sous-tendent des implications relationnelles importantes : comme si, dans un cas, le praticien avait à lutter (« inconsciemment », justement) contre quelque chose venant de lui, et cette lutte est source d'une dépense d'énergie (d'une « fatigue ») ; dans l'autre cas, au contraire, c'est d'une « économie » d'énergie qu'il s'agit.

On voit combien la situation thérapeutique est complexe, combien ses paramètres sont nombreux, et que la prise en charge de la totalité des éléments en jeu dans la relation thérapeutique nécessite un appareil conceptuel compliqué. Si la notion de « signification » est centrale, ses potentialités opératoires doivent être telles que son maniement doit permettre de rendre compte de la totalité des mouvements du champ psychothérapeutique. C'est ce « maniement » particulier de la notion de « signification » qui conduit à l'élaboration d'une nouvelle conception de l'« inconscient » apte à rendre compte simultanément et du « sens » et de l'« énergie », c'est-à-dire de la « signification » dans ses rapports avec la vie affective.

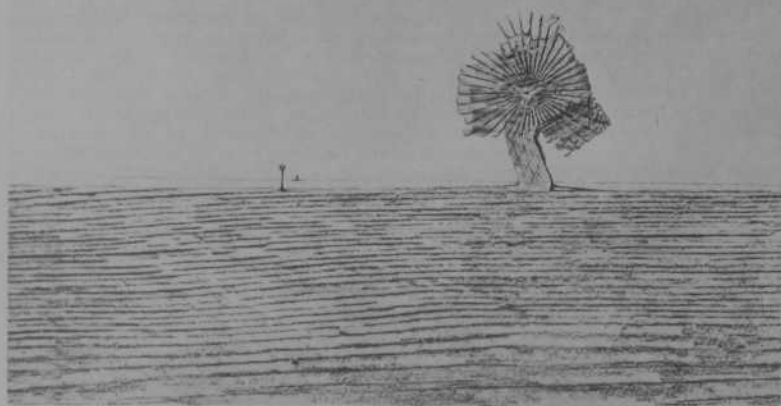
C'est l'observation empirique scrupuleuse du champ thérapeutique qui oblige à la prise en charge simultanée de notions apparemment aussi hétérogènes que celles de « sens » et d'« énergie ». Gardons-les, provisoirement, à ce niveau empirique. La vie quotidienne, elle aussi, est riche de ces situations : où il suffit d'un « mot » — comme on dit — de l'un des interlocuteurs pour que l'autre se mette à parler. On sent là qu'une « résistance » (« inconsciente ») a été levée, par la grâce (involontaire) de ce « mot » miraculeux. Là aussi, le « sens » et l'« énergie », la « signification » et la « force » sont engagés dans un même processus.

Toutes ces notions ont un caractère « mixte » : elles sont à la fois descriptives et explicatives, elles n'ont pas encore valeur de « concept ». C'est le travail d'élaboration théorique qui doit les amener à cette dignité.

Le sang-froid de Sigmund Freud

Ainsi, la relation psychothérapeutique met à jour la valeur dynamique de l'affectivité, et, parfois, ses interférences avec la sexualité. On peut soit considérer ces interférences comme de simples accidents, soit les considérer comme constitutives de la situation psychothérapeutique. Etant donné la relation étroite dans la vie sexuelle et la vie affective, c'est la dernière hypothèse qui paraît la plus intéressante. D'où la nécessité de prendre en charge les implications sexuelles sous-jacentes au moteur affectif de la relation thérapeutique.

Ce ne sont évidemment pas des considérations morales qui doivent nous arrêter. Lorsque, sortant de son sommeil hypnotique, une patiente se jeta au cou de Freud, celui-ci garda tout son sang-froid ; il n'attribua l'incident ni au caractère irrésistible de son charme personnel, ni à l'esprit dévergondé de sa patiente ; il prit en compte tout l'ensemble des éléments participant à la situation thérapeutique pour les comprendre les uns par rapport aux autres : c'est ainsi qu'est née la psychanalyse.



Le praticien matérialiste (laissant provisoirement entre parenthèses la psychanalyse) doit agir avec la même sérénité. En fait, ce que nous voulons montrer, c'est comment la pratique psychothérapeutique conduit nécessairement à la rencontre de la psychanalyse. Beaucoup de thérapeutes ne se réclament pas de la psychanalyse ; d'autres s'en inspirent plus ou moins directement. Cependant, une très grande partie des techniques psychothérapeutiques utilisent un certain nombre des concepts freudiens.

Pour le praticien marxiste, le problème se pose différemment. Il ne peut en rester à un niveau purement pragmatique : c'est-à-dire se contenter de l'efficacité d'une technique, en élaborer les éventuelles bases théoriques pour, en retour, améliorer et affiner sa pratique. Cette démarche positiviste, qui reste trop à l'intérieur de la technicité, ne prend pas en charge la dimension anthropologique implicite, c'est-à-dire la « conception de l'homme » qui est à l'œuvre dans le champ de la psychopathologie. Pour le praticien « positiviste », il y a en quelque sorte deux domaines étanches : sa « philosophie », implicite ou explicite, d'une part, et d'autre part sa pratique thérapeutique qui en est, plus ou moins, relativement indépendante. Le praticien marxiste recherche une sorte d'unité, une homogénéité entre sa philosophie et sa pratique, de telle sorte que sa pratique, en retour, peut être amenée à élargir le champ de sa réflexion philosophique.

Ainsi, en ce qui concerne la psychanalyse, les implications affectives et sexuelles de la relation thérapeutique, que son expérience met à jour quotidiennement, il ne peut manquer de les mettre en rapport avec les conceptions freudiennes qui en théorisent les conséquences. C'est donc la pratique qui exige de mettre au point une conception de l'« inconscient » qui rende compte de la totalité des phénomènes engagés dans la relation thérapeutique, avec les implications anthropologiques qui en découlent.

Le statut « parental » du thérapeute

La notion de « situation psychothérapeutique » cherche à mettre en évidence cette idée selon laquelle dans la relation thérapeutique, du fait de ses implications affectives et sexuelles, sont mises à jour les *nécessités affectives* du sujet, qui s'expriment dans le champ relationnel ainsi constitué, et dont les déterminations doivent permettre de comprendre, et de réduire, les troubles psychopathologiques qui sont, eux aussi, une certaine forme d'expression de ces nécessités affec-

tives. Or, en toute naïveté empirique, si on se demande quelles sont les références par rapport auxquelles s'organise la vie affective d'un individu, quel est le cadre dans lequel s'exerce l'apprentissage de la vie affective, c'est le milieu familial, en particulier les parents, la mère, le père, qui apparaissent comme les éléments constitutifs de cet apprentissage.

Les expériences affectives infantiles vont donc nécessairement s'exprimer dans le mouvement de la relation thérapeutique. Le thérapeute va être doté d'un statut « parental », grâce auquel précisément il peut exercer son « pouvoir » thérapeutique. C'est le mouvement régressif, inscrit dans la relation thérapeutique, qui fait de plus en plus apparaître le passé infantile. C'est la référence à ce « passé infantile » qui donne son sens aux manifestations « actuelles » (symptôme, trait de caractère, etc.) : c'est ainsi que la notion de « signification » fait son apparition, en tant qu'une manifestation « actuelle » prend son sens par rapport au « passé infantile » du sujet.

Nous restons toujours là, volontairement, au niveau des approximations : notre souci est de montrer comment, dans le courant de la pratique psychothérapeutique, se fait la rencontre avec la psychanalyse, et comment se fait jour la nécessité d'élaborer une conception de l'« inconscient » qui soit spécifique d'un champ particulier de la connaissance. Nous serons alors mieux à même, plus loin, d'en discuter le statut et la nature.

Pour qu'il y ait « sens », « signification », il faut qu'il y ait reprise d'un passé dans le présent : s'interroger sur le « sens », c'est s'interroger à propos de ce qui est engendré par le fait qu'une chose se manifeste dans une autre, qu'un événement s'exprime dans un autre événement, qu'une manifestation psychologique (un symptôme, un trait de caractère, etc.) vient à la place d'une autre manifestation psychologique. Or, ce qui fait la difficulté épistémologique, et le risque idéaliste de toutes les théorisations, c'est que ce « passé », à vrai dire, n'existe plus, il est passé, et c'est dans le présent de la « situation psychothérapeutique » qu'on doit en reconstituer les péripéties et les structures. D'où le caractère constitutivement métaphorique de toutes les notions utilisées : la démarche « matérialiste » est alors en danger, d'autant plus que le « critère de la pratique » est souvent bien incertain en cette matière.

Cependant, le postulat selon lequel la personnalité d'un individu, dans ses aspects « normaux » comme dans ses manifestations « pathologiques » est le résultat d'une histoire, dont les moments essentiels, sinon décisifs, sont cons-

titués par l'intériorisation des expériences relationnelles infantiles, expériences marquées essentiellement par leur dimension affective, ce postulat non seulement est riche de potentiel heuristique, mais il est vérifié par la pratique thérapeutique, comme par l'expérience quotidienne. Il constitue par ailleurs la matière première de la plupart des œuvres romanesques, littéraires, ou artistiques. Il s'agit, comme l'avait déjà souligné Georges Politzer, de faire passer dans les domaines de la recherche et de la théorie scientifique ce qui, jusqu'à présent, a été du domaine de l'intuition artistique et de la sensibilité créatrice.

La « situation psychothérapique » comme situation expérimentale particulière, notamment dans la forme rigoureuse de la procédure psychanalytique, fournit un matériel propice à cette élaboration scientifique. C'est la constitution du « passé » comme ensemble d'éléments produisant des « effets de signification », c'est-à-dire produisant une action à distance (dans le présent) qui pose le problème de l'existence de l'« inconscient », comme structure autonome. L'existence d'un « inconscient » doit être postulée pour rendre compte de l'action à distance manifestée dans le symptôme (ou le trait de caractère, etc.), d'événements passés dont la « trace » est organisée de telle sorte qu'elle produise cet effet à distance. Tout, dans le « passé », n'est pas porteur d'une égale virtualité d'« effets à distance » : il y a des « traces » privilégiées ; ce sont celles-ci dont on peut imputer à l'organisation de constituer ce qu'on appelle l'« inconscient ».

On sent, à travers ces formulations, la difficulté qu'il y a à mettre en place cette problématique. Cette difficulté, c'est celle-là même que relevait Georges Politzer, dans son livre important, *Critique des fondements de la psychologie*. S'appuyant sur une étude serrée de *La Science des rêves* (*Traumdeutung*, ou *L'Interprétation des rêves*) il discute la notion d'« inconscient » avec le souci de rester dans le cadre d'une psychologie matérialiste. Il distingue, avec Freud, pour qui le « rêve est la voie royale pour l'étude de l'inconscient », le *récit manifeste* (du rêve) et le *contenu latent*, l'un étant comme la traduction de l'autre, dans le langage des images oniriques. Pour Freud, et ce que met en évidence l'expérience psychanalytique, il y a un « contenu manifeste » et un « contenu latent », le « contenu latent » étant situé sur ce qu'il appelle « l'autre scène » c'est-à-dire l'inconscient.

Pour Freud l'inconscient est une structure autonome ; pour Georges Politzer, il ne peut y avoir de « lieu » psychique séparé de la conscience, et l'« inconscient » est « la construction de l'autre comme sujet connaissant », c'est-à-dire la « traduction » que je donne des « significations » ainsi mises à jour. Le système des significations qui apparaît dans le champ psychothérapique n'est pas un texte à traduire : il est soumis à l'« interprétation », qui se fait « dans le transfert », c'est-à-dire par rapport aux différents mouvements affectifs mobilisés par la relation psychothérapique et dont le thérapeute est le support et l'enjeu.

L'analogie avec le rêve est certes intéressante, mais elle manque son objet si on méconnaît la dimension « économique » (c'est-à-dire les « déplacements d'énergie ») qui est en œuvre du fait des transformations physiologiques liées au sommeil. C'est cette dimension « économique », ce jeu de « forces psychiques » liées aux mouvements de l'affectivité, et à son unité psychologique, l'« affect », dont il s'agit de rendre compte pour élaborer une conception de l'« inconscient » qui corresponde aux données de la clinique. Il ne suffit donc pas de se référer à la « signification » pour rendre compte de l'existence de l'« inconscient ».

Le paradoxe épistémologique tient au fait qu'il faut prendre en considération un certain nombre de dimensions, apparemment hétérogènes les unes aux autres, tout en restant sur un registre unitaire, psychologique, alors qu'il ne s'agit pas de « psychologie » au sens traditionnel du terme. La « signification » se supporte de la dimension du « sens », qui est reprise d'un passé dans le présent ; par là même s'introduit une dimension « historique », qui est

celle d'une histoire figée, que la relation transférentielle mobilise en partie, du fait de la dynamique affective — autre dimension — qu'elle met en œuvre. « Signification », « histoire », « affectivité » sont les trois dimensions qui apparaissent, empiriquement, dans le champ de la « situation psychothérapique ». C'est leur prise en charge simultanée qui rend difficile l'élaboration d'une théorie de l'« inconscient ».

En fait, ce qu'on appelle « histoire », c'est, à cause de sa contexualité affective, celle des expériences relationnelles infantiles. Il y a là comme une sorte de noyau homogène et stable, qui tient à la force et à la prégnance des expériences affectives infantiles. Cette « histoire » est donc dominée par la « pré-histoire » infantile ; tout le problème est donc de savoir ce qui, dans cette « pré-histoire », est constitutif des bases affectives de la personnalité.

C'est l'existence de la *sexualité infantile*, vérifiée à la fois par l'observation directe et par déduction clinique indirecte, qui permet d'apporter une réponse à cette question. La dimension sexuelle, facilement décelable dans les mouvements affectifs de la relation thérapeutique, pose en effet la question de la constitution des bases affectives de la personnalité en termes de sexualité.

La détresse originelle du nouveau-né

À cette étape de notre réflexion, il faut prévenir un malentendu. Il y a, en effet, d'autres conceptions psychologiques qui mettent au premier plan l'affectivité dans la constitution de la personnalité. C'est le cas de la psychologie génétique d'Henri Wallon. Dans un article très important, intitulé « Le Rôle de "l'Autre" dans la constitution du "Moi" », Henri Wallon, traitant du développement psychomoteur de l'enfant, écrit : « Le nouveau-né, n'a dans son comportement que des réactions discontinues, sporadiques et sans autre résultat que de liquider par des voies alors disponibles soit des tensions d'origine organique, soit celles suscitées par des excitations extérieures. Les gesticulations ne peuvent lui être d'aucune utilité pratique. Elles ne sauraient même pas lui faire modifier une position inconfortable et dangereuse. Une assistance de tous les instants lui est indispensable. C'est un être dont toutes les réactions ont besoin d'être complétées, compensées, interprétées. Incapable de rien effectuer par lui-même, il est manipulé par autrui, et c'est dans les mouvements d'autrui que ses premières attitudes prendront forme. »

Plus loin, Henri Wallon, qui appuie explicitement sa démarche sur le matérialisme dialectique et historique, affirme : « L'individu, s'il se saisit comme tel, est essentiellement social. Il l'est, non par suite de contingences extérieures, mais par suite d'une nécessité intime. Il l'est génétiquement. » Or, si l'on rapproche ce texte des écrits de Freud relatifs à la « détresse originelle du nouveau-né », on fait de curieux rapprochements, qui permettront de mieux saisir comment s'élabore la notion psychanalytique d'« inconscient ».

La « détresse originelle » est l'état du nourrisson qui, dépendant entièrement d'autrui pour la satisfaction de ses besoins (soif, faim) s'avère impuissant à accomplir l'action spécifique propre à mettre fin à la tension interne. Freud rattache explicitement l'état de détresse à la *prématurité* de l'être humain, et précise ainsi son idée : « ... son existence intra-utérine semble relativement raccourcie en comparaison de celle de la plupart des animaux ; il est moins achevé que ceux-ci lorsqu'il est jeté dans le monde. De ce fait, l'influence du monde extérieur est renforcée, la différenciation précoce du moi d'avec le ça est nécessaire, l'importance des dangers du monde extérieur est majorée et l'objet seul capable de protéger contre ces dangers et de remplacer la vie intra-utérine, voit sa valeur énormément accrue. Ce facteur biologique établit donc les premières situations de danger et crée le besoin d'être aimé, qui n'abandonnera plus jamais



l'homme ». De ce texte, extrait de *Inhibition, symptôme, angoisse*, publié en 1926, où certains concepts freudiens sont déjà mis en place, retenons seulement, pour l'instant, l'idée selon laquelle la vie affective est corrélative de nécessités vitales issues de l'état de « détresse originelle ».

Trente ans plus tôt, dans le texte intitulé *Esquisse d'une psychologie scientifique* (1895), Freud abordait le même problème dans les termes suivants : « L'organisme humain, à ses stades précoces, est incapable de provoquer cette action spécifique qui ne peut être réalisée qu'avec une aide extérieure et au moment où l'attention d'une personne bien au courant peut se porter sur l'état de l'enfant. Ce dernier l'a alertée, du fait d'une décharge se produisant sur la voie de changements internes (par les cris de l'enfant, par exemple). La voie de décharge acquiert ainsi une fonction secondaire d'une extrême importance : celle de la *compréhension mutuelle* (encore traduit : *communication*). L'impuissance originelle de l'être humain devient ainsi la *source première de tous les motifs moraux*. »

L'encadrement « sexué » de l'enfant

L'intérêt de cette confrontation entre la psychologie génétique et la psychanalyse, c'est de souligner leur *convergence* quant à l'importance des expériences relationnelles infantiles dans la formation de la personnalité.

Cependant, la psychologie génétique — ce n'est pas là son objet — ne prend en compte ni la sexualité ni l'encadrement de l'enfant par ses parents, l'un du sexe féminin, l'autre du sexe masculin. Ce sont des effets de cet « encadrement sexué » qu'il s'agit de rendre compte.

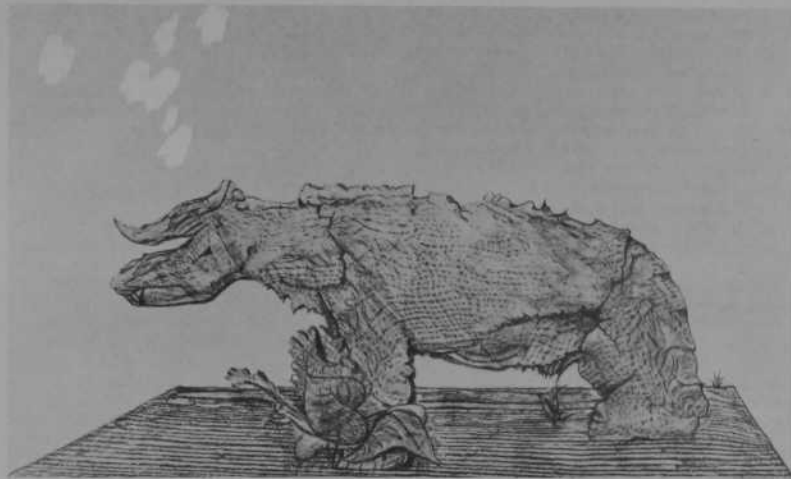
La vie affective n'est pas un tout homogène, il s'y distingue des clivages liés à la division des sexes, de telle sorte que la relation avec la « mère » et le « père » doit nécessairement se différencier du fait de ces clivages liés à la sexualité. Ainsi, les expériences relationnelles infantiles, dans leur dimension affective, sont spécifiées selon qu'il s'agit de la « mère » ou du « père ». Le développement de la personnalité doit reprendre dans la trame de son mouvement ces différenciations liées à la division sexuelle du genre humain. Le dédoublement de la dimension affective des expériences relationnelles infantiles, on doit en retrouver les effets dans les processus du développement de la personnalité. Quand un sujet dit : « J'aime bien ma mère », ou « J'ai peur de mon père » (ou réciproquement), il exprime, verbalement, par le langage, une situation affective qui est déjà le résultat

d'un processus. Empiriquement, il traduit le fait que son affectivité est marquée de manière différente selon qu'il s'agit de sa mère ou de son père. Mais on ne sait rien quant aux processus engagés dans ce développement psycho-affectif, dont le résultat est ainsi exprimé, et, surtout, on ne comprend rien quant aux mécanismes psychologiques responsables de cette situation. De plus, on ne sait rien de ce en quoi le fait d'être « mère » ou « père », avec la spécification sexuelle qui sous-tend ces désignations, intervient dans ces modalités de la vie affective du sujet.

En outre, cette verbalisation exprime, dans et par le langage, un état subjectif : aimer, ou avoir peur, traduit la *relation* du sujet à sa mère et son père, telle que lui-même la perçoit, telle qu'elle est vécue par lui, mais elle ne dit rien quant à la *réalité objective* du comportement parental. Quelles que soient les justifications que peut en donner le sujet, elles restent toujours au niveau subjectif : il est difficile d'en inférer des éléments ayant une valeur objective certaine. Il s'agit donc de la *représentation* que se fait le sujet de sa mère et de son père, représentation qui est responsable de ses mouvements affectifs.

Or, cette représentation a une histoire : cette histoire est portée par la signification que prend, pour le sujet, la qualification sexuelle de chacun de ses parents. En d'autres termes, il n'est pas indifférent pour la suite du développement psycho-affectif que la « mère » soit de sexe féminin et le « père » de sexe masculin, et que l'enfant soit une « fille » (c'est-à-dire appelée à devenir comme sa « mère », ou un garçon, appelé à devenir comme son « père »).

Comment rendre compte de ces diverses interférences sexuelles et de leurs conséquences quant au développement psycho-affectif du sujet ? Suffit-il d'être né de sexe féminin pour devenir une femme ? Suffit-il d'être né de sexe masculin pour devenir un homme ? Suffit-il d'être pourvu d'un appareil anatomo-physiologique nettement différencié pour pouvoir le mettre en œuvre selon ses dispositions d'origine ? Les diverses formes d'homosexualité, les diverses difficultés sexuelles rencontrées dans la clinique, les différentes manifestations psychosexuelles rangées dans la rubrique des « *perversions* », voilà autant de preuves cliniques concrètes qui rendent pour le moins incertaine la réponse à toutes ces questions. La prise en charge de la vie sexuelle, dans ses formes « normales » comme dans ses aspects dits « *pathologiques* », oblige à examiner de plus près ce qu'il en est des diverses expériences relationnelles infantiles, dont la dimension affective, nécessairement différenciée au niveau



sexuel, est fondamentale quant au processus de développement de la personnalité.

L'importance des premiers instants

Nous voilà loin des problèmes de l' « inconscient », dira-t-on. Or, les expériences relationnelles infantiles, compte tenu de la nature essentiellement plastique et labile des processus psychophysiologiques de l'enfance, en particulier des toutes premières années (et des tout premiers instants) de la vie, prennent de ce fait un caractère décisif quant à l'avenir psychologique du sujet. C'est le système structuré, c'est-à-dire l'organisation de ces expériences relationnelles infantiles, telles qu'elles ont été vécues par le sujet, qui constitue, en première approximation, ce qu'on peut appeler l'« inconscient ».

Alors que la psychologie génétique décrit, objectivement, de l'extérieur, les diverses étapes du développement psycho-affectif, la psychanalyse cherche à rendre compte de sa dimension subjective, comme si on imputait au nourrisson et au petit enfant qu'il devient progressivement un vécu subjectif de ces mêmes expériences. Or, il est évident que le nourrisson et le petit enfant ne sont pas des êtres vides, dépourvus de subjectivité, uniquement réduits à leurs réactions de demandes physiologiques. Comme on ne peut pas leur poser d'interview sur leurs états subjectifs du moment, il faut bien essayer de les reconstituer.

La prévalence radicale des situations affectives pose le problème de savoir comment s'opère ce dédoublement du système relationnel, partagé selon le vecteur maternel et le vecteur paternel. Les conditions de la naissance et de l'environnement néo-natal privilégient la relation maternelle. L'état de détresse, corrélatif de la totale dépendance du petit humain à l'égard de sa mère, implique l'omnipotence de celle-ci. Henri Wallon a noté, nous l'avons vu, comment cette dépendance influence de façon décisive la structuration du psychisme, et le voue ainsi à se constituer entièrement dans la relation avec autrui. L'omnipotence de la mère, corrélatrice de la totale dépendance du petit humain à son endroit, rend son absence, intermittente, mais inévitable, d'autant plus insupportable.

La relation avec le père se spécifie à partir du moment où celui-ci apparaît comme le responsable, éventuel, de cette absence de la mère. Durant les tout premiers instants de la vie, quand la différenciation des rôles n'est pas encore perçue, le « père » est comme une autre forme de repré-

sentation de la « mère ». C'est donc par rapport à cette différenciation sexuelle des rôles que s'opère la différenciation de la relation affective pour l'enfant, selon qu'il s'agit de la « mère » ou du « père », dans une perspective où la « mère », première pourvoyeuse, « naturelle » en quelque sorte, de soins, de nourriture, de tendresse, est aussi par là même la première source par où s'élabore l'affectivité. C'est ce qui fait dire à Freud que la « mère » est le premier « objet » d'amour, et que c'est dans sa relation avec elle que s'élaborent les « pulsions partielles » de la sexualité infantile, dont la dimension subjective va s'exprimer sous la forme du désir.

Conflits affectifs

On voit comment s'impose progressivement la nécessité de postuler des structures subjectives qui rendent compte de ces expériences relationnelles infantiles, différenciées selon le vecteur de la sexualité. En effet, l'observation directe ne nous dit rien quant à la façon dont le petit enfant vit sa relation affective avec chacun de ses parents. Le comportement lui-même, malgré son apparente objectivité, doit être « interprété » si l'on veut en saisir la signification subjective. On pourra dire : « Tel enfant aime rester près de sa mère, ou il préfère son père. » Qu'en est-il vraiment de la « réalité subjective » : c'est-à-dire, qu'est-ce qui se passe vraiment dans la tête de cet enfant ?

Quand une fillette dit qu'elle aime bien rester avec sa mère le soir, est-ce à dire qu'elle tient à être bordée par elle dans son lit, ou bien qu'elle retarde le moment où celle-ci ira rejoindre son père ? C'est précisément la contradiction entre les apparences : le comportement du sujet, ce qu'il verbalise, etc., et la réalité affective, qui introduit la nécessité de la « signification » et celle d'un « inconscient » qui en supporte l'émergence et l'organisation. Cette contradiction au niveau logique n'est rien d'autre que l'expression des conflits constitutifs de la vie affective. Si je dis que j'aime bien ma femme et que « j'oublie » de lui souhaiter son anniversaire, ou que j'aime bien un ami et que je suis jaloux de sa réussite (ou que j'aie comme une sorte d'étrange soulagement s'il tombe malade), il y a bien là une contradiction logique qui exprime en fait un conflit affectif.

Ce qui fait le caractère constitutivement et nécessairement conflictuel de l'affectivité, c'est précisément l'existence de cet encadrement sexué lié à l'existence des deux parents de sexe opposé. Au contraire de l'animal, qui n'a ni passé ni

histoire — essentiellement guidé qu'il est par son appareillage instinctuel — l'être humain a un passé infantile, il a une histoire infantile, dont la pré-histoire en constitue l'élément le plus prégnant. L'animal adulte en finit définitivement avec son enfance. L'être humain adulte n'en finit pour ainsi dire jamais avec son enfance. Ce passé infantile, il est constitué par l'« intériorisation » des relations affectives avec chacun des parents, c'est-à-dire les « images parentales », la « représentation » que se fait le sujet de sa mère et de son père. Ce que l'expérience psychanalytique personnelle montre, avec une évidence bouleversante, c'est comment leur métamorphose contribue au changement de notre monde intérieur, et par là même produit des modifications dans nos relations avec autrui.

C'est précisément ce « monde intérieur » la « réalité psychique » comme l'appelle Freud, qui, du fait de la *relation transférentielle*, apparaît dans la « situation psychothérapique ». Ainsi apparaissent les « imagos » (les « images ») parentaux, la représentation que se fait le sujet des êtres qui ont présidé à ses premières réalisations affectives. Ces réalisations affectives, portées par le mouvement des pulsions, elles-mêmes liées par *étayage* (c'est-à-dire par appui) aux satisfactions des grands besoins physiologiques (faim, soif, excrétion, etc.), sont à l'origine des premiers *désirs infantiles*. Les désirs infantiles sont liés aux *virtualités libidinales* (c'est-à-dire au potentiel de « plaisir », ou d'absence de « déplaisir ») en relation avec la *satisfaction des grands besoins physiologiques*.

Ces tout premiers apprentissages affectifs, que le petit être humain assure dans ses relations avec sa mère et son père, sont, en fait, la prise en charge de la réalité sexuelle. Le « devenir-femme » ou le « devenir-homme » de la fillette ou du garçon dépend de ces apprentissages primordiaux.

A notre sens, l'apport essentiel de la psychanalyse tient en ceci : la sexualité humaine ne devient telle (c'est-à-dire « s'humanise ») que dans le cadre du système des relations parentales. La sexualité est la seule fonction biologique qui ait besoin d'autrui pour être satisfaite. Elle a, constitutivement, un caractère *mixte*, « naturel » et « social » à la fois. Dans un passage célèbre des *Manuscrits de 1844*, Karl Marx met bien en évidence ce caractère mixte, naturel et social à la fois du rapport sexuel. Il écrit : « Le rapport immédiat, nécessaire, de l'homme à l'homme est le *rapport de l'homme à la femme*. Dans ce rapport *générique naturel*, le rapport de l'homme à la nature est immédiatement son rapport à l'homme, de même que le rapport à l'homme est directement son rapport à la nature, sa propre détermination naturelle. » Plus loin il écrit encore : « ... le rapport de l'homme à la femme est le rapport le *plus naturel* de l'homme à l'homme ». Claude Lévi-Strauss traduit aussi, à sa manière, ce caractère mixte de la sexualité humaine. Dans *Les Structures élémentaires de la parenté*, il écrit : « La vie sexuelle est, au sein de la nature, une amorce de la vie sociale ; car, parmi tous les instincts, l'instinct sexuel est le seul qui, pour se définir, ait besoin de la stimulation d'autrui. »

La psychanalyse a donc affaire au *procès d'humanisation de la sexualité*, comment la sexualité, de fait naturel et biologique, devient humaine, comment le *rapport sexuel*, fait naturel, devient *relation sexuelle*, relation psychologique, source de la *vie affective*. En effet, l'« humanisation de la sexualité » n'est acquise que parce que le développement du sujet humain se fait nécessairement dans le *cadre d'une structure relationnelle*. C'est l'existence de la structure relationnelle qui permet le passage de la pulsion au désir.

Ainsi la psychanalyse traite du *procès d'humanisation de la sexualité*, du passage de la pulsion au désir structuré dans les réseaux du langage. *L'inconscient est le lieu de ce passage*. La psychanalyse rend compte des *effets à distance de l'état de prématuration du nouveau-né*, dont l'« état de détresse originelle » nécessite, pour des raisons vitales, l'*organisation d'une structure relationnelle constitutive de l'environnement néo-natal*. L'inconscient est ainsi, en quelque

sorte, le *lieu de dépôt, de mise en consigne, des désirs infantiles*. Ceux-ci « parlent », à *distance*, dans le symptôme, le lapsus, le rêve, etc. L'inconscient n'est pas à l'« intérieur » du symptôme (ou du lapsus, etc.), ni « derrière » lui, ni « en deçà » de lui : il est sa « cause », en quelque sorte. Il est à la fois *procès et structure*, dont le fonctionnement permet de comprendre l'existence des effets à distance qu'il produit.

En résumé

La pratique psychothérapique met à jour trois dimensions qui, empiriquement, sont spécifiques de son champ d'activité : la « signification », l'« histoire », l'« affectivité ».

C'est l'existence de la « signification », reprise d'un passé dans le présent, qui postule l'existence d'une « histoire ». Cette « histoire », qui est en réalité une « pré-histoire », est celle de l'*intériorisation des expériences relationnelles infantiles*. Celles-ci, compte tenu des dispositions neuro-physiologiques du petit de l'homme, sont essentiellement sur le registre de l'*affectivité* et de l'*émotion*. L'encadrement relationnel du petit de l'homme est *sexué*. Ces expériences relationnelles infantiles, de nature affective, sont donc différenciées au point de vue sexuel. C'est l'existence de la sexualité humaine qui postule l'existence de l'inconscient, comme lieu de dépôt des désirs infantiles, c'est-à-dire *structure et procès* par où s'opère l'humanisation de la sexualité. C'est le caractère mixte de la sexualité humaine, « naturel » et « social » à la fois, qui nécessite son assujettissement à un processus nécessaire d'humanisation qui se réalise dans le cadre de la structure des relations parentales. Le « devenir-humain » du petit de l'homme, est un « devenir-femme » ou un « devenir-homme ». C'est ce à quoi à affaire la psychanalyse. C'est à ce niveau que se postule l'existence d'un « inconscient ».

Aux Editions sociales

Collection « Problèmes »

Pierre Bruno, Catherine B. Clément, Lucien Sève

Pour une critique marxiste de la théorie psychanalytique

1 volume, 282 pages, 16 francs



USA

Pour la Bank of America, pour Exxon, Coca Cola, Texas Instruments, Jimmy Carter n'avait rien d'un inconnu. Rien du petit industriel du Sud qu'un zèle moral et civique hors du commun aurait transformé en Don Quichotte de la vie politique américaine... La candidature de Jimmy Carter a été, en effet, longuement préparée, « fabriquée », par une commission dont la presse a peu parlé : la commission trilatérale, créée en 1973 par David Rockefeller (président de la Chase Manhattan Bank), et qui regroupe les porte-parole les plus influents des capitalismes américain, européen et japonais, hommes d'affaires, banquiers, politiciens, idéologues et autres universitaires unis par un même désir de trouver à la crise du capitalisme une ou des issues qui sauvegardent l'essentiel : la survie du système. Comment et pourquoi les membres américains de cette commission ont-ils suscité la candidature de Jimmy Carter (membre de la « Trilatérale », comme Walter Mondale, son vice-président, et la plupart de ses conseillers et futurs collaborateurs) ? De quelles nouvelles armes le capitalisme américain entend-il se doter en préférant à la stratégie Kissinger une autre stratégie qui, sans contredire les objectifs militaires et politiques de la première, s'attache à mieux assurer l'hégémonie économique des Etats-Unis dans le monde ? Une stratégie qui, en d'autres termes, fasse faire au tiers monde, mais aussi aux alliés et concurrents capitalistes, les frais de la crise ? Que reste-t-il de la « démocratie américaine » et de la démocratie politique tout court quand un club privé international d'hommes d'affaires et d'idéologues du capitalisme parvient ainsi à court-circuiter les structures politiques normales d'un pays ? Ces questions passionnantes, cette analyse originale de la crise actuelle du capitalisme et du système politique américains, étaient au cœur d'une longue interview de Claude Julien, directeur du *Monde diplomatique*, interview qui devait être une pièce importante de cette suite sur les Etats-Unis. Pour des raisons purement techniques dont nous prions Claude Julien et nos lecteurs de bien vouloir nous excuser, la publication de cette interview n'a pas été possible dans ce numéro. Elle paraîtra donc dans le numéro de janvier, qui sera aussi le numéro 100 de notre revue. Et nous donnons ici, comme un compliment au dossier sur les U.S.A. publié dans notre numéro 94, deux pièces qui peuvent éclairer la compréhension des Etats-Unis.

Où en est le mouvement de libération des noirs ?

Jean Solbès

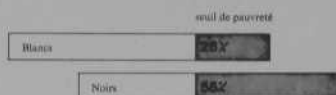
Après les flambées de violence des années soixante, après la guérilla urbaine, le mouvement de libération des Noirs affirme une nouvelle orientation que l'on ne saurait négliger en cette année du bicentenaire. La complexité du phénomène noir implique tout d'abord une approche de la réalité raciale aux U.S.A. Dans les deux moments politique et économique de l'histoire américaine, le ciment idéologique dominant est identique : asseoir la suprématie blanche en maintenant le Noir en état d'infériorité sociologique dans son ghetto. Au-delà des justificatifs apparents, le comportement raciste répond avant tout à l'organisation du travail aux U.S.A. Le racisme ne constitue pas une attitude qui engendra puis fixa le cadre des relations interraciales. Bien au contraire, c'est le système capitaliste qui organisa la division du travail selon un critère racial à des fins politiques et économiques. En instituant le racisme parmi les masses laborieuses, la bourgeoisie fixait au niveau institutionnel les limites de la ségrégation lui permettant ainsi une marge de manœuvre nécessaire pour la perpétuation du système.

Le racisme institutionnalisé

L'institutionnalisation de la discrimination est la cause de l'infériorité sociologique des Noirs. Le Noir est perdant sur tous les tableaux : on lui propose les emplois les plus pauvres ; il subit une perte d'argent due à des salaires inférieurs et une perte de l'usufruit social de la nation en ce sens qu'il reçoit la part la plus basse de l'argent redistribué au travers des multiples institutions nationales. L'un des mythes racistes consiste à dire que les Noirs sont responsables de la hausse des impôts, car ils préfèrent vivre des subsides des Etats plutôt que de travailler. Or, les chiffres suivants (Victor Perlo, *An Economy of Racism*) montrent que dans leur majorité les Noirs travaillent :

Type de revenu	Blancs (% du total)	Noirs (% du total)
Salaires	70,3	77,9
Actions, dividendes	9,3	1,2
Sécurité sociale	4,7	5,1
Aides diverses	0,8	7,6
Allocations, pensions	3,3	3,2

En fait, si une proportion de Noirs touche des aides, c'est que les salaires ne subviennent pas aux besoins des familles. Les chiffres publiés par le Bureau of Labor Statistics fixait pour l'année 1971 à 7 214 dollars pour l'année le seuil de pauvreté. Le graphique ci-dessous montre que plus de la moitié des Noirs vivent en-dessous du seuil de pauvreté.



Un rapport de la commission sénatoriale des Affaires sociales précise que, pour l'année 1974, seulement 37,5% des 37 millions d'Américains ayant droit aux tickets de nourriture et d'aides diverses ont effectivement bénéficié de cette aide. Là encore, les Noirs constituent la principale victime de la ségrégation économique.

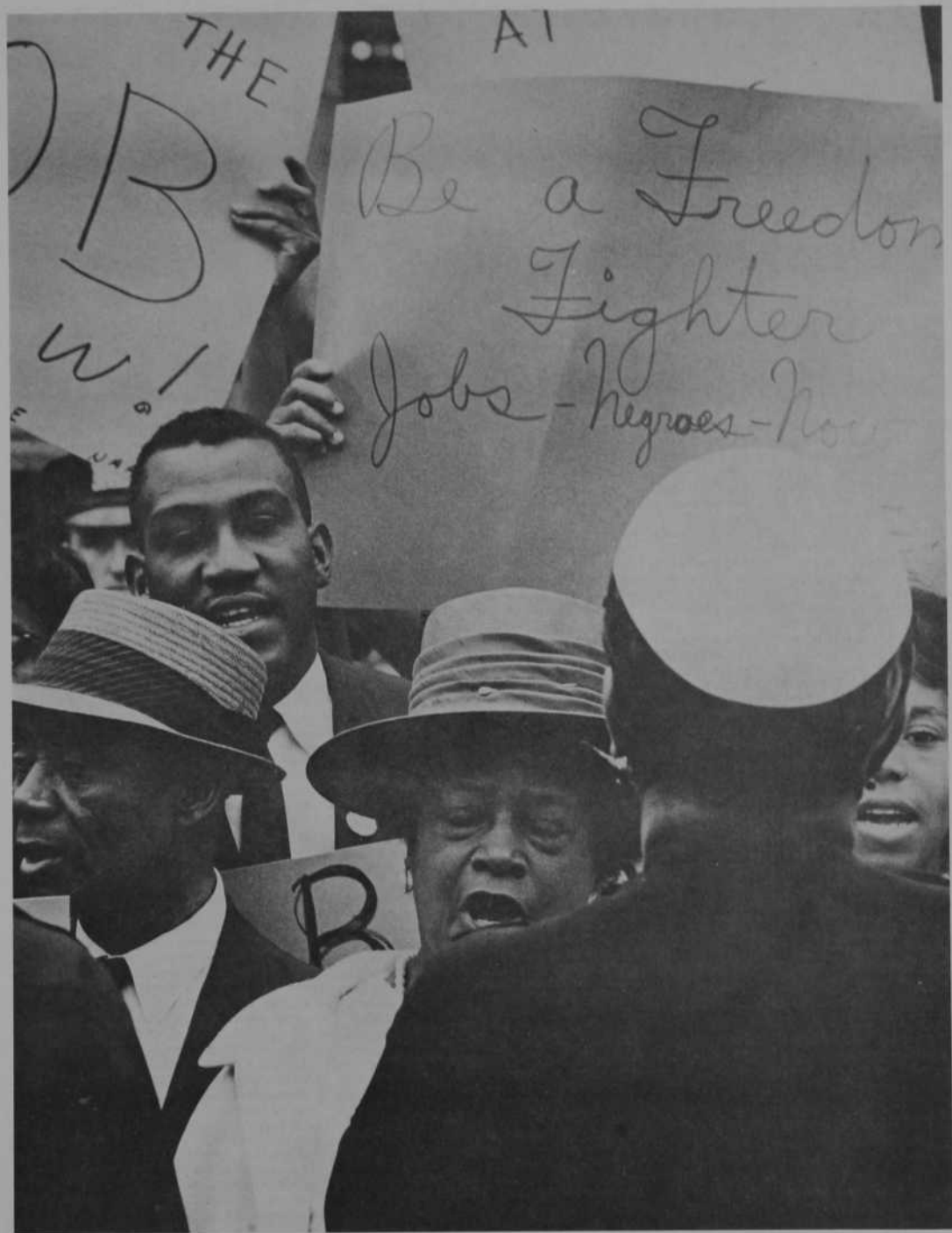
Du seul fait de la discrimination salariale, les employeurs ont réalisé, pour l'année 1972, 23 milliards de dollars de bénéfice au détriment des Noirs, des Portoricains, des Chicanos, des Indiens et des Asiatiques. Mais les travailleurs blancs sont aussi victimes du racisme économique. Malgré la crise qui sévit actuellement aux U.S.A., les profits des grandes sociétés s'accroissent (81,1 milliards de dollars pour l'année 1975). En favorisant l'inégalité des salaires, la bourgeoisie favorise les antagonismes raciaux qui freinent le développement des organisations de masse unitaires. Quelle que soit sa couleur, le travailleur reste la principale victime. A l'aide de structures politiques bien déterminées, le racisme aide à légitimer l'inégalité sociale, l'aliénation et la pauvreté. Légitimité nécessaire au système pour sa stabilité. C'est ainsi que le racisme a facilité la création d'une législation du travail répressive. Il est remarquable d'observer que les lois sur le droit au travail sont présentes dans le Sud. Les travailleurs blancs y voient une atteinte à leurs privilèges sociaux, et acceptent donc davantage une idéologie militariste et répressive. Le tableau suivant précise la répartition des revenus par habitants et par région (en dollars). Il en ressort que les Noirs du Sud gagnent presque moitié moins d'argent que les Blancs du Nord, et que les Blancs du Sud perçoivent 433 dollars de moins que les Blancs du Nord. Compte tenu qu'il y a 47 634 000 Blancs dans le Sud, cela représente une perte annuelle de 20 milliards de dollars. Ce qui est cher

	Nord et Ouest	Sud
Blancs	3 505	3 072
Noirs	2 257	1 439
% de Noirs	64%	47%

payer la supériorité raciale du Blanc. Alors que le taux de chômage était de 25% des adultes noirs et près de 60% chez les jeunes noirs (contre 10 à 12% chez les adultes blancs), la ségrégation se retrouve dans les organisations syndicales. En 1970, le salaire moyen d'un Noir syndiqué représentait 83% du salaire moyen d'un Blanc syndiqué. Le Noir non syndiqué touchait un salaire représentant 62% du salaire d'un Blanc non syndiqué. Le rapport salaire-race-syndicat s'affirme dans des conditions différentes en ce qui concerne les femmes. Parmi les femmes, les différences de salaires à travail égal sont moins importantes. En moyenne générale, une Blanche touchera un salaire supérieur de 21% pour un travail identique. Mais ce chiffre s'explique par le fait que la plupart des femmes noires occupent des emplois peu considérés. La différence de salaire s'explique alors par la nature de l'emploi occupé. A travail égal, une femme noire syndiquée touche 91% du salaire d'une Blanche syndiquée. Si elle n'est pas syndiquée elle touchera 82% du salaire d'une femme blanche non syndiquée. La discrimination dans le travail implique donc l'égalité des droits de la femme dans l'entreprise. Alors que de grandes campagnes se déroulent actuellement en faveur de l'égalité de la femme, il apparaît que de telles luttes ne peuvent se mener sans parler du racisme. Les femmes noires étant les plus exploitées, représentant la couche de la population féminine la plus active économiquement, il est nécessaire pour les mouvements féministes américains de prendre en compte ces données afin de ne pas accentuer la discrimination raciale antiféministe.

Le problème de l'intégration

En dépit de l'élévation du niveau d'études, l'intégration sociale des Noirs reste difficile. Malgré la décision généreuse de la Cour suprême, en 1954, en faveur de la mixité raciale scolaire, le jeune Noir est en butte au racisme dès son plus jeune âge. Le *busing* rencontre une réelle hostilité parmi la population blanche. Du fait du célèbre *tracking system* les jeunes Noirs fréquentent l'école moins longtemps que les jeunes Blancs. Nombreux





sont ceux qui doivent abandonner l'enseignement secondaire. En 1973, le taux de chômeurs âgés de seize à vingt-et-un ans était de 10,6% chez les garçons blancs, de 11% chez les filles blanches, et de 21,3% chez les garçons non blancs et 29,1% chez les filles non blanches. Pour l'année 1975, le taux de chômage des jeunes Noires atteint les 50%.

Afin d'illustrer l'impact du racisme dans la vie quotidienne du non-Blanc, je rappellerai une étude du Labor Department de la ville de New York concernant les zones de pauvreté de cette ville. Cette étude fut effectuée en 1969, c'est-à-dire en période d'emploi. Il convient donc de considérer les chiffres avec un certain recul sans oublier la période actuelle de crise économique. Cette étude recouvre les populations de Harlem, East Harlem, South Bronx et Bedford Stuyvesant qui se répartissent comme suit : 63% des Noirs, 22% de Portoricains, et 15% d'autres minorités, y compris des « White Anglo ». Sur 388 800 personnes âgées de plus de seize ans, seulement 218 000 avaient un travail à temps complet. 38% étaient au chômage (officiellement 16% de la population masculine citée, et 30% chez les femmes); Victor Perlo, dans son ouvrage, donne 50% de chômage féminin pour la même étude compte tenu que les statistiques officielles ne prennent pas en compte tous les jeunes sans emploi, notamment ceux qui cherchent un premier emploi).

Une telle situation de la répartition sociologique de l'emploi débouche sur le phénomène de la violence inter- raciale. Les récents événements de Boston et Louisville (Kentucky) contre le busing en sont une illustration, et ce n'est pas un hasard si le Ku Klux Klan et des groupes nazis étaient présents parmi les manifestants blancs. En sol mesure égalitaire, le busing a toujours rendu l'intégration des Noirs plus difficile. Loin de répondre à l'inégalité des Noirs à l'école, la solution proposée par les autorités fédérales constitue en fait une dérobade quant à l'élimination de la ségrégation scolaire. Dans le cadre de la tension raciale existant en ce qui concerne l'intégration scolaire,

l'affaire des dix inculpés de Wilmington (Caroline du Nord) revêt toute son importance.

Durant les semaines qui précéderent leur arrestation, les dix inculpés participèrent activement à la lutte revendicative de lycéens et d'étudiants noirs de Wilmington. Parmi leurs revendications, notons le désir d'étudier davantage le problème noir, la création de facultés pour les Noirs et le respect des règlements intérieurs des écoles dans le but de mettre un terme aux brimades racistes. Puis, en dénonçant le comportement raciste de certains chefs d'établissement scolaire, ils créèrent un syndicat des étudiants noirs. Après le refus des autorités de les recevoir, ils appelèrent au boycottage des cours et établirent leur quartier général dans le temple d'un pasteur. En février 1971, le K. K. K. soutint un siège armé de quatre jours autour du temple. Durant l'assaut, une épicerie voisine fut brûlée. Les dix personnes se trouvant à l'intérieur du temple furent arrêtées et inculpées pour incendie volontaire et pour entente illicite, bien qu'aucune preuve n'ait été fournie. Aucun membre du K. K. K. ne fut inculpé. Sur les personnes arrêtées, neuf sont noires (l'aîné est âgé de vingt-neuf ans et le plus jeunes avait dix-huit ans). L'autre inculpé est une femme blanche de trente-quatre ans. Victimes de mauvais traitements en prison, et malgré les efforts de leur porte-parole, le révérend Ben Chavis, ils furent condamnés au printemps 1975 à une peine globale de 282 années de prison. Le jury était composé de huit Blancs et deux Noirs. Parmi les Blancs, l'un d'eux a avoué être membre du K. K. K. La cour suprême de Caroline du Nord confirma les sentences. Encore faut-il ajouter que Beverly Lake, ancien candidat du K. K. K. au poste de gouverneur de l'Etat, siège à cette Cour suprême. Cette affaire, dont le jugement fut rendu voici un an, connut un retentissement important parmi les milieux américains. Des campagnes de masse furent organisées et la solidarité aux inculpés s'exprime encore avec des comités de soutien dont le but est d'obtenir la révision du jugement. Moment

important de la lutte des organisations en lutte contre le racisme, car il permit une action unitaire favorable à une prise de conscience effective parmi les Noirs. Autant le racisme aux U.S.A. devient davantage une institution reposant sur des critères économiques et des concepts politiques, il est intéressant de voir où en sont les divers mouvements pour la défense des minorités et quelles perspectives elles offrent aux populations victimes de la ségrégation. Aussi convient-il de faire un bref retour historique afin de mieux saisir la situation actuelle.

Le pouvoir noir

Durant les années soixante marquées par des émeutes violentes, le mot d'ordre de pouvoir noir fut repris et transformé. A l'origine action en faveur de la suppression de l'oppression raciale, le pouvoir noir allait vite devenir synonyme de séparatisme à quelques rares exceptions (Luther King et le parti communiste). Les partisans d'un pouvoir noir séparatiste étaient alors nombreux : citons Roy Innis, Stockely Carmichael, Huey Newton, Malcolm X, Eldridge Cleaver, Bobby Seale, James Foreman, James Bogg et Marcus Garvey.

C'est ainsi que le concept de panafricanisme et la théorie de la colonie se développèrent. Alors que le parti communiste proposait une stratégie unitaire antimonopoliste basée sur la lutte des classes, les mouvements radicaux noirs préconisaient une stratégie de libération fondée sur la race, dans laquelle l'anti-communisme était loin d'être absent. Pour Carmichael, par exemple, l'expression la plus évoluée du pouvoir noir résidait dans l'établissement d'un pays avec un gouvernement, un chef, une armée qui protégeraient tous les Africains du racisme et de l'exploitation. Une telle conception, basée sur le principe du pays unique africain, du chef et de l'armée uniques, s'inspirait des pires principes du colonialisme et étudiait le droit des pays africains à l'autodétermination, de même que les luttes de libération sur le continent africain. La solution propo-



sée par Carmichael n'était quant au fond qu'une diversion anticommuniste où le sectarisme et l'idéalisme accentuaient les divisions des Noirs opprimés. Ce courant n'était pas unique. Les années 1960-1967 ont connu un mouvement aux multiples facettes. Pour Roy Innis, le pouvoir noir résidait dans l'instauration d'un système capitaliste noir qui concurrencerait le système capitaliste blanc et dans lequel le Noir se libérerait du joug du racisme. En dépit de nombreuses contradictions idéologiques, et économiques, il proposait une politique d'investissements noirs américains en Afrique, l'envoi de techniciens noirs américains pour aider les frères d'Afrique. Malgré le fait qu'elle propose l'aménagement du système qui est à l'origine du racisme, la théorie du capitalisme noir fut reprise par la majorité des organisations du mouvement. Le refus de toute stratégie unitaire se justifiait par le fait que les travailleurs blancs avaient trop longtemps profité des Noirs. Certains s'inspirèrent du panafricanisme car il répondait à leurs options gauchistes. Pour les maoïstes, l'Afrique représentait la campagne qui devait servir de base à la lutte contre la ville (les U. S. A.). Ainsi, pour la majorité des panafricanistes, le peuple noir américain constitue une colonie à l'intérieur du pays. C'est pourquoi Marcus Garvey demanda le droit à l'autodétermination par un référendum pour les Noirs américains. Un tel référendum fut également demandé par les Panthères noires. Mais l'autodétermination pour l'indépendance économique et politique repose sur un concept régional : le Sud sera le terrain stratégique pour le Noir américain. Outre que cette solution reste tout à fait utopique et irréaliste compte tenu de l'organisation politique dominante, elle substitue une base régionaliste à une base globale de classe pour la libération des Noirs. Et cela, alors que la bourgeoisie étend son action oppressive. Parmi les divers mouvements radicaux qui concurrent une popularité certaine dans les ghettos noirs, le parti des Panthères noirs se distingua par son activité intensive. Dès 1966 les Panthères



annonçaient qu'il fallait une stratégie défensive des Noirs, basée sur la réplique armée au racisme et à l'oppression. La lutte ne devait plus être anarchique ni spontanéiste, elle devait s'organiser de façon paramilitaire. Mais en 1971 éclate une crise qui divise l'organisation en deux tendances, l'une dirigée par Newton et l'autre par Cleaver. Ce dernier voulait continuer l'action violente dans le but de mobiliser les masses pour l'intensification de la tactique de la guérilla urbaine. Pourtant de telles actions renforçaient les provocations policières, engendraient la violence et jetaient le discrédit sur la lutte pour la libération des Noirs. Le racisme augmentait et la répression policière s'accroissait sous couvert de mesures protectrices pour mieux annihiler toute tentative de lutte. Newton, quant à lui, décidait d'abandonner l'action violente pour organiser le capitalisme noir. Il refusait la solution socialiste comme d'inspiration blanche. Il niait l'analyse marxiste de la société américaine, car, écrivait-il, « la démocratie bourgeoise est la domination de la majorité (les Blancs) sur la minorité (les Noirs) ». Dès 1971 il établit son « Programme de survie » avec l'ouverture par les Panthères d'une fabrique de chaussures et de vêtements grâce à des fonds capitalistes noirs qui, dit-il, auront le « potentiel pour contribuer à la construction d'une machine qui servira les véritables intérêts du peuple (noir) et mettront un terme à l'oppression » (juin 1971, *The Black Panther*, hebdomadaire du parti). Tout cela en attendant que les Noirs reprennent les armes le moment venu.

Aujourd'hui les membres des Panthères sont isolés dans le mouvement noir. Comme les organisations radicales, ils ne représentent plus qu'un noyau parmi la population noire américaine. Les Panthères forment tout au plus une communauté d'entraide sur la côte ouest d'où le mouvement était parti. Il en est de même pour les Black Muslims à l'est et au sud. Le panafricanisme et la théorie de la colonie sont actuellement soutenus par des minorités intellectuelles dont l'impact

parmi les masses est insignifiant. Dans ce cadre d'action, l'attitude du pouvoir reste significative. Lorsque le socialisme est remis en cause par les organisations radicales, le pouvoir s'évertue à accentuer la dénaturation du socialisme par la violence et la provocation. Mais lorsque Malcom X et Luther King se prononcèrent pour une lutte de masse unitaire regroupant les travailleurs de toutes couleurs, lorsqu'ils identifièrent le système capitaliste et l'impérialisme comme la véritable cause du racisme et de l'oppression, tous deux furent assassinés.

La réponse du pouvoir

Afin de comprendre l'évolution des organisations noires radicales, et de mieux situer leur position actuelle au sein des ghettos, il est nécessaire d'étudier l'approche fédérale du problème noir. L'analyse idéologique du pouvoir se fonde sur le *Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders* (New York, 1968), plus connu sous le nom de rapport Kerner. Ce rapport reprend l'analyse extrémiste de la société américaine. Il substitue la notion de « deux sociétés » au concept de la « colonie noire » : la société américaine se divise donc en deux sociétés, les Noirs, pauvres, vivant dans le centre des villes, puis les Blancs, riches, habitant les périphéries urbaines. L'une des caractéristiques de l'histoire américaine réside dans la capacité de la culture dominante à récupérer toute aspiration populaire afin de l'insérer dans le cadre du système. Il en est de même avec le mouvement noir. En se basant sur la théorie des « deux sociétés », le pouvoir avança la solution du capitalisme noir. Nixon la reprit : « Les Noirs constituent un peuple colonisé vivant dans des enclaves urbaines sous-développées. Au lieu de lutter pour l'égalité et la participation égale, les Noirs américains doivent déterminer leur destinée » (analyse inchangée en ce qui concerne l'administration Ford). En accommodant ainsi le capitalisme monopoliste d'Etat et le nationalisme noir, le pouvoir éloigne toute solution marxiste. Cette position accentue la division des



masses noires en favorisant le mythe de l'enrichissement d'une bourgeoisie noire. L'éthique américaine est ainsi perpétuée : tous, même les Noirs opprimés, ont le droit à l'accès à la richesse au sein de leur communauté. Initiative d'autant plus subtile qu'elle marginalise davantage le noir dans une nouvelle structure économique du ghetto, et cela après avoir annihilé le mythe de l'action revendicative violente dans le cycle provocation-répression.

Dans ce contexte l'aboutissement communautaire des mouvements noirs extrémistes suit un processus dialectique dans lequel ils se sont enfermés. Mais un fait important accentue la sclérose et le manque de perspective nationale des groupes noirs radicaux : l'affaire Angela Davis.

Alors que le mouvement de libération des Noirs s'essouffait après diverses flambées sporadiques, le procès d'Angela Davis lui apporta un second souffle sur des bases

idéologiques différentes. Désormais l'action revendicative s'organisait selon un consensus national unitaire. Malgré la diversité des organisations soutenant la lutte, le cas Angela Davis constitua un ciment racial bien qu'idéologiquement confus, mais qui faisait progresser la prise de conscience des masses noires. Angela Davis avançait l'analyse du parti communiste américain, lequel s'est toujours opposé au séparatisme des mouvements radicaux noirs. Son analyse repose sur la nature de la population noire et du système dans lequel elle évolue. Il y a actuellement 25 millions de Noirs aux Etats-Unis, dont 3,9 millions vivent dans le Sud rural. Parmi ces 25 millions, 65 % sont des ouvriers, 8 % forment une classe moyenne avec des enseignants, des petits propriétaires et des commerçants. Ainsi, pour les communistes américains, la libération des Noirs passe par la reconnaissance de deux conditions essentielles :

les Noirs font partie intégrante de la nation américaine ; la population noire, comme l'ensemble de la population, vit dans une société divisée en classes antagoniques. Cette analyse réfute les thèses séparatistes, anticipant en fait les grandes questions posées par le séparatisme : la libération des Noirs passe-t-elle par le contrôle de la communauté (cf. Baraka et Carmichael) ? La stratégie de libération doit-elle établir de nouvelles institutions au sein du ghetto, le transformant ainsi en enclave exemplaire ? La libération peut-elle s'envisager sans tenir compte de la nature même du régime et des institutions politiques du pays ? Concrètement, l'affaire Angela Davis révéla une approche marxiste du problème noir avec des perspectives non raciales, mais fondées sur l'impact de la réalité socialiste dans le monde et les leçons que le mouvement noir américain pouvait en tirer.

Les dernières années constituent une période de transition pour le mouvement de libération des Noirs. Transition marquée par deux faits importants : l'effritement des mouvements noirs radicaux séparatistes qui se couperent de la réalité américaine et le grand mouvement de masse qui permit la libération d'Angela Davis. Force est de constater que les promesses engendrées par ce dernier événement ne furent pas tenues. Le grand mouvement national n'existe toujours pas. Le mouvement de libération des Noirs n'a certes pas disparu. Il se situe à un niveau différent. La rue n'est plus le lieu privilégié de la revendication. Le mouvement s'est structuré sur le lieu même des luttes revendicatives : l'entreprise, la municipalité et l'école. En ce sens la prise de conscience progresse, même si elle ne débouche pas obligatoirement sur la lutte des classes. C'est ainsi que les diverses organisations noires agissent dans des domaines différents : la lutte des classes, le syndicalisme, la lutte contre le racisme et la répression, la lutte pour l'indépendance politique hors du bipartisme, pour le droit des femmes à l'égalité économique et politique, pour l'éducation et le logement, contre la vie chère.

En ce sens nous pouvons parler de parcellisation des luttes. Le caractère ponctuel des luttes des divers mouvements se manifeste au travers des multiples actions menées sur des événements raciaux précis mais localisés. Un consensus unitaire se manifeste alors pour la défense de telle ou telle victime de la ségrégation. C'est le cas pour les dix inculpés de Willington, pour les événements de Boston et les récentes agressions racistes du K. K. K. en Californie. Toutefois ce processus unitaire reste localisé dans le temps, fonction de l'événement alors que la parcellisation des luttes du mouvement noir s'inscrit dorénavant dans le cadre institutionnel américain. Le comportement électoral du Noir évolue au sein du bipartisme. Les candidatures noires augmentent dans les circonscriptions à dominante blanche. C'est principalement le parti démocrate qui sert de support à ces candidatures du fait même de l'emprise formidable du bipartisme sur la vie politique américaine. Il y a actuellement trois mille Noirs élus à des fonctions officielles, dont 16 représentants, 1 sénateur et 301 maires. La

majorité des Noirs vote démocrate. Il n'est qu'à se souvenir des élections présidentielles de 1972 où 90 % des Noirs avaient voté pour MacGovern (soit 6 millions de votes). Actuellement, 14 millions de Noirs ont le droit de vote ; mais seulement la moitié sont inscrits sur les listes électorales. Les pressions racistes ne sauraient expliquer une telle défection envers le suffrage universel. En dépit des progrès réalisés dans ce domaine, la méfiance face au bipartisme et le réflexe anti-blanc constituent une réalité sociologique dans les ghettos. Toutefois, les Noirs entendent jouer un rôle accru dans la vie politique américaine. Ils apportent 20 % des voix au parti démocrate. A Charlotte (Caroline du Nord) les mille membres du Caucus of Black Democrats ont revendiqué leur juste place dans l'appareil du parti, soit 20 % des postes attribués.

Le phénomène électoral noir accentue les discussions et les prises de position des élus noirs. Certes, l'appareil économique a besoin de la main-d'œuvre à bon marché pourvue par les Noirs. Aussi tentera-t-elle au maximum de récupérer cette aspiration de l'électorat noir. Néanmoins, la question des moyens politiques aptes à mettre en terme à la ségrégation se pose pour les élus. Le Congressional Black Caucus regroupe les élus noirs les plus progressistes sur la base de l'indépendance politique c'est-à-dire hors du bipartisme) et d'une coalition antimonopoliste. Le fond reste confus, réformiste, et le système n'est pas fondamentalement remis en cause. Cependant, ce mouvement constitue un progrès certain vers une prise de conscience effective de l'électorat noir.

Cette orientation s'est traduite au niveau syndical par la création de la Coalition of Black Trade Unionists (C.B.T.U.) en réponse à la décision de neutralité de Meany durant les élections présidentielles de 1972. Cette création constitue un moment important dans le domaine de la syndicalisation des Noirs. Aux U.S.A., vingt millions de travailleurs sont syndiqués, parmi lesquels deux millions de Noirs. L'existence même de la C.B.T.U. au sein de l'A.F.L.-C.I.O., compte tenu du rôle d'avant-garde syndicale qu'elle joue, constitue une expression élevée de la lutte du mouvement de libération en liaison avec la classe ouvrière. La C.B.T.U. regroupe plus de quarante-cinq syndicats, dont la très active American Federation of State, County and Municipal Employees qui s'était manifestée lors de la grande grève de Memphis.

Bien que sur des bases réformistes, la C.B.T.U. prend des positions très engagées en ce qui concerne la ségrégation dans le travail. Surtout, elle milite pour l'union des travailleurs, quelle que soit leur race, en associant l'exploitation des masses laborieuses comme la source du racisme. Enfin elle accentue ses pressions envers les deux grands partis, notamment envers les démocrates pour favoriser un mouvement politique indépendant.

L'existence de la C.B.T.U. au sein de l'A.F.L.-C.I.O. pose avec insistance le problème de la démocratie syndicale. Question d'autant plus importante qu'elle suppose l'établissement de nouvelles relations inter-raciales dans l'organisation.

La victoire de Sadlowski, candidat d'union, aux élections du syndicat United Steelworkers, constitue un pas en avant dans la lutte contre les positions réactionnaires du dirigeant syndical Abel. Du fait même de la forte prolétarisation des Noirs, le mouvement de libération s'insère davantage dans la lutte des classes. En ce sens il accentue les divergences entre les divers groupes en faveur du capitalisme noir. L'opération P.U.S.H., dirigée par le révérend Jesse Jackson qui opte pour des positions plus unitaires, s'éloigne du C.O.R.E. dont l'impact séparatiste ternit parmi la population noire. Il existe donc une base de lutte organisée dans les ghettos. Les organisations de gauche, et notamment le parti communiste, tentent de mener des initiatives à un niveau supérieur afin d'accélérer le processus d'union nationale du mouvement de libération. En 1974 s'est tenue à Chicago la National Anti-Imperialist Conference in Solidarity with Africa qui déboucha sur la création du National Anti-Imperialist Movement in Solidarity with African Liberation. Ce mouvement mena une campagne nationale de pétitions pour demander l'exclusion de l'Afrique du Sud des Nations unies. La constitution de la National Alliance against Racist and Political Repression constitue le prolongement du combat d'Angela Davis. Celle-ci, avec Charlene Mitchell, dirige l'Alliance dont le but est la défense et le soutien des victimes du racisme, principalement par l'action de masse, alors que la N.A.A.C.P. joue toujours un rôle prépondérant dans le cadre de la lutte institutionnelle et juridique.

La crise aidant, le mouvement de libération s'engage dans une voie plus intégriste, plus conformiste diront certains. Mais n'est-ce pas dans une direction plus réaliste ? La quête de l'identité américaine, fortement promue par les media, implique une redéfinition de la structure sociale. La notion du *melting pot* s'estompée chaque jour un peu plus pour laisser la place à l'affirmation de la réalité américaine. Réalité non figée qui accentue le concept de la nation américaine dans laquelle les Noirs entendent être intégrés. Nous pouvons dire aujourd'hui que le mouvement noir désire intégrer la minorité afin que celle-ci puisse jouir des mêmes droits que les Blancs dans le cadre de la démocratie bourgeoise. En ce sens il s'inscrit dans un schéma réformiste reflétant les contradictions du mouvement ouvrier américain. Malgré l'héritage historique, en dépit d'une situation sociale dégradée, la prise de conscience de classe se développe lentement dans les ghettos. L'absence d'un grand parti ouvrier susceptible de mener et d'orienter la lutte sur des bases idéologiques claires se fait lourdement sentir dans la lutte des Noirs pour leur libération. A part quelques rares exceptions, la forme la plus élevée de la lutte réside dans le réformisme où la religion joue toujours un rôle prépondérant. De toute évidence, les Noirs sont appelés à jouer un rôle accru dans la lutte idéologique qui se livre aux U.S.A. La restructuration actuelle du mouvement de libération des Noirs engage davantage les Noirs et les élus à prendre leurs responsabilités devant le problème posé par

l'intégration. La situation se traduit actuellement par une poussée accrue des masses noires dans tous les domaines, mais qui se heurte aux barrières de la classe dominante qui, dans cette période de crise, n'hésite pas à recourir aux pires méthodes racistes d'antan.

La poussée des masses noires dans le cadre du bipartisme vient de se manifester avec la récente élection de Jimmy Carter. Pression d'autant plus accentuée que la minorité noire représente 20 % des mandats au sein du parti démocrate. Carter en a tenu compte dans sa campagne et le réel besoin de changement de la minorité noire s'est traduit par un vote massif avoisinant les 90 % dans les grands centres urbains. Plus que jamais, le contexte de crise fut déterminant durant cette élection. Crise que l'on peut situer à trois niveaux : économique, avec le taux élevé de chômage recensé parmi les minorités, accompagné de la baisse du pouvoir d'achat ; moral, avec la désaffection envers le bipartisme à la suite du Watergate ; institutionnel, avec le conflit permanent entre un Congrès démocrate et un président républicain.

Dans ce contexte, la candidature Carter avait pour objet principal de donner une nouvelle image de marque des institutions américaines. Le Big Business ne s'y est d'ailleurs pas trompé. C'est seulement en ce sens que l'on peut parler de récupération du mouvement noir par le bipartisme. Il serait toutefois erroné d'assimiler la réelle poussée de la minorité noire à la participation au système institutionnel dominant.

Le mouvement entend bien continuer sa progression dans les divers secteurs de la vie économique et politique du pays en liant sa lutte avec celle du mouvement ouvrier américain dans son ensemble. Compte tenu de la nature de la machine économique et institutionnelle du système américain, toute tentative séparatiste noire reste vouée à l'échec, car isolée. Bien que plus discret, le mouvement s'est orienté dans une nouvelle phase dont l'action de pénétration des masses laborieuses constitue une action plus en profondeur aux conséquences politiques plus marquées. La libération des Noirs passe par la libération de la classe ouvrière américaine. C'est ce qu'a compris le mouvement dans le temple de l'impérialisme.

Editions sociales

Collection « Notre temps/Monde »

Jacques Arnault

La démocratie à Sacramento (USA)

1 volume, 240 pages, 20 francs

Peter, ou comment on devient américain

Pierrette Gillot

Lors d'un récent séjour aux U.S.A., je me trouvais à Detroit lorsque me fut présenté Peter W., jeune médecin d'environ trente-cinq ans. Celui-ci affirma aussitôt qu'il était américain. Je fus surprise de l'empressement qu'avait montré ce jeune docteur à déclarer sa nationalité. Nous étions en Amérique. Quel besoin avait-il eu de dire qu'il était justement américain ? Intriguée, je décidai d'en savoir plus. Il s'avéra très vite que Peter refusait pratiquement toute discussion sur ses origines, qui du même coup ne semblaient pas être tout à fait américaines. Il aimait au contraire se présenter comme un jeune docteur américain tout à fait à l'aise dans son « milieu naturel ».

Les nombreux entretiens que j'eus par la suite avec Peter m'amènèrent à réfléchir sur la manière dont se fait l'intégration des immigrants aux U.S.A., et je voudrais m'appuyer sur cet exemple concret pour tenter de décrire quelques-uns des aspects de ce processus complexe qui préside à la transformation d'un « étranger » en un « véritable Américain ».

Nous montrerons d'abord quelles sont les origines ethniques, sociales et psychologiques de Peter, puis nous situerons le contexte politique, économique et social dans lequel a eu lieu l'immigration de sa famille aux U.S.A., et enfin nous tenterons d'analyser le processus d'intégration lui-même. En dernier lieu, nous montrerons en quoi Peter peut se considérer à juste titre comme un véritable Américain, et comment le fait même qu'il garde toujours au fond de lui l'inquiétude de ne pas l'être tout à fait constitue un facteur qui le pousse à l'être toujours plus, en dépit de remises en cause et de prises de conscience partielles de la réalité de son pays.

Origines

Peter est né en 1939 à Berlin, d'une mère et d'un père allemands. Son père était le gérant très aisé d'une grande maison d'épicerie fine qui voyait passer tous les notables fortunés du quartier qui venaient s'y approvisionner.

Le père appartenait à cette fraction de la petite bourgeoisie dont le conservatisme est d'autant plus virulent que son statut social n'est pas très assuré : comme gérant, il n'avait pas accès à la propriété de l'entreprise, mais il avait sous ses ordres un certain nombre d'employés, recevait des traitements très confortables, et était en contact permanent avec la couche supérieure de la bourgeoisie, qui lui servait de modèle.

Le milieu familial était étouffant : le père était très dur, violent même — Peter identifia son père à l'Allemagne —, tandis

que la mère, très croyante et moralisatrice, tentait de compenser sa misère conjugale en possédant son fils d'une manière tyrannique. Peter avait une sœur qui n'était rien puisque c'était une fille...

L'émigration

Dès 1940, le père fut mobilisé et partit servir sous le drapeau nazi. Pendant toute la guerre, il combattit sur différents fronts comme soldat de la Wehrmacht, et se trouvait à Berlin quand les troupes soviétiques y entrèrent. Fait prisonnier, il fut rapidement relâché et rentra chez lui pour constater que sa femme et ses enfants vivaient dans une grande misère. Le magasin avait fait faillite, toute l'Allemagne était affamée. Il espérait un moment rouvrir sa boutique mais s'aperçut alors qu'il habitait dans la zone d'occupation soviétique de Berlin, où les autorités ne lui seraient sans doute pas particulièrement favorables. Dès 1945, un oncle de Peter qui était resté célibataire s'embarqua vers l'Amérique pour effectuer la reconnaissance du pays. Il écrivit que la vie était dure, mais qu'ici on pouvait tout recommencer.

La famille déménagea dans la zone américaine de Berlin et commença à préparer son départ. Ils économisèrent pendant huit ans pour payer la traversée en bateau. Le père avait trouvé un petit emploi de bureau. L'oncle envoya un peu d'argent.

Quand ils s'embarquèrent, en 1953, Peter avait déjà treize ans et il avait rêvé toute sa vie de l'Amérique. Il tournait le dos à la guerre, à la misère, à l'humiliation des vaincus, et allait poser le pied sur cette terre de liberté où on peut faire fortune si on le veut vraiment.

L'oncle habitait Detroit et travaillait dans l'industrie automobile comme manœuvre. Après qu'on l'ait laissé attendre pendant un certain temps, le père trouva aussi du travail chez Ford. Il devait présenter un certain nombre de garanties : pas de participation aux grèves, pas de manifestations, aucune revendication... sinon, la porte. Le père n'avait aucune expérience syndicale, aussi se fit-il exploiter à outrance, n'osant pas protester.

Il n'obtint jamais de qualification de toute sa vie, recevant les salaires les plus bas tout en effectuant un travail de plus en plus spécialisé. En fait, il ne s'est jamais considéré réellement comme un ouvrier : il s'imaginait être là pour un temps limité, petit bourgeois déplacé qui refusait de s'intégrer au monde ouvrier américain et au pays en général. Il ne parla jamais bien l'anglais et conserva toutes ses habitudes (vestimentaires, alimentaires, etc.) d'autrefois.

L'intégration

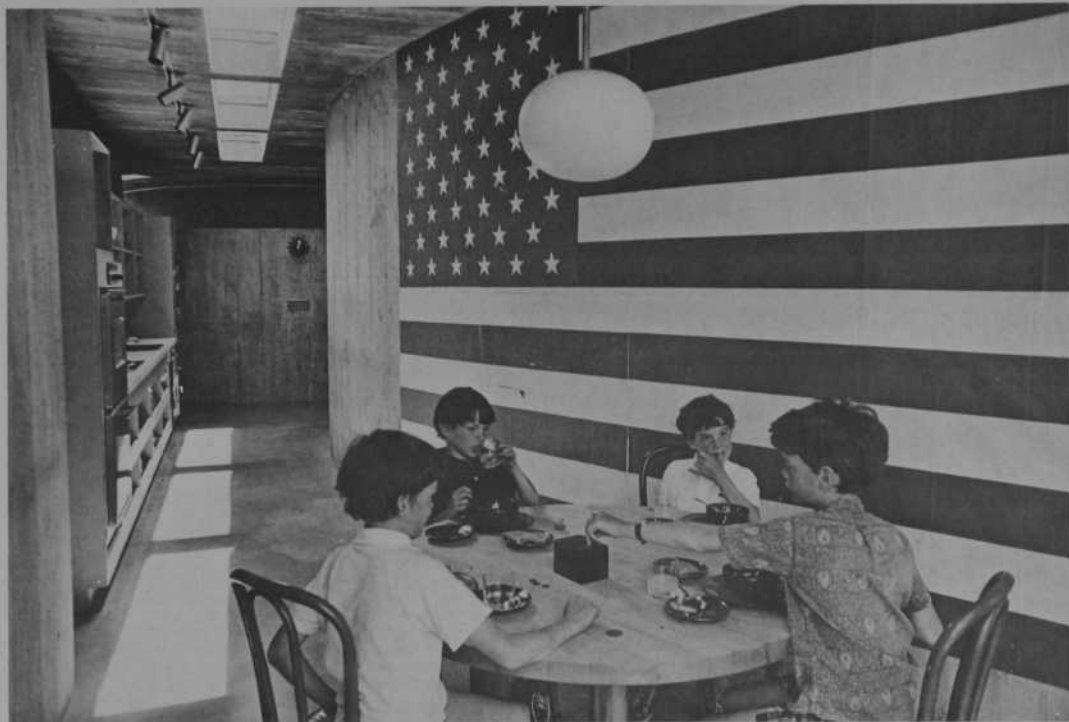
Pendant ce temps, le jeune Peter fut mis à l'école, et ce fut pour lui la découverte du paradis : les maîtres n'étaient pas sévères et ne tapaient pas sur les doigts avec des règles en fer, les mamans et les papas n'étaient pas exigeants avec leurs enfants, les relations entre enfants étaient libres, il n'y avait pas de grilles autour de l'école... N'importe quel enfant s'y serait trouvé heureux, et Peter l'était.

Pourtant, il était devenu la tête de turc de sa classe : il ne parlait pas bien l'anglais et ne savait pas grand-chose. On se moquait de son vilain accent et de ses boucles blondes que sa mère refusait de couper, alors que tous les gamins de son âge avaient les cheveux taillés en brosse. Les enfants expriment souvent bien l'intolérance latente et discrète de leur société... Peter avait honte de lui, de ses parents, de ses origines. Il se dit qu'un jour il arriverait à être comme les autres, et cette idée ne le quitta plus jamais.

Il se mit à étudier avec passion, et crut sans aucun discernement tout ce qu'on lui apprenait : la grandeur de la nation américaine, la liberté, la foi en la justice de ce pays, l'égalité de chances pour tous... Toute l'idéologie capitaliste entra dans lui sans résistance : non seulement il n'opposait aucun obstacle du fait qu'il ne possédait aucun outil intellectuel qui lui eût permis de faire une analyse et une critique, mais surtout il sentait que, quoi qu'on lui apprenne, il était vital pour lui de le faire sien pour qu'il se fonde au plus vite dans la masse des autres.

Il devint rapidement le meilleur de la classe. Mais, malgré ses succès scolaires, on se moquait encore un peu de lui à cause de son accent qui ne disparaissait pas : à la maison, il parlait allemand en permanence, son père refusant de parler anglais et sa mère se conformant aux ordres de son mari. Peter se promit de prendre plus tard des cours spéciaux de diction pour Allemands, ce qu'il fit à l'âge de dix-huit ans au prix de sacrifices énormes : les cours étaient très onéreux et, pour pouvoir les payer, il devait travailler la nuit à décharger des camions... Dans le « pays le moins raciste du monde », ce jeune homme sentait bien qu'il devait faire disparaître toute trace d'accent étranger s'il voulait réussir sans fortune personnelle au départ.

Enfant, il refusait que sa mère vienne le chercher à la sortie de l'école, car il avait honte de cette mère allemande qui l'appelait « Mein Sohn ». Plus tard, il refusa toujours de présenter sa mère à ses amis de crainte que ceux-ci ne



s'aperçoivent de la « supercherie » qu'il s'était donné tant de mal à monter... C'est essentiellement à l'école qu'on fit de lui un petit Américain, mais aussi à l'occasion des multiples contacts qu'il avait avec les gens. Il acceptait tout ce qui était censé être typiquement américain. Malgré sa naïveté, il se rendait bien compte que certaines choses n'allaient pas bien dans cette société, mais un nouveau-venu ne se permet pas de critiques : il doit se conformer totalement au modèle qu'on lui présente sous peine de ne pas être un vrai Américain. Il dut donc se fondre dans le moule correspondant à son sexe, son âge, son milieu social, etc., pour ne pas être exclu du groupe. Ainsi, il se faisait un devoir de boire toutes les fins de semaines, avec des amis, jusqu'à rouler sous la table, et de flirter avec toutes les filles sans exception, alors qu'il détestait l'alcool et que les Américaines le terrorisaient. Il adopta le mode de vie, le comportement, la mentalité des jeunes Américains blancs de son âge. Il croyait bien avoir atteint ce conformisme et cette identité tant souhaités quand une épouvantable révélation vint ébranler tout ce bel édifice : il découvrit l'existence des camps de la mort nazis. Et l'horreur bien légitime qu'il en éprouva, soigneusement guidée par une propagande qui prenait soin de ne pas dénoncer les véritables coupables mais d'accuser les Allemands en général, se retourna contre tout son peuple et lui-même en particulier.

Ainsi, ce garçon de seize ans qui n'était qu'un bébé pendant la guerre, se sentit personnellement coupable de toutes les atrocités commises dans les camps. Voilà qui donne encore beaucoup plus envie d'être américain ! Il pensa sérieusement à changer de nom de famille, le sien se trouvant par malchance être aussi un prénom allemand bien connu et l'ensemble donnant une trop nette impression de germanisme... Son père, du fait qu'il avait toujours refusé de se considérer comme un ouvrier américain, représentait déjà une grande honte pour Peter. Mais quand celui-ci se rendit compte que ce même père avait participé, même de très loin, à l'extermination, il ne put plus du tout le supporter. Plus que jamais, la honte et la culpabilité d'être allemand l'étrouffèrent. Quand son père mourut, Peter n'avait que vingt ans, mais il accueillit ce décès avec un énorme soulagement. Avec son père, c'était un témoin vivant de son passé non américain qui disparaissait, et c'est exactement ce que voulait Peter. D'ailleurs, la société américaine avait quelque chose à mettre à la place du nationalisme allemand : le nationalisme U. S. qui remplaça très avantageusement l'autre en lui ajoutant la force du désespoir qu'ont tous les déracinés. L'école encore une fois se chargea du travail avec succès : Peter se mit à détester la musique allemande, la littérature allemande, la philosophie allemande, etc. A la place, on lui fit aimer le jazz, les romans de science-fiction et le « pragma-

tisme » américains. Surtout, il fit sienne toute l'idéologie américaine qui prône le refus de toute idéologie. Il se méfia donc des théories, des systèmes, des philosophies comme de choses malsaines, et ignora totalement l'œuvre d'un Marx qu'on trouvait pourtant facilement dans les bibliothèques, mais dont on lui avait toujours dit qu'il n'était qu'un économiste... Qu'est-ce qu'un jeune homme de vingt ans qui n'a jamais entendu parler de classe sociale peut bien vouloir chercher chez un spécialiste de l'économie qui n'est même pas bien considéré aux U.S.A. ? On s'était aussi arrangé pour lui faire comprendre que la même haine qu'il éprouvait à l'égard du régime nazi devait aller vers tous les « autres régimes totalitaires », c'est-à-dire vers les pays situés « de l'autre côté du rideau de fer »... Et on n'avait pas eu à lui expliquer longtemps que l'ennemi numéro un du monde entier était le communisme. Sans avoir jamais rencontré un seul communiste de toute sa vie, Peter avait pour eux une haine toute « naturelle », longtemps distillée par l'école et les mass-media. Aussi, quelle ne fut pas sa surprise quand il apprit que son oncle était devenu communiste ! L'oncle « rouge » fut exclu de la famille et Peter n'en entendit plus parler pendant quinze ans. Lorsqu'il accéda au monde du travail, Peter était déjà âgé de vingt-quatre ans, il avait toujours travaillé pour payer ses études, mais c'était la première fois qu'il entraînait totalement dans le personnage



dont il avait rêvé. Il était ingénieur de haut niveau, et il fut tout de suite apprécié par ses supérieurs pour ses compétences... et sa docilité. Lui s'étonnait de pouvoir réellement appeler ses supérieurs par leur prénom, ne voyant pas que les fameuses **informal relationships** américaines n'existent que pour gommer un peu des différences de classe trop apparentes. En fait, il travaillait énormément, comme l'ensemble des Américains d'ailleurs, et ne songeait pas à revendiquer quoi que ce soit. Arrivé à ce stade, on peut dire de Peter qu'il était parfaitement intégré.

Un véritable Américain...

Mais comme tout Américain, Peter était obligé de se poser quelques questions. Il habitait toujours à Detroit, où on sait que le pourcentage des Noirs dépasse largement celui des Blancs, et où les incidents raciaux étaient (et sont) extrêmement fréquents.

Parce qu'il ne pouvait pas ignorer ces faits au milieu desquels il vivait, mais aussi parce que sa quête individualiste n'avait pas encore complètement éteint son sens de la justice et ses sentiments humanistes, Peter s'émut des conditions dans lesquelles les Noirs de Detroit et de tous les U. S. A. étaient condamnés à vivre. Il découvrit avec un immense étonnement qu'il y avait une faille dans l'admirable système libéral américain, et il décida très vite de passer à l'action pour... colmater cette brèche. Il quitta donc Detroit pour le sud des U. S. A., l'Alabama, où la ségrégation battait son plein, et milita dans les rangs du « Civil Rights Movement ». Là, il prêcha le respect de l'homme à des gens qui trouvaient plus rentable de ne pas le respecter... Son approche de la question noire était sentimentale et humaniste, et sa seule arme était la persuasion. En ce sens, il rejoignait la cohorte des Américains de bonne volonté que j'ai rencontrés au cours de mes voyages aux U. S. A. Comme l'enfer est supposé pavé de bonnes intentions, ce pays du crime, du racisme, de la drogue et de la corrup-

tion est peuplé d'hommes honnêtes qu'on a trompés et plongés dans l'ignorance. On comprend très bien comment le rouleau compresseur américain a pu passer sur des générations d'immigrants en quête d'un pays d'accueil et d'une nationalité... Aux U. S. A., les uns se battent contre le racisme, d'autres défendent l'écologie, d'autres encore veulent réduire les criminels, etc., sans qu'ils s'aperçoivent que le racisme, la mort de la nature, et la criminalité, sont les enfants naturels de ce régime. Il faut aller aux racines du mal pour l'exterminer, et tout arracher, et non couper le bout des branches qui pourrissent, car tailler un arbre, c'est souvent l'aider à vivre...

Peter lutta donc contre le racisme de tout son cœur : il donna des cours à des Noirs, participa à des manifestations antiracistes, subit divers attentats, fut blessé. Mais le mouvement tourna court, et Peter s'aperçut avec consternation que nombre de ses camarades Noirs préconisaient désormais la séparation des Blancs et des Noirs, ou même étaient devenus racistes à leur tour. Faute d'analyse politique solide, les éléments explicatifs de l'échec du mouvement lui échappèrent totalement, et il rentra à Detroit tout à fait découragé, son expérience qu'il n'avait pas su analyser lui tenant lieu de réflexion. Cette expérience qui lui laissa pour toujours un goût d'amertume ne lui apporta qu'une chose positive : il avait rompu sa carapace d'individualisme forcené, il s'était intéressé aux autres...

A trente ans, Peter cherchait encore la cause qu'il devait servir, le but à donner à sa vie. Cette recherche, qui aurait dû déboucher sur un travail politique, fut « naturellement » détournée du fait de son immaturité politique totale. On l'avait privé des moyens de réflexion et d'analyse politiques, et cette mutilation faisait de lui un aveugle. Ce magnifique élan vers les autres aboutit donc à sa décision de devenir médecin. Cette « solution » rencontrait ses convictions morales et humanistes tout en lui permettant de s'intégrer un peu plus dans la société américaine en gravissant les échelons de la réussite sociale. Il ne remit jamais

fondamentalement en question la société capitaliste américaine; au contraire, quand le scandale du Watergate éclaboussa tous les U. S. A., il associa à sa stupefaction et son dégoût réels l'idée réconfortante que ces maux sont inévitables, que le scandale a quand même pu éclater aux U. S. A. — signe du bon fonctionnement des institutions — et que dans les autres pays les mêmes choses apparaîtraient si la liberté et la démocratie existaient encore...

Quand j'ai rencontré Peter, il ressemblait à un vrai Américain, à un de ces millions de grands enfants naïfs et généreux à qui on a expliqué dès l'enfance que la politique est affaire de spécialistes et qui l'ont cru. Comme la plupart des Américains, il avait passé son temps à courir des chimères et beaucoup travailler, tandis que son sort se réglait ailleurs.

Je ne crois pas qu'on puisse indéfiniment priver une nation de sa conscience politique; même si ce crime — peut-être le plus grave perpétré contre un peuple — s'appuie sur le désir énorme des « nouveaux arrivants » d'hier et de demain de s'identifier aux autres. Des hommes et des femmes se battent aujourd'hui aux U. S. A. pour déchirer le voile du mensonge, et ce sont de vrais Américains, même s'ils ont tous un léger accent...

Editions sociales

Maurice Goldring
Survivre à New York

1 volume, 224 pages, 20 francs

Au nom de la raison ?

Marxisme, rationalisme, irrationalisme

Etienne Balibar



Comment lutter contre les philosophies de la crise ? Les communistes ont été conduits, depuis quelque temps, à accorder une attention plus soutenue à des thèmes idéologiques dont l'insistance, aujourd'hui, ne saurait être due au hasard : tels sont, sur le terrain économique, ceux des « limites de la croissance », de la « croissance zéro », des « risques » et des « nuisances » (pour « l'homme », pour la « nature ») de l'industrialisation intensive, etc. ; sur le terrain social, un renouveau des thèmes anarchistes, prenant pour cible « les institutions », « les pouvoirs », et proclamant la nécessité de l'« abolition » immédiate de la Famille, de l'École, de la Médecine, des Tribunaux ; sur le terrain philosophique, une mise en question (une de plus !) de la « valeur de la science », comme connaissance et comme source de progrès social, tantôt au bénéfice de thèmes religieux (Illich), ou naturalistes-mystiques (la « gnose de Princeton »), tantôt au bénéfice de thèmes nihilistes et irrationalistes (Deleuze-Guattari).

La question, faut-il le préciser, n'est pas pour nous de savoir *s'il faut* combattre ces thèmes, dans les pratiques et dans les idées. Elle est de savoir *comment il faut* les combattre, de quel point de vue. C'est une question philosophique. C'est une question politique.

Quelques constatations

D'emblée, quelques constatations s'imposent.

De tels thèmes idéologiques, quelle que soit leur diversité, convergent pour appuyer, pour faciliter les tentatives de la grande bourgeoisie de « résoudre » à son profit et à sa façon la crise économique : en présentant celle-ci comme inévitable, en proclamant la nécessité de l'austérité, en substituant aux causes sociales réelles des causes imaginaires, des abstractions chargées de tous les péchés, comme la Technique et la Science. Manifestement aussi, toute une part de cette offensive est concertée, articulée à des objectifs *immédiats*, dont il faut masquer les effets qu'ils pourraient avoir sur les travailleurs manuels et intellectuels : « restructuration » de la production capitaliste, peut-être amorcée d'un déplacement des centres de l'accumulation du capital vers d'au-

tres régions du monde, naguère « sous-développées », et qui apparaissent comme les nouveaux paradis de la libre entreprise, avec leur main-d'œuvre à bon marché et leurs régimes « forts ». Donc, et cela va de pair, freinage, limitation sélective des dépenses d'éducation, de recherche scientifique et technologique ! « Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage », dit bien la sagesse populaire !

Pour une part importante, ces thèmes idéologiques sont des *renversements* mécaniques, du pour au contre, de ceux qui, dans la période précédente, avaient été mis en avant, souvent par les mêmes professionnels de l'idéologie : le mythe de la « croissance » comme idéal des temps modernes devient celui de la « croissance zéro », le mythe du pouvoir et de la valeur en soi de la science et de la technique devient celui de leur impuissance, de leur nocivité, etc. Ce sont les *mêmes notions* : « civilisation industrielle », « société de consommation », « automation », qui sont affectées d'un signe opposé.

Enfin, les *mêmes* thèmes idéologiques sont susceptibles d'une variante « de droite » et d'une variante « de gauche », à travers laquelle s'effectue, sur ce plan du moins, la « récupération » d'une partie de l'opposition au régime actuel, ou son dévoiement. D'où un résultat objectif, qui est d'affaiblir les luttes des travailleurs, et de multiplier les obstacles à l'*unité*, dans la lutte, des ouvriers, des paysans, des employés, des intellectuels. Si la physique nucléaire est « responsable » du danger des centrales atomiques, c'est elle qu'il faut dénoncer et non une politique énergétique et industrielle au service exclusif de quelques monopoles franco-américains. Si la médecine, dès lors qu'elle n'a plus « les pieds nus », est la « cause » sociale et « psychosociale » des maladies, c'est elle qu'il faut attaquer, et non son organisation discriminatoire, la misère des hôpitaux et des dispensaires, la toute-puissance des trusts pharmaceutiques. Si la croissance, la scolarité prolongée, la recherche scientifique, le progrès technique sont *comme tels* contradictoires et oppressifs, la lutte pour une transformation révolutionnaire de la société, *pour le socialisme*, n'est qu'une illusion...

1. Dans cette nouvelle conjoncture, bien différente de celle des années 1950-1960, où les taux de profit « miraculeux » ont soutenu en France un procès continu d'élargissement de l'accumulation du capital, la grande bourgeoisie capitaliste se trouve prise dans une redoutable contradiction. D'un côté, il lui faut préserver son alliance (hégémonique, inégale) avec les couches sociales « intermédiaires », y compris celles des intellectuels salariés et même avec une fraction de la classe ouvrière, car le maintien de son pouvoir *politique* en dépend. De l'autre, il devient absolument indispensable de supprimer tout ce qui, du point de vue du capital, représente autant de « faux frais » gigantesques, autant de « privilèges » de ces *mêmes* couches ; c'est-à-dire qu'il devient indispensable, comme nous commençons à l'observer aujourd'hui, d'accélérer leur *prolétarianisation*, en commençant par s'attaquer à leur *sécurité* (Sécurité sociale, sécurité de l'emploi) et à leur *qualification* (dont fait partie intégrante le niveau culturel général). Cette contradiction est, à terme, explosive.

Conscients de ces faits, instruits par des expériences antérieures, les communistes se sont assigné pour tâche urgente une lutte sans concessions contre ces thèmes idéologiques, qui fait partie intégrante de leur lutte contre la politique d'austérité, contre l'exploitation de la crise par le grand capital, et pour le développement du mouvement populaire.

Dans cette riposte des communistes, une idée tient souvent une place importante : celle de l'irrationalisme. Il y aurait, de façon plus ou moins délibérée un développement de l'irrationalisme, ou plutôt un glissement tendanciel de l'idéologie (bourgeoise) dominante vers l'irrationalisme. Schématiquement, on pourrait donc faire le raisonnement suivant : alors que, dans toute la période historique de son ascension économique et de sa domination politique, la bourgeoisie a développé avant tout une idéologie et des philosophies rationalistes, exaltant le progrès de la connaissance, le progrès par la connaissance, cette tendance s'inverserait dans la période historique de sa crise et de sa décadence. La bourgeoisie deviendrait, qu'elle le veuille ou non, une classe en proie à l'irrationalisme. Au contraire, la classe ouvrière, qui représente l'avenir de la société humaine, se présenterait désormais comme porteuse du rationalisme philosophique, qu'elle défend et fait progresser, à qui elle ouvre un nouveau champ d'action. Elle s'inscrirait ainsi, aujourd'hui, dans une tradition dont les luttes du passé ont montré la justesse (notamment à l'époque du fascisme contre qui, chez nous, Politzer, Maurice Thorez avaient déjà levé le drapeau de Descartes !).

Effectivement, cette question est théoriquement et pratiquement importante. Mais, nous le savons aussi, il est indispensable d'ajuster peu à peu nos idées et nos thèses : car, en matière de lutte idéologique comme sur tout autre terrain politique, aucune position n'est spontanément correcte et efficace à cent pour cent. C'est la combinaison de l'analyse concrète du présent et des leçons théoriques du marxisme qui peut nous permettre de l'ajuster, à travers la discussion et la confrontation des expériences. D'où ces quelques éléments de réflexion sur la question du rationalisme et de l'irrationalisme, que je propose à la discussion.

Qu'est-ce que l'irrationalisme ?

L'irrationalisme, en quelque sorte par une nécessité interne, échappe à une définition unifiée, systématique. Son importance et son influence ne viennent pas de ce qu'il se constituerait en un système cohérent, susceptible de fournir une armature idéologique et institutionnelle à la société tout entière. Parler d'irrationalisme, c'est désigner un en-

semble de tendances réactives qui, sous diverses formes, se présentent comme des « critiques » de la Raison, de la rationalité (scientifique, politique, économique), et puisent pour cela dans un passé idéologique dont elles témoignent par là même de la persistance.

Il importe cependant au plus haut point de ne pas confondre l'irrationalisme, phénomène essentiellement moderne, avec les idéologies antérieures au rationalisme, notamment avec la religion, idéologie dominante des sociétés féodales précapitalistes. Ce qu'il faut, c'est comprendre le rapport de l'irrationalisme moderne avec le mythe, avec la religion qui « survivent » aujourd'hui, sous des formes profondément transformées.

Rapport très inégal, qui impose à son tour des distinctions d'une grande importance pratique.

Il y a incontestablement, notamment en France, un irrationalisme « vulgaire », mais nullement négligeable pour autant : mélange plus ou moins homogène de croyances superstitieuses, pseudo-scientifiques et para-scientifiques (d'Albert Ducrocq à Uri Geller, elles ont leurs prophètes), de naturisme, de religion (Lourdes !). Phénomène très important. Est-il qualitativement nouveau ? Sur le fond, non, et quelle que soit la publicité variable qui lui est donnée par la politique idéologique de la presse, de la radio bourgeoises. C'est au contraire un phénomène déjà ancien.

Quelles en sont les causes ? Il ne suffit pas ici d'invoquer l'ignorance des masses, venue du fond des âges, car cette « ignorance » n'est nullement un phénomène naturel, un phénomène absolu. Il faut au contraire, en dernière analyse, rappeler quelles sont aujourd'hui encore les contradictions et les limites de l'instruction dispensée aux masses dans une société de classes comme la nôtre. On peut dire que le fond tenace de l'irrationalisme vulgaire, sur lequel s'appuient toutes les entreprises de mystification idéologique auxquelles nous avons affaire, est à la fois le résidu et le sous-produit de l'instruction bourgeoise, donc avant tout de la scolarisation primaire « laïque » elle-même, et nous renvoie, que nous le voulions ou non, à ses contradictions historiques. Car cette scolarisation, dans le temps même où elle réalise une extension sans précédent de l'instruction populaire, ne surmonte pas l'inégalité devant la connaissance : au contraire, elle tend finalement à la reproduire, à la renforcer, en isolant la science (dont elle fait un « mystère » à peine entrevu) de la pratique des masses, avec un double résultat d'exploitation idéologique sur les masses populaires et sur les savants et autres intellectuels. Et simultanément, elle représente, malgré les apparences, un compromis historique avec l'idéologie religieuse : ce compro-

mis ne signifie pas que la lutte s'arrête, mais qu'elle est cantonnée dans certaines limites (« Au maître son école, au curé son église », « A chacun sa vérité »). L'idée bourgeoise de laïcité (spécifiquement positiviste, nous y reviendrons) signifie que, pour l'essentiel, les « excès » du rationalisme militant des instituteurs ayant été résorbés et réprimés, l'école ne s'assigne pas de tâche ouvertement critique à l'égard de la religion, de tâche « antireligieuse ». Précisons : elle ne s'assigne pas pour tâche d'expliquer le contenu, les bases sociales et la fonction historique (contradictoire) de la religion. Ainsi l'ignorance de ce qu'est la religion sert finalement la religion, ses résurgences « superstitieuses » et ses substituts qui imitent la science et l'enrobent de mysticisme. Elle ouvre le champ à ce monstre apparent, la religiosité parascientifique.

A l'opposé apparent de cet irrationalisme de masse, il y a un irrationalisme raffiné et relativement ésotérique, propre aux philosophes professionnels (y compris les théoriciens de différentes « sciences humaines » et des humanités littéraires). Les masses sont plus ou moins sensibles à l'irrationalisme, qui n'habite que les lacunes de leur bon sens. Certains philosophes, eux, vivent (à tous les sens du terme) de l'irrationalisme et pour lui. Les origines historiques de l'irrationalisme philosophique sont d'ailleurs lointaines, si l'on se souvient que la « philosophie des Lumières » elle-même, le rationalisme bourgeois du XVIII^e siècle, avait déjà (on l'oublie trop souvent) son contrepoint dans un courant de mysticisme, de piétisme, de « mesmérisme » et d'« illuminisme », dont la tendance se poursuit, au XIX^e siècle, par la vaste constellation des « philosophies de la nature » (Schelling), de la « philosophie romantique » (Novalis), de l'existentialisme chrétien (à partir de Kierkegaard), etc. A côté de ce courant religieux, il y a un courant irrationaliste athée et anarchiste, depuis Stirner et Nietzsche. D'un côté comme de l'autre, philosophies qui se veulent « critiques », contre l'« impérialisme » de la Raison, du Concept, du « Système » (l'horrible système hégélien !), contre la théologie rationnelle ou contre cette « nouvelle théologie » que serait la science, et qui conduisent tout droit, à travers Bergson ou Heidegger, aux actuelles philosophies du Désir, de la Vie, de la Révolte métaphysique, de la Violence et de la « transgression », etc. (de Reich, Marcuse, Bataille à Deleuze, Edgar Morin, etc.). Philosophies tantôt anti-scientifiques, tantôt para-scientifiques (notamment par l'exploitation des contradictions de la biologie, de la psychanalyse, de l'ethnologie). On notera, comme un symptôme important, ce fait que, tandis que l'irrationalisme de



masse est le plus souvent ouvertement conservateur, voire réactionnaire en politique, l'irrationalisme des philosophes, dans les conditions propres à la France actuelle, celles de l'« avant » et de l'« après mai 68 », est pour l'instant anarchisant : plutôt que la négation pure et simple de la lutte des classes exploitées, c'est son dépassement, sa noyade dans les conflits imaginaires du Pouvoir et du Sexe qui sont à l'ordre du jour.

Mais ce n'est pas tout. De cette philosophie professionnelle, et malgré les interférences qui peuvent se produire, il nous semble nécessaire de distinguer soigneusement dans la pratique ce qu'il faut bien appeler l'irrationalisme des scientifiques. Nous touchons là, effectivement, à un phénomène nouveau qui doit retenir toute notre attention, car il concerne les formes spécifiquement actuelles de la philosophie « spontanée » des scientifiques : c'est-à-dire, en fait, les formes de l'emprise de l'idéologie dominante sur les travailleurs scientifiques, à une époque où, dans leur masse, les contradictions sociales leur deviennent de plus en plus sensibles. Ce qui est nouveau, et spécifique, ce ne sont pas tant les thèmes de cet irrationalisme, qui font que certains scientifiques déclarent eux-mêmes « ne plus croire à la science », ni comme institution (la science serait un simple instrument de pouvoir, un instrument du pouvoir...), ni comme connaissance (la science serait une « idéologie », voire l'Idéologie par excellence...). Ces thèmes sont bien, comme le disait en d'autres temps Lénine, des « vieilleries philosophiques ». Non, ce qui est nouveau c'est, d'une part, le fait que ces thèmes se présentent le plus souvent dans la terminologie du marxisme, dont ils « bricolent » et retournent les thèses ; et c'est d'autre part le fait

qu'ils pénètrent largement, à travers de multiples variantes, le milieu scientifique, et se matérialisent parfois dans des pratiques, de véritables « actes idéologiques » souvent avortés, mais sans cesse renaissants, à la recherche de conditions favorables : dans la contestation individuelle des structures administratives de la recherche et de l'enseignement, dans la « lutte écologique », dans les actions politiques « marginales ». Quelles sont les bases historiques de cette tendance ? Quelle peut en être la signification aux yeux des communistes ? Quelle « question » informulée s'y fait entendre, à laquelle les marxistes doivent apporter une « réponse » adaptée ? J'y reviendrai, après avoir fait un détour par le rappel historique de certaines luttes de la génération précédente.

Les luttes du marxisme contre l'irrationalisme

Ce n'est pas, en effet, la première fois que nous sommes confrontés à une conjoncture dans laquelle s'esquisse la fusion relative des différentes formes de l'irrationalisme. Dans les années trente et quarante, le marxisme (et singulièrement les philosophes communistes) ont déjà mené une lutte systématique contre l'irrationalisme, et ils l'ont fait au nom du rationalisme. Dans notre pays, Politzer s'y est victorieusement employé, avec le soutien de scientifiques éminents, comme Langevin, Marcel Prenant, Henri Wallon. De son côté, Lukács y a consacré toute une partie de son œuvre. Il s'agissait alors de combattre, sur ce terrain aussi, le fascisme dont la bourgeoisie avait fait son rempart contre la révolution prolétarienne, son arme offensive contre les travailleurs européens, pour surmonter la plus grande crise qu'ait connu jus-

qu' alors le système capitaliste. Sans refaire toute l'histoire de cette lutte, on peut en retenir des acquis importants, et aussi des problèmes qu'elle soulève.

Politzer et Lukács montrent que l'idéologie officielle du nazisme (l'idéologie du sang et de la race, de l'« espace vital ») n'est pas un phénomène isolé, une invention artificielle. Elle est préparée de loin par le courant de l'irrationalisme philosophique, ici Bergson, là Nietzsche et Heidegger, et relayée de proche en proche, dans les milieux intellectuels, par le « renversement des valeurs » du progrès scientifique et de la démocratie politique bourgeoise, qui sont étroitement liés dans le rationalisme classique.

Ils montrent que l'expansion de l'irrationalisme correspond à une période de crise ouverte, dans laquelle les limites historiques et la barbarie du capitalisme apparaissent aux yeux de masses immenses d'hommes et de femmes, sous l'effet des guerres impérialistes et de la révolution soviétique. La démocratie bourgeoise apparaît alors pour ce qu'elle est : une forme de dictature d'une classe possédante, de l'« argent », qui peut toujours, si les circonstances l'exigent, basculer dans la violence.

Ils montrent qu'il s'agit fondamentalement d'un moyen de lutte contre l'idéologie révolutionnaire du prolétariat, et donc contre la philosophie marxiste, le matérialisme dialectique.

A cet égard, le chassé-croisé est révélateur, qui fait que, tandis que l'irrationalisme fascinant dénonce en « Descartes » (ou Kant) les ancêtres et les responsables théoriques du « matérialisme » et du marxisme, les philosophes rationalistes de l'Université bourgeoise (Benda, Koyré, etc.) dénoncent dans le marxisme une forme de l'irrationalisme, au même titre que le nazis-

me? (sic), et lui opposent les mêmes Platon, Descartes, Kant. La bourgeoisie se bat sur deux fronts. Les marxistes aussi se battent sur deux fronts. Et, pour une part, l'enjeu de la lutte d'idées devient : pour ou contre Descartes? Quel est le vrai « Descartes », le vrai Kant : progressiste ou réactionnaire? matérialiste ou idéaliste?

Singulier enjeu. Et dont on ne peut comprendre l'importance si on ne voit pas que, dans le camp marxiste, et dans les conditions de l'époque, cette lutte est restée fondamentalement défensive. Elle a grandement contribué, certes, à affirmer l'unité des forces populaires, y compris les travailleurs intellectuels, qui se dressaient autour de la classe ouvrière, contre le fascisme, puis dans la Résistance, et encore dans la lutte pour la paix et contre la « guerre froide ». A-t-elle réussi à déplacer durablement le front idéologique, pour faire progresser la lutte du marxisme contre l'idéologie bourgeoise dans son ensemble? c'est une autre question. En revendiquant contre l'irrationalisme l'héritage du rationalisme philosophique, et en concluant sur cette base une « alliance » avec les intellectuels et les scientifiques, le marxisme a fait barrage à l'une des formes de l'idéologie bourgeoise : mais en contrepartie il a été amené à se présenter lui-même (et à se penser) soit comme un « rationalisme », soit comme le prolongement, la « forme moderne » du rationalisme, soit comme une philosophie dont le rationalisme est une « partie constitutive ».

Or nous ne pouvons oublier aujourd'hui ce que l'histoire ultérieure nous a appris, sur le plan social comme sur celui des « idées ». Disons-le péle-mêle : que le fascisme est une forme politique-idéologique d'exception (ce qui ne veut pas dire de hasard) dans l'histoire de l'impérialisme ; que la défense du marxisme comme rationalisme était grosse de contradictions internes : car, à côté de Politzer ou de Lukács, elle mobilisait aussi, pour la « défense de la raison », une tendance ultra-révisionniste (voir l'école de Francfort : Horkheimer, Adorno) qui a pu se renverser en irrationalisme (Marcuse) ; qu'elle coïncidait dans le temps avec une stagnation théorique et une déformation mécaniste du marxisme (Staline) ; enfin que, dans les formes mêmes de son appui sur la connaissance scientifique, le marxisme se trouvait alors entraîné à des erreurs graves, ou du moins dans l'incapacité de les prévenir, d'en reconnaître clairement la racine : témoin la « condamnation » portée contre la psychanalyse (« idéologie sans avenir », « régression vers l'inconscient », en deçà de la rationalité scientifique), et témoin, toutes choses égales d'ailleurs, l'influence du lyssenkisme (soutenu par l'équation :

génétique mendélienne = mysticisme vitaliste de Weissmann = racisme).

Ce qui se trouvait ainsi, pour une bonne part, masqué, c'est que l'irrationalisme et l'obscurantisme du nazisme n'étaient une philosophie antiscientifique qu'en « théorie », c'est-à-dire en surface : ils n'avaient nullement pour fin pratique de limiter ou de stopper le développement scientifique et technique de l'Allemagne, au service de la grande industrie et du militarisme, bien au contraire ! ni surtout de limiter ou de stopper la « rationalité » et la « rationalisation » de l'exploitation, de la propagande politique « scientifique », voire du « système » concentrationnaire ! C'est cet aspect contradictoire de l'irrationalisme qui risquait alors d'échapper !.

D'où la nécessité, pour y voir plus clair aujourd'hui, de poser une double question :

1. Que représente, historiquement, le rationalisme philosophique ?

2. Quel lien y a-t-il, à notre époque, entre une crise économique et sociale du capitalisme, dans le contexte général de la crise de l'impérialisme, et les contradictions de l'idéologie dominante ?

Qu'est-ce que le rationalisme ?

Il ne s'agit pas ici de refaire toute l'histoire du rationalisme philosophique, dont il se peut que les origines, aussi anciennes que la philosophie elle-même, remontent à l'Antiquité (Démocrite, Aristote). Ce qui nous importe, c'est la structure du rationalisme constitué en philosophie dominante, à l'époque moderne, et le sens de son évolution tendancielle. C'est le rapport dialectique qui s'y établit entre les deux tendances philosophiques déterminantes, matérialisme et idéalisme, en fonction de conditions historiques données.

Le rationalisme, comme toute philosophie, est une formation de compromis, un produit de la lutte du matérialisme et de l'idéalisme, qui reste sous la dominance de l'idéalisme⁵. Point décisif : « dans » le rationalisme, ou plutôt dans son développement et son procès de variation, il y a bien un élément de matérialisme tendanciel qui en est constitutif, sous une forme spécifique. Et corrélativement, pendant toute une période, ce matérialisme n'a pas d'autre existence que la forme qu'il prend en tant que composante du rationalisme, sur le « terrain » du rationalisme qu'il contribue lui-même à créer (il n'y a pas d'une part le matérialisme, intemporel, présent mais caché, et d'autre part son « expression » sous forme rationaliste, dans les « limites » du rationalisme).

Quelle est donc cette forme spécifique, correspondant aux conditions historiques de l'ascension de la classe

bourgeoise et du développement du capitalisme aux dépens des modes de production servagistes et de leur superstructure féodale et despotique ? C'est le matérialisme de la lutte antireligieuse, de la critique de la religion, de la théologie, donc, sur le plan philosophique, du spiritualisme. La tendance matérialiste, en tant que tendance antireligieuse, sous-tend l'ensemble des formes inégales du rationalisme classique « métaphysique » ou « empiriste ». Le rationalisme est matérialiste pour autant qu'il s'oppose à la religion et au spiritualisme (à des degrés inégaux).

Mais cette caractéristique est insuffisante. L'élément typique du rationalisme, c'est la lutte contre la religion par et pour la science de la nature. Par la science de la nature : en lui empruntant pour « réfuter » la religion les concepts et les « méthodes » dont la généralisation philosophique permet la critique de la théologie, du miracle, de la révélation, de la providence, etc. Pour la science de la nature : car, en retour, cette critique a pour objectif continué de faire sauter les obstacles idéologiques qui entravent le progrès de la science de la nature et de son application productive, ou du moins certains d'entre eux.

Déjà à ce niveau il est possible de voir que, selon les variantes historiques du rationalisme, sa composante matérialiste doit être inégalement forte : non seulement en raison de l'état de développement des connaissances scientifiques et de la force du couplage établi entre science et philosophie, mais aussi en raison de la position plus ou moins conséquente que telle ou telle philosophie peut occuper dans cette lutte qui se déroule sur son propre terrain. Certaines variantes sont tout à fait paradoxales. Le rationalisme peut prendre la forme d'une « théologie rationnelle ». Et simultanément la lutte contre la théologie peut prendre une autre forme de compromis qui oppose à la Foi non la Raison, mais son « contraire » : l'Expérience, le Sentiment, la Vie. Premier indice du couple symétrique que vont constituer rationalisme et irrationalisme, et dont la fonction change selon les conjonctures.

Mais cette caractéristique est encore insuffisante pour rendre compte des variantes, des contradictions du rationalisme, et de l'inégalité de son rapport au matérialisme. Pour le comprendre, il faut voir que le recours à la science de la nature contre la religion n'a nullement sa source dans la simple confrontation des deux. C'est le rationalisme lui-même qui imagine et déclare une incompatibilité immédiate entre science et religion, susceptible de faire jouer l'une contre l'autre, sous les espèces de l'incompatibilité entre lumière naturelle et révélation entre raison et mythe (ou mystique), entende-



2. Ils préparent ainsi les voies à la théorie du « totalitarisme », qui sera l'antienne idéologie du « monde libre » d'après guerre.

3. Sur ce point décisif, et obstinément refoulé, je renvoie au livre de Dominique Lecourt, *Lyssenko, Histoire réelle d'une « science prolétarienne »*, préface de Louis Althusser, François Maspero, coll. « Théorie ».

4. On lira à ce sujet un texte remarquable de Brecht, datant de 1937 : « Discours sur la capacité de résistance de la raison », in *Écrits sur la politique et la société*, pp. 194-196, L'Arche.

5. Je renvoie sur ce point à l'article de Pierre Macherey, « L'histoire de la philosophie considérée comme une lutte de tendance », in *La Pensée*, n° 185, février 1976 ; et à ma conférence du C. E. R. M., cycle sur la dialectique, *Sur la contradiction*, à paraître aux Editions sociales.

6. On relira sur ce point, entre autres, le remarquable article d'Engels et Kautsky, « Socialisme de juristes », 1887, traduction française dans le recueil des Editions sociales, Marx-Engels, *Sur la religion*, 1960.

7. Le mythe philosophique bourgeois de la Raison, cette déesse révolutionnaire, exprime toujours l'unité d'une faculté humaine universelle de la Nature. Elle peut alors souverainement départager le domaine de l'erreur et celui de la vérité, s'incarner dans le progrès des sciences. Je renvoie aux analyses convergentes d'Althusser dans *Philosophie et philosophie spontanée des savants* (Maspero, 1974), *Éléments d'auto-critique* (Hachette Littérature, 1974), *Positions* (le texte de la Soutenance d'Amiens) ; Editions sociales, 1976).

8. Attention : la faiblesse relative du positivisme dans la tradition philosophique universitaire française pendant toute une période ne doit pas nous cacher ce fait qu'il est la forme dominante de l'idéalisme philosophique dans le monde capitaliste moderne. Il ne faut pas davantage se laisser abuser par le fait que le positivisme actuel est incapable de s'organiser en « systèmes » sur le mode du rationalisme métaphysique classique : la forme d'un tel système est elle-même relative dans l'histoire de la philosophie. Et, après Hegel, la sainte horreur qu'elle inspire impose à toute la philosophie idéaliste la forme de l'antisystème...

9. Et plus encore dans le néo-positivisme actuel, de Mach à Carnap, et aux « hérétiques » comme sir Karl Popper, dont l'éminent biologiste Jacques Monod est le disciple et le défenseur le plus connu en France.

ment et foi (ou superstition, préjugés), nature et « surnaturel », vérité et erreur (ou illusion). Mais ce rapport est en fait un rapport produit sous l'effet d'une autre « cause » de la position rationaliste, par une médiation d'ordre pratique, voire « politique ».

La cause la plus profonde de la lutte du rationalisme contre le spiritualisme, c'est en effet l'opposition pratique entre la conception religieuse du monde et le droit bourgeois. C'est le développement de l'idéologie juridique, sous laquelle et par laquelle le droit bourgeois peut se développer selon le procès historique requis par le développement des rapports de production et de l'Etat national, car elle lui fournit sa garantie théorique et pratique quotidienne⁶. L'analyse historique du rationalisme (et de la catégorie même de Raison, de rationalité) montre que la lutte contre la religion pour et par la science de la nature, a elle-même pour condition interne la lutte contre la religion pour et par le développement du droit et de l'idéologie juridique bourgeoise.

D'où cette conséquence fondamentale : l'élément de matérialisme constitutif du rationalisme n'est pas seulement affecté de l'intérieur par les degrés inégaux de la lutte et du compromis entre religion et science de la nature. Il ne peut suffire de le « dégager » de cette limitation pour le faire surgir « en personne ». Mais il l'est surtout par le fait que sa mise en œuvre dépend de l'idéologie juridique. Donc par le fait que la lutte contre l'idéalisme religieux s'effectue sous la domination interne d'un autre idéalisme, l'idéalisme juridique (du sujet individuel libre et du droit naturel).

On peut alors comprendre cette situation à première vue paradoxale, dont nous sommes aujourd'hui encore tributaires : le rationalisme est d'autant plus « conséquent » en tant que lutte antireligieuse, il est d'autant plus « pur » et il se démarque d'autant mieux du spiritualisme, et de son « autre » congénital, l'irrationalisme, qu'il est aussi plus conséquent en tant que réalisation philosophique de l'idéalisme juridique bourgeois. La « rationalité » scientifique représente la « rationalité » juridique. Aussi sa forme forte, typique, est-elle l'élaboration de la catégorie de Raison sous une conception de la société comme Nature, comme réalisation de la nature humaine (et non des desseins et des lois de la providence divine), comme système mécanique et harmonieux des rapports « naturels » entre les individus raisonnables⁷.

C'est seulement si on remonte à cette structure interne du rationalisme philosophique qu'on peut y voir clair, dans le principe, dans les formes de l'idéologie philosophique dominante qui se développent lorsque le capitalisme l'a

définitivement emporté sur le féodalisme, et lorsque, simultanément, se développe la lutte de classe prolétarienne, dont l'effet philosophique est une forme radicalement nouvelle du matérialisme, le matérialisme dialectique investi dans la science révolutionnaire des formations sociales. Quelles sont ces formes ? Avant tout, les formes du positivisme et du néo-positivisme actuels⁸. Le positivisme est encore un rationalisme, combinant l'héritage de l'empirisme (Hume) et celui du formalisme (Leibniz), qui tend à présenter tous les phénomènes de la nature et de la société comme justiciables de la logique et de l'observation, du « raisonnement » ou du « calcul » et de la « méthode expérimentale », et qui proclame sur cette base la « fin » de l'irrationalisme, du « fétichisme », du mysticisme, etc. Mais le positivisme est un rationalisme dont le ressort interne, par rapport à sa période classique, s'est singulièrement émoussé, et en qui, corrélativement, l'élément matérialiste (toujours présent, comme dans toute philosophie) est de plus en plus dominé. Car, dans le positivisme⁹, malgré des proclamations répétées, la lutte contre le spiritualisme et l'idéologie religieuse devient tout à fait formelle : sa figure n'est plus que celle d'un partage : d'un côté le langage et les opérations rationnelles, techniques, de la science, de l'autre le langage et les rites « irrationnels » de la religion, de la « métaphysique », du « mythe ». D'un côté les besoins de la connaissance et ses progrès, de l'autre le résidu inéliminable du sentiment, de la pathologie.

En admettant ainsi le caractère « irrationnel » de la religion, le positivisme lui ouvre une belle carrière, dans laquelle elle n'a pas manqué de s'engager, sous le couvert de compléter la connaissance scientifique, toujours en mal d'un « supplément d'âme ». Le positivisme est une base beaucoup plus solide que toutes les formes antérieures du rationalisme pour le développement du couple rationalisme/irrationalisme, et pour la formation de philosophies irrationalistes. C'est que, en dernière analyse, l'opposition science/religion (ou science/mystique) a changé de sens : elle n'a plus que secondairement la fonction de combattre la religion, mais elle tend principalement à opposer à la science la conception matérialiste de l'histoire et la dialectique, présentées comme des avatars modernes de la religion, de l'anémisme, etc. Et corrélativement, la base idéologique juridique du rationalisme subit un déplacement notable : au lieu qu'il s'agisse de « fonder » une politique et une forme d'Etat sur le Droit et la Raison, dont les principes universels émanent de la nature humaine, c'est tendanciellement l'inverse : fonder une interprétation et

une pratique du droit, voire de la « raison d'Etat », sur l'opposition politique entre deux types de sociétés, les sociétés « libres » et les sociétés « totalitaires », qui réaliseraient et imposeraient de force à l'individu une certaine « idéologie » (voyez à l'Est...).

Dès lors, nous sommes en mesure de comprendre que le positivisme puisse être, pour le capitalisme moderne, la forme dominante de l'idéologie dominante (en philosophie), et, comme nous le verrons plus précisément dans un instant, la base interne de l'irrationalisme lui-même. Mais se pose alors la question : comment cette configuration idéologique est-elle affectée par l'ouverture de la crise historique du capitalisme ?

« Crise sociale » et « crise idéologique »

J'ai rappelé plus haut, en la présentant de façon nécessairement schématique, l'interprétation que de nombreux communistes se sont faite des rapports entre crise économique-politique et crise idéologique, devant les tendances irrationalistes actuelles : la bourgeoisie serait contrainte, par ses difficultés mêmes, de recourir à l'irrationalisme, de renverser sa tendance idéologique et d'utiliser l'irrationalisme comme un instrument de sa stratégie politique défensive.

Allons au plus court. Prise à la lettre, cette interprétation est, me semble-t-il, à la fois idéaliste et mécaniste.

Idealiste, parce qu'elle tend à faire croire que la bourgeoisie d'hier et d'aujourd'hui serait toute-puissante sur « ses » propres idées : qu'elle les invente, les « fabrique » pour les besoins de sa cause, et les impose à toute la société, avec plus ou moins de succès selon sa puissance matérielle, et les résistances qu'elle rencontre.

Mécaniste, car l'évolution de l'« instrument » idéologique renvoie alors à ce schéma (trop) simple, non dialectique : dans la période d'essor du capital, la science (en général) est « utile » au capital, elle le sert, donc elle est une valeur idéologique positive ; inversement, dans la période de crise, de déclin, la science (en général) n'est plus utile au capital, elle se dresse contre lui, donc elle devient une valeur idéologique négative.

Or tel n'est pas le sens de la thèse marxiste fondamentale, selon laquelle « l'idéologie dominante est l'idéologie de la classe dominante ». L'idéologie dominante ne se constitue ni automatiquement, ni par une décision de la classe dominante. La bourgeoisie est matériellement prise dans « son » idéologie dominante, déterminée par son idéologie qu'elle impose historiquement à la société. Elle n'a pas la surnaturelle puissance d'inventer et de varier « librement » son idéologie, de l'adapter

comme un instrument aux « besoins » de conjonctures diverses, plus ou moins durables et contradictoires.

Certes, il y a une politique idéologique de la bourgeoisie, et même de telle fraction de la bourgeoisie (le grand capital et l'Etat), qui tend à développer et diffuser, par l'édition, la presse, les moyens audio-visuels, des thèmes idéologiques et philosophiques. Il y a bien une « gestion idéologique » concertée de la classe dominante. Mais cette politique ne peut exister que dans des conditions matérielles déterminées, et sous des contradictions qu'il n'est pas en son pouvoir d'échapper.

De quoi s'agit-il, en pratique ?

Première explication possible : pour agir sur le plan idéologique, il faut à la bourgeoisie des hommes, et notamment des « idéologues actifs », des « fonctionnaires de l'idéologie ». Non seulement des individualités créatrices de thèmes philosophiques, économiques, sociologiques, mais surtout une masse d'intellectuels divers, reconnus ou non comme tels. Or ceux-ci ne « manœuvrent » pas comme une armée à la parade... On ne peut simplement leur passer des « commandes » suivies d'exécution. Leur « réponse », c'est-à-dire leurs initiatives et leur réceptivité, dépendent elles-mêmes de la conjoncture, de l'état des luttes, d'un rapport de forces, et de la façon dont ils ont été « formés ».

Mais cette explication est encore insuffisante. Elle est circulaire. Ce qui est décisif, ce ne sont pas les hommes, c'est-à-dire les « esprits », même pris en masse. Ce sont les contraintes matérielles de la pratique idéologique, les rapports sociaux dans lesquels elles se déroulent, donc les appareils idéologiques d'Etat historiquement constitués et leurs contradictions¹⁰. Pour pouvoir analyser (et prévoir, dans toute la mesure du possible) les effets idéologiques de la crise économique et politique du capitalisme, il faut tenir compte de ces conditions matérielles.

Et puisqu'il s'agit ici du rationalisme, de l'irrationalisme, donc des rapports entre les sciences, la philosophie et la société bourgeoise, esquissons un dernier détour nécessaire. Dès sa constitution, le rationalisme a partie liée avec une certaine organisation du travail intellectuel (donc du travail tout court), et notamment du travail scientifique, de l'enseignement, des modalités d'application des sciences à la production, avec laquelle il fait corps. Les contradictions théoriques du rationalisme reflètent, pour une part essentielle, les contradictions de cette organisation sociale, que le développement du capitalisme rend inéluctables. Autonomie et toute-puissance de la Raison, implication mutuelle de la Raison et de la Liberté (la liberté fondée sur la liberté de penser), opposition normative de la Raison et de la

Déraison, de la Vérité et de l'Erreur : ces thèmes typiques du rationalisme philosophique sont à la fois l'expression et la dénégation d'un statut social du travail intellectuel et de la recherche scientifique. Car le capitalisme, dont la base technique est, comme le dit Marx, « révolutionnaire », détermine une extension sans précédent, ininterrompue, du travail intellectuel, qu'il sépare, dans la production même, du travail « manuel », et qu'il élève au-dessus de lui. Mais, dans le même temps, il doit contrôler ce travail intellectuel, se le subordonner : sélectionner les porteurs de la science et de la technologie, donc graduer sévèrement l'instruction, et orienter la recherche en fonction de sa rentabilité, de son « utilité » (le plus souvent, pourtant, imprévisible).

Historiquement, le rationalisme classique correspond aussi, de ce point de vue, à une phase de transition, dans laquelle se cherche à tâtons un « équilibre » instable entre le travail scientifique individuel, laissé au hasard des « talents » de chacun, et l'intervention directe de l'Etat, de ses subventions, de ses académies. C'est aussi la période où l'instruction (supérieure) reste un privilège étroit, où l'éducation des masses est une affaire de curés et de pasteurs. Au contraire, le positivisme est organiquement lié à la socialisation de l'instruction, de la recherche scientifique, de la médecine. Il est organiquement lié au développement des institutions de recherche « publiques » ou « privées » (notamment universitaires) qui fournissent au travail intellectuel, avec ses moyens matériels sur une grande échelle, une double illusion nécessaire : l'illusion d'une organisation elle-même scientifique de la recherche scientifique, de l'enseignement et de l'application technologique (« rationnelle », « optimale » ; l'illusion de son autonomie : au service, non du capital, mais de la Science, de la Société, de l'Humanité ; à côté du pouvoir politique, dans un échange de services réciproques, dans une égalité de valeurs ; au-dessus du peuple, des travailleurs manuels des villes et des champs, mais uniquement au terme d'une hiérarchie démocratique de mérites et d'instruction, et pour lui rendre paternellement son dû, en savoir et bienfaits technologiques accessibles à tous. Garant de cette autonomie illusoire, le positivisme est la philosophie « organique » de la division bourgeoise du travail.

Pour comprendre les effets idéologiques de la crise historique du capitalisme, il faut donc prendre en compte le développement des contradictions dans la division sociale du travail et le fonctionnement des appareils idéologiques d'Etat. Que ces contradictions s'aggravent ne signifie pas la rupture avec les formes bourgeoises de la division du travail : nous le savons bien,



celle-ci suppose une transformation révolutionnaire des *rapports de production* et de la superstructure capitalistes, et elle ne peut la précéder. A l'époque de l'impérialisme, le développement des forces productives est de plus en plus *inégal*, mais il est aussi de plus en plus *rapide* : sa contradiction est *interne* (interne à la « révolution scientifique et technique »), et elle retentit à la fois sur la recherche scientifique et sur son rapport à la production sociale. Il faut au capitalisme à la fois accélérer le procès de l'innovation technologique et le soumettre plus étroitement à la rentabilité immédiate du grand capital, étendre la formation scientifique et technique et généraliser la déqualification relative de la force de travail, développer l'assistance publique, l'entretien physique du travailleur et les formes de son usure, de son exploitation intensive. C'est pourquoi la crise du capitalisme engendre effectivement l'irrationalisme, qui présente ses contradictions comme *sans issue* (sauf sur le mode de l'utopie, de la régression ou de l'imaginaire individuel), mais toujours sur la base du positivisme, comme son complément et son renversement apparent. L'irrationalisme n'est pas, et ne peut jamais devenir la forme dominante, à l'échelle sociale, de l'idéologie bourgeoise : il ne peut que signaler l'acuité des contradictions auxquelles le positivisme dominant fournit une solution imaginaire.

Par là nous touchons à notre dernière question.

Quel est aujourd'hui l'adversaire principal ?

L'adversaire principal n'est pas l'irrationalisme (en philosophie), si insistant soit-il. Entendons-nous bien sur ce point, pour qu'il ne soulève aucune équivoque. Admettre que l'irrationalisme est un adversaire idéologique *secondaire* ne peut entraîner à aucun compromis avec lui, de la part du marxisme, des communistes. Pas davantage à une sous-estimation. Mais à une identification précise des modalités de la lutte contre l'irrationalisme, et qu'on peut énoncer ainsi : dans l'adversaire secondaire (l'irrationalisme), *viser et combattre l'adversaire principal* lui-même (le positivisme). Donc mener, non pas une lutte *défensive*, mais une lutte *offensive*, qui touche à la base même du rapport de forces, et le fasse enfin « bouger ».

Disons schématiquement pourquoi.

Dans les conditions mêmes de crise du capitalisme, la *fusion* relative des *différentes* formes de l'irrationalisme que nous avons distinguées plus haut (irrationalisme vulgaire, irrationalisme philosophique, irrationalisme des scientifiques), qui lui fournit les moyens de se faire reconnaître comme tel (d'es-

quisser la conjonction d'une philosophie ésotérique et d'une large conception du monde, même pleine de lacunes), est un phénomène de *conjoncture politique*¹¹. Pourquoi assistons-nous précisément aujourd'hui en France à une montée de l'irrationalisme en première ligne ? Alors que, depuis les années cinquante et soixante, la bourgeoisie française tentait d'adapter aux nécessités du capitalisme « moderne » sa superstructure d'appareils idéologiques (scolaire-culturel, familial, politique), et pour cela de développer les variantes du positivisme, sur le modèle anglo-américain et allemand, aux dépens de la vieille tradition spiritualiste-morale de l'idéalisme français, un *coup d'arrêt* a été donné à cette offensive frontale. Mai-juin 1968 (sur le fond des défaites de l'impérialisme dans le monde), en révélant au grand jour les contradictions des appareils idéologiques, en suscitant la révolte idéologique de masses de jeunes contre les formes de la division sociale du travail dans laquelle le grand capital enferme leur avenir, a contraint l'idéologie dominante à une volte-face, à se présenter (pour combien de temps ?) sous le masque de son contraire apparent. L'irrationalisme est la figure instable d'un compromis imposé à son insu par les circonstances : à la fois masque du positivisme (de même que l'écologie et la « croissance zéro » sont les masques locaux, provisoires, de l'accumulation capitaliste¹²) et symptôme de la résistance à laquelle il se heurte.

Lutter contre l'irrationalisme de façon conséquente, c'est lutter contre sa racine même, qui est la commande de l'intérieur. Mais pour cela, il ne faut pas *le prendre au mot* de sa « conscience de soi ». Dans les formes les plus significatives de l'irrationalisme moderne, les plus influentes aussi : les formes parascientifiques et pseudo-scientifiques, le positivisme est plus que jamais présent. En réalité l'irrationalisme n'est jamais que de façon *fictive* une lutte contre « la science » et « la technique », car, s'il fournit un moyen de les limiter, c'est aux dépens de sa capacité de les utiliser, de les *contrôler*, et le capitalisme ne peut y renoncer. L'irrationalisme actuel (et singulièrement l'irrationalisme des scientifiques, dans lequel s'expriment à la fois leur révolte profonde et l'emprise persistante des rapports idéologiques dominants) trahit presque toujours de façon ouverte sa détermination positiviste — et c'est bien ce qui permet à la grande bourgeoisie de « flirter » avec lui aux fins de renforcement du technocratisme, de défense du capitalisme monopoliste et du capitalisme d'Etat. S'il critique les méfaits de la « croissance », c'est au nom des statistiques et des prévisions des ordinateurs de Harvard ! S'il en appelle à l'utopie, c'est au nom des « faits objectifs », des « évidences expérimentales »

10. On peut maintenant lire l'article d'Althusser, « Idéologie et Appareils idéologiques d'Etat », dans son recueil *Positions*, Editions sociales, 1976.

11. Il faudrait, me semble-t-il, reprendre de façon critique la question des rapports entre l'irrationalisme et le fascisme, dont nous avions eu tendance à faire la *forme* politico-économique du capitalisme pourrissant — en même temps que nous sous-estimions, au lendemain de la révolution russe, les possibilités d'expansion de l'impérialisme, et le temps de son écroulement.

12. Déjà on commence à nous l'expliquer : la lutte contre la pollution, pour la nature, est un « luxe » que les pays « sous-développés » ne peuvent pas se payer, qu'il serait « injuste » de leur imposer... Entendons : pas d'obstacles artificiels à l'industrialisation du « tiers monde », c'est-à-dire à l'exportation des capitaux !

de la crise sociale ! S'il dénonce la « science pure », c'est au nom de l'« efficacité supérieure » du « savoir populaire », de la « médecine aux pieds nus » ! S'il s'en prend au « Savoir » comme institution, comme répression, comme idéologie, etc., c'est au nom même de la conception positiviste du pouvoir de la science, et de la science comme procédure technico-administrative (logique et sociale, « sociologique »¹³). C'est cette détermination à laquelle il faut s'attaquer, pour démasquer les racines mêmes de l'irrationalisme.

S'il en est ainsi, notre lutte contre l'irrationalisme ne peut plus se faire au nom de la Raison et du rationalisme. Pas plus au nom d'un (utopique) retour au rationalisme antérieur à sa « déviation positiviste » qu'au nom d'un rationalisme « nouveau ». Cela reviendrait à développer, non le matérialisme des travailleurs scientifiques, mais leur idéalisme, non ce que leur conscience a de révolutionnaire, mais ce qui l'empêche de le devenir. Avant tout, cela produirait un redoutable « effet en retour » dans le camp du marxisme lui-même, qui ne jouit d'aucune « immunité » naturelle dans son propre développement. En renforçant apparemment son alliance avec les sciences de la nature et les techniques productives, une telle défense l'affaiblirait lui-même devant l'idéologie bourgeoise des « sciences humaines », de l'économie politique et de la politique tout court. Le marxisme ne doit à aucun prix, on l'a bien vu récemment, admettre la position (commune à la grande bourgeoisie et à la social-démocratie), des problèmes économiques et politiques en termes de « rationalité » et d'« irrationalité », en termes de choix logiques entre des « modèles » de gestion rationnelle de la société, au lieu de les poser en termes de luttes de classes.

Le marxisme doit réussir à combiner effectivement deux perspectives, d'autant plus indissociables que la crise du capitalisme nous apparaît plus décisive, qu'elle touche davantage à la nature des rapports sociaux actuels. Une perspective « tactique » (répondre immédiatement à l'inflexion de l'idéologie bourgeoise), et une perspective « stratégique » : préparer les conditions de l'hégémonie idéologique du prolétariat, dans la perspective de la révolution socialiste. Car la révolution socialiste est, en fait, la seule véritable « solution » aux contradictions sociales dont le développement de l'irrationalisme constitue un symptôme idéologique : non pas une solution miracle, automatique, mais une solution à construire par l'action historique du prolétariat, et de tous les travailleurs autour de lui, une solution dont les bases s'ébauchent dès aujourd'hui dans la pratique politique du prolétariat. Mais cette

perspective n'est pas une affaire de Raison, de rationalité, une simple alternative à la « raison » ou à la « déraison » du capital monopoliste et de la division technocratique du travail, elle est avant tout une affaire de lutte, de lutte de classes.

Fondamentalement, donc, le marxisme n'est pas un « rationalisme », et c'est précisément pourquoi il peut, s'il est et s'il reste vivant — ce qui ne va pas de soi — s'opposer victorieusement à l'irrationalisme. Plus précisément, le marxisme, comme philosophie investie dans une science et dans une politique, n'est pas un rationalisme théorique, au sens même où l'on a pu dire, justement selon nous, qu'il n'est pas un humanisme théorique. Le marxisme a surgi et se développe à partir du rationalisme et aussi contre lui, comme une nouvelle forme du matérialisme, la première qui soit « conséquente », c'est-à-dire la première qui renverse effectivement le rapport de domination idéalisme-matérialisme, que préserve au contraire le rationalisme. Car, à la racine du marxisme, il y a une double rupture révolutionnaire par rapport au rationalisme : la constitution, comme objet de science, de l'histoire des sociétés (ce qu'interdit la « généralisation » rationaliste des « lois de la nature »), et la rupture avec le point de vue de l'idéologie juridique sur les rapports sociaux, qui commande secrètement cette généralisation.

Est-ce à dire que la lutte philosophique du marxisme soit, au même titre, une « lutte contre l'irrationalisme » et une « lutte contre le rationalisme », comme si ce couple était symétrique, égal ? Evidemment pas. Ce serait précisément ignorer la contradiction interne à l'histoire de la philosophie (et n'avoir rien appris de la façon dont Lénine, notamment, traite et utilise Diderot, Feuerbach, Hegel, et même Duhem et Abel Rey !). Le matérialisme marxiste, précisément parce qu'il n'est pas un rationalisme, et parce que celui-ci est en un sens, comme nous l'avons vu, son adversaire principal dans le couple rationalisme/irrationalisme, peut et doit tirer de l'étude attentive du rationalisme des éléments précieux de sa lutte philosophique. Mais cette alliance, ou cet étayage, est soumis à deux conditions impératives.

La première condition, c'est que ces éléments, c'est-à-dire ces thèses et ces catégories philosophiques, soient extraits, par un travail philosophique nouveau (qui n'est pas une « sélection » mécanique, mais une véritable transformation), de la forme sous laquelle ils ont été produits, pour qu'apparaisse la contradiction fondamentale dont ils résultent, et pour que leur tendance matérialiste puisse être reprise, prolongée, ajustée. Dans ce travail, il est clair que certaines thèses et catégories joueront un rôle beaucoup plus fondamen-

tal que d'autres, en particulier lorsqu'elles représentent les « excès » du rationalisme classique dont le positivisme n'a cessé de chercher à se débarrasser. Au premier chef, toutes les catégories qui expriment l'universalité objective et la réalité « absolue » de la causalité naturelle, ainsi que l'interaction matérielle des phénomènes en tant que cause déterminante de leur « mouvement »¹⁴. D'autres catégories devront être désarticulées et déplacées (expérience, totalité, etc.). D'autres enfin, tendanciellement éliminées (Raison, Nature humaine, Harmonie préétablie, Fondement de la connaissance — soit « a priori », soit « sensible » —, Vérité de Fait et de Raison, Sujet de Droit et de Fait, etc.).

Mais cette première condition est elle-même dépendante d'une seconde : il faut que ces « éléments » philosophiques soient complétés, ou plutôt subordonnés à d'autres qui n'ont, eux, rien à voir avec la philosophie rationaliste, et qui fournissent la base actuelle sur laquelle nous pouvons avoir recours à elle. Des éléments philosophiques, les catégories et les thèses du matérialisme dialectique : procès, contradiction. Des éléments scientifiques du matérialisme historique, y compris et surtout des éléments scientifiques inédits, encore à développer dans cette utilisation même, concernant les rapports sociaux de production, les rapports sociaux idéologiques, les appareils idéologiques d'Etat et les formes correspondantes de la lutte des classes à l'époque de l'impérialisme. Enfin des éléments politiques de la politique prolétarienne, à l'égard de la culture, de l'instruction populaire, des sciences et de leur place dans la division sociale du travail.

Sur ces bases, le travail ne manque pas aux marxistes, aux communistes : son urgence même prouve que des conditions existent pour le mener à bonne fin.

13. Sur ce point, je renvoie au livre de Michel Pécheux, *Les Vérités de La Palice*, Maspero, 1975.

14. C'est en ce sens que, dans une série de textes récents ou plus anciens, Althusser a pu attirer notre attention de façon répétée sur l'importance pour le marxisme de la philosophie de Spinoza. Car Spinoza, au grand scandale de ses contemporains et de la postérité, renverse la structure interne du rationalisme classique : au lieu de fonder, ouvertement ou secrètement, la reconnaissance de l'objectivité de la science de la nature sur l'idéologie du sujet juridique et de sa liberté, il explique que la seule liberté réelle est une puissance naturelle finie, déterminée... On lira avec intérêt le petit livre de P. F. Moreau, *Spinoza*, Seuil, coll. « Microcosme ».

Les irrationalismes, aujourd'hui, en France

Quelques notes sur une recherche en cours

Jean-Pierre Cotten

1. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls à signaler un tel mouvement : je songe, ici, à ce qu'écrivent des auteurs qui ne partagent pas toutes nos analyses, nos positions (le dernier cité nous est franchement opposé) : Régis Debray (*Les Rendez-vous manqués*, 1975) : « Mai, en ce sens, marque un renversement de conjoncture : le matérialisme historique et dialectique, jusqu'alors dominant, passe en position dominée, voire marginale, au bénéfice de toutes les sous-espèces en isme de l'idéalisme métaphysique : individualisme, mysticisme chrétien, anarchisme petit-bourgeois (car sans racines ouvrières ni liaison syndicale) — spiritualisme, pan-sexualisme, etc. », p. 129.

François Maspéro : « Il y a tous ceux qui ont franchi le pas et qui, sous prétexte qu'ils sont allés au bout de leur propre impuissance — notamment après les pires illusions gauchistes issues de Mai 68 — trouvent dans une certaine mode [...] une "nouvelle" forme d'expression qui renvoie froidement à la pouille de la révolution et les révolutionnaires, les travailleurs et les organisations [...] Voilà la nouvelle droite » (in *Le Nouvel Observateur*, 27 septembre 1976).

Nicos Poulantzas : « Tout ce qu'on voit fleurir actuellement, le néo-spiritualisme maouïssant, l'anti-marxisme nouvelle vague ou tous les verbiages sur le désir, tout ce déferlement de l'irrationalisme moderne, tout cela n'a rien à voir avec Mai. C'est le pourrissement de Mai. Ce n'est jamais qu'un phénomène de surface, une crise idéologique. Rien d'autre que la façon dont quelques intellectuels ont vécu ce qu'ils ont cru être la crise de Mai. Mais il est vrai que tous ces gens occupent le devant de la scène des médias » (in *Le Nouvel Observateur*, 12 juillet 1976).

Et comme il arrive, souvent, que personne ne soit plus féroce qu'un groupuscule pour un autre groupuscule — quelques lignes d'Alain Badiou : « La doctrine de Stirner oppose la "révolte" à la révolution dans des termes exactement identiques à ceux dans la décomposition du mouvement révolutionnaire petit-bourgeois issu de Mai 68 à répandu un peu partout le charabia pestilentiel. La seule différence tient dans la petite variation lexicale qui a substitué partout le mot "désir" au mot "égoïsme" à vrai dire plus franc, qu'utilisait Max (Stirner). Pour le reste, saint Gilles (Deleuze), saint Félix (Guattari), saint Jean-François (Lyotard) occupent la même niche dans la Cathédrale maniaque des chimères », *Théorie de la contradiction*, 1975, p. 72.

On ne prétend nullement fournir, ici, des clés qui pourraient faire usage de passe-partout. Les quelques hypothèses émises sont autant de propositions qui demeurent soumises à rectification. Cela va sans dire, cela va mieux, encore, en le disant.

Dérive

Ce dont il va être question est, peut-être, marginal, même dans la conjoncture théorique et idéologique. Marginal, du moins, si l'on songe au mouvement réel de la société française, aux « thèmes » idéologiques les plus répandus, les plus largement diffusés, dans notre pays — en un mot à la forme concrète que prend l'hégémonie de la classe dominante. Marginal, aussi, si l'on pense aux effets qui peuvent être produits. Encore qu'il s'agisse déjà là de quelque chose de moins assuré.

Il ne faut, bien évidemment, pas prendre pour argent comptant la « conscience de soi » d'une époque. Cela dit, ce qui reste (enfermé, confiné, quelque peu, dans la « littérature », il est vrai) à titre de dernier rejeton d'un mai 68 vécu par certaines couches intellectuelles (pas que par elles, d'ailleurs), c'est une sorte de *dérive* qui aboutit, sous de multiples formes, à une critique — passablement théorique et abstraite, détachée de la pratique (pour des raisons historiques qu'il conviendrait de mettre soigneusement en évidence : il n'y a pas que la « misère allemande »), de l'« autorité » en général, c'est-à-dire de l'autorité politique (voire de la politique ou du politique), scientifique (voire de l'autorité de la connaissance objective, de la volonté de connaissance objective comme volonté indiscutable). Critique, par exemple, de l'autorité de la *théorie* marxiste comme théorie et des pratiques, des formes d'organisation qui lui sont liées et qui ne peuvent se justifier que grâce à cette théorie ; mais aussi (je ne mets pas les choses sur le même plan) de la théorie analytique, et de la pratique de la psychanalyse. Motifs qui nous font basculer — signalons-le, pour l'instant, sans se satisfaire de la trop commode technique de l'amalgame¹ de la gauche la plus « ultra » à ce qu'il y a de plus assuré, de plus constant dans l'idéologie dominante « libérale avancée » : tout marxiste ne peut qu'être un

« totalitaire », tout parti communiste porte en germe le « totalitarisme ». Ces nouvelles sirènes disent : recherche de l'autorité, surtout si celle-ci veut se dépouiller de l'arbitraire d'une force nue qui ne se légitime que parce qu'elle s'impose *telle quelle*, surtout si elle veut se présenter comme l'évidence d'une connaissance objective devant laquelle tout être raisonnable ne peut que s'incliner — recherche théologique, recherche d'un maître : « En quoi, nous sommes, nous aussi, encore pieux » (Nietzsche, *Le Gai Savoir*, § 344). Et voilà, déjà, tout le néo-nietzschisme qui se profile — le néo-nietzschisme, sinon Nietzsche lui-même, pour autant que l'on puisse, à ce moment, dépasser le repérage des effets, d'ailleurs fort divers, qu'eut Nietzsche sur la vie culturelle et idéologique à différentes époques, en France : le Nietzsche de Georges Bataille n'est pas celui de Jules de Gaultier, par exemple.

Ratiocinations de groupuscules, diront certains. Ce n'est pas impossible. Mais si, de façon directe ou indirecte, cela touche plus que quelques intellectuels, si, parmi nos tâches politiques, il y a la recherche d'une hégémonie (qui n'a rien de dictatorial, tout au contraire !) culturelle et idéologique effective et non point auto proclamée, rien ne serait plus désolant que de laisser tomber ces « dé-cimales ». Et, par conséquent, de laisser le champ libre à l'adversaire de classe, surtout par les temps qui courent. Car il en va de la capacité *politique* de notre parti à faire effectivement avancer cette alliance « capitale » des intellectuels et de la classe ouvrière : de sa capacité à convaincre, à créer les conditions — n'ayons pas peur d'utiliser les mots qui servent d'armes à nos adversaires — d'un nouveau *consensus*.

Déplacements, repères

Il faudrait — ce qui exigerait bien plus que ces notes rapides — une histoire complexe, différenciée, qui décrirait, effectivement, le « mouvement réel » des divers *déplacements* du front idéologique et culturel depuis 1968, déplacements que l'on ne peut rendre intelligibles sans prendre en compte la capacité historique du parti dans le domaine idéologique et culturel (en interprétant le plus exactement possible cette in-

2. « Strukturalismus », in *Philosophisches Wörterbuch*, VEB Bibliographisches Institut, Leipzig, 1975, Bd. 2, S. 1180 (cela ne veut pas dire que j'adhère à tout le détail de l'analyse, fort intéressante au demeurant).

3. Paris, Gallimard, « Bibliothèque des idées », trad. fr. de Pierre Klossowski, 1961, pp. 105-107.

4. Par exemple celle de R. Carnap (*Überwindung der Metaphysik durch logische Analyse der Sprache*, Erkenntnis, 1931-1932) qui prend certains de ses exemples dans *Was ist Metaphysik?* (1929).

5. Cf. certaines notes d'Aimé Patri dans la traduction du *Tractatus...* (par exemple, p. 39, mais aussi p. 105), cf. ma communication, « Note sur les contradictions actuelles de la conception bourgeoise de la connaissance objective », *Proceedings of the XVth World Congress of Philosophy*, t. II, Varna, 1973, pp. 79-81.

6. Entre autres : le texte est déjà ancien, le dernier chapitre des *Tristes tropiques* (1955) ; le dernier chapitre des *Mois et les Choses* (1966) ; La structure, le signe et le jeu dans les discours des sciences humaines » (1966) publié dans *L'Écriture et la Différence*.

7. Je mets le terme/expression/étiquette de « structuralisme » entre guillemets ; cela dit, qu'il me soit permis d'avancer l'hypothèse que la non-pratique d'une dialectique matérialiste — pour ne pas parler de son refus ou de sa (dé)négaration — emporte nécessairement un partage entre, d'une part, un espace « clos qui ne peut se transformer de par le développement de contradictions — toutes objectives — internes, et, d'autre part, une sorte d'appel, utopique, imaginaire à un « tout autre » qui de l'extérieur viendrait briser l'organisation dudit espace.

Pour dire vite — et sans méconnaître la logique relativement autonome du processus de la connaissance — cela reflète peu ou prou une ignorance de la réalité des processus (historiques, mais c'est un pléonasme).

8. Plusieurs articles d'*Economie et Politique*, par exemple.

9. Pierre Bourdieu, Luc Boltanski, « La production de l'idéologie dominante », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1976.

10. Ne parler que d'irrationalisme serait prendre pour argent comptant un aspect voyant du déferlement idéologique en méconnaissant l'importance des thèmes technicistes-technocratiques, etc.

11. Ou plutôt : dont les fonctions peuvent être différentes de celles qu'il a pu remplir lors de cette première phase de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat qui fut marquée, par exemple, par les divers fascismes, mais, également, par le New Deal ; j'ajoute, à ce propos, qu'on ne peut, d'entrée de jeu, se donner les analyses marxistes de l'époque comme le reflet adéquat de la situation objective et de ses enjeux ; je ne prendrai que deux exemples : l'étiquette d'irrationalisme n'était certainement pas suffisante pour rendre compte des nouveautés — seraient-elles idéologiquement des plus ambiguës — dans le champ culturel, c'est-à-dire que nous ne pouvons, ici, répéter purement et simplement Lukács ; le trajet, qui n'est pas des plus simples, de Politzer vis-à-vis de la psychanalyse ne doit nullement nous conduire à penser que le mouvement ouvrier maîtrisait, pouvait maîtriser, tout ce que dissimulait/masquait ce

fluente : le poids du parti sur le mouvement réel, sa capacité d'initiative ainsi que ses limites historiquement déterminées). Je proposerais — sans aucunement vouloir jouer au petit Sirius, en essayant de mesurer le lieu réel de mon intervention, sans dénégation, non plus, du rôle spécifique de l'intellectuel — quelques repères ; autrement, peu de choses nous sont compréhensibles.

1. Il est trop évident que, du point de vue de la classe dominante (celle-ci prise dans son ensemble, dans son mouvement historique et non pas comme un « sujet » cynique et clairvoyant ; la classe ouvrière et son parti ne sont pas davantage on ne sait quel « sujet » tel qu'a pu le penser le Lukács de la première édition d'*Histoire et conscience de classe*), il n'a pas pu ne pas y avoir une modification (tendancielle) de l'accent : certes, technocratie, formalisme, empirisme, positivisme (rapprochons-les, pour l'instant, pour faire court) ne vont point sans une sorte de « supplément d'âme » non rationaliste, voire spiritualiste, mystique et/ou irrationaliste (termes qui, non plus, ne sont pas équivalents). Cela vient de loin, sans même remonter jusqu'à Auguste Comte où la « positivité » fait bon ménage avec la religion positive, la divinisation dernière de la Terre devenant le « Grand Fétiche » et l'adjonction de la septième « science fondamentale », la morale. On sera, en gros, d'accord avec Andrés Gedó lorsqu'il met en évidence la relation qui n'est contradictoire qu'en apparence entre, par exemple, le positivisme du XX^e siècle et la « philosophie de la vie (*Lebensphilosophie*) »². Ce qui peut faire réfléchir : quelques propositions, parmi les dernières, du *Tractatus logico-philosophique* de Ludwig Wittgenstein : « 6.44 Ce qui est mystique, ce n'est pas comment est le monde, mais le fait qu'il est [...] » 6. 522 Il y a assurément de l'inexprimable. Celui-ci se montre, il est l'élément mystique [...] » 7. Ce dont on ne peut parler, il faut le taire³. » Quelles que soient les critiques qui sont, tôt, venues du « cercle de Vienne⁴ », il n'est pas certain, j'ai essayé d'avancer l'hypothèse ailleurs, que deux pensées aussi dissemblables que celle de Heidegger et certains aspects de celle de Wittgenstein doivent, purement et simplement, s'exclure l'une l'autre⁵.

Evidemment, tout cela est bien rapide. Néanmoins, on pourrait aussi ajouter qu'une analyse de la configuration au plan national, si l'on songe à quelques textes majeurs d'avant 1968, certains de Lévi-Strauss, certains de Foucault, voire des textes de Derrida⁶, montrait assurément qu'en filigrane d'une forme de « structuralisme » pointait tout autre chose⁷. Je le dis en passant, car nous avons, à cette époque, écrit sur ces œuvres, des œuvres que l'on ne peut, naturellement pas, ramener à la repro-

duction, serait-elle masquée, de l'idéologie dominante sous sa forme la plus banalisée. Ne serait-ce que parce que ces œuvres comportent un contenu théorique et culturel nouveau et très riche. Si l'on prend en effet les « produits idéologico-théoriques » à usage des plus larges couches intellectuelles, ce qui était diffusé (avec, en prime, un humanisme sans contenu ni rivages), c'étaient les diverses versions de l'hymne à la « société industrielle » : selon les publics : Aron, Fourastié, voire, degré zéro de la culture, plein idéologique, le *Plaidoyer pour l'avenir* de Louis Armand.

Je n'en disconviens pas : ces thèmes n'ont nullement disparu. La raison en est simple : même si la reproduction de la société devient de plus en plus difficile, contradictoire, etc., il faut bien, fût-ce de façon mutilée, reproduire/développer les forces productives. Nombre de camarades l'ont bien montré⁸, en analysant ces documents d'une haute teneur idéologique que sont ceux des commissions du Plan. Les études de Pierre Bourdieu sont, ici, des plus instructives⁹. Il ne faut donc pas être abusé par l'idée que l'irrationalisme deviendrait dominant : ce serait aussi trompeur, toutes choses différentes par ailleurs, que de se laisser prendre à certains verbiages qui avaient cours à l'époque où les fascistes hitlériens avaient pris le pouvoir. L'irrationalisme n'était pas que de façade — mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt¹⁰. Le « discours dominant » de la classe dominante (ici, j'en conviens, de longs développements seraient requis pour que l'on ne sombre pas dans le vague des abstractions les plus générales), actuellement, dans une situation qualitativement différente, ne peut pas ne pas être techniciste/empiriste/formaliste/positiviste. Mais il est vrai, aussi, que ce positivisme, dans la phase actuelle, de la crise, ne va pas sans un irrationalisme d'un nouveau genre¹¹.

2. De plus — ce qui me paraît décisif, pour bien mener la lutte idéologique dans la phase actuelle — rien ne serait moins marxiste que d'unifier « théoriquement » des discours, des thèmes : analyser l'« irrationalisme » en général indépendamment des cibles visées et des sources gnoséologiques (les deux choses peuvent se mêler, mais les distinguer dans un premier temps n'est pas illégitime), c'est ne pas prendre la mesure exacte du dispositif de l'idéologie dominante, du mécanisme qui préside à son inculcation, des formes grâce auxquelles elle assoieit et maintient son hégémonie. Je propose de distinguer trois « courants ».

Il y aurait, d'abord, ce qui conviendrait d'appeler obscurantisme plus qu'irrationalisme, car il ne s'agit pas tant, à ce niveau, de discréditer les procédés-

que l'on regroupera sous le vocable de « freudo-marxisme », et encore, je ne parle pas de l'histoire des analyses du « moment historique » par le mouvement ouvrier réel : prendre appui, si on se situe au niveau idéologique, sur les composantes rationalistes/démocratiques était légitime, ce qui n'implique nullement que nous trouvions là l'expression d'une quelconque « idée adéquate » (Spinoza), qu'il ne faille pas replacer dans un contexte plus global, idéologique et politique, la relation, qui n'est pas que de pure exclusion, entre « rationalisme » et « irrationalisme », même dans les années trente.

12. Il faudrait remonter à cette « butte-témoin » que constitue le livre, fort intéressant au demeurant, de Gilles Deleuze, *Nietzsche et la philosophie*, 1^{re} éd., 1962 ; on peut, ici, songer à une très grande partie de l'œuvre de l'auteur. Quelques références, nécessairement dispersées : plusieurs textes de J.-F. Lyotard, en particulier dans son dernier livre *Economie libinale* (1974), mais déjà dans *Des dispositifs pulsionnels* (1973, en particulier, « Notes sur le retour et le capital », Cerisy, juin 1972) ; nombre de textes autour de la revue *Recherches* (en particulier un texte qui me paraît un bon précipité de cette forme d'irrationalisme : F. Fourquet, *L'Idéal historique*, republication, 1976). L'influence est, finalement, beaucoup plus diffuse : même chez Foucault, sous les espèces du thème de la critique de la volonté de vérité », on retrouve — avec d'autres fort différents — des thèmes néo-nietzschéens.

13. Ici, toute une histoire, qui passerait par l'étude du comportement finalement ambigu de la phénoménologie à la française à l'égard de Bergson, serait requise : il est probable que la phénoménologie « à la française » a transmis le bergsonisme, même si Sartre le dénie (mais ne déclare-t-il pas, dans *Sartre lui-même*, que l'une de ses premières dissertations fut un pastiche des *Données immédiates de la conscience* et ne mentionne-t-il pas, comme il le fit dans la *Raison dialectique*, l'impression que produisit sur les étudiants, dont il était, le livre de Jean Wahl, vers 1930, *Vers le concret ?*). Si l'on songe, également, aux diverses résurgences de la pensée de Merleau-Ponty, on pourra remarquer que dans sa dernière période, celui-ci s'était fort rapproché de Bergson (déjà dans son *Eloge de la philosophie*, 1953, mais évidemment dans *Bergson se faisant*, 1959). Un néo-bergsonisme (pourquoi pas certains thèmes des *Deux sources de la morale et de la religion ?*) ne sont pas absents de l'*Anti-Édipe* de Deleuze et Guattari. Même Henri Lefebvre note, avec raison, dans un ouvrage un peu trop spéculatif pour donner lieu à une critique serrée : « La philosophie des flux (cf. Deleuze et Guattari) : l'*Anti-Édipe* procède de la philosophie du fluide chez l'institionniste Bergson » (*De l'Etat, 2. Théorie marxiste de l'Etat de Hegel à Mao*, 1976).

14. Par exemple, chez J.-P. Dollé, *Haine de la pensée*, 1976.

res de la connaissance rationnelle que de faire en sorte qu'elles soient purement et simplement passées sous silence ; cet obscurantisme est, nécessairement, diffus, même s'il est vrai qu'il opère — ou tente d'opérer — en direction des plus larges masses : recours à la magie, aux diverses superstitions (il n'est que de lire une certaine presse : *France-Dimanche*, *Ici Paris*, *Nostra*, de songer à l'horoscope « Astralement vôtre » que l'on diffusa, un temps, à une grande heure d'écoute à la télévision), plus généralement, battage autour de pseudo-expériences (du style Uri Geller), voire exotisme du bazar (le zen à la portée de toutes les bourses, le yoga entouré d'on ne sait quelle mystique). Je n'ai pas le temps de développer (car il faudrait montrer que ce « supplément d'âme » irrationaliste va très bien de pair avec un culte du « fait », un technicisme à tous crins : Mme Soleil qui utilise l'ordinateur pour ses prédictions ; on nous ressortira toujours un savant qui donne dans la parapsychologie à grands renforts de statistiques, etc.). Je voudrais seulement montrer la difficulté plus grande de faire passer dans les masses de telles formes, relativement primaires et primitives, de l'obscurantisme. Et, ce, pour une raison très simple, c'est que le mode de production capitaliste, surtout s'il est, de nos jours, le lieu des prodromes de la révolution scientifique et technique, ne peut pas ne pas développer (serait-ce de façon mutilée) le niveau culturel des masses (avec des régressions et des inégalités, évidemment), même si la conception d'une école « libératrice » en tant que telle nous est totalement étrangère. On en déduirait, alors, que l'obscurantisme de masse, qui est incompatible avec la pratique sociale des travailleurs manuels et intellectuels telle qu'elle est requise pour reproduire/développer les forces productives, ne peut pas ne pas être dominé par un positivisme du « fait » (disons, pour parler comme K. Popper, de la « falsifiabilité » qui évacue toutes les « théories » — dont le marxisme — toujours métaphysiques et, donc, non point fausses mais *meaningless* : dépourvues de signification). Le développement du mode de production capitaliste, ne serait-ce que de façon inégale et tendancielle, ne peut pas ne pas mettre à mal les bases d'un irrationalisme de masse : par exemple, mais cet exemple me paraît important, il est devenu très difficile de bernier les femmes des pays capitalistes « développés » sur leur condition réelle, d'entourer de je ne sais quel halo mystique les processus de la reproduction de la vie. Ce n'est pas peu.

Ainsi, la dominante, c'est un positivisme/technicisme, etc. (il n'est que de lire, entre autres, *L'Express*).

Mais il y a bien, à un second niveau,

ce qu'il convient, alors, d'appeler l'irrationalisme. La cible est beaucoup plus limitée, il pourrait le sembler, mais, en réalité — c'est du moins l'hypothèse que j'avance, je la présente comme une hypothèse et j'aimerais qu'elle ne soit prise que comme base de discussion —, de façon directe ou indirecte, ce sont toutes les couches intellectuelles (sous des formes diverses, il est vrai, dont je vais privilégier une cristallisation) qui sont visées, toutes ces couches qu'il est décisif de convaincre profondément, véritablement, de la nécessité d'un changement réel, d'un changement qui n'est possible que si elles y concourent de façon active et consciente. Ici, sans que soit méconnu ou passé sous silence le processus de la pensée rationnelle (car ces couches ont une expérience, serait-elle partielle ou mutilée, de ce processus), il se produirait une — certaine — dénégaration de ce processus (qui emprunte, d'ailleurs, certains de ses traits au développement même de ce dernier mais en exploitant des difficultés, théoriques et pratiques, que nous devons clairement mettre en évidence). A ce propos, il n'est pas toujours commode — mais tel est le lieu réel de la lutte idéologique, si l'on ne se berce pas de représentation sécurisantes autant qu'idylliques — de différencier le deuxième et le troisième courant, tant il est vrai que le deuxième courant s'étaye, en quelque sorte, sur des difficultés parfois réelles (qui ont donc une base que l'on peut qualifier de « gnoseologique », qui ont également une base sociale), pendant que le troisième courant, dont on ne peut expliquer la nature que par la dominance de « sources » objectives, gnoseologiques et sociales, est également partie prenante d'enjeux idéologiques et est, tout autant, le produit que la cause de toute une constellation idéologique.

Je parlerai, ici, d'un irrationalisme « organisé », car il y a bien des « professionnels » de l'irrationalisme.

Si l'on survole, quelque peu, la conjoncture théorico-idéologique française, il semblera, alors, que se produise une conjonction, qui n'est surprenante qu'en apparence : d'une part, sont développés des thèmes « philosophiques », parfois assez classiques, finalement, ceux-ci seraient-ils peu ou prou déconnectés de leur contexte. Dans la période actuelle, il me semble qu'il s'agit, surtout, de thèmes nietzschéens¹², voire, quoique cela soit plus dissimulé, de thèmes bergsoniens¹³ ; les thèmes heideggeriens, à mon sentiment, s'ils n'ont nullement disparu, sont peut-être moins prégnants, mais cela mérite discussion¹⁴. La chose est rien moins que nouvelle : on pourrait, dans certains cas, remonter jusqu'à une conception de la *Naturphilosophie*, telle que la développe Schelling contre Hegel. Cela peut aller jusqu'à une sorte



15. Ici, il faudrait faire un sort à l'*Anger* de Jambet et Lardeau, 1976, ouvrage très symptomatique pour notre propos : on y verra, entre autres, l'exploitation pure et simple de propos lacaniens aux fins de nous reconduire à une curieuse lecture de certains Pères et de l'Eglise d'Orient.

16. Cela court un peu partout : depuis A. Glucksmann (*La Cuisinière et le Mangeur d'hommes*, 1975) qui nous dit, parfois, que tous nos malheurs viennent de ce que nous sommes encore platoniciens jusqu'au livre, qui vient de paraître, de Lardeau, *Apologie de Platon*, en passant par J.-M. Benoist (*Tyrannie du logos*, 1975), etc.

17. On comparera, avec intérêt, ce que peut nous dire un historien sérieux sur les sophistes, W. K. Guthrie, dont l'ouvrage a, enfin, été traduit en français et l'utilisation/exploitation des sophistes chez Lyotard, Benoist et quelques autres : à ce propos, la consistance de ce que l'on regroupe sous l'étiquette d'histoire de la philosophie serait-elle problématique, les auteurs dont je viens de parler font généralement fi de tout ce qu'il peut y avoir de rationnel dans la pratique la plus classique de la lecture des textes philosophiques.

18. Brièvement, je voudrais, ici, différencier deux types d'orientation : on peut porter un jugement fort nuancé par exemple sur la critique de la psychanalyse qu'annonçait déjà la fin de *l'Histoire de la folie* de Michel Foucault (III^e partie, chap. v, « Le cercle anthropologique ») et que semblait devoir développer les livres du même auteur qui vont paraître, on peut penser qu'un livre comme celui de R. Castel (*Le Psychanalyste*, 1973, rééd. 1976), malgré son intérêt évident, laisse bien des questions en suspens (ce que déclare d'ailleurs honnêtement l'auteur, par exemple, éd. 1976, pp. 382, 388), ces travaux me paraissent se distinguer nettement (même si tout n'est pas délire) de livres comme l'*Anti-Édipe*. Tendanciellement, ce livre recouvre des problèmes réels, plutôt qu'il ne les fait avancer.

19. Par-exemple A. Glucksmann, *passim*, mais aussi des discours passablement « théoriques » sur « le politique » du style de ceux qui se proferent autour de Claude Lefort.

de théologie négative, mal assimilée, d'ailleurs¹⁵, une nouvelle *via negativa*. On bricole, encore, sans sérieux théorique aucun, le platonisme¹⁶, voire — valeur en hausse à la bourse des valeurs philosophiques, sur le « marché des biens symboliques » (P. Bourdieu) — les sophistes¹⁷, Héraclite et Parménide ayant perdu quelques places au *hit parade* de la culture. Par certains côtés, les formes les plus traditionnelles de la spéculation métaphysique essaient de se présenter sous des atours tels qu'elles deviennent méconnaissables pour la masse de ceux qui n'ont pas eu accès à leur formulation classique.

Mais, d'autre part, ce qui est exploité, avec plus ou moins de vergogne en général par les mêmes auteurs, ce sont des difficultés réelles, quand il ne s'agit pas d'un pur et simple recouvrement des dites difficultés. Je n'en voudrais que deux exemples sur lesquels il y aurait beaucoup à dire : on camoufle ou on utilise les difficultés théoriques et pratiques de la psychanalyse¹⁸, il me semble que la *tendance* est à l'irrationalisme en ce domaine quand, visiblement, on ne veut pas tant faire avancer, fût-ce de façon complexe, des problèmes véritables que *bloquer*, finalement, la réflexion. De même, on spéculé, loin des problèmes et pour ne pas les faire avancer, sur les questions, théoriques et pratiques, de la pratique politique effective, de telle sorte que, au lieu de permettre de faire la lumière sur les difficiles questions qu'on pourrait regrouper sous la rubrique de résolution, historiquement la plus adéquate possible, des divers types de contradictions, on s'enferme dans des dilemmes métaphysiques : on spéculé sur « le pouvoir » en général, sur « le politique », « pouvoir » ou « Etat » étant opposés abstraitement à la « masse » voire à la plèbe¹⁹, si l'on ne

parvient pas à une pure et simple dénégation de toute pratique politique effective au nom d'une critique de l'« autorité », comme je le signalais au début de cet article.

Troisième courant, je serai plus bref, je veux seulement signaler, comme je la vois, la configuration de la lutte théorico-idéologique en ce domaine : compte tenu de la situation objective, de la pression multiforme de l'idéologie dominante, de ce courant dont je viens de parler (encore que dans l'analyse concrète des œuvres, il conviendrait de nuancer et d'affiner ces remarques qui sont tout sauf définitives), diverses difficultés tout autant théoriques que pratiques peuvent comme *naturellement* (il s'agit là d'une tendance), si des perspectives concrètes n'apparaissent pas, être transformées en obstacles insurmontables, ce qui sécrète des formes relativement nouvelles et originales d'irrationalisme : ainsi, il est tout à fait normal que des chercheurs, dans quelque domaine que ce soit, confrontés avec une crise dans leur savoir (c'est-à-dire avec l'émergence de questions nouvelles, de la nécessité de transformer qualitativement leurs concepts, leurs méthodes, etc.), crise qui ne peut être séparée du lieu institutionnel, de la division du travail intellectuel, surtout si les conditions sociales de leur recherche sont ce qu'elles sont actuellement, puissent en venir à une dénégation — métaphysique — de la situation réelle qui est la leur et être sensibles à ces « irrationalismes organisés » en tant que réponses illusoire et mystifiantes à des difficultés véritables. Cela dit, le moment de la crise est éminemment *positif* : tout saut qualitatif quelque peu important dans les sciences et dans la culture ne peut être vécu, subjectivement, que comme une rupture, une discontinuité et, en ce sens, les formes de conscience « irrationalistes » n'ont nullement que des aspects négatifs. Pour le dire rapidement, une véritable recherche est tout sauf rassurante.

Il en va de même dans la pratique sociale dans son ensemble : que des mutations réelles, complexes, ne soient pas vécues sous des formes que l'on pourrait qualifier d'irrationalistes, cela est malaisément imaginable. On pourrait le montrer pour la pratique de soins dans une institution psychiatrique : l'antipsychiatrie comme pratique souvent tâtonnante, aux références théoriques souvent incertaines, voire confuses, doit-elle être uniquement mesurée à l'aune d'une scientificité qui devrait normer, en droit, la pratique effective ? On pourrait le montrer également pour les pratiques pédagogiques et leurs diverses mutations, et encore — je ne fais que le signaler car cela exigerait de longs développements —, une situation de crise profonde, sur-



tout dans des couches qui étaient encore, il n'y a pas si longtemps, quelque peu éloignées des pratiques de lutte de la classe ouvrière, peut produire des formes de conscience qui sont tout sauf claires et transparentes. Je ne redirai pas ce que d'autres ont dit, bien mieux que moi, sur les « gauchismes », en particulier en milieu étudiant.

En forme de conclusion

Je proposerai, pour ne pas conclure, quelques réflexions, qui sont tout sauf théoriciennes, sur les problèmes réels auxquels nous sommes confrontés, nous communistes, qui aspirons à exercer une « influence dirigeante », si nous voulons faire avancer réellement notre « hégémonie » idéologique et culturelle :

a) Il est évident que, même si le capitalisme monopoliste d'Etat en crise n'a plus de « philosophie officielle », il use de toutes les formes de l'idéalisme et de l'agnosticisme, serait-ce sous des atours apparemment peu « philosophiques ». Il est évident qu'il

réactive et renouvelle — sans que cela deviennent dominant — diverses conceptions irrationalistes.

b) Il est non moins évident que, sans que ces courants ne constituent qu'une cynique « mise en application » de cette politique, certains d'entre eux, utiliseraient-ils des problèmes réels qu'il ne faut pas nous masquer, pour aujourd'hui et pour demain, essaient tendanciellement de bloquer le mouvement.

c) Mais la masse des intellectuels, depuis le diffuseur le plus « humble » de la science et de la culture jusqu'au créateur le plus « éminent », aux prises avec des difficultés réelles, tant théoriques que pratiques, peut être conduit à vivre ces problèmes en des termes qui ne lui permettent pas, sinon de les maîtriser, du moins, même, de les apercevoir et de les affronter lucidement. Il me semble que c'est dans ce « lieu », infiniment complexe, qu'il nous faut situer notre bataille réelle pour ne pas transformer en un thème métaphysique la lutte contre l'irrationalisme, c'est-à-dire, finalement, la lutte pour une maîtrise, théorique et pratique, toujours plus

affinée — sans dénégation des problèmes réels —, de la pratique sociale par les « hommes concrets ». Là, comme ailleurs, une « influence dirigeante », cela se gagne — et ce n'est jamais gagné de façon définitive.

Concours d'abonnement



Nous en sommes à la première partie de la campagne d'abonnement. Combien d'amis, de collègues autour de vous sont déjà susceptibles de devenir lecteurs réguliers de La NC ?

Livres-cadeaux

Indépendamment des prix en fin de concours, la réalisation de 6 points (équivalent à 3 abonnements d'un an) vous permet de nous commander chaque fois un livre dans les listes que nous publions à partir de ce mois :

Marx : Les Manuscrits de 1844 (broché)

Lénine : Matérialisme et empiriocriticisme

G. Luckacs : Ecrits de Moscou

Dr Lazard-Levallant : Le Petit Enfant, ce méconnu

Essai d'histoire de France du XVIII^e au XX^e siècle (Ed. Progrès)

Ch. Dobzynski : Couleur mémoire

Mélinee Manouchian : Manouchian

S. Zeyons : La Maison du sergent Pavlov

J.-D. Simon : Il pleut toujours où c'est mouillé

Contes vietnamiens : Le Trésor de l'homme

Colloque de Grenoble : Pour un urbanisme

E. Fajon : Ma vie s'appelle liberté

L. Moussinac : Traité de la mise en scène

Marcelles-Gardin : Introduction à la sociolinguistique

Histoire du réformisme en France (2 tomes)

Premiers échos

Bernard Laborel a réalisé 16 abonnements (32 points) à La NC lors de la fête - les 30 heures de la Marseillaise ».

Plusieurs participants à la campagne 1975-76 nous ont fait parvenir leurs premiers abonnements pour cette année (le cercle UEC d'HEC, F. Cypriani, M. Mercadié, Ph. Tavernier, D. Pierron...).

Mais de nouveaux venus ont déjà des résultats prometteurs (G. Bonzon à Herblay : 14 pts ; B. Panza à Toulon : 16 pts...)



La NC est chère

nous disent certains lecteurs en ne renouvelant pas leur abonnement. Il est vrai qu'en cette période un abonnement à 155 F, une revue à 18 F ne sont pas des dépenses minimales. Il en est ainsi de toute l'édition. Un roman moyen coûte de 40 à 60 F.

En volume de lecture un numéro de La NC représente deux fois plus de mots que le livre de Giscard d'Estaing (pour lequel les frais de lancement, c'est le moins qu'on puisse dire, n'ont pas pesé lourd dans le budget).

Actuellement, un exemplaire de La Nouvelle Critique revient à 12 F. Compte-tenu des charges nouvelles prévisibles pour 1977 — et dont nous vous avons informé le mois dernier — ce prix de revient sera de 13,50 F à 14 F l'an prochain. Cela amène quelques réflexions sur nos prix de vente actuels :

— l'exemplaire vendu 18 F en kiosque ou librairie n'est payé à la revue que 10 F compte tenu de la part revenant aux intermédiaires.

— Depuis toujours nous avons volontairement maintenu le prix de l'abonnement étudiant à un niveau assez bas pour permettre à un grand nombre d'entre eux de lire notre revue. Il est actuellement de 75 F pour l'année, soit 7,50 F par numéro. Il n'est pas possible de maintenir un tel écart entre prix de revient et prix de vente sans risquer d'aggraver considérablement une situation financière déjà précaire.

Malgré les hausses importantes subies en 76, le prix de La NC n'a pas changé depuis un an. Mais nous sommes contraints de majorer ces deux tarifs (et ceux-là seulement) à partir du 1^{er} janvier. L'abonnement étudiant sera porté à 90 F. Le prix de vente au numéro à 20 F.

Nous renouvelons l'appel à l'abonnement :

— c'est l'intérêt du lecteur qui réalise une économie appréciable : 45 F par an et 110 F pour un étudiant

— c'est l'intérêt de La NC car son potentiel d'abonnés c'est sa première richesse.

Exceptionnel : Tous les abonnements Etudiants qui arrivent à échéance en janvier ou février et qui seront renouvelés avant ce 31 décembre bénéficieront de l'ancien prix 75 F.

La NC va changer

A partir de janvier notre revue se présentera sous un aspect un peu différent : format modifié et dos carré. Pourquoi ?

Le dos carré nous a été assez souvent demandé, il donne une plus grande tenue à la revue et permet un rangement plus facile en bibliothèque. Il permet également une plus grande liberté dans la fabrication.

Sans diminuer le volume (le format sera plus allongé) le nombre de pages sera ramené à 88 ce qui compensera financièrement le coût d'amélioration apportée.

Car si nous sommes fiers de nous entendre dire que La NC est un bel objet, ce n'est pas un objet de luxe fait avec de gros moyens. Chaque modification n'est décidée qu'en fonction du coût qu'elle représente et des possibilités de compenser les dépenses excédentaires par des économies réalisées par ailleurs.

Francine Ecosse.

Mouvement d'idées

Un point de vue « prolétarien » en économie politique ?

Jean-Pierre OSIER, *Thomas Hodgskin. Une critique prolétarienne de l'économie politique*, François Maspero, collection « Théorie ».

On ne fait table rase du passé qu'en chanson. La réalité est autre, et autrement pesante. Thèse léniniste familière : « Le marxisme n'a pas surgi à l'écart de la grande voie du développement de la civilisation universelle. » Lénine désignait même la philosophie marxiste, l'économie politique, le socialisme scientifique, comme les continuateurs « directs et immédiats » de ce que l'humanité avait créé de meilleur au XIX^e siècle : la philosophie allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme français.

L'économie politique naquit donc en Angleterre. Ce n'est pas par hasard : le capitalisme y était plus avancé que partout ailleurs. Adam Smith et David Ricardo y découvrirent la source de la plus-value du capitaliste ; Marx donna à leur découverte un peu étherée un solide fondement. Drôle de continuité, drôle d'architecture ! Les précurseurs ont construit des « étages en l'air », Marx a posé les fondations après coup. C'est sur cette continuité discontinue que l'ouvrage de Jean-Pierre Osier, *Thomas Hodgskin. Une critique prolétarienne de l'économie politique*, jette une lumière critique.

Thomas Hodgskin (1767-1869) est ce journaliste et économiste anglais qui, en 1825, prit position en faveur de la lutte pour les droits ouvriers à l'occasion du débat parlementaire sur la liberté de coalition en Angleterre. La loi de 1825 proclame cette liberté dans l'espoir d'en finir avec la lutte de classes. Les économistes classiques et les juristes libéraux croient, de temps d'une illusion, avoir libéré l'ouvrier de sa classe et le patron de la sienne. C'est que pour eux la liberté du sujet individuel ne peut aller à l'encontre du fonctionnement objectif de la société capitaliste telle que la décrit l'économie politique anglaise. Les travailleurs auront le droit de se coaliser librement pour discuter et fixer les conditions d'une exploitation à laquelle il semble scientifiquement établi qu'ils ne peuvent échapper. Critiquant l'économie politique d'Adam Smith et celle de David Ricardo sur lesquelles est appuyée la po-

sition de ceux qui font campagne pour la liberté de coalition par hostilité à l'action de masse des travailleurs, Thomas Hodgskin, soucieux de défendre réellement les intérêts des ouvriers, opère un glissement de l'économie politique, science neutre, à l'économie politique envisagée du point de vue du prolétariat.

Son *Economie politique vulgaire* (ou populaire ? là est toute la question), *Popular Political Economy* (1827), est constituée de quatre conférences faites à l'Institut de Mécanique de Londres pour prolonger par une action pédagogique ses prises de position de journaliste. Cette rencontre projetée (a-t-elle vraiment eu lieu ?) entre la théorie économique et la classe laborieuse en Angleterre ne pouvait pas ne pas poser cette question que Jean-Pierre Osier juge cruciale : économie politique de qui ? « Quel critère, demande Hodgskin, doit présider à l'établissement du fameux « contrat » des économistes pour que celui-ci soit équitable et non un marché de dupes dissimulant plus ou moins bien un rapport de forces ? » (p. 51). Pour Jean-Pierre Osier, le traitement de ce problème nécessite « une manière de changement de terrain » (p. 51). Le titre de l'ouvrage de Thomas Hodgskin traduit et publié en annexe par Jean-Pierre Osier est significatif d'un renversement de point de vue : *Défense du travail contre les prétentions du capital ou l'improductivité du capital prouvée en référence aux coalitions actuelles des journaliers (Labour Defended against the Claims of Capital, London, 1825)*.

Pour l'auteur, il s'agit du premier texte fondamentalement critique de l'économisme. Ce n'est sans doute pas faux si l'on désigne par là la prétention à l'impartialité et à l'universalité de l'économie politique libérale anglaise. La lecture de cette *Défense du travail contre les prétentions du capital* montre assez que celle-ci ne s'adresse pas aux ouvriers et aux capitalistes. S'agit-il d'un point de vue prolétarien ? Comme le remarque lui-même avec beaucoup de finesse Jean-Pierre Osier, « le discours d'Hodgskin est adressé par les ouvriers aux capitalistes... » (p. 52).

Marx lui-même, dans le livre premier du *Capital* (tome II, p. 45), parlant des travailleurs parcellaires engendrés par la division manufacturière du travail et remarquant que ceux-ci « ne produisent pas de marchandises » et que « ce n'est que leur produit collectif qui devient mar-

chandise », juge « remarquable » l'écrit de Thomas Hodgskin. « Il n'y a plus rien que l'on puisse nommer la récompense naturelle du travail individuel. Chaque travailleur ne produit plus qu'une partie d'un tout, et chaque partie n'ayant ni valeur ni utilité par elle-même, il n'y a rien que le travailleur puisse s'attribuer, rien dont il puisse dire : ceci est mon produit, je veux le garder pour moi-même » (Thomas Hodgskin, *Défense du travail...*, p. 25, in *op. cit.*, p. 129). Qu'y a-t-il de « remarquable » dans cet écrit ? Pas plus qu'il ne s'agit d'une géniale anticipation du processus par lequel les produits du travail apparaissent comme *étrangers* à la force de travail vivante (*Grundrisse*, tome I, p. 426, éd. Anthropos), pas plus Marx n'est le disciple illustre d'Hodgskin. Néanmoins, Marx en est bien la négation dialectique ; rupture et continuité ; la nouveauté marxiste se prépare dans la critique « prolétarienne » de l'économie politique, mais la critique marxiste de l'économie politique classique en est la négation.

Pour Jean-Pierre Osier, ce qui rapproche Hodgskin de Marx, c'est la critique de l'économisme. Cette thèse a le mérite immense de rompre l'idée d'une filiation plate et continue entre Adam Smith et David Ricardo, d'une part, et Karl Marx, d'autre part. Mais, pour l'auteur, la critique « prolétarienne » d'Hodgskin ne l'oppose pas seulement aux économistes classiques anglais (en proie à l'économisme) ; elle diffère de la critique de l'économie politique classique faite par les socialistes utopiques.

En quoi consiste cette critique ? Le socialisme utopique constate : la science économique s'interdit tout jugement de valeur sur la société capitaliste moderne. Pourtant, comment ne pas juger moralement ce qui appelle à la révolte : l'égoïsme sans bornes des capitalistes ; la misère extrême de la classe ouvrière ? L'essentiel de la critique utopiste de l'économie politique réside dans l'utilisation de catégories éthiques et d'abstractions moralisantes. Résultat : la critique utopiste laisse totalement inchangée l'économie politique classique qu'elle utilise à des fins de révolte. Cette critique n'est que le signe d'une protestation sans efficacité contre la société capitaliste. Pour Jean-Pierre Osier, il est bien établi qu'Hodgskin se refuse à toute critique utopiste de l'économie politique. La critique que fait Hodgskin

de l'économie politique n'est pas d'un « moraliste réfugié dans les sphères sublimes de l'intelligence du bien et du mal mais d'avocat : il est l'avocat des prolétaires dans l'affaire historique classe ouvrière contre capital » (p. 90).

Au contraire, Hodgskin s'installait dans l'économie politique, du point de vue du prolétariat, pour la travailler au corps. Mais ici se pose une question : le point de vue du prolétariat est-il aussi partiel et partiel qu'il en a l'air ? Il s'agit du point de vue d'une classe qui, en se libérant de l'exploitation, doit libérer l'humanité tout entière. Certes il faut attendre le coup de tonnerre marxiste dans le ciel serein de la connaissance scientifique pour que s'opère un véritable renversement de perspective pour l'humanité. Et certes, ce n'est pas Hodgskin qui opère ce renversement. Il a cependant le mérite de poser des questions auxquelles on peut légitimement penser que le marxisme a apporté une réponse de haute portée et de grande maturité : Qu'est-ce qu'une position « prolétarienne » en économie politique ? Si l'économie politique est une science, cela signifie-t-il que l'on doit refuser d'adopter un point de vue de classe ? En quoi consiste l'objectivité en économie politique ? Il ne s'agit pas d'adopter le point de vue intemporel que Lénine, critique du contenu économique du populisme de Strouvé, stigmatisait sous le nom d'« objectivisme ».

Il s'agit, sans quitter le terrain économique pour les jugements moralisants des socialistes utopiques, d'aborder l'économie du point de vue du prolétariat, du point de vue de la classe ouvrière. C'est cet angle qui provoque « cet extraordinaire "bouge" des catégories économiques » que Jean-Pierre Osier remarque dans la *Défense du travail contre les prétentions du capital*. Un tel point de vue chasse l'économie du domaine des interprétations de la société capitaliste vers la transformation effective de celle-ci. Jean-Pierre Osier note que par ce point de vue qui définit la société capitaliste comme le « système d'exploitation dont le prolétaire est le mouton bon pour la tonte », « l'économie politique se trouve poussée hors d'elle-même vers quelque chose d'entièrement neuf mais tout aussi bien entièrement à constituer » (p. 91). Comme le souligne Jean-Pierre Osier, nous sommes encore loin du matérialisme historique, mais c'est bien avec Hodgskin (critique d'Adam Smith et de David Ricardo) que l'économie politique anglaise devient l'une des trois sources ou parties constitutives du marxisme.

Hodgskin est donc un de ces savants, un de ces architectes délicats, qui — à la différence d'autres architectes — ne « dessinent pas seulement des châteaux en l'air » mais « construisent un certain nombre d'étages habitables avant de poser la première pierre de l'édifice » (Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, p. 34). Peut-être même Hodgskin peut-il nous aider à comprendre comment certains aspects de l'économie politique classique (de Smith et de Ricardo) peuvent constituer des étages en l'air habitables, c'est-à-dire critiquables, à critiquer, avant même que Marx ait posé la première pierre du matérialisme historique. Mais lorsque la première pierre est posée s'opère un renversement de perspectives : les étages d'hier sont rénovés

et à rénover. Sans doute le travail de Jean-Pierre Osier à propos d'Hodgskin peut nous aider à répondre à la question que pose Engels dans la préface du livre II du *Capital* (tome IV, p. 20) : « Mais qu'est-ce que Marx a donc dit de nouveau sur la plus-value ? » En effet, ce n'est pas Marx qui le premier a établi l'existence de la plus-value mais Adam Smith et David Ricardo. Mais là où les prédécesseurs de Marx n'avaient vu qu'une solution, il ne vit qu'un problème. Il importe aujourd'hui de développer la réponse à cette question d'Engels autrement que par le célèbre exemple de la découverte de l'oxygène, sous la dénomination d'air déphlogistiqué, par Priestley et Scheele, bien longtemps avant que Lavoisier décrive l'oxygène pour ce qu'il est réellement. Le grand mérite de l'étude de Jean-Pierre Osier sur le cas Hodgskin est de nous y inviter. Dans l'analyse d'Hodgskin, le blocage est-il né de la « contra-

diction entre l'avance de sa théorie et le retard de sa pratique politique » (p. 92), l'avance tenant à l'exercice du point de vue prolétarien pour critiquer la science économique libérale, le retard tenant à la dominance de préoccupations humanistes dans la pratique politique d'Hodgskin ? C'est tout du moins la réponse qu'apporte Jean-Pierre Osier à cette question : « Chez Hodgskin l'analyse théorique et la pratique politique ne sonnent pas à la même heure : l'une avance, l'autre est en retard » (p. 92). Mais d'un point de vue marxiste, à quelles conditions et dans quelle mesure l'analyse théorique peut-elle devancer la pratique politique ? La question n'est pas explicitement posée. L'analyse théorique peut-elle être privée de ce que doit lui apporter la pratique politique sous peine de perdre toute efficacité ? La question mériterait peut-être plus qu'une conclusion.

Arnaud SPIRE.

Lectures

Carnet de croquis

C'était la France. Chronique de la vie quotidienne des Français avant 1914 racontée par la photographie, éditions du Chêne.

Avec le concours de R.T.L. et de Camara, les éditions du Chêne ont réuni 240 photographies d'amateurs antérieures à 1914. La publication de livres de ce genre, rassemblant des productions tout à fait étrangères à la notion d'art, est trop rare. En effet, si nous sommes à un moment de l'histoire où les controverses artistiques entre plasticiens et photographes s'aiguissent, avisées par la place grandissante réservée à la photo dans les instances culturelles, il semble que les uns et les autres aient intérêt à revoir leurs classifications. Des ouvrages comme celui-ci peuvent les y aider ; si les photographes progressistes caressent l'espoir que leur discipline puisse devenir un jour un art véritablement populaire, ils sont ici en présence d'une véritable mine de renseignements sur les racines sociales de certaines pratiques contemporaines.

Le sous-titre de l'ouvrage est clair. Vincent Brugère-Trélat nous présente ces images comme les traces d'une époque où le document photographique ne constituait pas encore une profession, puisque les premiers « reportages » furent le fait de sociologues, de philanthropes ou de journalistes de plume désireux d'étayer leurs thèses par l'image. La première caractéristique des photos d'amateurs, c'est donc l'immanence de leur contenu social : elles ne sont pas le fait d'hommes qui regardent pour les autres, mais d'hommes qui se regardent pour eux-mêmes. Les photos d'amateurs nous donnent l'image des hommes tels qu'ils voulurent être retenus par la mémoire collective. C'est pourquoi le type de discours tenu sur elles est un lieu d'inscription privilégié pour l'idéo-

logie. Faute de réflexion historique concrète — c'est-à-dire tenant compte des réalités économiques et de leurs articulations avec la superstructure — on s'enferme dans l'historicisme.

Dès le début, la couleur est annoncée : le but, c'était de « faire revivre une société disparue et d'offrir à nos contemporains l'image d'un passé d'où le choc de l'histoire est absent ». Autrement dit, les antagonismes féroces n'existent que quand ils éclatent dans une révolution. Le « choc de l'histoire » est une notion qui naît avec 1914. La guerre de 1870 n'a pas eu lieu. La Commune non plus, ni aucun sursaut du prolétariat. Le passé qu'on nous présente dans ce texte est fétichisé. Nous y apprenons, par exemple, que ce n'est pas la bourgeoisie, mais le développement du machinisme qui a accru les cadences et « accentué la rigueur des règlements ». A croire que les machines édictaient elles-mêmes leurs propres lois d'utilisation ! Erreur typique, qui consiste à considérer les forces productives indépendamment de leur relation constitutive avec les rapports de production. D'ailleurs, si les conditions de vie sont effroyables, c'est par nécessité quasi météorologique : « les banlieues étalent leurs taudis et leur morne zone de canaux, de terrains vagues, de cimetières ». C'est « l'humanité du monde industriel » qui s'abat comme une catastrophe naturelle. Sans doute le capital est-il vraiment ce « dieu impersonnel » dont parle un personnage de Zola.

Bien sûr, on nous annonce que l'arrivée massive des appareils miniature sur le marché passa par-dessus la tête de la classe ouvrière. Et il faut savoir gré aux auteurs d'avoir cherché eux-mêmes les rares photos qui font intervenir les ouvriers. Bien sûr, la société française ne nous est pas présentée comme une totalité harmonieuse ; mais les contradictions de l'époque sont tenues pour ce qu'elles vou-

laient paraître : purement idéologiques. L'utilisation des images de ces trois symboles de domination que sont le clergé, l'école de Jules Ferry et l'armée, est très habile. Mais les tensions provoquées au sein du peuple par les conflits où se mêlent religion (et même obscurantisme renaissant), positivisme et militarisme revanche, ne sont jamais articulées, même de manière schématique, sur l'infrastructure économique. Tout découle « naturellement » de la domination bourgeoise, comme effet de celle-ci. Bref, un mode de lecture finalement nostalgique et mécaniste des productions photographiques du passé.

Le plus frappant, dans ces images passionnantes, c'est l'absence de complexes des sujets face à l'objectif. Le format miniature est devenu parfaitement courant. Pour la première fois dans l'histoire, l'appareil photo s'approche de ce qu'il deviendra expressément pour un Cartier-Bresson : carnet de croquis. Dans les portraits qui circulent à l'intérieur de la bourgeoisie triomphante, la réussite sociale affirme à travers les regards la même facilité provocante que la technologie. C'est ce qui différencie la photo de la Belle Epoque des allégories du milieu du XIX^e, ou des portraits daguerréotypés, dans lesquels la contrainte des poses longues conférerait aux sujets une sorte de flottement intemporel. L'instantané fin de siècle est positiviste. Les instantanés plus anciens (qu'on regarde certaines vues de Paris des années 1860) nous donnent l'image de la relation des hommes avec l'espace urbain. Quelque chose d'immédiatement historique s'y imprime. Ici, au contraire, c'est la quotidienneté du travail ou des loisirs qui est saisie en tant que telle. On ne voit plus que rarement des perspectives de rues dans lesquelles évoluent ces passants « bougés » qui inspirent Monet. Que le mouvement ne soit plus saisi dans son opposition à la fixité, c'est évidemment un résultat du progrès technique, mais seuls les gestes significatifs, utiles et surtout productifs, sont arrêtés. L'instant, c'est, avant tout, ce qui se passe de productif dans l'instant. Cela, même quand les conditions de lumière ou le manque d'habileté du praticien l'empêchent de saisir le mouvement réel : le sujet fixe alors l'objectif pendant que le corps, les bras, les mains, sont immobilisés dans l'illusion de l'activité (comme dans beaucoup d'images d'artisans). Le tout se résout dans l'apologie du travail et de l'effort compétent. Les petits bourgeois, artisans et commerçants, sont toujours pris sur le lieu de travail, soit saisis de la sorte, soit alignés devant la boutique, soit rangés au milieu des articles ou devant la machine agricole.

La bourgeoisie se mire évidemment le plus souvent au pique-nique, dans les parcs, sur les pentes neigeuses ou à la mer, dans des images qui annoncent quelquefois de manière frappante la miraculeuse exactitude d'une photo de Kertész, et qui peuvent atteindre une réelle grandeur : voir le public et l'état-major surveillant les manœuvres de l'armée française à Annecy en 1898, et certaines scènes de repas champêtres d'une poésie aussi sobre qu'immédiate. Il faut voir aussi cette photo, d'une pertinence à peine croyable, d'un instituteur au milieu de l'ordre rigoureux des objets usuels de la

classe : le tableau noir où se lit, en boucles laborieuses, la date (20 avril 1900), le poêle qui dresse son tuyau coudé alors que les lignes de chemins de fer de la carte de France dessinent comme des éclairs de savoir jaillissant de l'auguste crâne. Et il faut voir, bien sûr, la foule devant l'entrée des puits après la catastrophe minière de Clarence (1912), les manifestations de vigneron en Champagne (1911), les instantanés sur le vif, ultra-modernes, d'arrestations dans la rue et les ministres brûlés en effigie devant les mairies...

Ce n'est pourtant pas parce que la colère populaire est photographiée pour la première fois qu'elle n'a jamais éclaté avant. Non, il n'y a pas véritablement « avant » et « après ». Le « temps des violences et des vertiges » ne commence pas en 1914.

Arnaud CLAASS.

Signe des temps

La Petite Enfance, un colloque du Centre d'études et de recherches marxistes. *Cahiers du C. E. R. M.*

Un colloque, habituellement, c'est un rassemblement occasionnel de gens peut-être en désaccord sur le sujet, mais en harmonie de style et de préoccupations ; c'est précédé par un long rapport, ça se poursuit par une succession de soliloques et ça s'achève par un gros livre lu par des gens semblables à ceux qui colloquent.

Rien de tel ici : point de rapport ; une foisonnante diversité d'intervenants : militants, pédagogues, linguistes, médecins, psychanalystes, psychologues, économistes, journalistes, philosophes ; une plus foisonnante encore diversité de questions théoriques et concrètes ; de la notion de besoin au fonctionnement des crèches « maternelles » (nouvelle mouture de la nourrice), de la pertinence et de l'avenir de la famille à la formation de l'étudiant en médecine, de la socialisation du langage chez l'enfant à la presse pédagogique, des rapports entre le travail de la femme et l'affectivité de l'enfant ; un petit livre, finalement, par la taille, mais d'où l'on sort avec la juste impression que peu de choses ont été laissées dans l'ombre, et un livre accessible à tous. Et tout cela fonctionne très bien, produit quelque chose : l'allègre ébranlement de traditions et de mythes pesants, y compris chez les « progressistes » en politique et en culture, la certitude que le problème de la petite enfance est un grand problème politique, l'envie de lutter.

Pourquoi : parce que, sur la base de la pratique, tous les intervenants convergent vers l'idée forte qu'il n'y a rien de fatal, de « naturel » dans l'enfant, son rapport à la famille, à la société et à la société concrète, déchirée, en crise, en voie de changement.

Ce colloque et ce livre sont d'un autre point de vue le signe remarquable de l'avancée idéologique du marxisme dans des lieux (le corps, l'affectivité, le besoin) où le libéralisme et ses expressions idéologiques et théoriques se croyaient inexpugnables. Ce colloque et ce livre sont en un mot un *signe des temps*.

François HINCKER.



35, rue de Clichy, 75009 Paris
Tél. 874.35.86

Ouvert tous les jours de 10 h à 19 h
Le samedi de 10 à 17 h
Fermé dimanche et fêtes

Pour Noël et Nouvel an

du samedi 4 au vendredi 3 déc. 76

3 semaines Art Cadeaux

Artisanat d'art de nombreux pays
Poteries et céramiques
Cuivres
Bijoux et foulards
Assiettes décoratives
Tapisseries
Lithographies
Cartes postales et cartes de vœux



Petit Noël russe

Les Palais de Leningrad, 283 pages 31 x 25 cm, 31 planches couleurs, 174 illustrations noir et blanc, texte d'André Kennet, photos de Victor Kennet, introduction de John Russell. Office du Livre, diffusion pour la France : Garnier Frères.

Sur la jaquette, un palais « baroque » (d'autres disent rococo, les historiens d'art ne s'entendent pas sur les choses, alors, vous pensez, les mots...) avec les éléments que l'on en attend : façade rythmée par des colonnes engagées et des pilastres, riche décoration de stuc sur les chapiteaux et les fenêtres, attique à balustrade... et le palais devrait être terminé. Un de plus, diront ceux que le baroque-rococo fatigue. C'est vrai, il y en a depuis l'extrémité du Portugal jusqu'en pleine Russie. Pas le moindre petit (ou grand) prince qui n'ait pressuré ses paysans, escroqué ses marchands, pillé les Etats voisins pour pouvoir engranger ses objets d'art, mettre en scène le culte de sa personnalité, lover ses turpides (petites ou grandes) dans d'aimables alcôves. Spoliés du fruit de leur travail, les sujets n'avaient plus qu'à admirer — et pas de trop près — la transformation en œuvres d'art. Il y a ceux que ces palais ennuiant, comme ceux qui trouvent que les symphonies sont toutes pareilles parce qu'elles ont quatre mouvements pour cordes, bois, cuivres et percussions. Le livre dont on se demande si je vais enfin parler n'est pas pour eux. Mais il leur reste du temps pour changer d'avis, ou pour faire un cadeau à leurs amis qui « aiment ça ».

En étais resté à l'attique : il en jaillit (ô surprise pour les amateurs d'art !) cinq tourelles rondes coiffées de bulbes dorés ; on passe d'un baroque orthodoxe (religion) baroque. C'est l'église du palais Iekaterinski, jadis Tsarskoïe Selo, où l'intéressant Nicolas II tenait ses quartiers, à trente kilomètres de la future Leningrad, où les bolcheviks commençaient à l'empêcher de régner en rond.

Le dernier Romanov n'a pas bâti grand chose. Mais ses prédécesseurs avaient des ambitions, et les moyens que donnait l'exploitation de millions d'âmes », comme on disait joliment. Il s'est trouvé des architectes — italiens souvent — pour faire carrière dans ces frimas. C'est ainsi que Saint-Petersbourg est devenu une des plus belles capitales de l'Europe, et que Leningrad l'est restée, grâce à ces bolcheviks qui ne respectent rien, et qui peu à peu ont restauré la plupart des palais, sur les quais de granit de la Neva, et dans la campagne alentour. Je ne sais pas si, avec le vocabulaire plastique du rococo et du néo-classicisme, on peut monter plus ou moins de combinaisons qu'avec les huit sons de la gamme... Simple, le papier à musique et l'encre pesent moins lourd et coûtent moins cher... Cela fait quand même un bon nombre de combinaisons réalisées.

Faites-vous offrir Les Palais de Leningrad, c'est quand même moins cher que le voyage. Le livre est honnêtement fait. Les photos sont belles, les textes sont clairs, avec des histoires, et même parfois de l'histoire. C'est la période des fêtes. La crise ne vous a quand même pas ôté le goût de (vous) faire plaisir ?

Jean-Philippe CHMOT.

Aux sources économiques de Marx

A. ANIKINE, *La Jeunesse d'une science : la pensée économique avant Marx*, Editions de Moscou.

Que voilà une excellente vulgarisation ! L'auteur a recensé les ouvrages et les hommes dont Marx s'est nourri dans ses travaux économiques, et il en dégage les grands traits, les situe, les fait vivre en leur temps. Cela aurait pu être banal et froid comme des articles d'encyclopédie et cela est devenu un livre passionnant, intelligent et fin, qui plus est bien écrit.

Sans doute, le fil directeur qui conduit Anikine, l'analyse des sources de Marx à partir de ce qu'en dit Marx même, interdit que ce livre soit pris complètement comme un manuel de la pensée économique pré-marxiste : ainsi n'y figurent pas, parce que presque ignorés par Marx, saint Thomas, les auteurs de la Renaissance, en particulier les « arbitristes » espagnols et les protagonistes du débat sur la monnaie engagé au XVI^e siècle, au moment de la première inflation que l'Europe ait connue (pour cette période il faut se reporter à l'ouvrage de Pierre Vilar, *L'Or et la monnaie dans l'histoire*) ; ainsi encore Malthus

est étudié presque uniquement quant à sa théorie de la population, alors que sa découverte de la « demande effective » (c'est-à-dire des difficultés objectives pour le capital à se réaliser quand la demande se fait à un prix en dessous du prix de production augmenté du profit moyen) est à peine éfleuree, comme elle le fut à peine également par Marx.

On pourra aussi contester les héritages et les réassimilations contemporaines des thèses économiques archaïques ou classiques qu'Anikine croit discerner ici ou là, encore que, par exemple, la filiation intellectuelle de Law à certaines pratiques d'après la crise de 1929 et encore davantage d'après la deuxième guerre mondiale soit astucieusement suggérée.

Mais, dans l'ensemble, quel livre succulent, avec des morceaux de choix : l'économie politique d'Aristote et surtout les étonnantes chapitres sur Petty et Bois guillebert où les économistes et leurs quêtes maladroites et enthousiastes de certains concepts fondamentaux de l'économie classique deviennent comme des héros et des chapitres de roman. J'ai lu ce livre d'une traite dans l'inconfort d'un wagon de chemin de fer, et je vous jure que le voyage a passé vite. Essayez à votre tour.

F. H.

Pour quoi Augustin

René NOUAILHAT, *Le Spiritualisme chrétien dans sa constitution. Approche matérialiste des discours d'Augustin*, Paris, 1976, Desclée, 48 F.

Dans la présentation, S. Breton écrit de ce livre : « Tel quel [...] il ouvre un chemin qu'il fallait oser. » Et, par là, il met justement en lumière toutes les nouveautés de la démarche, des résultats et des perspectives de René Nouailhat. La nouveauté et la solidité en réside aussi dans l'absence de toute tentation iconoclaste qui aurait pu dénaturer le projet de cette relecture des premiers discours d'Augustin pris comme base d'une analyse matérialiste du spiritualisme chrétien dans la phase constitutive d'un des grands courants de la pensée théologique. Cette étude, qui se qualifie à juste titre d'approche matérialiste », se démarque des confusions entretenues par tant de lectures qui se prétendent matérialistes, alors qu'elles ne sont bien souvent qu'un idéalisme renversé, à la manière des théologiens de la révolution ou des syncrétismes du type Fernando Belo, qui oublient les exigences scientifiques du matérialisme historique.

Un tel travail d'historien et de théologien qui s'inscrit en rupture avec l'exégèse traditionnelle et toute lecture herméneutique constitue un apport décisif dans les débats en cours entre marxistes et chrétiens en même temps qu'il apporte des éléments essentiels à l'élaboration d'une « théorie du discours ». Le projet est clair : il s'agit de mettre en évidence les contradictions à partir desquelles s'est précisée puis imposée la solution augustiniennne en partant des « conditions matérielles d'existence du discours augustinien... pour l'examiner dans son histoire par rapport aux codes de propagande, aux règles d'écriture et aux modes d'appréhension de son temps » (p. 20).

La mise au jour des mécanismes de transposition et de déplacement, le fonctionnement des « bricolages » au sein de ces premiers dialogues, avec la mise en place de l'opposition sensible/intelligible quand s'élabore le modèle « monastique » en pleine crise du mode de production esclavagiste, permet de replacer le discours d'Augustin dans les luttes politiques et idéologiques du IV^e siècle comme partie décisive de l'idéologie dominante et des formes d'assujettissement qui se mettent alors en place. Les solutions qu'il offre, opératoires aux divers niveaux, notamment pour répondre à la crise des formes traditionnelles d'autorité — dont celle de l'Etat, qui n'est qu'un aspect de la crise globale de l'Empire —, permettent à René Nouailhat de montrer comment le discours augustinien se constitue en tant que discours de classe, lié à la fois à une pratique scolastique, à l'*otium* (récupéré et réinterprété), à la maïeutique du dialogue. Ce dialogue est bien analysé ici comme un élément d'une métaphysique de la communication quand la rhétorique traditionnelle ne s'épuise pas mais se transforme et demeure un mode essentiel de domination idéologique, dans ses fonctions mêmes de méconnaissance et de déplacement/transposition des causes et des effets réels de la crise. D'où l'importance des « médiations » et parmi elles, du « péché » — prenant ici le relief de la « nature » — comme justification des inégalités sociales, dans la mutation même des rapports sociaux qui s'opèrent avec la dissolution du mode de production esclavagiste dominant et la mise en place d'un « ordre » nouveau dans l'Eglise et dans l'Empire (pp. 86-93). Et l'auteur montre comment le discours augustinien, comme solution idéologique, débouche logiquement sur la notion de « salut », « réservé » aux âmes supérieures aptes de la vraie philosophie. Solution de rechange aussi assurant l'héritage des spéculations

pythagorico-platoniciennes.

Enfin, dans le cadre des recherches actuelles sur le statut et le fonctionnement des idéologies dans leurs articulations avec les autres sphères de l'activité sociale, les analyses de la « trame idéologique » à partir des axes théologiques dégagés par René Nouailhat montrent tout l'efficacité historique d'une construction qui culmine dans le dogme trinitaire comme aboutissement synchrétique et comme référence sémiotique pour la nouvelle idéologie spiritualiste — notamment face au « matérialisme » stoïcien — nouvellement incarnée dans l'Eglise, dernier avatar de l'idéologie universaliste et océanique de l'Antiquité.

Il apparaît donc bien que le discours augustinien — dans sa spécificité — constitue un modèle qui assigne à l'Eglise sa fonction d'ordre dans les choses du monde sensible, dans la réordonnance globale des rapports sociaux. Le discours spiritualiste chrétien, qui est dans la *Vie* et dans l'*Ame*, se pose et se donne à lire comme seul *Vrai*. Le fonctionnement dans l'abstrait apparaît donc bien comme une nécessité pour fonder l'efficacité historique de l'élaboration idéologique au service des classes dominantes.

Les réponses scientifiques apportées ici à la question pour quoi Augustin dépassent donc largement le cadre de la fin de l'Antiquité. Elles situent ce livre au cœur des débats les plus actuels sur la permanence des visions idéalistes du monde comme travestissement indispensable aux formes d'assujettissement et d'aliénation de la conscience, comme frein aujourd'hui encore au développement des luttes de classes. Par là, elles mettent une nouvelle fois en évidence la nécessité d'une analyse prenant en compte tous les niveaux de constitution et de fonctionnement des idéologies spiritualistes dans la complexité de leurs articulations avec les éléments d'une prise de conscience de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat. En cela aussi le livre de René Nouailhat apporte du neuf sur les voies ouvertes par le XXII^e congrès.

Monique CLAVEL-LÉVÊQUE.

Salut, les copains

Maurice GOLDRING, *Survivre à New York*, Paris, Editions sociales, 1976.

Il faut que je le dise tout de suite, que je vende la mèche. L'auteur de ce livre est un ami, et je le aime tous les deux, lui et son livre. D'abord, parce qu'il sait regarder, puis, parce qu'il sait écrire. C'est déjà pas si mal, de nos jours. J'ajoute qu'il m'a fait rire en parlant de choses très sérieuses — que ce soit de la vie dans la banlieue new-yorkaise qu'il dit avoir vécu « en coupant son gazon jusqu'à la lie », ou en m'apprenant, à propos d'un spectacle de western, que « la pendaison, ma mère, ne se commande pas ». Je me réjouis de constater que même si Racine ne peut se comparer à Shakespeare, il y a des Français qui manient bien le calembour.

Il m'est toujours difficile d'écrire un compte-rendu élogieux. Autant j'adore éreinter un livre qui m'a déçu, autant je me trouve mal à l'aise pour chanter les louanges d'un livre que j'ai aimé. Cela

doit tenir à mon tempérament de jeune vieux bagarreur. Il est une chose de dire à un ami : « Tu devrais lire tel ou tel bouquin, il est vachement bon. » C'en est une autre d'écrire pourquoi tel livre devrait être lu, surtout si on ne veut pas avoir l'air idiot en ne répétant que ce que l'auteur a déjà dit. Remarque qu'il y a des chroniqueurs qui gagnent très bien leur vie, avec moins de scrupules. Va falloir que j'essaye un jour.

En somme, Maurice, j'aurais été beaucoup plus à l'aise si j'avais pu continuer à l'engueuler, comme je l'ai fait lors de la publication de tes premiers articles dans *France nouvelle*. Là, décidément, j'avais trouvé que tu n'avais pas compris grand-chose aux Etats-Unis, que tu n'en voyais que les côtés négatifs. Cela m'attristait, non pas à cause d'un quelconque chauvinisme, mais parce que je trouvais que c'était quand même dommage que tu passes à côté d'une réalité complexe. Aujourd'hui, tu dis que c'était une réaction de défense, et je te crois volontiers, d'autant que, depuis, tu as jeté les œillères qui t'empêchaient de voir clair. Ton livre le prouve, et je m'en félicite.

Ce qui ne veut pas dire que je suis content qu'enfin tu aies appris à aimer les Etats-Unis. Au cours de ma lecture, je me suis posé la question : aime-t-il les Etats-Unis ? Et je me suis répondu que le mot était impropre. Il ne s'agit pas d'aimer, mais de comprendre. Et cela, tu le fais.

Qui se veut internationaliste ne se débarasse jamais de son identité nationale. C'est même la condition *sine qua non* de la compréhension des autres. Français, tu as pu me faire voir des choses que, moi, Américain, j'ignorais. (Par contre, là où tu dis des choses que j'avais vues tout seul comme un grand, j'ai dû réprimer un mouvement de jalousie. Que diable n'ai-je pas publié avant lui ?)

Bien entendu, il y aura de mes compatriotes qui t'en voudront de fouiller dans les poubelles, comme ils disent. Il y aura même des gens de gauche pour te faire cette critique. Tu te souviens du bon vieux temps où on croyait qu'il ne fallait pas laver le linge sale en dehors de la famille ? A quoi ça nous a avancés !

Ne pas dérangier les vieilles habitudes. Ne pas faire de vagues. Surtout, ne pas trop critiquer les mouvements de protestation, dits porteurs d'avenir, même s'ils font des conneries. Eh bien, non ! Il faut critiquer, même s'il en coûte de le faire, même si ceux qui sont dans le ventre de la bête ne comprennent pas toujours pourquoi on le fait. Ils ont été égratignés, ils souffrent, ils voudraient que les amis les dorlotent. Mais les dorloter, c'est parfois mal les servir.

C'est pourquoi j'aimerais que ton livre soit traduit en anglais. Car il faut que les gens comprennent, surtout ceux qui sont les plus menacés, ceux qui vivent la réalité quotidienne de ce que tu décris, il faut qu'ils sachent pourquoi ils ont peur dans les rues et dans le métro, pourquoi ils fuient la ville, pourquoi tout cela tourne à la psychose collective. Il faut que le pourquoi et le comment de la mise en condition, par les media et les thérapies, par l'orgueil de groupe et la crainte de l'autre, leur soient démontrés. Il faut que — mais je pourrais continuer *ad infinitum*.

Pour le moment il n'y a pas aux Etats-Unis de mouvement politique capable de leur faire comprendre comment tout cela contribue au maintien de leur exploitation et de leur oppression. N'en déplaît à certains, c'est la stricte vérité, et il est nécessaire de le dire. Là, encore une fois, ce que tu dis de la fragmentation des luttes est très important. Je me souviens d'une visite dans une université américaine il y a quelques années. Dans la librairie on trouvait des tables pleines de livres, traitant les uns de la lutte des femmes, les autres de celle des Noirs, le tout entouré d'autres contre la guerre, pour l'écologie, contre la peine de mort, pour la réforme des écoles, etc. C'était le principe du choix de produits, dont le capitalisme avancé se vante, étendu à la politique. On pouvait en avoir pour son argent — mais ce qu'on avait était aseptisé, et surtout peu dangereux. Il était permis aux enfants d'y toucher. Je vous l'ai dit, c'était à l'intérieur de l'université.

Tout se tient. Prétendre le contraire, c'est se condamner à l'impuissance. D'où la nécessité de refuser cette fragmentation, tout comme on devrait refuser — je te fais écho — la division entre les minorités nationales et la promotion des unes aux dépens des autres. Il n'y a pas de meilleur moyen de briser l'unité ouvrière — ou plutôt de l'empêcher de se réaliser. Une nuance, toutefois. Tu dis que tu « ne crois pas que la libération de la classe ouvrière américaine passe par l'émancipation des minorités raciales ». D'accord. Qui dit Noir, Indien ou Chicano ne fait pas de différence de classes. Qui plus est, les leaders de tous ces mouvements sont des bourgeois, leurs revendications ne gênent pas forcément les bourgeois d'en face. Mais si ces luttes et ces mouvements devenaient autant de champs d'entraînement pour les masses populaires, de chaque ethnie, alors leur signification aurait changé. Cela s'est déjà vu dans le cours de l'histoire.

J'en arrive à la fin, mais non pas sans te dire un mot sur ta façon de traiter le problème, ô combien rabâché, de l'identité juive. Cet « appel d'air » dont tu parles et qui permet aux racines de la culture d'origine de pousser et de faire pousser (et, ce faisant, de faire se dépasser) celui qui en est le porteur, c'est bel et bien la mise en question de la société à travers un mouvement politique. Ce dépassement a été possible un bref moment aux Etats-Unis, tant que les ethnies — ou plutôt des citoyens ethniques — croyaient à la proche réalisation d'un changement de société. L'espoir étant retombé, le repli sur soi s'est fait de plus en plus fort.

J'espère que le public français lira ce livre attentivement. Non pas que la France, comme on le dit souvent, soit condamnée à connaître les mêmes problèmes que les Etats-Unis, mais avec cinq ou dix ans de retard. Mais parce qu'aujourd'hui déjà, et bien que les formes et les détails soient différents d'un pays à l'autre, la réalité française ressemble comme une sœur (benjamine) à la réalité américaine. C'est peut-être pour cela que j'ai envie de compléter l'échange de bons procédés en écrivant un livre sur Paris. Mais quel titre choisir ? *Survivre à Paris ? Vivre à Paris ? Vivre à Paris ?* Ou tout simplement — pourquoi pas — *La Vie parisienne*.

Jeffrey KAPLOW.



PRENEZ
LE TEMPS DE CHOISIR
TRANQUILLEMENT
VOTRE CHAÎNE
CHEZ

pan

**tout le gotha de la haute-fidélité
deux auditoriums-détente
le conseil de vendeurs mélomanes
des prix pas plus chers qu'ailleurs**

Accuphase, A.K.G., B & O, Bozak, Braun, Elipson,
Koss, Lansing, Lenco, Linear, Micro, Nakamichi, National,
Nivico, Revox, Rotel, Sanyo, Sony, Thorens, Yamaha.

pan

11 RUE JACOB 75006 PARIS - TEL. 326.18.25

nous aimons la musique autant que la technique

Lettre de Munich

Le Kollektiv Rote Rube (voir *La N.C.* de septembre) a édité un album de disques reprenant les musiques et les « songs » de ses spectacles. Ayant écrit au groupe pour en demander un exemplaire, nous avons reçu la lettre suivante :

Maintenant, je vais te raconter une histoire très, très formidable : sur notre liste des amis qui doivent recevoir un disque, je remarque que j'en ai envoyé un à Jacques Poulet, Paris, le 28 mai 1976. Toi, tu es la vingt-troisième personne à l'étranger où la lettre du K.R.R. a disparu. Toutes nos lettres pour Avignon, Aix-en-Provence, Toulouse, etc., et aussi Vienne, Belgrade, Graz ont disparu depuis septembre. Nous avons le soupçon que quelqu'un dans ce pays ne veut pas que nous ayons des contacts avec l'étranger, mais peut-être est-ce seulement une « paranoïa » [titre du dernier spectacle du collectif, présenté à la fête de *L'Humanité* (N.D.L.R.)]. Voilà, c'est l'histoire. C'est bien, non ? Parce que quand nous avons changé le nom de l'expéditeur, toutes les lettres sont arrivées ! La poste, ici, fait l'innocente, mais je crois que nous ne nous sommes pas adressés à la bonne institution — et nous n'avons pas de contacts avec le B.N.D. (les agents secrets). Voici le disque avec un expéditeur privé fictif. Je te prie de m'envoyer un petit mot quand tu auras reçu la lettre...

Les disques ont suivi : album (avec textes) US 14, *Unsere Stimme*, Trikont-Verlag, 8 München 80, Josephsburgstr. 16, R.F.A. (prix : 25 DM).

Théorie, politique, « autonomie relative »

Au sujet du numéro de *La N.C.* « Marxisme et Mouvement » : ce numéro m'a déçu et même inquiété car toutes les contributions sont en fait des justifications « après coup » de la ligne politique du parti.

Je pense qu'il s'agit d'une orientation très grave, dans la mesure où elle condamne le parti à l'empirisme et au pragmatisme et où elle réduit les intellectuels communistes au rôle de faire-valoir et d'alibi pour justifier, par des bricolages théoriques, la ligne politique. (...) Je suis d'autant plus sensible à ce problème qu'il m'est arrivé la même mésaventure, en commentant dans *France nouvelle* avant les vacances, un article sur la morale, du genre justificatif, article que je ne peux relire sans un certain sentiment de honte...

La recherche théorique doit être absolument indépendante de l'élaboration de la ligne politique : les intellectuels du parti doivent pouvoir travailler sans qu'aucun a priori tactique ou stratégique ne limite leur recherche. Un passé récent nous montre où cela peut mener.

Pourquoi théoriser sur une prétendue « autonomie relative » de la recherche théorique ? Pourquoi interpréter indéfiniment la résolution du XXII^e congrès, en prêtant à ses formulations un profondeur théorique insondable (profondeur peu évidente en ce qui concerne certaines d'entre elles telles que « étalage de la perversion » et « immoralité ») ?

Au-delà des compétences individuelles et des aléas de l'édition (« ce numéro est raté, le suivant sera meilleur »), c'est de méthode et d'orientation dans le travail théorique qu'il s'agit.

Si cela doit durer, autant rayer le mot « recherche » de notre vocabulaire.

Ceci dit sans esprit de vaine polémique, mais pour contribuer à la discussion, comme on dit.

Fraternellement.

F. P., Arras.

La N.C. répond

Les contributions au dossier sur la « dictature du prolétariat » avaient-elles pour but de justifier la « ligne du parti » ? Il me semble plutôt qu'elles portaient du XXII^e congrès comme d'un *acquis*, qu'il n'était pas question de remettre en question (fut-ce pour le justifier) et tentaient de préciser les questions théoriques que cet *acquis* nous oblige lui-même à approfondir : le tournant dans la définition de notre stratégie est suffisamment important pour nécessiter une réflexion d'ensemble sur toute l'articulation des concepts qui définissent notre stratégie ; donc, réflexion mettant en jeu une démarche philosophique.

Je suis loin de considérer que j'aie à

défendre l'ensemble des contributions — il s'agit d'un débat, où chacun est responsable de ce qu'il a écrit —, mais il me semble tout de même que cette définition de la tentative de *La N.C.*, engageant un tel débat, est plus juste que ce que tu en as retenu.

La vraie question posée par ta lettre est autrement complexe : c'est celle du rapport entre théorie et politique. Voici à mon avis les différents aspects sous lesquels il faut l'envisager :

— Tu as tout à fait raison d'insister sur le fait que *la théorie ne doit pas être la servante de la politique*. C'est-à-dire qu'elle ne doit pas servir de faire-valoir idéologique à une ligne politique sans principe, empirique.

— D'autre part, le parti n'a pas à trancher sur des questions qui n'entrent pas dans l'élaboration de sa stratégie politique. Là-dessus, il faudrait développer, et revenir sur les idées fondamentales et toujours actuelles d'Argenteuil : le parti ne tranche pas dans les débats qui partagent les intellectuels (artistes, savants, philosophes) sur leur propre pratique.

— Mais il y a bien une dimension théorique fondamentale dans l'élaboration de la stratégie du parti, et la philosophie marxiste y joue un rôle essentiel. C'est dire que dans le cas de la philosophie, la question de l'« autonomie relative » se pose dans des termes particulièrement complexes. Ce qui définit la philosophie marxiste, c'est en effet son rapport et au matérialisme historique, et à la pratique politique. Ta formule « la recherche théorique doit être absolument indépendante de l'élaboration de la ligne politique » me paraît résumer toutes les erreurs et me paraît résumer toutes les erreurs et déformations du « marxisme universitaire ».

Il reste que la question du *lien* entre la recherche théorique et la pratique politique est loin d'être simple, et peut-être particulièrement aujourd'hui.

En effet, la complexité des questions posées par notre stratégie a à mon avis, paradoxalement, une double conséquence : d'une part la conscience de plus en plus grande, de notre part à nous, intellectuels, de l'importance que revêt le moment théorique et de l'intérêt du rôle que nous avons à jouer si nous savons prendre notre place dans la pratique collective du parti ; mais, d'autre part, une extrême méfiance à l'égard de toute réduction possible de notre apport à un discours « après coup » — méfiance entretenue, peut-être, par les difficultés objectives que rencontre dans le parti une telle assimilation des intellectuels avec leur apport original, propre.

En fait, cette difficulté ne fait que refléter, sur un terrain particulier, le double aspect, très difficile à manier, de la stratégie du parti : union du peuple de France mais aussi rôle d'avant-garde de la classe ouvrière.

Béatrice HENRY.

La spécificité des problèmes de l'armée et de la défense.

1. Périodiquement, dans notre presse, des lettres de lecteurs accomplissant leur temps de service militaire font état des discriminations subies par les jeunes communistes ou sympathisants dans l'accès aux responsabilités. Mais ces lettres ont trop souvent le ton de la simple constatation, comme si ces discriminations étaient normales.

Comment cela est-il possible alors que nous dénonçons comme scandaleuses toutes les discriminations politiques dans tous les autres organes de l'Etat ?

Et d'un autre côté, alors que nous promouvons le droit syndical dans tous les secteurs de l'administration, notre formulation concernant l'armée est différente, reconnaissant simplement le droit d'association des militaires de carrière, et pour le contingent, revendiquant des structures de participation démocratiques.

Qu'y a-t-il de particulier dans le problème de l'armée, qui pousse à employer un langage spécifique, à particulariser nos revendications, d'une part, et d'autre part à accepter ce qui est dénoncé comme inacceptable dans tous les autres domaines ?

De plus, cet affaiblissement de notre revendication est-il justifié ?

2. En quoi consiste, d'où peut venir cette spécificité ?

Pas plus dans ce domaine que dans les autres, il n'est acceptable de se contenter d'explications qui n'en sont pas, de celles analogues au « parce que ! » préemptoire que certains parents un peu nerveux opposent aux questions de leurs enfants. Nous avons en effet à comprendre pourquoi la grande bourgeoisie est récemment passée de l'idéologie de la « grande muette » à celle du « dernier rempart de la société libérale » — sans donner le moindre commencement d'explication, comme si, devant l'armée, le raisonnement devait cesser.

Une source de cette spécificité est dans la notion de groupe national : dans tous ces problèmes, les points centraux dont il s'agit sont en effet l'usage des armes de la nation, la guerre et la survie du groupe national (ma réflexion est centrée, sans y être strictement limitée, sur la France moderne, sur son évolution depuis la grande Révolution française).

A partir de là peuvent être posés toute une série de problèmes. Je me contenterai de rechercher un éclairage, une première approche :

3. L'histoire peut-elle nous éclairer sur cette spécificité ?

La fondation de l'armée française moderne date de 1792 et la première bataille qu'elle a livrée a été celle de Valmy.

Elle a été fondée sur la base de l'alliance de la bourgeoisie et des masses populaires ; cette alliance était la politique incarnée par Robespierre et Saint-Just. Pour la bourgeoisie, elle s'est imposée comme une condition nécessaire de la réussite de la Révolution ; concrètement, on peut dire que le principal effet attendu de cette alliance était sur le plan des institutions la fondation de l'armée française, et cet effet a été obtenu.

Notre camarade Jean Bruhat rappelait

récentement dans *L'Humanité* que dans cette armée, la lecture des journaux, l'adhésion aux clubs révolutionnaires, la création de filiales de ces clubs étaient non seulement autorisées, mais encouragées.

Le résultat de cette alliance et particulièrement de la fondation de l'armée a été la sauvegarde de la nation.

Mais que se passe-t-il depuis lors ?

Tout bonnement une lutte constante de la bourgeoisie pour récupérer l'armée à son profit exclusif, soit en transformant l'alliance en asservissement, soit en la mettant en sommeil.

Parmi les constantes de cette lutte, on peut citer ceci :

— Chaque fois que la Nation a subi une agression de grande ampleur, l'armée que la bourgeoisie s'était récupérée en supplantant le peuple à sa direction a été détruite irrémédiablement par l'ennemi : ce fut le cas en 1870, avec Metz, Sedan et Pontarlier comme étapes de la destruction de l'armée impériale ; ce fut le cas en 1914, où l'armée organisée par la bourgeoisie par la loi des deux ans, puis des trois ans a été écrasée à Charleroi ; ce fut aussi le cas en 1940, où, après un an de chasse aux communistes en son sein, l'armée française a été encerclée en Belgique, et y a perdu l'essentiel de son matériel.

— Dans tous ces cas, l'intervention populaire seule a pu permettre la sauvegarde de la nation : 1870 nous en donne une preuve *a contrario* ; la grande bourgeoisie a refusé cette intervention et, manifestant ce refus, Thiers a organisé la défaite ; 1914, après l'écrasement de son armée propre, la grande bourgeoisie a accepté l'intervention populaire en la canalisant et en en prenant la direction grâce à l'Union sacrée ; deux conséquences en ont découlé : d'une part la possibilité de la victoire de 1918 (qui a été avant tout celle de la bourgeoisie impérialiste française), et d'autre part le fait qu'en 1918 l'armée française était la plus démocratique que la France ait connue depuis fort longtemps, puisque son recrutement, jusqu'aux grades d'officiers supérieurs, était socialement extrêmement ouvert (je ne parle pas des généraux) ; en 1940, après la défaite si bien organisée par le refus des propositions du parti communiste et si bien imposée par Pétain à notre peuple, au prix d'innombrables difficultés, l'alliance entre le peuple et une fraction de la bourgeoisie se reconstitue, dans la Résistance, mais là, un fait nouveau d'une extrême importance se produit : sous l'impulsion du parti communiste français, la classe ouvrière exige de faire valoir tous ses droits, y compris celui de prendre sa part de la direction de cette alliance nationale, et impose à la bourgeoisie de renoncer au monopole de la direction ; les résultats de cela n'ont pas fini de se faire sentir. Les premiers furent la participation de la France en tant que nation à la lutte et à la victoire sur l'hitlérisme. Il y eut aussi le fait qu'en 1944 l'armée française était de nouveau l'une des plus démocratiques de toute l'Histoire de France. C'est encore pour lutter contre les conséquences de cet événement que Giscard renouvelle périodiquement son appel à l'union sacrée.

— Dans tous les cas aussi, la bourgeoisie s'est empressée de récupérer l'armée victorieuse et qui par sa victoire tendait

à lui échapper : après 1918, elle a utilisé pour cela la guerre du Rif, l'occupation de la Rhénanie, l'intervention en Syrie. Après 1944, elle a utilisé les guerres d'Indochine et d'Algérie.

De tout cela, je suis conduit à conclure qu'une part importante de la spécificité des problèmes militaires trouve sa source dans cette lutte de classes qui se déroule depuis presque deux siècles entre la bourgeoisie et les producteurs autour de l'armée française.

L'importance de cette conclusion se trouve à mes yeux dans le fait que les communistes étant familiers de cet aspect des choses, elle est susceptible de stimuler leur réflexion à ce sujet.

4. Il convient donc d'évaluer le rapport des forces affrontées dans cette lutte, et aussi les arguments qui y sont utilisés.

De ce point de vue, on peut relever chez l'ennemi de classe :

— les idées formulées et avancées par la bourgeoisie dans cette lutte, qui visent à couper l'armée de la vie politique (grande muette, devoir de réserve...), à maintenir l'armée au service exclusif du pouvoir de la grande bourgeoisie (culte de l'ordre) ou au service de la bourgeoisie sans forcément passer par la médiation du pouvoir (dernier rempart de la société libérale), ou même qui sont ouvertement dirigées contre les forces de changement (anticommunisme) ;

— la pratique de la bourgeoisie, les structures qu'elle a établies, qui visent à séparer l'armée de la nation et qui posent des obstacles particuliers à notre action (recrutement des personnels avant leur passage dans la vie productive, organisation autocratique des ravitaillements, d'une justice, d'une police, d'un système scolaire spécifiques, pratique de la sélection sociale, etc.).

A partir de ces constatations et d'autres observations, il nous revient d'examiner notre propre action politique sur les problèmes militaires avec esprit critique pour déterminer quelles influences l'idéologie bourgeoise fait encore peser sur cette action, le but étant d'éliminer ces influences, et de découvrir et de mieux fonder nos arguments.

5. Le fait nouveau mentionné ci-dessus se trouve désormais logiquement devoir être confronté avec les décisions de notre XXII^e congrès : en effet, cela permet à notre parti d'organiser son action politique d'une manière cohérente dans tous les domaines, y compris celui de l'armée et de la défense nationale : il s'agit pour nous désormais de gagner pour notre parti une influence dirigeante dans notre société.

Que peut signifier pour notre parti le fait de gagner une influence dirigeante sur l'appareil de défense nationale ?

Notre orientation définie au XXII^e congrès impose pour la France démocratique et par la suite pour la France socialiste que le rôle des organes d'Etat, démocratisés, soit joué pleinement et sans restriction ; cela impose que le rôle et les appareils des partis soient parfaitement distincts de ceux de l'Etat. De plus, cette orientation conduit à une élévation de la liberté et de la responsabilité des cadres à tous les niveaux et dans tous les domaines. L'armée est un organe de l'Etat. Tout cela signifie qu'une solution administrative, du type institution de « commissaires politiques », par exemple, est absolument

exclue.

En outre, notre politique de rassemblement, d'union du peuple de France, impliquant le respect de la diversité, conduit à exclure l'idée même de tout privilège accordé aux communistes.

Dans ces conditions, comment le parti communiste peut-il conquérir une influence dirigeante, et comment cette influence peut-elle se manifester concrètement ?

6. Je crois qu'il faut considérer que la réponse nous est fournie par les travaux du comité central d'Argenteuil sur la place des communistes et de leur parti dans la vie intellectuelle.

En effet, dans ce domaine aussi, nous avons à faire avancer nos idées, nos conceptions, tout en rejetant l'idée même que l'appartenance au parti pourrait conférer à un intellectuel communiste un privilège quelconque, fût-il celui de s'appuyer sur une prise de position du parti. Il y a là beaucoup plus qu'une analogie. Le parti a-t-il à prendre position sur l'effectif du groupe de combat, sur l'articulation de la brigade, sur la réinvention du bataillon, sur les caractéristiques balistiques du fusil ? Certainement pas ! Tous ces problèmes ressortissent de la responsabilité des cadres militaires. Par contre, le choix du lieu d'étude et de fabrication du fusil est une affaire politique, et notre parti a eu raison d'exiger qu'on choisisse un fusil français !

Mais si le parti en tant que tel n'a pas à trancher ces problèmes, la conquête d'une influence dirigeante impose que les communistes les étudient, les posent quand ils se posent, participent par une grande activité à l'élaboration de leur solution dans l'intérêt de la nation.

En dehors de cette pratique, qui est le contraire d'un noyautage, il n'y aura jamais d'influence dirigeante de notre parti sur l'appareil de défense. Mais peut-on développer cette pratique de l'extérieur ? Non, et pour trois raisons : d'abord parce que de l'extérieur, on n'a qu'un écho retardé ou amorti de ces problèmes ; ensuite parce que l'emprise de l'idéologie dominante fait que les cadres sont jaloux de leur domaine réservé ; enfin parce qu'objectivement il est juste que ce domaine soit de leur compétence.

7. J'en arrive à la question suivante, en disant qu'il n'est plus possible de l'ignorer : que faire aujourd'hui pour que notre parti soit demain en mesure de conquérir l'influence dirigeante qui doit être la sienne, et qui marquera le déclin définitif de la domination de la bourgeoisie dans notre pays ?

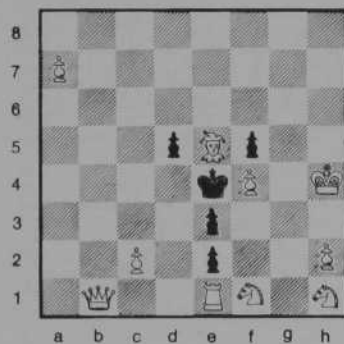
Le mode de recrutement de l'armée à tous les niveaux fait que l'U.E.C. et la J.C. ont une responsabilité décisive en cette matière. Mais pas seulement elles. Il faut d'une part que nos jeunes, dans le choix de leur métier, cessent d'exclure l'idée même des carrières de sous-officiers et d'officiers ; c'est très important. Mais cela ne saurait suffire : il faut aussi ouvrir les portes de notre parti et recruter parmi les militaires en activité. Les orientations de notre XXII^e congrès précisent sans ambiguïté les bases politiques permettant de le faire.

P.-G. F., Paris.

Problèmes n° 36

F. Lindgren

Mention « Aftonbladet » 1928.



Les Blancs jouent et font mat en deux coups.

Étude n° 26

K. Ebersz

« Magyar Sakkvilág » 1941.

Blancs : Rd3, P : b3, b5, h4.

Noirs : Rd5, P : b6, g6.

Les Blancs jouent et gagnent.

Matches de barrage à Varese.

Dans les compétitions du championnat du monde les tournois interzones jouent un rôle capital, car ils fournissent les concurrents officiellement désignés pour disputer les épreuves des candidats.

Cette année Manille (Philippines) et Bienne (Suisse), devaient procurer les six qualifiés, mais alors qu'à Manille les trois premiers Mecking (Brésil), Hort (Tchécoslovaquie) et Polugaevski (U. R. S. S.), n'occasionnèrent aucune difficulté, à Bienne à part Larsen (Danemark), seul premier sur les trois joueurs qui se classèrent aux places suivantes deux seulement pouvaient aspirer à être qualifiés. Aussi, des matches de barrage, disputés entre Petrossian, Portisch et Tahl à Varese (Italie) eurent pour résultat : Petrossian-Portisch, 2 1/2 à 1 1/2. Portisch-Tahl, 2 1/2 à 1 1/2. Petrossian-Tahl, 2 à 2. Classement final :

1^{er}. Petrossian (U. R. S. S.), 4 1/2 pts ; 2^e. Portisch (Hongrie) 4 pts ; et 3^e. Tahl (U. R. S. S.), 3 1/2 pts.

Les deux premiers devront donc rencontrer les trois classés de Manille plus Fischer et Kortchnoi, qualifiés d'office, pour disputer les candidats, dont le vainqueur sera opposé au champion du monde Anatole Karpov en finale.

Partie n° 35

Tournoi interzones, Manille 1976

Blancs : L. A. Tan

Noirs : H. Mecking

1. e2-e4, c7-c5 (défense sicilienne).

2. Cg1-f3, d7-d6 ; 3. d2-d4, c5×d4 ; 4. Cf3×d4, Cg8-f6 ; 5. Cb1-c3, g7-g6 (la variante « Dragon »).

6. Fc1-e3, Ff8-g7 (si 6... Cg4 ? , 7. Fb5+, Fd7 ; 8. D×g4 gagne).

7. f2-f3, Cb8-c6 (7... Db6 serait faux à cause de 8. Dd2 !, D×b2 ; 9. Tb1, ou bien 8. Cf5 ! suivi par 9. C×g7+).

8. Dd1-d2, 0-0 ; 9. Ff1-c4, Fc8-d7 (c'est un schéma souvent adopté dans le dragon. Est également jouable 9... C×d4 ; 10. F×d4, Fe6 ; 11. Fb3, Da5 ; 12. 0-0-0, b5 ; 13. Rb1, b4 ; 14. Cd5, F×d5).

10. Fc4-b3, Ta8-c8 (ou bien 10... Da5 ; 11. 0-0-0, Tf-c8).

11. h2-h4, Cc6-e5 ; 12. h4-h5 (les Blancs déclenchent une attaque extrêmement dangereuse).

12... Cf6×h5 ; 13. 0-0-0, Ce5-c4 ; 14. Fb3×c4, Tc8×c4.

15. g2-g4, Ch5-f6 ; 16. Cd4-e2 !, Tf8-e8 ! ? (entre Karpov-Kortchnoi en 1974 —, dans la deuxième partie du match pour le titre mondial — la continuation était 16... Da5 ; 17. Fh6, F×h6 ; 18. D×h6, Tf-c8 ; 19. Td3, T4-c5 ? , 20. g5 !, T×g5 ; 21. Td5 ! ! et Karpov remporta une jolie victoire. La variante a été améliorée dans la partie Prandstetter-Spirodonov, Agard 1976, où les Blancs jouaient 19. Td5 ! suivi par 19... Dd8 ; 20. e5 !, d×e5 ; 21. Td2 !, De8 ! 22. Cd5, Fe6 ; 23. C×f6+, e×f6 ; 24. g5 ! ! et les Blancs gagnent).

17. Fe3-d4 ? (la suite de la partie Matulovic-Tarjan à Majdanpek semble meilleure. 17. Fh6, Fh8 ; 18. e5 !, C×g4 [si 18... d×e5 ; 19. g5 ! gagne]. 19. f×g4, F×g4 ; 20. e×d6, D×d6 ; 21. D×d6, e×d6 ; 22. T×d6, car les deux pions ne donnent pas assez de compensation pour la pièce sacrifiée).

17... Dd8-a5 ; 18. Rc1-b1, Fd7-e6 ; 19. b2-b3 ? (le coup du texte affaiblit le roque. Il est à noter que 19. Cc1 ? est mauvais à cause de 19... C×e4 !).

19... Tc4-c6 ; 20. Ce2-f4 ? (préférable était 20. Cd5 ! si Da3 ; 21. Db4 et non 21. Fb2 ?, car D×b2+, 22. R×b2, C×e4+, 23. Dd4, F×d4+, 24. C×d4, Cf2 ! avec gain d'un pion).

20... Fe6×b3 ! (Mecking est un excellent tacticien qui trouve rapidement la faille dans la position adverse).

21. c2×b3, e7-e5 ; 22. Cf4-d5, Cf6×d5 ; 23. e4×d5, Tc6-c7.

24. Dd2-g5 (est à envisager 24. Ce4, D×d2 ; 25. T×d2, e×d4 ; 26. C×d6).

24... e5×d4 ; 25. Cc3-e4, d4-d3 (l'attaque noire est perçante).

26. Td1×d3 (si 26. Cf6+, F×f6 ; 27. D×f6 — menace T×h7 — mais 27. Tc2 ; 28. Da1, T8-e2 gagne).

26... Tc7-c2 ! ! (la pointe ! Menace D×a2 mat).

27. Rb1×c2, Da5×a2+, 28. Rc2-d1, Da2-b1+, 29. Rd1-e2, Db1×h1.

30. Td3-e3 (menace 31. Cf6+, F×f6 ; 32. T×e8+).

30... Te8-c8 ; 31. Ce4-f6+, Fg7×f6 ; 32. Dg5×f6, Dh1-g2+. 33. Re2-d1 (si 33. Rd3, Dc2+, 34. Rd4, Db2+ gagne la Dame noire).

33... Dg2-f1+ ; 34. Rd1-d2, Df1-c1+, 35. Rd2-e2, Tc8-c2+, 36. Re2-d3, Dc1-d2+, 37. Rd3-e4, Dd2-b4+, 38. Df6-d4 (si 38. Rd3, Td2 mat).

38... f7-f5+ les Blancs abandonnent. Car 39. g×f5, g×f5+, 40. R×f5, D×d4 gagne.

Solution du problème n° 35

G. Tar

Blancs : Rd8, Dd6, Ta4, Te7, Cb4, Ce8, Fb7, Fh8, P : g3, h3, h4, h5.

Noirs : Rf5, Dh1, Td3, Tg5, Cc7, Cf3, Fe3, Fe6, P : d2.

Mat en deux coups.

Dans cette jolie composition l'auteur réalise deux thèmes.

Le quadruple déclochage de la Dame blanche est une idée moderne.

En outre « Grimshaw » sur d5 et sur d4. Le « Grimshaw » est une interception réciproque entre pièces noires à marches différentes sur le point d'intersection des deux lignes d'action de ces pièces.

La clé est 1. Cc2 !

Les Blancs menacent 2. Fe4 mat.

Si 1... Cd5 ; 2. D×e6 mat.

Si 1... Fd5 ; 2. Df6 mat.

Si 1... Cd4 ; 2. De5 mat.

Si 1... Fd4 ; 2. Df4 mat.

Si 1... Td4 (ou Td5), 2. C×e3 mat.

Sur 1... T×d6+, 2. C×d6 mat.

Sur 1... Tg4 ; 2. h×g4 mat.

Solution de l'étude n° 25

P. Rusczyński

Blancs : Re8, Fa8, P : a7.

Noirs : Rc8, Cd8, Ff6, P : c2, c5, g5.

Les Blancs jouent et gagnent.

Le premier coup des Blancs est plein de finesse. La promotion de pion de part et d'autre favorise les Blancs, car ils le font avec un échec. La Dame blanche, en suivant un chemin triomphal, capture la Dame adverse rendant ainsi impossible toute résistance.

1. Fg2 ! !, c1D ; 2. a8D+, Rc7 ; 3. Da7+, Dd6 ; 4. Dd7+, Re5 ; 5. Dd5+, Rf4 ; 6. De4+, Rg3 ; 7. Df3+, Rh2 (si 7... Rh4 ; 8. Dh3 mat) ; 8. Dh3+, Rg1 ; 9. Dh1+, Rf2 ; 10. D×c1, R×g2 ; 11. D×c5 les Blancs gagnent.

L'avance de matériel des Blancs est considérable.

Si 11... Ce6 ou Cb7 ; 12. Dd5+ gagne une pièce.

Si 11... g4 ; 12. Df5, Fh4 ; 13. D×g4+ gagne également.

F. Molnar.



Déplorable effet des farineux

Plaisirs de la cuisine mis en histoire

Cinq cents ans après, la pomme de terre...

Cet hiver, pour compenser une pénurie que l'on doit peut-être à la sécheresse, peut-être au hasard, peut-être à l'incurie, peut-être à la spéculation, le Nouveau Monde nous envoie des tonnes et des tonnes de pommes de terre. Combien de consommateurs de ce banal tubercule ont oublié qu'il y a presque cinq cents ans il nous arrivait déjà d'Amérique, inconnu et même quelque peu méprisé ?

Le périple de la pomme de terre (et le mot est juste car toute son odyssée se passa sur l'eau!) est passionnant parce qu'il fait partie de l'histoire de l'alimentation. Donc Christophe Colomb la découvrit lors de son second voyage, du côté du Mexique où elle est peut-être née. A moins que ce ne soit au Pérou. La pomme de terre, *solanum tuberosum*, est une solanacée comme la tomate... et le tabac ! Elle n'est pas le seul cadeau du Nouveau Monde à l'ancien (avec la tomate, déjà citée, le chocolat, le haricot, le maïs, les clams, la dinde) mais probablement le plus utilisé. J'ai connu un vieil original qui, n'aimant pas les pommes de terre, s'en défendait en assurant qu'il ne mangeait jamais de produits exotiques. Et comme on le voyait parallèlement se régaler de riz, il répliquait que celui-ci était autochtone puisque cultivé en Camargue bien avant que Colomb ne ramenât des Nouvelles Indes « cette espèce d'igname ayant un peu le goût de la carotte » (*sic*).

En vérité, si Colomb connut la pomme de terre, c'est un peu plus tard qu'elle aborda l'Espagne, vers l'an 1535 et lorsque François Pizarre, ayant conquis le Pérou, constata que les *papas* (nom péruvien du tubercule) étaient, avec le maïs, la base de la nourriture des autochtones. Ainsi, le nouveau légume s'enfonça dans les terres espagnoles, singulièrement dans celles, pauvres, pour qui elle fut une bénédiction. Mais il y avait encore des Pyrénées ! Et peut-être, de ce côté-ci d'elles, un terroir plus riche. Il ne faut pas oublier que les « herbes » et les « racines » du Moyen Age étaient bien plus variées qu'aujourd'hui. On a compté jusqu'à quinze sortes d'épinards, on se régalaient de panais, de raves, de bettes-raves, de navets qui certes ont bien plus de goût et de qualités diététiques et alimentaires que la pomme de terre. Bref, elle ne pénétra point chez nous.

Et c'est encore par mer qu'elle arriva en Italie et en Angleterre. La tradition, ou plus exactement la légende, veut qu'elle ait été rapportée outre-Manche par sir Walter Raleigh depuis la Caroline. Mais le vrai est qu'à cette époque il n'était pas encore embarqué pour son fabuleux Eldorado et que c'est bien plutôt quelque corsaire qui, ayant abordé et coulé un bateau d'Espagne, s'y soit approvisionné de ce mystérieux tubercule. C'est grâce à la guerre des mers que l'apothicaire Gérard le cultiva dans son jardin

d'Hosborne. Mais là encore c'est surtout dans les terres pauvres qu'elle fit merveille. L'Irlande allait devenir, au nord, sa patrie de prédilection.

Un peu avant, elle avait gagné l'Italie. Là-bas, elle arrivait en inconnue mais ressemblant fortement à la truffe du Piémont qui est, comme on le sait, blanche ou plutôt jaunâtre. La ressemblance était telle qu'elle prit son nom et devint *tartuffe* ou *tartuffi*. De l'Escluse parle d'un certain Philippe de Livry qui les avait reçus d'un légat du pape en Belgique sous le nom de « taratouffli » et qui les mangeait « préparées à la façon des châtaignes et des carottes ».

Si d'Italie la pomme de terre avait gagné la Belgique (où on l'appelle déifier !) dans les bagages épiscopaux, elle chemina lentement vers la Savoie qui était alors italienne et connaissait aussi des terres pauvres. De *tartuffi* les paysans savoyards firent *cartouffle* et lorsque la pomme de terre, progressant vers le nord, atteignit les Etats allemands *cartouffle* devint *Kartoffel*.

La linguistique gourmande est autant passionnante que l'autre. Que le monde germanique ait fait sien un légume péruvien en lui gardant, ou presque, son nom italien, n'est-ce pas merveilleux ? Et que le monde anglo-saxon, lui, soit probablement parti des *papas* pour en faire des *potatoes* qui, dans notre argot, devinrent des *patates* n'est pas moins curieux, d'autant que les tubercules d'une convolvulacée cultivée en Amérique comme en Asie sont aussi des patates, du mot espagnol *batate* !

Mais laissons cela pour retrouver la cartouffle savoyarde qui, descendant de sa montagne, parvint dans le riche Dauphiné, traversa le Rhône pour aboutir aux terres désolées du Vivarais et des Cévennes. Ainsi la pomme de terre gagna-t-elle l'Auvergne. Où tout naturellement les paysans lui redonnèrent son nom de truffe au point qu'un plat de pommes de terre auvergnat se nomme la *truffade* et qu'un autre du Berry s'appelle *truffiat*. Curieusement une légende du Périgord raconte qu'un soir une fée déguisée en Carabosse frappa à la porte d'une chaumière dont les pauvres habitants partagèrent, avec elle, leur ration de pommes de terre, leur seul repas. La fée, en remerciement, leur promit la richesse et, d'un coup de sa baguette, transforma les futures récoltes de blanches pommes de terre en noires truffes. Ce fut l'origine de ce... faut-il écrire champignon?... et la fortune de ces humbles. Las ! Il est prouvé qu'ici la pomme de terre ne vint que longtemps après la truffe. Il faut se méfier des légendes !

Chacun connaît la suite. La pomme de terre ne quittait pas les régions pauvres. Sa découverte, en Allemagne où il était prisonnier, par le vétérinaire-militaire Parmentier, Sa propagande jusqu'au Champ-de-Mars où le tubercule de cette solanacée intriguait les Parisiens et jusqu'à Versailles où sa fleur para les revers aristocratiques. Le légume était lancé.

En valait-il, en vaut-il la peine ? Personnellement, je me risque à dire : non ! En vérité son rôle principal reste celui de l'éponge à sauce. Des son enfance il remplaça la « soupe » de pain (qui, avant l'abondance et la cuiller à sauce, fut le meilleur instrument !) en un temps où le pain lui-même devint rare, lors des famines célèbres. C'est pourquoi Turgot, intendant d'Auvergne, recommandait la culture de la pomme de terre, sorte d'ersatz de pain aux époques de disette.

Mais aujourd'hui ? La Faculté est formelle : les qualités nutritives de la pomme de terre sont nulles. Le gastronome le devrait être aussi : les qualités gourmandes de ce légume sont discutables.

Ne serait-ce pas l'occasion pour retrouver les « racines » oubliées ou nouvelles, les raves mais aussi les crosnes, les navets mais aussi les topinambours (qui viennent également d'Amérique et portent le nom d'une tribu indienne : les *Topinambours*), les rutabagas (mais oui, ils peuvent être, bien cuisinés, savoureux), mais aussi les céleris ? Et ma grand-mère cuisinait les tubercules de dahlia, les préférant, disait-elle, aux salisifs et aux scorsonères qui ne sont point négligeables cependant.

Les chefs qui n'existeraient point si la pomme de terre ne venait à leur secours devraient bien suivre l'exemple des jeunes cuisiniers qui retrouvent le culte des légumes. Naïvement ils croient — et disent — qu'il s'agit ici de « nouvelle cuisine » alors qu'au contraire ces cuisiniers, retrouvant, avec le poisson par exemple, les merveilleux accords du poireau (la porée du Moyen Age), du chou (et de la choucroute, son antique expression venue de Chine), des épinards et autres « herbes », plongent en plein dans l'avant-pomme de terre.

Mais voici que l'on pourrait en manquer. Excellente occasion pour inciter les ménagères, les cuisiniers, les gourmets à retrouver le culte des légumes et du terroir. Au lieu de cela on fait appel à l'Amérique (le Canada en fait partie) et à ses réserves. Retrouvant l'aventure de Colomb, les pommes de terre nous reviennent à travers l'Atlantique. Ce ne sont pas exactement les nôtres, je veux dire les races qui, au cours de quatre siècles et plus, ont été sélectionnées par nos paysans. Leur chair est blanche et leur goût fade. L'aveu en a été fait l'autre jour à je ne sais plus quel poste dont le « spiqueur » disait : « Les premiers chargements de pommes de terre américaines viennent d'être débarqués. Les ménagères auront du mal à s'y habituer. Ces pommes de terre, très blanches de chair, sont de médiocre qualité. C'est avec elles que l'on fait les purées en sachet et les chips de conserve. »

On songe à paraphraser une chanson à la mode : La faute à qui donc/La faute à Christophe Colomb.

Cela dit et en dehors de la frite qui est comme le « drapeau » du Parisien et du Bruxellois (ah ! les moules et les frites chères à Simenon !) il existe quelques apprêts bourratifs (dame, c'était leur raison d'être !) mais savoureux des pommes de terre. Chaque folklore a le sien. Ce serait peut-être amusant, grâce au lecteur, de répertorier ceux-ci. Et d'écrire avec eux le Grand Livre de la pomme de terre !

R. COURTINE (LA REYNIÈRE).

La N. C. signale

Une analyse schématique mais excitante des contradictions de la croissance américaine par Manuel Castells : *La Crise économique de la société américaine* (P. U. F., 55 F).

« Economie et société française du XIX^e siècle » : la première partie du deuxième tome paru de la monumentale histoire économique et sociale de la France dirigée par E. Labrousse et F. Braudel, Un peu disparate, tantôt sociale, tantôt économique, plus que sociale et économique, cette œuvre est néanmoins considérable (P. U. F., 150 F).

« La Libération de la France » : les actes d'un colloque organisé en 1974 où les communications de témoins sont de loin plus intéressantes que celles des historiens, et significativement moins entachées de préjugés anticommunistes (C. N. R. S., 180 F).

« La Commune » : une revue de l'Association des amis de la Commune de Paris. On trouvera par exemple dans son n° 4 une étude sur la Commune dans la mémoire de la C. G. T., et de la C. F. D. T., une autre sur l'opération anticommuniste montée par la S. F. I. O. en 1920-1932 autour de Pierre Degeyter, auteur de la musique de *L'Internationale*, et même des pages sur la politique de la pêche de la Commune (eh oui !). On peut s'abonner pour 20 F en s'adressant à Jean Braire, 3, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris.

« Le Surréalisme au service de la Révolution » : après *La Révolution surréaliste*, la réimpression de la collection complète d'une grande revue « historique ». Au moment où paraissent les œuvres poétiques complètes d'Aragon, peut commencer à s'écrire l'histoire des rapports du surréalisme et du communisme. Indispensable malgré son prix (Jean-Marie Place, 150 F).

Un émouvant et extraordinaire album qui vaut beaucoup de longs discours : *Capa-Seymour et les photos du front populaire*. (Chêne-Magnum, 56 F).

Le prix d'Etat 1976 vient d'être décerné à Moscou aux auteurs et principaux interprètes du film *La Prime*, que *La N. C.* a révélé à Avignon et qui fait depuis la carrière française que l'on sait.

La revue littéraire de Leningrad *Zvezda* a récemment publié un essai consacré à la vie de Boris Vildé, savant estonien né en Russie et installé à Paris en 1942 avec d'autres membres de l'organisation de résistance connue sous le nom de « groupe du musée de l'Homme ».

Les choses de la vie dans un petit village américain du début du siècle, à travers deux cent soixante-deux biographies croisées en forme d'épithètes : *Spoon River*, par Edgar Lee Masters (Editions Champ Libre).

Les hauts fonctionnaires français (bien) vus par un Américain : Ezra Souleiman, chercheuse américaine, confirme, avec *Les Hauts Fonctionnaires et la politique*, l'analyse des communistes sur le court-circuitage de la haute fonction publique classique par les réseaux parallèles dans la main du pouvoir et du grand capital (Seuil, 36 F).

Un livre passionnant qui produit les premiers résultats d'une vaste enquête sociologique sur le temps libre des travailleurs de Taganrog (Union soviétique) : *L'Homme après le travail*, par L. Gordon et E. Klopov (Editions de Moscou, 16 F).

Une publication attendue, et sur laquelle nous reviendrons plus longuement : traduit par Philippe Ivernel, le très important *Journal de travail (1938-1955)* de Bertolt Brecht. De l'exil à l'installation à Berlin, un parallèle, au jour le jour, à l'œuvre littéraire, artistique et théorique (L'Arche, 87 F).

Modes de vie et espaces sociaux : processus d'urbanisation et différenciation sociale de deux zones urbaines de Marseille. *Histoire et sociologie : la ville de Marseille*, par M. Maurice et D. Delomenie (Mouton, 90 F).

Une maison d'édition : les Editions d'aujourd'hui, avec d'alléchantes réimpressions : Nazim Hikmet, *Les Romantiques*; Georges Sadoul, *Les Merveilles du cinéma*; Léon Moussinac, *Le Cinéma soviétique*, le *Traité de la mise en scène* (chaque livre, 36 ou 38 F).

Le rapport de Fidel Castro au I^{er} congrès du P. C. C., avec la résolution finale (Maspero, 16 F).

« French ordinateurs », ou l'assassinat du plan Calcul, par P. Jublin et M. Quatrepoint. A rapprocher des ouvrages sur le cartel pétrolier ou le témoignage de l'engagement dans la lutte pour l'indépendance nationale de techniciens, de journalistes, de hauts fonctionnaires (Alain Moreau, 34 F).

L'histoire des 14 juillet : le contenu et les formes de la célébration de la fête nationale, dans les luttes idéologiques. Un attachant petit livre de Rosemonde Sanson : *Les 14 juillet, fête et conscience nationale, 1789-1975* (Flammarion, 26 F).

La collection « Tel » chez Gallimard, ou la réédition à prix accessible de classiques de l'idéologie contemporaine : *La Logique du vivant* de François Jacob, *Le Dieu caché* de Lucien Goldman, *La Transparence de l'obstacle* de Jean Starobinski, etc.

Le roman-photo de la Grande Guerre : *14-19*, en un montage attendri et indigné de Serge Zeyons, rédacteur en chef de *La Vie ouvrière* (Hier et aujourd'hui).

Anacharsis Cloots : celui qu'on appelait l'orateur du genre humain était-il un aventurier, un libéral idéologue, un terroriste ? Une curieuse figure restituée par G. Avenel (Editions Champ libre, 45 F).

Le Roman de la Rose, un classique du peuple ? Oui, à coup sûr, Jean-Charles Payen nous démontre la filiation vers Rousseau, et l'utopie féministe et écologique de Jean de Meung. *La Rose et l'Utopie* (Editions sociales, 20 F).

Service livres

La Rose et l'utopie
Jean-Charles Payen

Avec un sous-titre prometteur (« révolution sexuelle et communisme nostalgique chez Jean de Meung »), Jean-Charles Payen propose une lecture particulièrement dépoussiérante et riche en prolongements, du *Roman de la rose*, ce monument que nos lectures scolaires ne nous avaient jamais invité à visiter. Et pourtant, comme on dit, il vaut le détour. Editions sociales, 20 F.

Raideur digeste
Hugo Lacroix

Quelque part du côté de Jean-Patrick Manchette et de James Joyce, c'est là que Jean Thiabaudeau, dans un article de *L'Humanité* du 4 novembre, situait ce roman, intitulant sa chronique : « Le nouveau réalisme ». Un étonnant roman, en tout cas, qui se lit d'un seul trait. Editions du Seuil, 35 F.

Le Palais de Léningrad
Audrey Kennet

Si, comme le dit Jean-Philippe Chimot dans notre rubrique « Actuelles » à propos de cet ouvrage, « la crise ne vous a quand même pas ôté le goût de (vous) faire plaisir », voilà un beau cadeau de fin d'année. Editions Garnier frères, 200 F.

Thomas Hodgskin. Une critique prolétarienne de l'économie politique
Jean-Pierre Osier

On lira dans ce numéro (rubrique « Actuelles ») la note que notre collaborateur Arnaud Spire consacre à cet ouvrage. Editions Maspero, 25 F.

Attention, il vous suffit d'inscrire une croix dans la case correspondant aux livres et aux disques que vous désirez recevoir, d'indiquer le nombre de volumes que vous commanderez, et la somme que cette commande représente.

Précisons que cette liste n'est pas limitative : vous pouvez, en inscrivant leurs titres, les noms de l'auteur, et, si possible, de l'éditeur, commander d'autres volumes que vous n'auriez pas trouvés.

Vous devez adresser le bon de commande figurant sur l'encart ci-contre à :

Librairie Club-Diderot, 146, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris (X^e).

Vous pouvez :

- joindre chèque bancaire ou postal à votre bulletin de commande.
- (C. C. P. - C. D. L. P., 7641 47 Paris.)

Pour toute commande supérieure à 50 F, les frais de port sont à notre charge. Pour une commande inférieure à 50 F, nous vous serions reconnaissants d'ajouter à votre versement 3 F pour le port.

La Rose et l'utopie 20 F

Jean-Charles Payen

Raideur digeste 35 F

Hugo Lacroix

Le Palais de Léningrad 200 F

Audrey Kennett

Thomas Hogdskin 25 F

Jean-Pierre Osier

Autres volumes

Retournez ce bulletin à : Librairie Club Diderot,
146, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris-10^e

Nom

Prénom

Profession

Adresse

Ville

Je joins à ce bon de commande,

Chèque bancaire

Chèque postal au nom du C. D. L. P.

(C. C. P. 7641 47 Paris)

pour accroître
l'audience de

Envoyez-lui des adresses de personnes susceptibles de s'abonner.

Nous leur adresserons un spécimen gratuit.

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Nom Prénom

Adresse

Envoi de :

La N. C., 168, rue du Temple, 75003 Paris. Merci.

Nom - Prénom _____

Adresse _____

Je commande :

Nombre d'ex.	Titres	Prix d'un ex.	Prix total
<input type="checkbox"/>	Plaquettes :		
<input type="checkbox"/>	Langage, sciences et histoire	5 F	
<input type="checkbox"/>	Engels et la philosophie marxiste	5 F	
<input type="checkbox"/>	Une science du littéraire est-elle possible	5 F	
<input type="checkbox"/>	La démocratie socialiste en U. R. S. S.	5 F	
<input type="checkbox"/>	Crise de la Société, Eglises et Union populaire	5 F	
<input type="checkbox"/>	Romans, politique	5 F	
<input type="checkbox"/>	Une psychiatrie différente, dites-vous...	10 F	
<input type="checkbox"/>	Psychiatrie, questions actuelles	10 F	ou 15 F les 2 ex.
<input type="checkbox"/>	L'analyse du discours : problèmes et perspectives	7 F	
<input type="checkbox"/>	Cinéma, culture ou profit	15 F	
<input type="checkbox"/>	N° Spéciaux N. C.		
<input type="checkbox"/>	Littérature et idéologies (15 F abonnés)	20 F	
<input type="checkbox"/>	Linguistique et littérature (15 F abonnés)	20 F	
<input type="checkbox"/>	Expériences et langage de la Commune de Paris	20 F	
<input type="checkbox"/>	Arthur Adamov (9 F abonnés)	12 F	
<input type="checkbox"/>	Danse, Les Voies de la création	10 F	
<input type="checkbox"/>	Pour un Urbanisme	50 F	
<input type="checkbox"/>	Index thématique N. C.	7 F	
<input type="checkbox"/>	Collection N. C.		
<input type="checkbox"/>	N° 79-80	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 81	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 82	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 83	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 84	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 85	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 86	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 87	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 88	8 F	
<input type="checkbox"/>	N° 89	8 F	
<input type="checkbox"/>	Collection R. I. :		
<input type="checkbox"/>	N° 61 Du socialisme en Chine	9 F	
<input type="checkbox"/>	N° 62 Voies de la révolution bourgeoise	9 F	
<input type="checkbox"/>	N° 63/64 Le deuxième sergave	18 F	
<input type="checkbox"/>	N° 67 La propriété socialiste	9 F	
<input type="checkbox"/>	N° 69/70 Le Fascisme hitlérien	15 F	
<input type="checkbox"/>	N° 76 Epopée et roman.	5 F	
<input type="checkbox"/>	N° 77/78 L'homme et l'environnement	15 F	
<input type="checkbox"/>	N° 79 Féodalisme à Byzance	15 F	
<input type="checkbox"/>	N° 80 L'intégration économique socialiste	20 F	
<input type="checkbox"/>	N° 81 Sémiotique	20 F	
<input type="checkbox"/>	N° 82 Travaux philosophiques en pays socialistes	20 F	
<input type="checkbox"/>	N° 83 Politique urbaine et socialisme	20 F	
<input type="checkbox"/>	N° 84 Formes d'exploitation du travail et rapports sociaux dans l'Antiquité classique	20 F	
<input type="checkbox"/>	N° 85 L'évolution agraire de l'empire tsariste à la collectivisation	20 F	
<input type="checkbox"/>	N° 86 Travaux philosophiques marxistes en Europe capitaliste	20 F	
	Total		

Pour les commandes à destination de l'étranger, ajoutez 10 % aux prix indiqués.

Expédition franco, par retour.
Retournez ce bon de commande d'un montant de : F
à La N. C., 168, rue du Temple, 75003 Paris.

Je joins à ce bon de commande : chèque bancaire chèque postal (C. C. P. 6956 23 Paris)

Abonnez-vous ou offrez un abonnement à

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Qualité ou profession _____

Entreprise _____

Comment avez-vous connu la N. C. ? _____

Retournez ce bulletin avec votre chèque à
La N. C., 168, rue du Temple,
75003 Paris
(C. C. P. 6956-23 Paris)

Nos lecteurs d'Algérie qui souhaiteraient s'abonner peuvent s'adresser à
1r S. N. E. O
3, bd Zirout-Youcef
Alger

Tarif Abonnements.	1 an	2 ans	6 mois
FRANCE	Normal 155 F Etudiants 75 F	285 F 140 F	90 F 45 F
Marché Commun et Afrique du Nord	Normal 200 F Etudiants 100 F	385 F 180 F	
Autres pays	Normal 230 F Etudiants 110 F	420 F 200 F	

99

Abonnez-vous à **Recherches Internationales**

à la lumière  du marxisme

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Qualité ou profession _____

Entreprise _____

Comment avez-vous connu Recherches internationales ? _____

Retournez ce bulletin avec votre chèque à
Recherches internationales
168, rue du Temple, 75003 Paris
(C. C. P. 6956-23 Paris)

Tarif abonnements (1 an)		
FRANCE	Abonnés à La Nouvelle Critique	55 F
	Non abonnés à La N. C.	60 F
Etranger	Abonnés à La Nouvelle Critique	60 F
	Non abonnés	70 F

ET VOUS APPRIVOISEREZ LES MOTS!

Les mots sont vivants parce que le français est une "langue vivante". Ils ont une histoire, ils naissent, se multiplient, changent parfois de sens ou de mode d'emploi, immigrent même... et tendent des pièges. Actuellement plus que jamais, il est indispensable de bien les connaître et de se familiariser avec eux pour en faire bon usage. Heureusement, pour tous ceux qui veulent comprendre et se faire comprendre, il existe maintenant une solution : le LEXIS.



un dictionnaire novateur, unique

- par sa richesse en mots (plus de 70 000 mots des vocabulaires courant, classique et littéraire, scientifique et technique) et en renseignements sur les mots ;
- par la clarté de classement du vocabulaire et par la construction méthodique des articles ;
- par l'actualité de son information, dans tous les domaines, l'abondance des termes nouveaux, la représentativité bien réelle des citations contemporaines, qui en font l'outil de travail indispensable aujourd'hui ;
- par l'introduction, pour la première fois dans un dictionnaire, d'une grammaire complète, présentée sous forme de tableaux synthétiques et comparatifs.

LEXIS

dictionnaire de la langue française

sous la direction de J. Dubois, professeur à l'université de Paris X
un volume relié (17,5 x 25 cm), 2 032 pages, dont 64 pages de grammaire.

un dictionnaire
LAROUSSE

SONY



Sony Trinitron Plus. TV couleur 33 et 44 cm.

Le Trinitron nouveau est arrivé.

1976 est une bonne année, Sony a encore amélioré le procédé Trinitron, baptisé Trinitron Plus.

Le Trinitron Plus a une grille plus large. Le passage d'électrons vers l'écran est donc plus grand. C'est ce qui donne des images plus lumineuses, plus contrastées, et plus naturelles.

Comme le Trinitron, le Trinitron Plus a un écran cylindrique. Il ne produit donc aucune réflexion ambiante, et donne ainsi un meilleur contraste. Les lignes droites restent droites et ne courbent pas dans les angles de l'écran.

Ce Trinitron nouveau existe en deux versions : un Trinitron Plus portable - 33 cm (KV 1340 DF) et un Trinitron Plus - 44 cm 114° (KV 1811 DF).

Tout ce que l'on peut vous dire n'est rien à côté de ce que vous découvrirez en voyant de vos propres yeux ce nouveau cru de Sony.

Tous renseignements et démonstration permanente au Salon Sony, 66 Champs-Élysées. Tél. 359.06.64 et 06.58.

SONY

